



LE COMTE

DE CAVOUR

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7

LE COMTE

DE CAVOUR

RÉCITS ET SOUVENIRS

PAR

W. DE LA RIVE

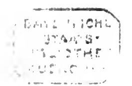


PARIS

J. HETZEL, ÉDITEUR, 18, RUE JACOB

— LIBRAIRIE J. CLAYE —

1862



LE

COMTE DE CAVOUR

Dans la partie basse du pays qui forme aujourd'hui la province de Pignerol, au milieu d'une plaine immense et uniforme, se dresse un rocher gigantesque, isolé, perdu, vieux reste des premières convulsions du globe, demeuré debout dans la campagne nivelée par les eaux. Les flancs de ce granit abrupt abritent un village; à son sommet, et sous les ruines plus modernes qui le couronnent, on découvre les vestiges d'une citadelle romaine et d'un temple de Drusille, sœur de Caligula. Les ruines actuelles sont l'œuvre de Catinat qui, en 1691, prit et détruisit le château de Cavour. A ce château et au village qu'il protégeait jadis, les Bensi durent le nom que l'un d'entre

eux était destiné à rendre si glorieux. Ce nom, du reste, est récent dans leur famille, et, avant de leur appartenir, fut porté par les descendants du comte Racouigi, fils naturel du dernier prince d'Achaïe. Ce fut vers le milieu du siècle dernier que Charles-Emmanuel III, second roi de Sardaigne, conféra, avec le fief vacant, le marquisat éteint de Cavour à Michel-Antoine Benso, seigneur de Santena et l'un de ses lieutenants généraux.

Les Bensi sont de très-ancienne noblesse, originaires de Saxe d'où le fondateur de leur maison, Hubert, vint en Italie, à la suite de Frédéric Barberousse. C'est donc à l'Allemagne que le Piémont, déjà redevable de ses princes, doit son plus grand politique. Hubert combattit avec Frédéric contre la Lega Lombarda; fit un pèlerinage en Terre sainte; à son retour, épousa Donna Bentia, héritière d'une famille patricienne de Chieri, et, en 1150, obtint les fiefs de Baldisetto, de Ponticello, et cette terre de Santena où reposent aujourd'hui les restes du plus illustre de sa race.

Établis à Chieri, les Bensi y comptent. Ils ne tarderont pas à compter au delà, ainsi du reste que plusieurs autres familles de cette petite république. La Lorraine a ses « Chevaux, » Chieri avait ses B. Les Balbi, les Balbiani, les Bescaretti, les Buschetti, les Bertone, dont

les Crillon de France sont une branche, les Broglie, qui, dans une autre patrie, ont illustré leur vieux nom, les Bensi, enfin, étaient connus sous le nom générique des sept B de Chieri. Voilà des Bœufs qui ont creusé bien des sillons.

Chieri était, comme la plupart des villes italiennes, divisée en deux partis hostiles, violents, prompts à tirer l'épée, ardents aux rencontres sanglantes. Les Bensi formaient, avec les six autres B, le parti dit « de Albergo, » ainsi nommé à cause du droit d'hospice, c'est-à-dire d'asile, de défense et de protection, qui était, des prérogatives de la noblesse, une des plus chères et des plus disputées. Mais, en dehors de ces querelles intestines et incessantes, les Bensi jouèrent un rôle constant, bien que plus ou moins considérable, dans la plupart des guerres dont le nord de l'Italie fut le théâtre. Durant la longue lutte des guelfes et des gibelins, ils tinrent pour l'empereur, et, en 1309, Arduino Benso figure, à la suite de Henri VII de Luxembourg, en qualité d'ambassadeur de la république de Chieri.

Plus tard, lorsque les ducs de Savoie eurent étendu leur domination sur les anciennes villes libres du Piémont, les Bensi quittèrent Chieri, pour s'en aller servir, par les armes, dans la cour, ou dans le conseil,

tantôt les ducs de Savoie, tantôt les princes des États voisins. C'est ainsi qu'en 1598, Ascanio Benso était ministre de Rannuccio Farnèse, duc de Parme, tandis qu'Antonio Benso, colonel de cavalerie, au service de Venise, se distinguait au siége de Chypre contre les Turcs. Toutefois, à mesure que se raffermit la domination des ducs de Savoie et que se constitua plus fortement le Piémont, les Bensi se rattachèrent plus exclusivement aux princes devenus leurs maîtres et à l'État devenu leur patrie. Ils fournirent au pays une longue série de bons soldats, et aux souverains des serviteurs fidèles; placés naturellement dans les premiers rangs, ils surent, par leurs alliances et leurs services, s'y maintenir. J'ai déjà nommé Michel-Antoine Benso à qui le marquisat de Cavour fut conféré en récompense de ses actions militaires. Je citerai encore Goffredo Benso, gouverneur de Turin, qui défendit pendant treize mois et avec la plus rare valeur la forteresse de Montmeillan contre la formidable armée de Louis XIII.

Les armes des Bensi portent d'argent au chef de gueule, chargé de trois coquilles d'or, avec deux lions pour support et pour devise « *Gott will Recht.* » Le cimier est un pèlerin portant un drapeau avec la devise : « *Militia et peregrinatio.* » Le pèlerin est

vêtu d'azur, de gueules et de sable, visage et mains de carnation.

Ce fut à Genève que le marquis Michel Benso de Cavour épousa en 1805 Mlle Adèle de Sellon. Quelques péripéties avaient signalé ce mariage. Le comte de Sellon avait trois filles, toutes les trois, bien qu'à des degrés divers, remarquables pour l'agrément de leur esprit et le charme de leurs traits. Ce fut de l'aînée que s'éprit d'abord le marquis de Cavour, durant un séjour prolongé qu'il fit à Genève où sa mère, née de Sales, comptait de nombreuses et intimes relations. Mais l'inclination du jeune homme, en ce temps-là âgé de vingt ans seulement, fut refoulée, ou plutôt détournée par la résistance maternelle. Aussi bien, afin de vaincre cette inclination, Mme de Cavour parvint à marier celle qui en était l'objet au marquis de la Turbie. Pour rendre cette union la plus malheureuse qui fut jamais, une seule chose manqua, la durée. Mais la brutalité du marquis de la Turbie contraignit la marquise à réclamer une prompte séparation. Plus tard, rendue libre par la mort de son mari, Mme de la Turbie épousa en secondes noces le duc de Clermont-Tonnerre, et elle trouva dans ce mariage le bonheur qu'une femme peut attendre d'un galant homme qui l'aime et la respecte.

Les années et l'absence modifièrent les premiers sentiments de M. de Cavour, sans toutefois, il est permis de le croire, les altérer tout à fait ; car, revenant à Genève, il y devint presque aussitôt fort amoureux de la deuxième fille de M. de Sellon et il l'épousa. De ce mariage il eut deux fils. L'aîné est le marquis Gustave Benso de Cavour, actuellement député au Parlement italien. Le cadet, né à Turin le 1er août 1810, fut baptisé à l'église de Saint-Charles et, étant tenu sur les fonts par la princesse Pauline et le prince Camille Borghèse, reçut de son parrain le nom de Camille. C'est lui de qui l'Italie porte aujourd'hui le deuil.

I

Il se peut que le temps ne soit pas encore venu de juger le comte de Cavour. Cela ne m'importe guère et ne m'arrête point. Quand même j'aurais, pour juger un tel homme, l'autorité qui me manque, je m'honore de ne pouvoir, en ce qui le concerne, me dire impartial. Si, parmi les opinions qu'il a combattues, les intérêts dont il a tenu peu de compte, les sentiments qu'il a froissés, il en est qui me sont chers, je ne saurais d'autre part oublier que j'ai eu de bonne heure le privilége d'une amitié qui ne me fut pas retirée, et j'éprouve pour la mémoire de M. de Cavour quelque chose de plus que le simple respect dû au génie. Sans nuire à la liberté de mes appréciations, ce sentiment doit, à mon insu même, les modifier, ou tout au moins les tempérer, et je ne me sens pas en condition de

les contrôler ni de les reviser froidement. J'ai donc pour dessein principal de raconter M. de Cavour tel que je l'ai compris, connu, admiré, aimé, tel que mes souvenirs me le rappellent, tel aussi que le révèlent des lettres tracées familièrement, de dates fort diverses, adressées pour la plupart à mon père, d'autres à M. Naville de Châteauvieux, avec qui M. de Cavour entretint pendant plusieurs années une correspondance régulière, et quelques-unes, en petit nombre, à moi-même. J'écrirai d'ailleurs sans grande méthode, en me laissant aller selon le courant de mes souvenirs, de mes impressions. Un semblable récit, nécessairement fort incomplet, risque de paraître à la fois décousu et trop familier. Qu'on veuille donc bien n'y voir que de simples notes que me fournit ma mémoire, reliées les unes aux autres par quelques documents authentiques.

Un dernier mot : Il arrivera peut-être au lecteur de rencontrer çà et là un fragment déjà transcrit, un passage déjà reproduit. Que M. de Cavour se répète, je ne crains pas qu'on m'en sache trop mauvais gré; mais il est d'autres répétitions, n'ayant aucun titre à l'indulgence, et cependant inséparables des hasards d'une étude qui n'est pas d'avance or-

donnée et dans laquelle on ne saurait guère éviter de repasser parfois aux mêmes endroits, de suivre ou tout au moins de croiser quelque sentier déjà parcouru. Je conviens que, relevant de l'histoire, la biographie d'un grand homme exigerait un plan plus sévère ; mais reconnaissant que je ne pourrais viser à obtenir un peu plus de symétrie qu'en sacrifiant beaucoup de ma liberté, je dois choisir et naturellement je choisis les petits chemins faciles où l'on marche à sa guise. Aussi bien, quand je poserai la plume, il est certain que la biographie de M. de Cavour sera encore à faire ; mais j'aurai, je l'espère, donné quelque satisfaction à la curiosité sympathique de ses amis et de ses admirateurs.

Encore une fois, du reste, ce n'est pas l'heure d'écrire cette biographie. Il faudrait y laisser en blanc trop de pages qu'une autre génération aura le droit de remplir des secrets que nos archives lui révèleront, et que nous devons nous contenter de deviner. La mémoire de M. de Cavour ne saurait d'ailleurs être si vite dégagée de l'influence des passions contraires qu'il provoqua ou fomenta. C'est le critère de la grandeur d'un homme que sa mort ne désarme ni ne refroidit personne. Pour lui, la postérité se fait lentement ; on peut dire qu'à certains égards elle ne

se fait jamais; son image est, de siècle en siècle, battue par le flot sans cesse renouvelé des colères et des admirations que suscite ou exalte le souvenir de ses desseins, de ses entreprises, de sa vie. Toujours il aura des ennemis et des partisans; toujours ceux qui encensent Auguste se plairont à rabaisser Cicéron. La gloire d'un nom est, en quelque sorte, dans l'éternel combat qui, se livrant autour de lui, en fait un nom contemporain de chaque génération successive et le grandit ainsi de toute la hauteur des âges qu'il traverse.

Sans doute le moment arrive où les événements ne sont plus qu'une poussière soulevée, en passant, par le chroniqueur, et où, le premier tumulte des opinions étant apaisé, l'enthousiasme est plus réfléchi et la haine moins aveugle. Mais ce moment est loin d'être arrivé pour les événements dont M. de Cavour a rempli ou contribué à remplir les dix années qui viennent de s'écouler et pour les opinions qu'il a refoulées ou surexcitées. La bataille qu'il engagea se poursuit sous nos yeux, nous en suivons d'un regard anxieux les phases diverses et nous en pesons d'une main agitée les chances contraires; ce conflit nous paraît un des plus grands qui aient, depuis longtemps, secoué le monde, et

nous ne saurions avoir encore, en ces temps incertains, la liberté d'en juger équitablement le principal acteur.

Les faits accomplis en Italie sont-ils d'ailleurs définitifs, ou bien faudra-t-il, en les enregistrant, consigner leur caractère transitoire et constater leur durée éphémère? M. de Cavour s'est proposé de fonder à la fois l'indépendance et l'unité italiennes, ou, si l'on veut, l'indépendance par l'unité. Ce double but ou ce but unique, pouvait-il l'atteindre et l'a-t-il atteint? De la réponse que l'avenir fera à cette question dépend, jusqu'à un certain point, la gloire de M. de Cavour, et la consolidation de l'édifice donnera la mesure de l'architecte. Il y a des entreprises conduites de telle sorte que la sanction du succès leur est indispensable, et certains moyens exigent impérieusement la justification de la fin. Ici, je ne parle pas des moyens que la morale réprouve, mais de ceux devant l'emploi desquels la politique hésite. Se lancer dans les aventures, c'est prêter le serment de vaincre!

Il convient, du reste, que la responsabilité qui fait la grandeur fasse aussi le péril de la toute-puissance. La dictature qui, chez un peuple libre, se fonde et

se maintient par l'ascendant du génie sur les esprits, cette dictature, pour être consentie et susceptible d'être légalement renversée, n'en sera pas moins jugée à ses fruits, aussi rigoureusement et aussi justement que si elle se fût imposée par la violence et exercée sur une nation muette. M. de. Cavour s'est inspiré du patriotisme ambitieux des Italiens pour les entraîner dans une voie périlleuse; cette voie, il l'avait subie ou choisie, peu importe; ce qu'on subit librement, on le choisit. Il n'a pas craint de heurter les sympathies, les principes, les sentiments ou les préjugés, de réveiller les craintes de la moitié de l'Europe. L'Italie l'a suivi, douteuse d'abord, mais bientôt rassurée par sa confiance, enhardie par son audace, persuadée par la suprême sécurité de cet homme disant : « Je réponds de tout, » et l'entendant comme il le disait.

Et c'est prêt à répondre de tout devant la postérité qu'il est mort, pressant de sa main défaillante la main du roi d'Italie, sûr de son œuvre, en envisageant les destinées et en prédisant la durée avec cette même tranquille assurance qui la lui fit naguère entreprendre et poursuivre. Et nul n'a le droit de lui enlever cet énorme fardeau qu'il ne trouva jamais trop lourd, nul n'a même le droit de répudier pour lui, sous le

prétexte qu'il ne les conduit plus ni ne les domine, des événements qui ne sont que la conséquence ou le développement de sa politique. Il savait bien, lui, que la mort n'est pas une excuse pour les fondateurs d'empires ; il savait que l'homme d'État est, pour sa gloire ou pour son châtiment, responsable de son œuvre par delà le tombeau.

Son œuvre, ai-je dit. L'œuvre de l'Italie, dira-t-on peut-être. Par un certain côté, toute la question est là. Certes, je ne prétends point que M. de Cavour soit l'unique artisan de son œuvre. Je n'ignore pas qu'avant lui, autour de lui, avec lui, elle a été préparée, mûrie, soutenue par l'exil, la prison, la plume, le poignard et l'épée, par la résignation et par la révolte, par le dévouement et par le crime, par la sourde propagande des sectaires et par l'éclatant prestige d'un royal héroïsme; je n'ignore pas qu'elle a été accomplie avec l'appui de toutes les forces sociales, des plus régulières aussi bien que des plus désordonnées; je n'ignore pas que, vingt-cinq ans plus tôt, M. de Cavour n'eût point tenté une telle entreprise ou y eût échoué, n'ayant le concours ni d'un monarque aussi résolu, ni d'une nation aussi disciplinée par l'expérience, ni d'une génération aussi disposée à la révolution qu'il a précipitée. Mais, en

somme, je crois qu'il s'est servi des circonstances et des hommes mieux et plus qu'il n'en a été servi; je crois que, sans lui, la révolution italienne ne se fût point accomplie, et que ni le Piémont ne se fût trouvé en mesure de l'entreprendre, ni la France en humeur de la seconder; quelque sentiment qu'inspire cette révolution, elle est un fait considérable dont Cavour est l'auteur encensé ou détesté, suivant les uns trop habile, trop téméraire suivant les autres, trop pressé ou trop lent, mais l'auteur accepté par l'opinion, dès longtemps reconnu de tous, solennellement proclamé au lendemain de sa mort par l'explosion de douleur de l'Italie et par le cri d'émotion spontanée de l'Europe. Cela suffit, ce me semble, pour que son nom surnage sur l'océan de l'histoire et ne risque pas de disparaître jamais dans ces profondeurs obscures où s'engloutissent les réputations usurpées, les célébrités passagères, tant d'illustrations imposées par la passion à la complicité ou à la crédulité contemporaines.

Si donc l'Italie peut se passer de la protection ou de la complaisance étrangère; si elle donne, sans s'y briser, sur les revers qui sont les inévitables et salutaires épreuves des nations réellement fortes et libres; si elle se montre énergique et unie autant qu'elle a

été, en dernier lieu, disciplinée et adroite; si elle se raffermit en se constituant; si elle maintient en Europe, par ses seules forces, par sa seule sagesse et son seul courage, la place qu'elle n'a pas conquise seule; si, enfin, dans un demi-siècle, elle est une grande nation, alors il faut admettre que Cavour fut un grand homme, de ceux qui, aux yeux de la postérité, résument, en les glorifiant, à la fois une époque et un peuple. Mais, avant le fondateur de l'Italie, il y eut le ministre piémontais, et c'est pourquoi, dès aujourd'hui, il est permis de reconnaître que Cavour fut un homme d'État éminent et qu'il posséda, à un rare degré, les qualités si variées et les aptitudes si complexes des hommes nés pour organiser, pour commander et pour conduire. Quand bien même les caprices de la destinée déchireraient en Italie ce que sa main puissante avait uni; quand même quelque nouveau souffle politique diviserait ce qu'il avait rassemblé, comme le vent du sud disjoint les glaçons soudés par la bise du nord et les disperse; quand même Cavour n'aurait pas réussi à transformer en un État unique cinq ou six pays jusqu'ici distincts, il lui resterait, outre le crédit d'avoir essayé une si vaste entreprise et de l'avoir menée si avant, l'impérissable honneur d'avoir transformé le petit peuple

dont il fut pendant dix ans le premier citoyen, en un peuple libre, libre non-seulement par ses institutions, mais, et c'est là l'essentiel, par ses mœurs.

Se rappelle-t-on encore aujourd'hui le régime sous lequel le Piémont a vécu jusqu'en 1847? Régime de silence, de contrainte, de ténèbres, ne frappant guère et toujours sourdement, à petits coups, mais immobilisant, enveloppant, garrottant les esprits, comme fait une araignée de sa victime. Auprès de ce régime, celui que maintenait, dans les provinces voisines, l'armée autrichienne, n'était guère, en réalité. plus tyrannique, tandis que, en apparence, il empruntait à l'éclat bruyant de ses persécutions quelque chose de plus libre. Il y a eu des despotismes mille fois plus révoltants que le despotisme qui naguère pesait sur les États sardes, il y en a eu peu d'aussi accablants. « Vous avez raison, dit M. de Cavour dans une lettre écrite de Turin en 1843 et adressée à mon père, de parler de l'enfer, car depuis que je vous ai quitté, je vis dans une espèce d'enfer intellectuel, c'est-à-dire dans un pays où l'intelligence et la science sont réputées choses infernales par qui a la bonté de nous gouverner. Oui, mon cher, voilà bientôt deux mois que je respire une atmosphère remplie d'ignorance

et de préjugés, que j'habite une ville où il faut se cacher pour échanger quelques idées qui sortent de la sphère politique et morale où le gouvernement voudrait tenir les esprits enfermés. Voilà ce qui s'appelle jouir du bonheur d'un gouvernement paternel... Après huit mois de ***, Paris et Londres, retomber tout à coup à Turin; passer sans transition des salons du duc de Broglie et du marquis de Lansdowne, dans ceux où l'esprit rétrograde règne sans opposition, — la chute est violente. On en demeure tout meurtri, au moral comme au physique. Vous vous rappelez peut-être cet oncle de M[me] Lafarge qui, pour avoir été longtemps exposé à une atmosphère d'ignorance, avait fini par avoir un rhume de cerveau à l'intelligence; moi, je suis un peu comme cet oncle, seulement au lieu d'un rhume, c'est une espèce de paralysie dont je suis frappé. » C'est un peu fort, mais la note est juste, et, malgré l'exagération de la boutade, en somme, M. de Cavour exprime bien là le sentiment général de la société spirituelle, cultivée de Turin, soumise à un joug qui l'indignait.

D'un peuple élevé à l'école d'une tyrannie tracassière et sans grandeur, il était facile de faire un peuple révolutionnaire; mais essayer de faire de lui un peuple libre eût semblé une tentative désespérée.

C'est toutefois cette chimère que M. de Cavour a réalisée. Je ne dois point cependant oublier qu'en inculquant la fierté dans les caractères, les mœurs militaires façonnent une nation à la liberté. Je sais aussi qu'en même temps que l'ébranlement général des esprits, par toute l'Europe, amenait le brusque avénement des libertés inaugurées à Turin en 1847, cet avénement avait été prévu et, dans une certaine mesure, préparé par la parole vaillante et l'exemple éloquent des Balbo, des Gioberti, des Azeglio, pour ne parler que des plus récents et des plus illustres. Cependant, et sans vouloir diminuer en rien des gloires si pures, il semble que le rôle des hommes éminents dont je rappelle les noms fut surtout un rôle de précurseurs; ils allumèrent le flambeau ou empêchèrent qu'il ne s'éteignît; et si le Piémont a maintenant le goût de la liberté, il en est en première ligne redevable à Cavour, qui la lui a fait aimer en la lui faisant comprendre et en la lui faisant largement pratiquer. Sauf en un petit nombre de cas sur lesquels je reviendrai, Cavour a, constamment et à travers mille difficultés, maintenu les principes vraiment libéraux jusque dans leurs conséquences les plus gênantes pour la marche du gouvernement et dans leurs applications les plus compromettantes

pour le succès de sa politique. Où, en effet, les épines de la liberté de la presse seront-elles plus acérées que chez une nation naturellement violente, d'impulsion soudaine, portée aux extrêmes et actuellement déchirée plutôt qu'elle n'est divisée en partis de longtemps irréconciliables? Où la liberté religieuse risque-t-elle de heurter plus de convictions sincères et de soulever plus de préjugés, que dans un pays dont la conscience est, pour ce qui touche au spirituel, si profondément catholique? Où la liberté politique sera-t-elle d'un usage plus incommode, qu'en une situation où il faudra concilier les exigences légitimes du parlement avec l'appareil mystérieux des réticences diplomatiques, imposer à la fierté nationale l'approbation de l'inconnu et faire considérer aux citoyens comme indiscrète leur ingérence la plus naturelle? Eh bien, toutes ces libertés n'ont cessé de trouver dans Cavour un défenseur infatigable; quoique très-sensible aux attaques personnelles qui ne lui furent pas épargnées, et, d'autre part, très-persuadé du danger qu'une polémique intempérée eût fait courir à ses desseins, il n'employa, pour réprimer la licence des journaux, d'autres armes que celles que lui fournissait une constitution libérale. S'il eut plus d'une fois recours aux tribu-

naux, il ne se laissa point emporter par son omnipotence sur la pente rapide et séduisante de l'arbitraire. Pour ce qui concerne la liberté de conscience, Cavour n'a jamais craint ni de fortifier ses ennemis, ni de lasser ses amis, en en protégeant et faisant prévaloir les droits légitimes, même exercés par les plus imprudents ou les plus obscurs. Quant à la liberté politique, il faut reconnaître que, s'il l'a parfois exploitée, il l'a toujours maintenue, et cela en un temps où il n'est pas, dit-on, si difficile de l'exploiter sans la maintenir.

C'est que, malgré certaines apparences contraires, en dépit des allures violentes d'une politique de guerre, Cavour était, d'instinct et de raison, vraiment libéral. Nul ne fut plus que lui, en particulier, l'adversaire de ce faux libéralisme qui fait à la révolution française l'injurieux honneur de s'en dire l'héritier, parce qu'il s'efforce d'en continuer les haines et d'en perpétuer l'intolérance; secte vulgaire qui, au nom d'une prétendue liberté dont elle s'arroge le culte exclusif, raille, insulte, et, dès qu'elle le peut, proscrit et frappe; car on la voit toujours prompte à acclamer l'omnipotence de celui qui, partageant ses préjugés, les propage et au besoin les impose. La liberté n'a guère d'ennemi plus dangereux que

cet ennemi déguisé qui la compromet en même temps qu'il l'étouffe. On ne peut nier que Cavour n'ait été entraîné à chercher le concours de ces attardés qu'on a spirituellement désignés sous le nom de libéraux classiques; mais, s'il a subi leur appui, il n'a pas subi leur influence. La liberté individuelle, avec son entier développement et dans la plénitude de ses conséquences, telle fut toujours, aux yeux de M. de Cavour, l'arche sainte de la liberté moderne, le centre de toutes les libertés dont la liberté se compose, si elle n'est pas un vain mot. Loin d'étendre l'action du gouvernement, il s'attacha, tout en la fortifiant, à la circonscrire dans les limites qui laissent le champ ouvert à l'initiative personnelle dans ses multiples manifestations; loin de chercher à aplanir la nation sous un niveau commun et uniforme, il ne craignait pas d'y voir grandir chacun des éléments qui la constituent, au risque que, parmi ces éléments, il s'en trouvât d'hostiles à sa politique ou à sa personne; il n'admettait pas enfin que, sous le prétexte de garantir, de guider, de servir le citoyen, l'État le prît sous tutelle, l'emmaillotât et en définitive l'asservît. Il entendait que l'homme eût les coudées franches, le droit de juger, de conduire sa vie et ses affaires, qu'il eût la responsabilité de son jugement et

de ses actes. C'est dans ce sens qu'il a pensé, parlé, agi, et c'est ainsi qu'il a poussé le Piémont et, par le Piémont, l'Italie, dans la voie de la vraie liberté, voie souvent ardue, lente, mais sûre, que la nation elle-même trace et creuse en y avançant. Il n'est guère d'institution, fondée ou renouvelée durant son gouvernement, qui ne témoigne de sa sollicitude éclairée pour les immunités de l'individu. Il suffit, par exemple, de mettre, à Turin ou à Gênes, le pied dans une gare de chemin de fer, pour être tout d'abord et agréablement frappé de l'indépendance qui y règne; là, pas de ces salles d'attente closes et barricadées dans lesquelles on vous emmagasine et vous séquestre, pas de ces ridicules ordonnances qui prohibent la délivrance des billets au delà d'une heure précise, pas de ces employés qui réprimandent, poussent, hâtent, gourmandent, et semblent avoir pour mission principale d'humilier et de vexer ce dernier des employés qui s'appelle le voyageur.

Qu'on me pardonne de citer, à l'honneur de l'administration piémontaise, un fait si minime en soi et dont il semble que j'exagère la signification et l'importance; mais je ne sais rien qui soit une image plus fidèle et un symptôme moins trompeur de la liberté générale d'un peuple, que la liberté dont ce peuple

jouit dans les choses de chaque jour, et que chaque jour il peut constater et pratiquer. Il me semble aussi que ce détail est de nature à indiquer les vues et les tendances de M. de Cavour en matière d'administration. Il n'aimait pas le règlement; répulsion bien naturelle chez celui qui le subit, bien rare chez celui qui l'impose. « Le règlement, me disait-il un jour, fait de l'employé un imbécile; voilà pourquoi, comme ministre, je ne l'aime pas. La lettre tue, ajouta-t-il, et l'esprit vivifie. » — « Vous avez beaucoup d'esprit, » aurais-je pu lui répondre.

En y réfléchissant, je crois que le mépris pour la lettre, qui fut un des traits caractéristiques de Cavour, l'a singulièrement servi. Faisant peu de cas de la forme, il allait droit à la solution ou tout au moins au nœud; du premier coup d'œil il apercevait la question à travers les voiles sous lesquels la convention la dissimulait ou dans lesquels la convenance l'embarrassait; ces voiles sacrés, il les soulevait sans respect, les arrachait sans scrupule et les jetait sans remords. Une fois en face de la question, il posait, sans hésiter, le doigt sur le point sensible, tout prêt à trancher dans le vif, en dépit des prudentes prescriptions de « la lettre. » C'est ainsi que, pour aller au but, il a pris volontiers par le plus court, laissant

la diplomatie cheminer de son pas mesuré le long de la grande route, et, parce qu'il la devançait, elle l'a tenu pour un révolutionnaire. Il y a eu des ministres qui ont, plus que lui, terrifié les chancelleries européennes; il n'y en a pas eu qui leur aient donné plus de mal, même à la chancellerie britannique, la seule qui ait héroïquement entrepris de le réconcilier avec « la lettre. » Je me figure M. de Cavour lisant la fameuse dépêche de lord John Russell, je vois le sourire voltigeant sur ces lèvres fines.

On a dit que ce siècle manquait de respect. Il est vrai qu'il ne lui suffit pas que les choses aient été longtemps vénérées pour qu'elles lui paraissent vénérables. Autrefois, quand l'âne passait, portant des reliques, on saluait l'âne à cause des reliques; aujourd'hui, volontiers, à cause de l'âne, on ne s'incline pas devant les reliques. Il n'est homme, institution, croyance, qu'on ne pèse et ne mesure. On a le jugement irrévérent et le procédé léger; on sait que les gouvernements sont des machines qu'il faut remonter comme on remonte une pendule, et la foule n'éprouve plus à leur égard cette admiration béate du sauvage à l'aspect d'une montre; il n'y a plus guère que les maniaques dont chaque année l'Académie des sciences reçoit des mémoires sur le mouvement per-

pétuel, qui croient à la perpétuité de quelque chose. La bourse et la presse ont mis en déroute l'ancienne diplomatie, et les dépêches sont des articles de gazette. Dans le grand changement général qui a adouci les mœurs mais assoupli les caractères, développé les intelligences mais affaibli les convictions, accru la puissance mais amoindri la volonté, qu'est-ce qui l'emporte, du bien ou du mal? Il y a deux ans, je me promenais avec M. de Cavour, à Hermance, au pied d'une vieille tour dont la massive structure défie les atteintes du temps. En parlant de tous les faits dont un si antique édifice avait dû être le témoin, nous fûmes conduits à comparer les civilisations et les époques. — « On ne peut nier, dit M. de Cavour, que l'humanité, dans son ensemble, n'ait progressé; mais quant à ce coquin d'homme, je ne crois pas qu'il ait fait aucun progrès! » Propos de misanthrope, dira-t-on peut-être. Nous étions alors au lendemain de Villafranca, et M. de Cavour ne voyait pas en beau.

Quoi qu'il en soit, il était bien d'un siècle qui, parmi les hommages qu'il rend à la vertu, ne saurait plus compter l'hypocrisie, laquelle n'est, en définitive, que l'observation de la lettre. Chez M. de Cavour, la solennité de la forme n'a jamais masqué la

frivolité ou la puérilité du fond. Au contraire, une sorte de frivolité apparente servait souvent à adoucir, en l'enveloppant, ce que le fond avait d'âpre et d'absolu. On l'eût dit souple, enjoué et, qu'on me passe l'expression, bon enfant, alors qu'il avait le dessein précis, l'inexorable roideur d'un réformateur. Cet air d'insouciance et d'heureuse bonhomie prévenait en sa faveur, ramenait ou au moins désarmait les ennemis; nul n'entendait et ne pratiquait comme lui une familiarité facile qui, ne dégénérant jamais en faiblesse ni en complaisance, lui gagnait les cœurs sans amoindrir sa dignité. On a dit fort injustement d'un grand homme d'État moderne, qu'il était un roseau peint en fer; avec bien plus de vérité pourrait-on dire que Cavour était une barre de fer peinte en roseau. L'acier de la volonté disparaissait sous la grâce du sourire, sous le laisser-aller de l'attitude, sous l'abandon du geste, sous la désinvolture du discours. Il conquérait les esprits bien plus qu'il ne les persuadait. Là était la cause de sa puissance. Une fois qu'il les eut conquis, il les mena où il voulut, au lieu d'avoir, à chaque fois, à les persuader à nouveau. Il n'était pas fait pour être populaire dans l'acception éclatante de ce terme; il ne l'eût point été sans le parlement, à travers lequel sa popularité rayonna; la

culture de son esprit, la modération de ses opinions, le raffinement de ses instincts le plaçaient trop en dehors de la multitude pour qu'il la comprît bien et en fût tout à fait aimé ; il ne possédait ni les qualités violentes qui entraînent la foule, ni les défauts qui la charment, et s'il partageait quelques-unes de ses passions, il ne partageait pas ses préjugés. Aristocrate de naissance, de goût, de nature, il ne fut jamais un aristocrate fourvoyé et eût été singulièrement inhabile à manier ces gros ou grossiers leviers par lesquels on remue et soulève les masses. En dehors de l'enceinte où s'exerçait son action immédiate, il dut son immense influence à ses succès ; son prestige fut celui de la force ; il fut populaire parce qu'on le crut fort, et sitôt qu'on le crut fort, il le fut, car dès lors il représenta l'Italie et put répondre d'elle vis-à-vis de l'Europe.

« L'esprit, c'est la vérité, » a dit, je crois, Sheridan, « *wit is truth.* » Voilà bien l'esprit de Cavour, lumineux, essentiellement simple comme tout ce qui est vrai. C'est seulement chez les natures puissantes et créatrices qu'on trouve l'esprit à la grande hauteur où le place la définition de Sheridan et qu'on rencontre cette simplicité qui, s'ignorant elle-même, se manifeste en toutes choses, si bien que les desseins

les plus compliqués, les conceptions les plus hardies n'ont rien qui étonne ou effraye, et que le génie, marchant d'un pas si sûr dans une route si directe, éclaire sans éblouir et n'est plus discerné du vulgaire. La simplicité n'est comprise que de loin, à la longue, à ses résultats, à l'influence infaillible qu'elle exerce. Lorsque Colomb cassa l'extrémité de l'œuf, il ne fut admiré de personne. Et pourtant, s'écria-t-il, trouver l'Amérique n'est pas plus malaisé! Cavour, durant sa carrière politique, n'a peut-être pas laissé passer un seul jour sans casser l'extrémité de quelque œuf. Cela n'était guère difficile, semblait-il; mais voilà comment l'homme d'État fait les grandes traversées et arrive où aucun autre n'aurait pu, ni su, ni voulu aller. Cette simplicité, qui est une des lois du génie, conduisait la pensée de Cavour, menait sa conduite, dictait son langage, illuminait sa vie. « *Via recta*, me disait-il un jour, *via certa*. Voilà une devise que m'a enseignée un de nos meilleurs diplomates; c'est la bonne, et je m'y tiens. » Et, en effet, Cavour a toujours pris par la ligne droite, par le plus court. C'était là à la fois sa méthode, son instinct et sa force. Je me rappelle qu'en 1859, quand les Autrichiens eurent repassé le Tessin, les habitants de Novare réclamèrent du gouvernement

sarde le remboursement de la contribution énorme que le général Giulay leur avait imposée. L'équité semblait appuyer cette requête d'une ville exceptionnellement frappée, mais la raison politique la condamnait, et elle fut repoussée. « Que leur avez-vous répondu? » demandai-je à M. de Cavour. « Eh, reprit-il, je leur ai dit : La guerre est la guerre; il y a des gens qui y sont tués, il y en a d'autres qu'elle ruine. C'est bien sûr que vous êtes à plaindre, et je vous plains; mais, je vous le répète, la guerre c'est la guerre! » Voilà, prise sur le vif, l'argumentation de Cavour.

A ce sujet, je me rappelle avoir lu, je ne sais où, que, dans une discussion, Cavour réfuta un ennemi en le déclarant trop laid; j'ai tort de dire un ennemi, à la Chambre il avait des adversaires, il n'avait pas d'ennemis. Ce discours ainsi rapporté est si peu courtois, que je suis très-certain qu'il n'a pas été prononcé; d'autre part, il est si court qu'il pourrait bien être authentique et, à coup sûr, mériterait de l'être : il est, dans la manière de Cavour, bref, rapide et, paraît-il, suffisant, puisque l'assemblée, ajoutait-on, aurait été, en cette circonstance, unanime à donner raison au ministre. Aussi bien, sauf en ces rares occasions où ils s'adressaient plutôt à

l'Europe, les discours de M. de Cavour n'étaient pas éloquents, mais ils étaient toujours suffisants. Il ne se souciait du triomphe oratoire que dans la mesure nécessaire pour gagner la bataille parlementaire. Dans le débat, il ne cherchait pas ni ne choisissait trop ses arguments, il les prenait, les ramassait tout autour de lui, comme au hasard, et les premiers qui s'offraient à sa pensée, sans grand effroi d'être illogique ou de paraître superficiel. A vrai dire, il ne parlait pas, il agissait. Pour lui, la parole n'était pas un fleuret ni une épée de parade, mais une arme de guerre, cette bonne arme de guerre que vante M. Veuillot qui s'y connaît, arme sérieuse, sans dorures inutiles ni ornements superflus, seulement bien affilée, pointue, avec laquelle il portait un bon coup au bon endroit s'il pouvait, sinon peu lui importait : frappant moins juste, il en était quitte pour frapper plus fort et n'en couchait pas moins son homme sur le carreau. Ni subtil, ni artificieux, défendant une cause médiocre par une médiocre raison, plutôt que d'arriver à une bonne par un détour, il eût fait sourire un avocat, mais il l'aurait battu. Il ne s'égarait pas dans le verbiage, dans les circonlocutions, dans les enfilades de phrases chères au sophisme et où se traîne la stérilité de l'esprit; il n'avait

pas non plus l'accent retentissant des tribuns ni le haut commandement des capitaines, mais le langage net, précis, délié, surtout naturel, toujours approprié au sujet, ne le dépassant point, ne lui étant jamais inférieur, langage des affaires et au niveau des plus considérables. C'est ainsi qu'il fut, quand il le fallut, un grand orateur, parce qu'il était un grand homme d'État.

Du grand homme d'État, il possédait tout d'abord, et au plus haut degré, la faculté suprême, cette faculté de voir qu'on appelle le bon sens, faculté singulièrement rare, obscurcie, chez la plupart, par la routine, la passion ou le préjugé, et qui est la marque distinctive du génie. Voir, c'est connaître les hommes et comprendre les choses, c'est saisir les détails et embrasser l'ensemble, c'est considérer les obstacles en même temps que les défilés par lesquels on les peut tourner, c'est avoir la notion véritable des rapports, des proportions et de la perspective, c'est distinguer le chimérique du possible, c'est prévoir. Il ne manque pas de gens pour qui le bon sens réside dans la connaissance des considérations immédiates, dans le respect envers les opinions accréditées, dans la stricte observance des conventions et des convenances. Ces gens-là ont raison, puisqu'il

n'est aucune force, aucun élément de la situation générale que l'homme d'État ne doive apprécier et dont il n'ait à tenir compte. Mais ils ont tort quand ils refusent le bon sens à celui qui regarde et voit au delà de la plaine étroite qui se déroule devant eux et des collines qui bornent leur horizon restreint. Le bon sens consiste à voir loin aussi bien qu'à voir juste, ou plutôt on ne voit juste que si l'on voit loin. Jamais une vue basse ne passa pour une bonne vue. Quant à ceux qui prétendraient que le génie peut se passer de bon sens, leur réfutation est inscrite à chaque page de l'histoire. Au reste, qu'est-il besoin d'insister? Intelligence, esprit, bon sens, désignations presque synonymes d'une même faculté, laquelle unie à une volonté qui l'applique, la développe et la mène, s'appelle le génie.

Mais il y a une faculté plus rare encore, surtout de nos jours, que celle de voir, c'est la faculté de vouloir. Nous sommes d'une époque où l'on a plus de courage que d'énergie, plus d'élan que de persistance, plus d'activité que de travail, et, loin de raffermir la volonté, l'intelligence semble avoir trop souvent pour effet de la détremper. Chez Cavour, au contraire, le ressort de la volonté, naturellement du métal le meilleur, parut devenir de jour en jour plus

solide, plus résistant, plus apte à mouvoir, à conduire, à utiliser, comme autant de forces vives, toutes les excellentes parties d'une intelligence supérieure; de jour en jour, chez lui, l'union de l'intelligence et de la volonté parut devenir plus étroite, plus intime, et, ajoutons, plus absorbante. Quand la pratique des affaires, des hommes, de soi-même, quand la vie en un mot ne lasse pas l'intelligence ni ne fatigue la volonté, elle les fortifie l'une et l'autre et l'une par l'autre et les développe d'une façon extraordinaire au détriment du reste de l'homme. C'est ainsi que le grand homme, envahi par son génie, va se dépouillant des passions qui jettent l'incertitude dans le cœur humain ou le trouble dans la conscience, s'isole moins peut-être parce qu'il s'élève que parce qu'il se sépare, et devient peu à peu l'être inexorable défini par Mme de Staël, quand elle a dit de Napoléon : « Ce qui m'effraye en lui, c'est que je ne sens aucun sentiment humain par lequel on puisse l'atteindre. »

L'impression que révèle ce mot de Mme de Staël, Cavour la produisait parfois, surtout vers la fin, et je l'ai ressentie. Son sourire, la grâce accueillante de ses manières, la gaieté de ses propos, son abandon, n'étaient plus qu'à la surface et à fleur de peau,

comme s'ils eussent cessé d'être en harmonie avec le fond de ses pensées. Je ne veux point dire qu'il se soit jamais imposé un masque, ni qu'il se contraignît pour retrouver l'expression aimable, enjouée, doucement éclairée des premiers jours. Mais à travers cette expression qui lui était naturelle, rayonnait une force irrésistible, écrasante, prête à broyer tout ce qui lui ferait obstacle. Son visage même revêtait, en certains moments, une autre expression, sereine, sévère, implacable, expression d'airain que les excès de la volonté impriment aux traits. Sa physionomie révélait alors son âme, l'âme d'un conquérant.

On s'étonnera peut-être que, le regardant comme un conquérant, j'aie osé le dire libéral. Je rappellerai donc que le pays qu'il conquit, il le considérait comme étant son pays, et que si, pour accomplir cette conquête, il se servit de l'épée, il se servit encore plus de la liberté. La liberté, dira-t-on, n'était donc pour lui qu'un instrument. Peu nous importe, ce me semble. Ce qui nous importe, c'est qu'en maniant cet instrument, il ne l'ait ni usé, ni souillé; c'est que, l'ouvrage fait, il ne l'ait pas brisé. Libéral de nature, il a vécu à une époque où sa raison a pu se trouver d'accord avec ses instincts et où la liberté qu'il aimait lui a paru le meilleur auxiliaire de ses desseins.

Il faut bien reconnaître que Cavour était fait de cette argile plus noble dont sont pétris les maîtres du monde. Paré de ces éclatantes facultés devant lesquelles l'humanité s'incline, il était doué des humbles aptitudes sans lesquelles les autres restent stériles. Laborieux, persévérant, acharné à son œuvre, ne la lâchant point un seul jour, un seul instant, il possédait en même temps l'art de convaincre, d'entraîner, d'inspirer la confiance par la façon dont il l'exigeait. Il avait ce qui constitue et complète le grand politique : l'ardeur réfléchie, l'activité infatigable, la sagacité, l'opportunité, la connaissance de son temps, la fertilité des ressources, l'esprit libre de tout préjugé, le cœur à l'abri de toute haine. Taillé pour la lutte et né pour la victoire, il était, enfin, de la fière race des imprudents qui hardiment se confient à la fortune, certains qu'elle ne saurait jamais se montrer si ingrate que de leur être infidèle.

II

Voilà, dans son ensemble, M. de Cavour, tel qu'il m'apparaît aujourd'hui, contemplé à travers son œuvre et sa vie. Il eût été, je crois, plus régulier de raconter d'abord cette vie et de rappeler cette œuvre. Mais, parlant d'un homme si universellement connu, j'ai pu, ce me semble, sans grand inconvénient, me permettre une infraction à l'ordre consacré et intervertir la succession habituelle des faits et des appréciations. Aussi est-ce sans parti pris d'avance, mais sans trop de scrupule, que je me suis laissé entraîner à retracer d'emblée les lignes saillantes de l'imposante figure qui se dressait devant moi. La mort accentue les traits en les fixant et imprime ainsi à la physionomie son expression principale. C'est cette expression dégagée de l'accessoire, du secondaire, du contradictoire, qui m'a attiré et que j'ai imparfai-

tement esquissée. Ce qui a été dit jusqu'ici sera d'ailleurs, je l'espère, rendu plus sensible et moins incomplet par ce qui va être dit.

Donc Camille de Cavour naquit le 1er août 1810. Il fut élevé à Turin, jusqu'à l'âge de dix ans, dans la maison paternelle, entouré des soins les plus intelligents aussi bien que les plus tendres. Le milieu dans lequel s'écoula sa première enfance était de nature à favoriser le développement des facultés dont il portait le germe. Sa grand'mère, qui appartenait, comme je l'ai dit, à la famille des de Sales, était une femme d'un esprit distingué et d'un grand sens, d'une piété sincère mais tranquille. Son père avait une intelligence singulièrement déliée, très-active, la pratique des affaires et du monde, avec beaucoup de solidité, une ambition réelle, mais restreinte par le respect pour le pouvoir, respect fortifié chez lui, comme chez tous ceux de sa génération, par l'aspect des révolutions. Homme d'administration plutôt que de politique, cependant perçant les gens et voyant le fond des choses, les jugeant, dans son sens, mais très-vite et très-sûrement. Après quoi, homme de famille avant tout. Quant à la femme du marquis de Cavour, l'excellence du naturel avait comblé, chez elle, les lacunes d'une éducation non point négligée,

mais capricieuse et dans laquelle le brillant tenait la première place. Cette éducation, qu'elle compléta elle-même et livrée à ses seules forces, retarda peut-être la maturité de son jugement, mais n'eut point le pouvoir d'en amoindrir la rectitude, ni de troubler l'exquise délicatesse de ses sentiments. Dotée de tout ce qui s'acquiert et qui attire, douée de tout ce qui attache et retient, elle fut, pour ses fils, la meilleure école, celle de la grâce maternelle, du dévouement et de l'amour.

On citerait, du reste, peu d'enfants élevés, autant que Camille de Cavour, à cette école-là, car M[me] de Cavour eut tout d'abord pour rivales dans ses affections de mère, ses deux sœurs, M[me] de Tonnerre et M[me] d'Auzers que le cours des événements fixa l'une et l'autre à Turin ou y ramena, et qui n'eurent d'enfants ni l'une ni l'autre. J'ai déjà parlé de l'aînée et dit ses premières vicissitudes. A la suite de son mariage avec M. de la Turbie, elle s'établit à Turin où elle était en excellente situation, très en pied dans le monde dont sa beauté et son esprit lui avaient d'emblée assuré la faveur, et où sa position délicate, dignement supportée, lui avait conquis l'amitié des plus rebelles et l'estime des plus difficiles. Elle ne quitta Turin qu'en 1815, quand son second mari,

M. de Tonnerre, s'en alla à Paris. Pendant quinze années environ elle ne fit plus à Turin que de courtes et rares apparitions. Mais elle voyait souvent ses neveux à Genève, où elle possédait, dans un des plus beaux sites du pays, une habitation proche de celle de son frère, le comte de Sellon. La révolution de Juillet conduisit M. et Mme de Tonnerre d'abord à Genève, où ils restèrent trois années, puis, en 1835, à Turin, qu'ils ne quittèrent plus et où Mme de Tonnerre, qui survécut de douze ans à son mari, mourut en 1849.

Mme de Tonnerre, qui dans sa jeunesse avait été très-remarquée, fut jusqu'à la fin très-entourée, très-recherchée. Je ne l'ai connue qu'en un temps où l'on n'était plus attiré auprès d'elle que par le charme de sa conversation fine, instructive et variée, par la bienveillance de son accueil, par l'agrément de la société qu'elle réunissait dans son salon. Elle occupait dans l'hôtel ou Casa Cavour un assez vaste appartement situé au rez-de-chaussée et dans l'une des ailes de la maison. On traversait une série de pièces avant d'arriver au salon très-meublé, très-encombré de chinoiseries, où elle se tenait, depuis dix heures, très-droite dans son fauteuil, mise avec cette recherche un peu magnifique qui est la dernière

transformation de l'élégance, et qui sied si bien aux femmes dont les années n'ont flétri ni l'esprit ni le cœur. Mme de Tonnerre avait l'un et l'autre singulièrement jeunes, et servis par une mémoire des plus heureuses. Elle se souvenait des gens, à de grandes distances, et des choses les plus lointaines. Ayant vu de près la Restauration, elle savait les dessous de cartes et décochait une foule d'anecdotes piquantes. Par ses relations et par ses sentiments, elle appartenait à l'extrême royalisme; mais quoique s'exprimant dans l'occasion très-vertement, elle était naturellement tolérante, sans acrimonie dans ses jugements, goûtant le mérite d'où qu'il vînt et où qu'il menât. C'était, chez elle, l'éclectisme involontaire, inconscient de l'âme que la passion n'a jamais agitée. Une vie facile, sauf au premier début, brillante, le monde, le succès avaient laissé à Mme de Tonnerre, avec quelques-uns des caprices qui sont le droit de la jeunesse, l'insouciance et l'optimisme qui en sont le privilége. Sa position à Turin était considérable et due à son mérite non moins qu'à son rang. Le roi Charles-Albert la tenait en une estime qu'il ne négligeait aucune occasion de lui témoigner. Les individualités les plus diverses et les plus éminentes se rencontraient chez elle, et, sous

son aimable influence, les dissidences politiques ou religieuses semblaient perdre de leur âpreté. Mais si elle était l'âme de son salon, faut-il ajouter que Camille de Cavour en était l'esprit?

Il était naturel que Mme de Tonnerre qui n'avait pas d'enfants se sentît attirée vers ses neveux et vers ses nièces, les filles de son frère. Mais, de plus, je crois que son affection pour son neveu Camille fut le sentiment le plus vif qu'elle ait jamais éprouvé. On voyait qu'en lui tout la charmait, sa vivacité, son inaltérable enjouement, même la malignité de ses observations sur des choses qu'elle prisait, sur des gens qu'elle vantait ou protégeait, même la liberté avec laquelle il manifestait des opinions qu'elle était si loin de partager. Son jugement avait d'ailleurs pour elle autant de poids que son esprit avait d'attrait. Elle l'aimait, en un mot, avec la perspicacité d'une tante et de l'amour d'une mère.

Avec moins de conversation et de monde que Mme de Tonnerre, Mme d'Auzers avait plus de finesse, d'enjouement, de cette gaieté abondante qui se répand en boutades, en mots exquis d'à-propos, en plaisanteries douces et familières. Elle était, du reste, ainsi que Mme de Cavour, d'une extrême sensibilité, fidèle à ses amitiés et d'un grand cœur, et, comme elle aussi,

d'une dévotion douce, profonde, moins agitée que celle de Mme de Tonnerre. Plus libre, par état et de santé, que ses deux sœurs, elle venait souvent à Genève ou à Allaman chez son frère, à Presinge chez mon grand-père qui avait pour elle une vive affection et goûtait infiniment son esprit alerte, naturel, si animé, si vivant, si semblable à celui qui faisait déjà le charme de son neveu Camille. Des trois sœurs, ce fut Mme d'Auzers qui, bien qu'étant la cadette, mourut la première, en 1842. C'était à Turin que Mlle Henriette de Sellon avait rencontré le baron d'Auzers, d'une vieille famille d'Auvergne, gentilhomme rallié à l'Empire et qui, en ce temps-là, occupait le poste important de directeur de la police dans les départements au delà des Alpes. A la Restauration, au lieu de revenir en France, M. d'Auzers se fixa définitivement à Turin, où il ne tarda pas à être considéré comme un « ultra. » En effet, il se dessina très-vite dans le sens de la réaction monarchique et religieuse où le portaient ses instincts, la tradition de sa race, les fonctions qu'il avait remplies; il fut tout à fait du mouvement royaliste et catholique, et même, dit-on, de la congrégation. Très-avant dans l'intimité du prince de Carignan, il parvint à le détacher de la conspiration ourdie en son nom et sous son

patronage. La révolution de 1830 causa à M. d'Auzers une profonde douleur et hâta sa fin. Il mourut en 1831. Très-instruit, grand causeur, avec moins de saillie et d'imprévu que de savoir, d'à-propos et de mémoire, M. d'Auzers était d'un commerce infiniment agréable. Ses sentiments en politique l'avaient lié d'une étroite amitié avec mon grand-père, et il fit, à Presinge, plusieurs séjours. Là, il tenait tête à ses deux neveux, à mon oncle et à mon père, tous, à cette époque, dans la première ardeur du libéralisme militant, tandis qu'au coin du feu Mme d'Auzers emprisonnait sous des gazettes artistement ajustées mon grand-père, que le débat faisait parfois sommeiller. M. d'Auzers avait l'art et le goût de la discussion, il y était très-expert, inépuisable en ressources, et la poussait. Je tiens de mon père que bien souvent à l'aube on discutait encore. J'anticipe sur le temps. Mais parmi les influences auxquelles furent soumises l'enfance et la jeunesse de M. de Cavour, je devais mentionner, en première ligne, celle de M. d'Auzers, très-constante, très-directe et qui, sans grande action, j'en conviens, sur les opinions de Camille de Cavour, contribua, à coup sûr, à façonner, à aiguiser son intelligence.

Quant à M. de Tonnerre, je ne saurais lui attribuer

aucune influence sur le développement du caractère, non plus que sur la direction des idées de son neveu; non pas qu'il fût médiocre d'esprit ni que les qualités qui attirent l'affection ou commandent le respect lui fissent défaut, mais le duc de Tonnerre, très-aimable, très-empressé, très-bienveillant, enfin homme de salon plutôt qu'homme du monde, n'était pas de ces gens trempés pour agir sur ceux qui les entourent. En politique il avait plus de portée que de visées et nulle ambition, nul goût de propagande ni de combat. Il portait ses convictions comme il portait son nom, avec l'aisance d'un grand seigneur, sans trop y songer. En 1830 il prêta le serment. Cela lui coûta beaucoup et lui fut encore plus reproché. Cependant il estima que l'amitié lui interdisait d'abandonner les ministres dans la périlleuse conjoncture où ils se trouvaient et il voulut prendre part à leur procès. A dater du jour où l'arrêt fut rendu, il ne siégea plus à la Chambre des pairs, et en 1831 il quitta la France pour n'y pas revenir. M. de Tonnerre avait à un haut degré ce qu'on appelle l'esprit de société, esprit facile, leste, fertile en bons mots, avec plus de mousse que de saveur, esprit qui plaît doucement, ne va guère loin ni ne pénètre, et qui est en définitive à l'esprit ce qu'une parade est à une bataille. Chez M. de Ton-

nerre rien d'excessif ni de violent, de ce qui blesse parfois et écrase, mais aussi rien de ce qui conquiert et domine et subjugue.

Telle était donc, vivant à Turin, sincèrement attachée aux institutions sévères d'une monarchie essentiellement catholique et absolue, la famille de Camille de Cavour. On voit que les membres divers qui la composaient étaient unis par la communauté des opinions politiques et des sentiments religieux non moins que par les liens du sang. Certes, en 1815, ces ardents défenseurs, ces zélés serviteurs du trône et de l'autel eussent reculé d'effroi ou plutôt souri d'incrédulité, si l'on se fût avisé de leur prédire les destinées de celui dont leur tendresse entourait le berceau et surveillait les premiers pas; sans doute ils auraient demandé quelle influence extérieure et malfaisante aurait le pouvoir d'effacer de ce cœur qu'ils élevaient et de cette intelligence qu'ils formaient, jusqu'aux vestiges de leurs sages préceptes et de leurs exemples. Je n'entends point méconnaître qu'en dehors de la maison paternelle, Camille de Cavour n'ait su trouver des enseignements plus conformes à ses instincts et subir des influences plus sympathiques à ses propres goûts. Soit à Turin même, auprès de M. de Barante et de M. d'Haussonville et

avec le marquis Alfieri, soit surtout et dès le début de sa carrière, à Genève, chez son oncle le comte de Sellon, avec mon père et ailleurs encore, il put se mouvoir dans un cercle d'idées et de principes bien différents de ceux qui autour de lui étaient seuls tenus en honneur. Mais faut-il de là conclure à l'inanité de l'éducation première et immédiate qu'il reçut? Ceux qui en jugeraient ainsi oublieraient que chez celui qui élève un enfant, l'opinion importe bien moins que le caractère et les sentiments. Qu'importe que, des parents de Camille de Cavour, les uns par simple inclination, d'autres avec passion, tous par situation fussent attachés à la cause qu'il devait un jour battre en brèche! Ce qui importe, c'est que leur pieuse dévotion et leur ferveur politique fussent tempérées par l'esprit, par les mœurs et surtout par le cœur. Ce qui importe, c'est que Camille de Cavour vît sa mère, ses tantes pleines d'affection pour des amis, des parents, un frère, d'une foi autre que celle qu'elles professaient. « Mon frère nous quitte, écrivait Mme de Cavour, c'est un vrai déchirement. » Ce qui importe, c'est que M. d'Auzers donnât à son neveu, par l'éclat, la vigueur de son argumentation, des leçons de libre discussion, c'est-à-dire des leçons de liberté. Ce qui importe, c'est l'intelligence, c'est la

sincérité, c'est l'instruction de ceux sous la tutelle desquels l'enfant grandit. L'opinion passe, l'homme reste. Et c'est ainsi que Camille de Cavour et son frère comprenaient mieux, aimaient mieux la liberté, et, à vingt ans, étaient plus mûrs pour elle que tant de libéraux bercés, dès le maillot, des refrains de Béranger, élevés dans le culte des principes de 89, ayant pour types et pour héros quelques vieux routiers d'intrigues et de conspirations qui, après avoir traîné la liberté à la remorque de leurs rancunes, de leurs préjugés, de leurs mesquines passions, ont fini, à bon droit, par s'estimer trop heureux d'être délivrés du soin de la conduire.

Je ne crois pas que l'enfance de Camille de Cavour ait été marquée par aucun incident remarquable, ni qu'on puisse trouver dans l'histoire des premières années de sa vie de quoi prédire, même après coup, sa grandeur future. Dans une lettre adressée à ma grand'mère, Mme de Cavour parle de son fils cadet, alors âgé de trois ans, comme d'un « bon luron, fort, tapageur, et toujours en train de s'amuser. » « Je me réjouis bien, ajoute-t-elle, de voir les tiens cet été et de te montrer mon gros Camille. » Si j'en crois une lettre postérieure, également adressée à ma grand'-mère, mais écrite par Mme de Tonnerre, le « bon luron »

avait, dans le commencement, peu de goût pour l'étude; il n'y a, me semble-t-il, dans cette répulsion, rien qui le distingue particulièrement de la plupart des enfants. Voici, du reste, le passage relatif à Camille de Cavour, dans cette lettre qui n'est pas datée, mais que divers événements auxquels il y est fait allusion, me permettent de placer vers la fin de 1814 :

... « Parle-moi un peu de mon cher Auguste et de mon filleul Eugène. Ils sont à présent de bien grands garçons; je crois en vérité qu'Eugène doit avoir tout près de onze ans, et Auguste est tout à fait un personnage respectable. Je vis à présent avec des jeunes gens qui ne sont pas tout à fait si vénérables, mais qui sont fort gentils. Tu ne saurais imaginer, ma bonne Adèle, combien ces deux petits ont de rapports avec tes deux enfants. Auguste et Gustave ont le même caractère, les mêmes goûts, la même sensibilité timide et profonde, et Eugène et Camille la même santé, la même bonhomie, la même gaieté et surtout la même préoccupation de plaire. Gustave aime l'étude, Camille l'a en horreur. Dis-moi si tu as eu beaucoup de peine à apprendre à lire à Eugène; pour ce pauvre Camille, il n'en peut venir à bout, ce sont des soupirs à fendre l'âme, et j'admire Adèle qui a

le courage d'affronter ces douleurs et de faire dire b, a, ba. Je me suis réservé la distribution des ordres du mérite, tu vois que je me traite assez bien. »

Cet enfant, qui a « horreur de l'étude » et à qui l'alphabet fait pousser des « soupirs à fendre l'âme, » sera un jour le plus rude des travailleurs. Je n'entends pas seulement parler ici du temps où, à la tête des affaires de son pays, chargé de trois portefeuilles, il suffira à sa triple tâche. Mais je l'ai toujours connu ardent à apprendre et singulièrement tenace au labeur entrepris. Je me souviens qu'en 1840, étant à Presinge, il se faisait réveiller chaque matin, dès cinq heures, par son valet de chambre, et, à quelque heure avancée de la nuit qu'il se fût couché, il secouait le sommeil et, ayant avalé une tasse de café à l'eau, il se mettait à l'ouvrage. Or cet ouvrage consistait dans la lecture de l'histoire d'Angleterre de lord Mahon, auteur exact et scrupuleux, mais terne et sans attrait. Je me rappelle quel éloignement invincible m'inspirait le seul aspect de ces lourds et épais volumes. Mais Camille de Cavour avait résolu d'apprendre la langue anglaise, et afin que cette étude eût en même temps pour résultat de lui faire connaître l'histoire d'Angleterre, il consacrait sans relâche ses matinées à épeler un livre ennuyeux,

écrit dans une langue qu'il ignorait. Plus tard, en 1846, me trouvant avec lui dans sa terre de Leri, je partais au petit jour pour la chasse. Il ne m'est pas une seule fois arrivé de partir sans que M. de Cavour me saluât d'un de ces souhaits qui font le désespoir du chasseur, et bien qu'il n'eût aucun dessein d'aller tirer les bécassines, il était toujours debout dès l'aube, examinant ses comptes, visitant ses étables, arrêtant les détails de quelque amélioration, surveillant le déballage de quelque machine nouvelle et occupant les moments perdus pour tout autre que pour lui, par la lecture de quelque livre substantiel italien, français ou anglais, d'agriculture, d'économie politique ou d'histoire.

Toutefois, et pour revenir à l'enfant « ayant horreur de l'étude, » la contradiction entre ce qu'il est et ce qu'il sera me paraît plus apparente que réelle. Chez l'homme fait, le ressort du travail est l'activité, non pas cette activité inquiète et stérile qui se brise au moindre obstacle et qui, se dissipant en efforts d'un jour, dissimule, sous son écume fallacieuse, la mollesse du fond et la lâcheté de la volonté, mais cette activité de l'esprit qui ne se laisse point aller au facile plaisir de s'agiter en vain, à qui les vagues et infécones méditations sont inconnues, qui fond

toujours sur quelque objet parfaitement déterminé, précis, et qui ne saurait voir sans désirer savoir, ni désirer savoir sans s'y acharner. Or, dans le jeune âge, le goût de l'étude n'est, la plupart du temps, que la soumission à l'autorité, et révèle la malléabilité de l'enfant, bien plus qu'elle n'est un symptôme de son activité. Voilà pourquoi les enfants appliqués tiennent, en général, bien peu et bien mal les promesses qu'ils ont semblé faire. Plus l'enfant sera doué d'activité d'esprit, plus est grande la chance qu'il soit indocile, rebelle, c'est-à-dire qu'il s'efforce d'échapper à une contrainte dont il ne sait pas le but pour tourner son énergie vers la poursuite d'objets qu'il comprend et qu'il apprécie. Il n'y a sans doute pas de règle sans exception, et, pour être un homme distingué, il ne suffit pas d'avoir été un mauvais écolier. Camille de Cavour regretta plus tard mainte lacune dans ses études. Mais, quelque laborieux que je l'aie connu, je me le figure très-bien, ayant horreur de l'étude, avec sa gaieté, sa bonhomie, surtout occupé de plaire et y parvenant, j'imagine, sans trop de peine.

En 1816, ses parents l'amenèrent, ainsi que son frère, à Genève. Ils passèrent quelque temps à Presinge, chez mon grand-père. Si je cite cette dernière

circonstance, c'est que mon père m'a plus d'une fois décrit l'impression que produisit Camille de Cavour à son arrivée à Presinge. C'était un petit bonhomme très-malin, d'une physionomie à la fois vive et indiquant la décision, d'une gentillesse très-divertissante, d'une verve enfantine intarissable. Il portait un habit rouge qui lui donnait quelque chose de résolu et de plaisant en même temps. En arrivant, il était fort ému et exposa à mon grand-père qu'à Genève, le maître de poste ayant fourni des chevaux exécrables, devait être cassé. « Je demande qu'il soit cassé, » répétait-il. « Mais, lui répondit mon grand-père, je ne peux pas casser le maître de poste, moi; il n'y a que le premier syndic qui ait ce pouvoir. — Eh bien, je veux une audience du premier syndic. —« Tu l'auras demain, » reprit mon grand-père, et, sur-le-champ, il écrivit à son ami M. Schmidtmeyer, alors premier syndic, en lui annonçant qu'il allait lui expédier un « petit homme » fort amusant. En effet, le lendemain, l'enfant se rend chez M. Schmidtmeyer, il est reçu en grande cérémonie; sans se troubler, il fait trois profonds saluts, puis, d'une voix claire, expose sa plainte et sa requête. En revenant, du plus loin qu'il vit mon grand-père : « Eh bien, cria-t-il, eh bien, il sera cassé! » — En ce

temps-là, il avait six ans à peine. On voit que de bonne heure il a aimé à casser.

Le marquis de Cavour destinait l'aîné de ses fils à la diplomatie ; il voua le second au militaire. A l'âge de dix ans, Camille quitta la maison paternelle pour entrer à l'Académie militaire, où il ne tarda pas à être promu à la dignité de page, dignité réservée aux jeunes gens de grande naissance, et qui, donnant accès au palais en même temps qu'interrompant la monotonie des études, ne laissait pas que d'être fort recherchée. Camille toutefois se montra si peu flatté de la distinction dont il était l'objet et si rebelle à l'étiquette, qu'on le priva de la plupart des soi-disant honneurs attachés à la fonction qu'il remplissait si mal et de si méchante grâce. Cela ne l'empêcha point de se distinguer à l'Académie militaire, surtout dans les mathématiques dont il avait le goût et qui satisfaisaient cette soif de clarté, ce besoin de se rendre compte, innés en lui. « Ma tête, me disait-il bien des années plus tard, doit beaucoup aux mathématiques. Voilà qui forme la tête, répétait-il, et qui apprend à penser. » Ce n'était pas cependant qu'il ne regrettât souvent la direction spéciale imprimée à ses études et ce qu'il y avait eu de trop exclusif dans son instruction. — « Il y a,

écrivait-il en 1835 à mon père qui sollicitait sa collaboration pour la *Bibliothèque universelle*, il y a une infinité de matières que je ne saurais traiter, attendu que mon éducation littéraire a été singulièrement négligée sous certains rapports. » — Et en 1843, dans une lettre où il annonce qu'il va entreprendre un article sur le traité agronomique de M. de Châteauvieux : « Je vous l'avoue sans détour, dit-il, je ne me sens pas de force pour rendre d'une manière agréable tout ce que je pense. Faute d'exercice, si ce n'est de moyens, j'éprouve une grande difficulté à rédiger mes idées de façon à pouvoir les présenter au public. Dans ma jeunesse, on ne m'a jamais appris à écrire ; de ma vie, je n'ai eu de professeur de rhétorique, ni même d'humanité; aussi, ce n'est qu'avec la plus grande appréhension que je me déciderai à vous livrer un manuscrit destiné à l'impression. J'ai senti, mais trop tard, combien il était essentiel de faire de l'étude des lettres la base de toute éducation intellectuelle; l'art de parler et de bien écrire exige une finesse, une souplesse dans certains organes, qu'on ne contracte qu'autant qu'on les exerce dans la jeunesse. Faites écrire, faites composer votre fils, afin que, lorsque sa tête sera devenue un atelier à idées, il sache se servir avec facilité de

la seule machine qui puisse les mettre en circulation : la plume. »

Tout cela écrit d'une petite écriture ronde très-nette, sans grande apparence, mais sans bavures, sans liaisons paresseuses, lisible, chaque mot distinct et séparé, de l'écriture d'un homme qui, sachant ce qu'il veut dire, le dira et ne dira ni plus ni moins, qui, maître de sa pensée, ne craint ni qu'elle lui échappe, ni qu'elle l'emporte et l'égare. « Moi qui ne sais ni lire, ni écrire, » a dit un jour Berryer. Au reste, dans ces quelques lignes que je viens de citer, Camille de Cavour, en même temps qu'il signale les négligences et les lacunes de son éducation, indique clairement la nature de ses regrets, qui ne sont point ceux d'un esprit littéraire. A ses yeux, les lettres ne sont qu'une gymnastique et l'art de dire qu'un instrument. Je ne crois pas que la littérature proprement dite non-seulement ait jamais eu, mais encore eût jamais pu avoir aucun attrait pour son génie actif toujours aux prises avec quelque réalité visible, tangible, immédiate, essentiellement ennemi des abstractions. L'intelligence et le goût des beautés littéraires sont peu compatibles avec le travail incessant du cerveau. A être constamment asservie par la volonté, l'imagination perd en étendue ce qu'elle

gagne en force utile et productrice. Pour être comprise et appréciée, la littérature exige sinon l'oisiveté, tout au moins le repos des facultés. Il en est de l'esprit comme de la main qu'un labeur continu fortifie, mais rend insensible aux touches trop délicates et aux nuances. « Je vous dirai, écrivait Camille de Cavour à mon père en parlant d'une des plus charmantes nouvelles de Topffer, que j'ai été choqué d'un certain article sur le conte Anterne (c'est le col d'Anterne qu'il entend), où les Anglais sont tournés en ridicule à la manière des auteurs du boulevard, et où le sel comique consiste entièrement dans la prononciation défectueuse d'un lord imaginaire. Cet article contraste désagréablement avec le ton grave et mesuré qui règne dans tous les autres numéros de la *Bibliothèque*, et lui fait le plus grand tort. » Cela n'empêche pas que Camille de Cavour n'ait été à son heure un écrivain. Seulement un livre ne fut jamais pour lui un délassement, par une raison très-simple, c'est que son puissant esprit ne connut pas le repos. Pour lui, un livre était ce qu'est pour l'homme de guerre un arsenal, c'est-à-dire un magasin où il puise et dont l'architecture ne lui importe aucunement. La tête de Cavour était bien véritablement un « atelier à idées, » atelier fécond,

sans un jour de chômage, avec toujours sur l'enclume quelque fer à forger.

Ce qu'il avait aimé des mathématiques, c'était moins la hardiesse que la marche assurée des spéculations, et ce qu'il en avait retenu, c'était la rigueur du raisonnement et le besoin de la certitude. Les mathématiques ne l'avaient pas poussé vers la métaphysique. « Cherchez ce livre, m'écrivait-il au sujet d'un ouvrage philosophique que son frère désirait avoir, cherchez ce livre aux endroits où se trouvent les choses que personne ne lit. » Sous l'exagération de la plaisanterie, c'est bien là le fond de sa pensée. Comme tous les hommes qui ont exercé une grande action sur les affaires du monde, il appartenait à la classe des esprits positifs, c'est-à-dire des esprits qui appliquent. « N'attendez de moi, écrivait-il encore, aucun article dans lequel il faille une dépense quelconque d'imagination. Chez moi, la folle du logis est une vieille paresseuse, que j'ai beau exciter, elle ne se met jamais en mouvement. Imaginez que je n'ai jamais pu parvenir à composer le conte le plus simple pour amuser mon neveu, quoique je l'aie essayé bien des fois. » Il y a là, semble-t-il, quelque chose à reviser. M. de Cavour se trompe lorsqu'il prétend que, chez lui, la folle du logis est

une vieille paresseuse. Elle n'est pas folle, voilà tout.

Camille de Cavour se distingua si fort à l'école militaire, qu'à l'âge de seize ans il en sortit avec le grade de sous-lieutenant dans l'arme du génie, malgré les règlements qui fixaient à vingt ans l'âge auquel le brevet d'officier pouvait être accordé. Mais de brillants examens et l'insistance du professeur Plana forcèrent les règlements. Camille fit, en qualité de sous-lieutenant du génie, diverses garnisons, entre autres Vintimille, Leissillon et Gênes. Il s'attacha très-vite à cette dernière ville, ne la quitta qu'avec regret pour aller passer quelque temps à Leissillon et y revint avec bonheur. Il y avait trouvé une liberté d'opinion, un mouvement inconnus à Turin, et, pour lui-même, l'accueil à la fois le plus courtois et le plus cordial; il en emporta des souvenirs et y laissa des amis qui lui restèrent fidèles jusqu'à sa mort. Parmi les familles avec lesquelles il devint, à Gênes, très-intime, se place en première ligne et tout à fait à part, la famille suisse des de la Rue, pour qui il conserva un vif attachement et avec laquelle il demeura très-lié. Comment, du reste, cette Gênes magnifique, cette brillante cité si méridionale, opulente, hospitalière, inondée de soleil, toute de

lumière, de vie et d'action, remuant affaires et idées, n'eût-elle pas séduit, enchanté un jeune homme plein de séve et de feu, ardent, altéré d'action et de liberté, et qui n'avait encore guère connu que le ciel inclément et l'atmosphère oppressive de Turin? D'autre part, on ne saurait s'étonner que l'esprit de Camille de Cavour, sa vivacité, la grâce et le naturel de ses manières lui aient ouvert toutes les portes et conquis bien des cœurs. Ce fut à Gênes qu'il débuta réellement dans le monde et j'ai ouï dire qu'à cette grande école des hommes d'État, aucun enseignement ne lui fut épargné.

Mais sa carrière militaire devait être courte; je ne sais trop s'il eût, en aucun cas, su se plier longtemps au joug de la discipline et s'asservir aux monotones fatigues et aux loisirs du métier; le métier toutefois lui convenait et lui plaisait. A vingt ans d'ailleurs, le régiment c'est l'indépendance. Camille aimait donc l'uniforme et ne songeait point à le déposer, lorsque, par une imprudence de langage, il s'attira une disgrâce à laquelle il ne tarda pas à comprendre que sa démission mettrait seule un terme.

A vrai dire, cette imprudence de langage commise à Gênes, à l'occasion des événements de juillet, fut le prétexte plutôt que la cause des rigueurs royales.

Dès longtemps le prince de Carignan avait eu contre le jeune officier, trop libre dans ses propos et trop hardi, de vieux griefs dont le roi Charles-Albert se souvint. On se rappelle qu'à son entrée à l'école militaire, Camille de Cavour avait eu le privilége envié d'être admis parmi les pages. De cet emploi, il n'avait goûté ni les devoirs ni la livrée. Comme un jour je lui demandais quel costume portaient les pages : « Parbleu, me répondit-il d'une voix émue, comment voulez-vous que nous fussions habillés, si ce n'est comme des laquais que nous étions. J'en rougissais de honte ! » L'impression produite sur lui par ses fonctions dans la domesticité royale, impression si profonde que trente ans n'en avaient pas émoussé l'aiguillon, indique assez de quelle façon il dut s'acquitter de la charge que sa naissance lui avait value. Mais s'il goûtait peu l'antichambre, il goûtait, je crois, encore moins le salon. Comme page, il avait été affecté au service du prince de Carignan. Je ne sache pas qu'il ait jamais eu au cœur de haine bien vive, ni surtout bien tenace, sauf peut-être à l'endroit du feld-maréchal Haynau sur qui il n'entendait pas raison. Mais s'il y a eu quelqu'un qu'il n'ait pas aimé, ce quelqu'un fut à coup sûr le roi Charles-Albert. Je n'essaierai pas de refaire le

procès de ce prince, dont le caractère est encore aujourd'hui pour l'histoire ce qu'il fut pour ceux qui l'approchèrent de plus près, une énigme indéchiffrable. Si l'abandon dans lequel, au moment du péril, il laissa ses amis et l'exil dans lequel il les oublia, alors que, monté sur le trône, le roi aurait pu racheter les faiblesses du prétendant, si une si grande faute, si une si grande obstination à ne pas vouloir la réparer, provoquent l'étonnement douloureux de tout honnête homme, la mémoire de Charles-Albert n'est-elle pas cependant protégée et défendue par l'attachement sincère et durable qu'il inspira à tant d'honnêtes gens? Mais quel que soit l'arrêt de la postérité, Camille de Cavour avait très-vite rendu le sien qu'il estimait sans doute définitif, et il ne se gênait point pour manifester la répugnance qu'il éprouvait à se trouver attaché à la personne du prince qu'il était, plus tard, destiné à appeler si souvent : « Le magnanime Charles-Albert. »

Au reste, peu importent l'époque, le palais et le prince, l'office de cour eût été en toute circonstance et en tout temps antipathique à son humeur essentiellement indépendante et altière. J'insiste, car il me semble que c'est ici l'occasion de signaler un des traits les plus saillants du caractère de Cavour qui,

avant d'avoir la conscience de sa valeur personnelle, avait sur tout ce qui touche à la liberté et à la dignité de l'homme un sentiment très-net, et sur tout ce qui touchait à sa liberté et à sa dignité un sentiment très-vif. Peut-être poussait-il ce sentiment trop loin et faisait-il trop peu de cas des distinctions par lesquelles les souverains récompensent et consacrent le mérite. Titres, décorations, charges honorifiques furent toujours de sa part les objets d'une indifférence voisine parfois du mépris; ou plutôt, je crois que le mépris d'abord instinctif chez lui et tenant à sa fierté naturelle s'était peu à peu mûri en indifférence. Je crois qu'appelé à gouverner, dans une société de jour en jour plus démocratique, il y distinguait, pour s'en étayer, les éléments de force, et ne songeait pas à chercher, dans des institutions sans crédit réel, dans des usages ou des traditions sans puissance effective, un appui chimérique. Il ne renversait pas, il discernait; il n'était pas un révolutionnaire, mais un voyant. C'est ainsi que sa raison, me semble-t-il, élargit et maintint le pli de son caractère. Au demeurant, fait pour obéir, il ne l'était pas pour servir, et encore était-il fait pour commander plus que pour obéir. J'ajouterai que, par une conséquence aussi rare qu'elle est logique, il avait sur les

avantages apparents ou les insignes extérieurs du rang et du pouvoir, la même insouciance en ce qui le regardait lui-même qu'en ce qui concernait les autres. Je me rappelle que cette insouciance donna lieu un jour à un incident assez plaisant. C'était, s'il m'en souvient bien, en 1852. M. de Cavour, revenant de Londres et de Paris et retournant à Turin, passa quelque temps à Presinge. Un jour, comme mon père attendait à dîner le duc de Broglie, M. de Cavour en entrant dans son appartement pour y faire sa toilette, trouva étalés sur sa table ses rubans et ses croix. —« Qu'est-ce à dire? » demanda-t-il à son valet de chambre. — Celui-ci exposa à son maître qu'en présence d'un personnage aussi considérable que le duc de Broglie, un grand cordon était de rigueur, tout au moins une plaque, ajouta-t-il. « Faites-moi le plaisir de retirer tout cela, » reprit M. de Cavour ; mais le valet de chambre, insistant : « Eh bien, continua-t-il, je cède à vos supplications, mais à une condition, c'est que le duc de Broglie lui-même portera au moins une décoration ; c'est un assez grand seigneur, n'est-ce pas, et je puis bien suivre son exemple sans vous humilier? » Le traité fut consenti par le valet de chambre qui aussitôt de descendre rapidement les escaliers et d'aller se

glisser dans le vestibule, afin d'épier l'arrivée et de s'assurer de la tenue du duc de Broglie. Quelques minutes plus tard, il remontait lentement, consterné et accusant son maître de lui avoir tendu un piége. « Ça, c'était bien un peu la vérité, » dit en riant M. de Cavour, lorsqu'il nous raconta l'amère déception de son infortuné valet de chambre.

Mais je m'écarte de l'époque où Camille de Cavour, page du prince de Carignan, se faisait remarquer par la témérité de ses propos et par la roideur de son attitude, jusqu'à ce que, renvoyé de la cour et dépouillé de sa livrée, il témoigna, du châtiment qu'on lui infligeait, une satisfaction malsonnante. Devina-t-on, sous cette mutinerie précoce, la résolution d'un cœur inaccessible aux ambitions vulgaires? Toujours est-il que le prince conçut pour l'enfant rebelle une aversion qui poursuivit le jeune homme et l'homme fait, et que, d'autre part, ni l'homme fait ni le jeune homme ne s'attachèrent jamais à vaincre. Camille de Cavour était libéral, comme il était blond, vif, spirituel, de naissance et de nature. Ces instincts libéraux, que l'éducation première avait, sans les étouffer, légèrement comprimés, se détendirent et se développèrent à l'école militaire, au régiment, à Gênes. Dès les premiers

pas, d'ailleurs, dans la voie des réflexions, des recherches et des convictions, Camille trouvait dans son frère un complice moins impétueux que lui, mais non pas moins ferme. De bonne heure aussi il avait appris à connaître et à aimer dans son oncle, le comte de Sellon, un infatigable champion des idées libérales. M. de Sellon, d'une imagination vaillante, unissant, dans ses philanthropiques conceptions, les ardeurs désintéressées du XVIII[e] siècle aux généreuses espérances de la première moitié du XIX[e], tout de fougue et de projets, chevaleresque et ayant les nobles emportements de l'enthousiasme, n'avait pu, par ses préceptes et par son exemple, que fortifier les opinions de son neveu. En même temps que les séjours de Camille de Cavour à Genève le mettaient en communication directe et intime avec son oncle, ils le rapprochaient d'autres parents plus jeunes chez qui, avec plus de liberté d'appréciation et de discussion, il rencontrait des sentiments tout à fait conformes à ceux qui germaient dans son cœur. En parlant de M. d'Auzers j'ai dit les combats que soutenait contre des jeunes gens avides de l'entendre, ardents à le réfuter, le vieil athlète royaliste. Mais ces luttes du soir étaient précédées de longs et familiers entretiens entre les

jeunes gens eux-mêmes, et dans ces longues causeries politiques s'affermissait, en s'épurant, la foi de Camille de Cavour dans les principes libéraux.

Convaincu, comme on l'est à vingt ans, Camille jugeait avec la sévérité de la jeunesse la conduite politique du roi Charles-Albert, et accueillit avec une joie qu'il ne déguisa point la révolution de 1830. Il fut en conséquence désigné pour surveiller, au fort de Bard qu'on réparait, des travaux de maçonnerie. Seul, sans un ami, sans un camarade, dans un pays dénué de ressources, entouré uniquement de manœuvres, n'ayant aucun emploi de ses connaissances, encore moins de ses facultés, il était, me racontait-il un jour, réduit, pour passer le temps, à jouer au tarok avec les entrepreneurs. Ovide toutefois se lassa de vivre parmi les Scythes, et au bout de six mois de tarok avec les entrepreneurs, dans l'été de 1831, Camille de Cavour donna sa démission, qui fut aussitôt agréée, et entra, simple cadet de famille, sans carrière et sans crédit, dans la vie civile.

III

Aujourd'hui qu'il n'y a plus de grands seigneurs, je ne sais que deux métiers, me disait l'autre jour un homme d'esprit qui n'en exerce aucun : faire la campagne d'Italie ou la raconter, être soldat ou écrivain. — A ce compte-là, il ne fût resté au jeune sous-lieutenant démissionnaire et illettré d'autre parti à prendre que de s'en aller rejoindre au dehors la foule des exilés ou grossir à Turin le groupe des mécontents et dépenser, dans de stériles agitations ou dans d'obscures bouderies, une activité désormais sans objet. Camille de Cavour fit plus ou moins, comme on voudra, mais, à coup sûr, il fit mieux. Ayant brisé son épée, inhabile à manier une plume, il prit les cornes de la charrue.

L'agriculture est volontiers regardée comme un délassement ou une retraite. Le négociant satisfait,

le politique usé, le militaire blanchi sous le harnais, ont, de temps immémorial, cherché dans les paisibles devoirs d'une vie rustique *l'otium cum dignitate* qui est le couronnement d'une vie laborieuse. On ne se met guère à planter ses choux que lorsque, comme Dioclétien, on a abdiqué; les champs sont l'asile de ces invalides encore verts que l'oisiveté fatiguerait, et qui trouvent le repos dans l'accomplissement facile d'une tâche monotone et appropriée à leurs forces amoindries. Il ne faut pas d'ailleurs oublier que, pendant longtemps, l'agriculture a, sous l'influence d'une routine despotique, repoussé avec un mélange d'effroi et de dédain les conseils de la science et les suggestions même les plus timides de l'initiative individuelle; comment donc en vouloir à l'opinion publique de ses préjugés à l'endroit d'une profession qui, s'accommodant fort bien de l'ignorance et de l'inertie, semblait ne redouter rien tant que l'ardeur ou l'instruction? Le métier, du reste, est noble, bien vu, car, pour surveiller sa terre, la première condition est d'en avoir une; mais les esprits positifs, les bons esprits, le tiennent peut-être en honneur plus qu'en estime, et je crois qu'on lui applique et surtout qu'on lui appliquait assez généralement, il y a peu d'années, la définition qui a

été donnée des voyages, dont on a dit qu'ils étaient le travail des oisifs et la récréation des travailleurs.

Ce ne fut point cependant comme une récréation ni en oisif que Camille de Cavour comprit la nouvelle carrière qu'il embrassait et qu'il en accepta les charges; bien que ce ne fût pas celle qu'il avait choisie ni que, libre de suivre ses penchants naturels, il eût préférée, il n'y consacra pas moins, avec autant d'énergie que de persistance, toutes les facultés de son excellente intelligence. Il fit ainsi voir tout d'abord qu'il était de ces hommes à la forte étreinte dont l'*age quod agis* mène la vie d'un bout à l'autre, et qui, ne sachant rien entreprendre sans s'y dévouer tout entiers, s'habituent à vouloir et par conséquent à pouvoir. Cette virilité de la volonté est sans doute un des traits caractéristiques du génie qu'on ne pourrait toujours reconnaître à ses œuvres, celles-ci dépendant souvent des circonstances, du milieu et du théâtre; César à Bicoque n'eût pas été César. Sans grand effort d'imagination, on se représente tels événements qui eussent interdit complétement à Cavour l'accès de la scène politique; mais il donna sa mesure le jour où, prenant un long congé des espérances de renommée, disant aux rêves de gloire un adieu définitif, il se détermina à enfouir

dans des occupations modestes et auxquelles rien ne l'avait préparé, les plus belles années d'une vie brusquement fermée aux aspirations et aux ambitions de la jeunesse. A vingt-deux ans d'ailleurs, changer de carrière est toujours difficile; il y a là un méchant pas à franchir et glissant; ceux qui s'en tirent le mieux y laissent, la plupart du temps, de leur force naturelle, comme perd de son esprit la liqueur qu'on transvase. Le grand avantage des carrières nettement tracées est de canaliser l'activité, de façon à lui faire rendre tout ce qu'elle est capable de donner, et l'on sait que le moindre filet d'eau soigneusement conduit fera tourner la roue d'un moulin; mais plus encore que le filet d'eau, l'activité se dissémine, s'évapore, s'affaiblit à être arrêtée dans sa course ou seulement dérangée dans sa marche. Quant aux fleuves, ils se rient des barrages et, contraints de refluer, ils déracinent les rocs et se creusent un nouveau lit.

Je crois qu'il en coûta d'abord à Camille de Cavour de creuser à sa vie un nouveau lit. « Au premier abord, dit-il quelque part, l'agriculture a peu d'attrait... L'habitué des salons éprouve une certaine répugnance pour des travaux qui commencent par l'analyse des fumiers, et qui s'achèvent au mi-

lieu des étables; il trouvera d'abord les travaux champêtres fastidieux, monotones, puérils même. » « Cependant, ajoute-t-il, s'il parvient à surmonter ce premier dégoût, s'il peut se résoudre à diriger les plus simples opérations agricoles, à faire semer un champ de pommes de terre, ou à élever une jeune génisse, il s'opérera presque à son insu une transformation dans ses goûts et dans ses idées ; il découvrira dans la pratique de l'agriculture un intérêt croissant, et ce qui le rebutait le plus ne tardera pas à avoir pour lui un charme qu'il n'avait jamais soupçonné. »

Dans ces lignes que j'extrais d'un article sur les *Voyages agronomiques* de M. de Châteauvieux, publié en 1843, M. de Cavour raconte sa propre histoire, et certes on ne saurait s'étonner de la répugnance qu'inspirait à un jeune homme ardent et impatient la perspective d'une carrière obscure et monotone. Mais, sous un régime qui lui interdisait la vie publique, avec des affections de famille et un amour du pays qui le retenaient dans sa patrie, ayant en définitive à choisir entre cette carrière et l'oisiveté dont une grande fortune peut seule alléger le poids toujours lourd, du reste, pour les natures fortes, Camille de Cavour ne pouvait hésiter

longtemps et ne tarda pas à surmonter le premier dégoût. — « J'ai sur les bras, écrit-il à mon père en 1835, de très-vastes exploitations agricoles à diriger, ce qui me prend beaucoup de temps et me donne assez de soucis. D'ailleurs, comme il est naturel à l'homme de ne pas se contenter de ce qu'il est strictement obligé à faire, je me suis laissé entraîner peu à peu par le goût de l'agriculture, et maintenant je suis en train de faire de grandes spéculations champêtres; et, comme il ne s'agit pas d'accroître le superflu, mais de conserver le nécessaire, je suis obligé de mettre beaucoup de soins aux opérations que j'ai entreprises et d'y consacrer un temps que je préférerais consacrer à des travaux purement intellectuels. »

« Il faut, écrit-il dans le même temps à M. Naville, que vous sachiez d'abord que je suis devenu agriculteur pour tout de bon; c'est maintenant mon état. A mon retour d'Angleterre, j'ai trouvé mon père définitivement engagé dans les affaires publiques et ne pouvant plus par conséquent vaquer aux siennes; il m'a proposé de m'en charger et j'ai accepté avec empressement, car lorsqu'on a entrepris de faire valoir soi-même toutes ses terres, il y va de sa fortune à ne pas en soigner l'administration. Les occu-

pations que j'ai entreprises d'abord par raison, je les suis maintenant par goût; peu à peu je me suis attaché aux travaux agricoles et ce ne serait pas sans un vif chagrin que je me verrais obligé d'y renoncer. Mais je puis être tranquille à cet égard ; rien ne viendra me troubler dans la carrière que j'ai entreprise. Quand je conserverais encore le même goût pour la politique que j'avais il y a quelques années, li me serait impossible de me mêler d'une manière active des affaires publiques sous un gouvernement dont mes opinions et mes circonstances personnelles m'éloignent également. Car quelque modéré, quelque juste milieu que je sois devenu, je suis bien loin encore de pouvoir approuver le système suivi chez nous. Ainsi donc, la nécessité aussi bien que mon goût me fixent désormais aux occupations agricoles, qui me suffiront certainement pour employer mes facultés intellectuelles et satisfaire au besoin que tout homme honnête éprouve de se rendre utile à la société dont il fait partie. »

Un an plus tard, en 1836 : « Je suis presque entièrement absorbé par mes occupations agricoles, écrit-il à mon père ; j'ai entrepris de vastes spéculations qui exigent de grands soins et une surveillance de tous les instants. En agriculture il n'y a de

bonnes affaires que celles qu'on peut diriger soi-même; lorsqu'on se décide à le faire, on se trouve enveloppé dans une multitude de détails qui absorbent un temps infini. Je ne regrette pas cette carrière que je viens d'entreprendre; il en est de plus brillantes sans doute, mais dans ma position il n'y en a aucune qui me convînt mieux. » Et encore dans une autre lettre : « Je suis dans les grandes spéculations, j'ai acheté une vaste terre dans les rizières. Je crois avoir fait une excellente affaire; il me manque seulement l'argent pour la payer; à cela près elle doit me donner un bénéfice superbe. Je ne sais pas faire les choses à demi; une fois lancé dans les affaires, je m'y suis donné tout entier. J'y suis d'ailleurs forcé par ma position; je suis cadet, ce qui veut dire beaucoup dans un pays aristocratiquement constitué : il faut que je me crée un sort à la sueur de mon front. Il fait bon à ceux qui ont des millions à foison de s'occuper de sciences et de théories, nous autres pauvres diables de cadets, il nous faut suer sang et eau avant d'avoir acquis un peu d'indépendance. »

Quoi qu'il en dise, le regret est bien là, mais furtif et n'entravant pas la marche. Il me semble également en découvrir la trace dans un passage de l'ar-

ticle sur M. de Châteauvieux dont j'ai déjà cité un fragment. « L'agriculteur, dit M. de Cavour, aura beau être savant profond ou littérateur distingué, s'il cultive mal ses terres, on fera peu de cas de son intelligence. Un bon système d'assolements, de beaux élèves, lui seront plus utiles qu'une découverte scientifique ou la gloire d'un poëme épique. » Ici l'homme pratique se venge, mais de quoi se venge-t-il, et toute revanche ne suppose-t-elle pas une première partie perdue? Au reste, chez Cavour, constitué de telle sorte qu'il n'a jamais dit un mot qu'il n'ait voulu dire, il faut noter cette intonation ironique à l'endroit de ceux que le plus grand des modernes appelait « les idéologues. » Et plus haut ces mots : « Je ne sais pas faire les choses à demi » doivent être soulignés.

Ce fut à Grinzano, dans la province d'Albe, sur un domaine de famille, que Camille de Cavour, aussitôt sa démission agréée, commença son apprentissage agricole et c'est tout au plus si, à cette époque, il eût distingué un chou d'un navet; mais ses progrès furent rapides et, dès 1833, il prenait la gestion de Léri, vaste terre fort négligée dont le marquis de Cavour et Mme de Tonnerre avaient fait l'acquisition

quelques années auparavant. Là, au milieu de ces rizières, il déploya une persévérance, une énergie, une hardiesse, une sagacité, un esprit tout à la fois d'administration et d'invention qui eussent suffi à transformer la face d'un royaume, comme ils réussirent à transformer le domaine confié à ses mains. Il faut l'avoir vu à l'œuvre, levé dès l'aube, examinant ses étables, présent au départ des ouvriers, surveillant leurs travaux en pleine canicule par un soleil brûlant, ne se contentant point de donner quelque direction générale, mais pourvoyant aux moindres détails, l'œil ouvert à toutes les découvertes de la chimie, à toutes les inventions de la mécanique, multipliant les expériences, en discernant les résultats avec un bon sens presque infaillible, abandonnant les unes, répétant les autres sur une échelle immense et avec une témérité dont s'épouvantaient les bons voisins qui venaient en frissonnant lui demander quelque avis; lui, toujours souriant, gai, affable, ayant pour chacun un conseil clair, précis, un encouragement enveloppé dans une plaisanterie. Je crois que nulle part M. de Cavour ne se sentait véritablement chez lui autant qu'à Léri; on sait que c'était là que, dégoûté ou fatigué des affaires, il retournait oublier les soucis

de la politique; dès qu'il avait quelques jours de congé, c'était encore à Léri qu'il courait. Cependant le pays est laid, très-plat, sans ombrages qui en interrompent la monotonie, sans rivière qui en vivifie la nature morte ou somnolente; rien que des rizières et des prairies dont la verdeur insalubre contraste avec la blancheur des longs chemins argileux qui, les traversant, se déroulent en ligne droite et à perte de vue; puis, à de grandes distances les unes des autres, d'immenses fermes, ou plutôt des amas de constructions basses, faites d'une brique terreuse et jaunâtre, sortes de villages qui semblent écrasés sous un ciel dévorant, et que vient parfois empoisonner de sa fétide haleine le vent fiévreux des solitudes marécageuses.

Je ne suis allé qu'une seule fois à Leri, en 1846; j'y passai quinze jours environ, dont huit en nombreuse compagnie et le reste seul avec M. de Cavour. Alors, de ce lieu animé par celui dont l'image en attriste aujourd'hui le souvenir, je fus bien loin d'emporter l'impression mélancolique qui a peut-être trop assombri les lignes que je viens de tracer. Alors, ai-je besoin de le dire, je ne trouvai point le paysage morne, ni désolée une contrée si propice aux chasseurs, ni triste un lieu égayé par un accueil si

cordial. Grande hospitalité que celle de Léri et vie simple, vie de ferme et non point de château. Départs à l'aube, retours tardifs, journées courtes, dîners abondants préparés par la vieille gouvernante qui apportait elle-même les grands plats de gibier et le risotto fumant sur une lourde table de chêne, autour de laquelle courait après le dessert un joyeux lansquenet. Nous ne songions guère à reprocher au pays d'être plat, aux maisons d'être basses et disgracieuses, aux rizières que nous battions du matin au soir, les miasmes qui s'en exhalent. Et, dans ces rizières, quelles récoltes, quels beaux troupeaux nourris par ces prairies dont j'ai, tout à l'heure, calomnié la verdure; sous les hangars quels grincements de machines, dans les cours quel mouvement, quel encombrement dans les greniers; et cette prospérité, cette vie, cette fertilité, cette richesse décuplées étaient dues à un seul homme, résultat de quinze années de luttes incessantes contre la terre, contre l'eau, contre les préjugés, contre la fièvre deux fois victorieuse! Que Cavour eût donc quelque faiblesse pour Léri, son œuvre et sa conquête, qu'il en préférât les champs uniformes et la rustique maisonnette au parc héréditaire et au fier manoir de Santena, on ne saurait s'en étonner; d'ailleurs il ne

fut jamais de ceux qui se reposent en allant lire Virgile sous les ombrages.

De mes conversations à Léri avec M. de Cavour, je n'ai gardé qu'un souvenir fort confus; elles roulaient sur une infinité de sujets et le ton en était très-varié. Il nous encourageait, son neveu Auguste de Cavour et moi, à la discussion, et nous ripostions avec une liberté que pour ma part je me pardonnerais aujourd'hui difficilement, si elle n'avait eu pour excuse la hardiesse de l'inexpérience et de la jeunesse. Le plus souvent c'était la politique qui faisait le fond de nos débats; je me rappelle que M. de Cavour était, à cette époque, un grand admirateur de M. Guizot, et, bien qu'il trouvât à reprendre dans les allures trop circonspectes, suivant lui, de la politique française, il s'exprimait avec une extrême vivacité au sujet de l'opposition que faisaient à cette politique, au dehors le cabinet britannique, et à l'intérieur les légitimistes; il jugeait très-sévèrement ces derniers et n'exceptait guère que Chateaubriand de la condamnation en masse qu'il passait sur eux. Souvent aussi l'agriculture et les sciences qui s'y rapportent venaient sur le tapis, et je fus, je m'en souviens, singulièrement frappé du respect avec lequel M. de Cavour abordait les questions scientifiques et

de la curiosité avec laquelle il m'interrogeait sur des points que mes études récentes m'avaient ou auraient dû me rendre familiers. J'étais surpris qu'un homme si gai, si spirituel, si brillant, si beau joueur, témoignât tant de vénération pour la science et mît tant d'ardeur à l'étudier. Je ne voyais pas que cette ardeur et cette vénération étaient les sûrs indices d'un esprit supérieur qui, s'acharnant à combler les lacunes d'une éducation incomplète, apprend ce que vaut la science par ce qu'elle lui coûte à acquérir. Le génie seul a cette curiosité sincère, active, précise au point d'être presque divinatrice, frappant aux portes, ne donnant jamais contre les murailles.

L'ardeur se concilie rarement avec la mesure, et la passion avec le jugement. Mais Camille de Cavour avait à la fois et au même degré le feu qui fait entreprendre et la raison qui fait discerner; ainsi il apprenait, il goûtait, il prônait la chimie agricole sans la croire omnipotente, et bien qu'il ne partageât point l'engouement extraordinaire. que provoquèrent les premiers manifestes de Liebig, il attendait beaucoup de l'application modérée de lois vraies et de théories justes déduites d'observations exactes; en un mot, en agriculture comme ailleurs, il était « juste-milieu, » se tenant à égale distance du dédain que provoque

toute nouveauté chez les esprits superficiels et du fanatisme que repoussait sa religion éclairée. « Notre ami C., écrit-il à mon père, a été saisi tout à coup par une rage agricole furieuse. Il passe tout son temps dans ses champs et ses rizières, et la nuit il couche avec Liebig et Dombasle. Prenant à la lettre tous les préceptes de ces farceurs d'agriculteurs à établissements modèles, il pèse, il compte, il évalue tout depuis le brin de paille jusqu'à la meule de foin, à la grande stupeur de ses agents qui ne peuvent comprendre, les imbéciles, comment tant de chiffres sont capables d'augmenter le produit d'un domaine habilement cultivé depuis longtemps. » Et, dans son article sur les *Voyages agronomiques* de M. de Châteauvieux : « Il n'y a pas longtemps, dit-il, qu'un savant professeur de chimie agricole soutenait devant moi qu'il serait aisé aux cultivateurs piémontais et lombards de tripler le produit de leurs prairies pour peu qu'ils fussent un peu versés dans la science des engrais. Je n'ai pas osé le contredire, il m'eût écrasé sous la masse énorme de sels fertilisants qu'il avait probablement préparés dans son laboratoire ; je me suis contenté de remercier tout bas la Providence de ce qu'ayant refusé un seul hectare de terre à ce digne professeur, elle l'avait sauvé d'une ruine cer-

taine. » On ne peut indiquer plus finement la folle présomption de la théorie pure; il me semble entendre une voix malicieuse félicitant l'astrologue de ce qu'il n'y a pas de puits sur son chemin; mais ce sceptique railleur n'en estimera que plus la vraie science et, pour voir à ses pieds, il n'en saura pas moins lire au-dessus de sa tête. « Je suis charmé d'apprendre, m'écrivait M. de Cavour, que vous travaillez dans le laboratoire du professeur Johnston que je considère comme le chimiste agricole le plus distingué de l'Europe... S'il y avait moyen d'obtenir de votre professeur la solution d'un problème de chimie, je poserais le suivant : la culture du riz ayant été essayée dans les terres salées de la Provence qui étaient considérées comme parfaitement stériles, on a obtenu des résultats énormes. On pourrait conclure de ce fait que le sel convient éminemment à la plante du riz. Dans ce cas, il est probable qu'elle contient en abondance du chlorure de sodium ou bien de la soude; en vérifiant ce fait par l'analyse, on pourrait en tirer plusieurs conséquences pratiques excessivement utiles pour notre pays. » Et, dans une autre lettre :

« On cultive chez nous les asperges très en grand. Les champs où on les sème sont fortement fumés

pendant trois ans et la quatrième année ils sont en plein rapport. Une aspergère bien faite dure de vingt à vingt-cinq ans et donne, pendant ce temps, si elle est fumée convenablement, de beaux produits. Ce temps passé, l'asperge cesse de prospérer; il faut changer la destination du champ. Soumis à d'autres cultures, il est très-productif. Le blé et le maïs y viennent à merveille. On peut en faire une prairie. Enfin une ancienne aspergère est considérée comme terre de première qualité. Mais, si après un espace de temps très-considérable, trente ans, quarante ans par exemple, on veut essayer de nouveau la culture de l'asperge, quelques soins qu'on se donne, quelque quantité de fumier qu'on emploie, on échoue complétement. Il est naturel de conclure que l'asperge a besoin de certain composé inorganique que le fumier ne contient pas en dose suffisante pour rendre à la terre ce qu'une culture prolongée lui a enlevé. Trouvez-moi cette substance, et vous nous aurez rendu un immense service, car l'asperge est la source de la prospérité de Santena. »

Ces deux citations suffisent pour montrer en quelle estime M. de Cavour tenait la chimie agricole. « Je donnerais, m'écrivait-il encore, je ne sais combien de sacs de riz pour acquérir ces connaissances théo-

riques qu'on trouve en Écosse. » Là, comme en toutes choses, la pratique excitait chez lui, loin de l'étouffer, l'esprit de recherche et d'investigation; peut-être péchait-il même par excès de confiance, et la nature des questions qu'il m'adressait et que j'ai rapportées semble révéler des espérances qui ne se sont pas réalisées. On sait que la chimie agricole, si encensée il y a vingt ans, aujourd'hui un peu délaissée, a perdu de son prestige et j'ajouterai à juste titre; le temps n'est plus où l'analyse apparaissait comme la clef magique de tous les problèmes agricoles; il a fallu admettre, dans la nature, l'existence de certaines forces et celles-là les plus actives, de certains éléments et ceux-là les plus indispensables, dont le laboratoire ne saura jamais ni reproduire la substance, ni rétablir le ressort fatigué, ni même connaître les mystérieuses influences. Déjà depuis longtemps, la Société d'agriculture écossaise a cessé de maintenir le laboratoire de chimie agricole qu'elle avait fondé et dont elle avait confié la direction au professeur Johnston, et je dois ajouter qu'en liquidant cet établissement dispendieux, la Société n'a fait qu'en constater l'inutilité reconnue par les agriculteurs, chaque année moins nombreux, qui demandaient à l'analyse chimique un conseil et en atten-

daient une direction pour la culture de leurs terres. Le sol a des secrets qu'il ne livre pas à la chimie agricole; le véritable rôle de cette science est purement industriel et ce qu'elle fait et fait bien, c'est d'indiquer les combinaisons des engrais artificiels et de découvrir les procédés par lesquels on obtient, à moins de frais, les combinaisons les plus efficaces. Sur ce point très-spécial, mais très-important, elle rend des services modestes, mais réels, dont M. de Cavour, fondateur d'une fabrique de produits chimiques, appréciait toute la valeur.

« Voyant, m'écrivait-il, le succès prodigieux que le guano obtient auprès de nos agriculteurs, je me suis dit que le pays était mûr pour une fabrique d'engrais. En conséquence, j'ai persuadé deux habiles chimistes industriels de fonder un établissement à la porte de Turin, où l'on préparerait des engrais sur une vaste échelle. Notre plan est celui-ci :

« Nous avons établi une vaste fabrique d'acide sulfurique, ensuite une fabrique de phosphore...

« Mes collaborateurs sont fort intelligents, un surtout possède une grande habileté jointe à des connaissances assez étendues. Mais pour ce qui regarde les engrais artificiels, nous n'avons à nous trois que des connaissances fort imparfaites. Nous tenons à

notre disposition des phosphates, des alcalis et des sels ammoniacaux; mais nous ne sommes pas encore fixés sur la manière de les employer ou, pour mieux dire, de les combiner ensemble... L'engrais, c'est la base de l'agriculture; si l'on ne peut s'en procurer, on est arrêté dans la carrière du progrès et l'édifice qu'on veut élever pèche par la base. »

Et il poursuivait, en m'adressant, pour les transmettre au professeur Johnston, diverses questions posées avec cette précision qui révèle à la fois la clarté des idées et la solidité des connaissances. La science de M. de Cavour était sans doute fort incomplète, et comme il y avait beaucoup de choses qu'il n'avait point apprises, il y avait beaucoup de choses qu'il ne savait pas; mais ce qu'il savait n'était pas altéré, envahi par ce qu'il ne savait pas; dans son esprit, la limite entre le connu et l'inconnu était nette, distincte; les notions acquises, il les possédait dans leur intégrité, en homme du métier, et non point vagues ou obscures. Chez lui, aucune trace de ce mélange d'ignorance et de savoir, trop fréquent et trop doucement traité, qui constitue la demi-science et qui est à la science restreinte ce qu'est aux premiers feux d'une matinée pure, le demi-jour d'un ciel sombre et chargé de nuages. La nature, disaient

les anciens, a horreur du vide; Cavour avait horreur du confus qui est, de toutes les formes que revêt le faux, la pire. Il y a des intelligences sûres, mais lentes; il y en a de promptes, mais facilement paradoxales. L'union rare de la justesse et de la promptitude des conceptions constitue l'esprit, celui que Sheridan définissait en l'appelant la vérité, et qui, rendant l'homme clairvoyant, à force de le rendre clair, lui donne cette faculté d'intuition grâce à laquelle le génie semble universel dans ses aptitudes.

Il faut dire que M. de Cavour se portait instinctivement vers tous les sujets capables d'offrir quelque aliment à son activité insatiable. Le nombre des entreprises agricoles, industrielles, financières, tantôt d'un caractère exclusivement privé, tantôt d'un intérêt public, auxquelles il imprima le premier élan ou prêta son concours, est trop considérable pour que j'essaie d'en donner le détail. On le voit diriger le défrichement d'une forêt, s'engager à fournir au Pacha d'Égypte huit cents moutons mérinos qu'il ne sait ensuite où trouver (qu'on se rassure, il les trouva), creuser des canaux, introduire la culture de la betterave, se proposer de créer une fabrique de sucre et, pour un temps, s'en tenir à l'agriculture, car « notre « gouvernement, écrit-il à M. Naville, n'aime pas l'in-

« dustrie, je m'en convaincs tous les jours davantage, « il voit en elle un auxiliaire du libéralisme et éprouve « pour elle une répugnance qu'il ne peut pas vaincre; « dans notre pays, si l'on veut vivre en paix, il ne « faut songer qu'à l'agriculture. » Mais ce champ, si restreint, où un pouvoir ombrageux le confine, Cavour le parcourt dans toutes les directions et, arrivant sans cesse à la limite qui borde le domaine interdit de l'industrie, il ne tarde pas à la franchir. Il établit des paquebots sur le lac Majeur, des moulins à vapeur, la manufacture de produits chimiques dont il a déjà été parlé; il forme une compagnie de chemin de fer; il fonde la banque de Turin. Ainsi disséminée sur une foule d'objets dont je ne cite que les principaux, l'énergie intelligente de Cavour semble être toute entière concentrée sur chacun, tant il met de feu à organiser une affaire, de sagesse à la mûrir, de persistance à la conduire; le dessein du jour ne lui fait pas oublier celui de la veille, ni pour un instant négliger l'œuvre déjà entreprise. Les projets ne se succèdent pas, ils s'ajoutent sans se nuire. Homme d'affaires accompli que Cavour, bien que les affaires aient toujours été pour lui l'accessoire, un déversoir au trop plein de son activité ou une dépendance de l'agriculture qui demeura, tant que la politique ne

l'eut pas remplacée, sa principale préoccupation, sa carrière. J'ajouterai qu'avec la constitution actuelle de la société, il me semblerait difficile, je ne dirai pas de désigner, mais d'imaginer un grand politique dépourvu des facultés qui, dans les affaires, assurent et maintiennent le succès.

Que Cavour fût doué de ces facultés-là me paraît donc essentiel à noter. Que, de plus, il les ait, par son train de vie, exercées dans tous les sens, incessamment développées et aiguisées, c'est ce qui explique comment, un jour, dans le gouvernement de son pays, il n'y aura pas un département ministériel qu'il ne se trouve prêt à administrer et parfaitement apte à gérer; et, ce qu'il n'importe pas moins de signaler, c'est que tant de travaux n'absorbent pas plus son intelligence qu'ils n'épuisent ses forces. Les choses auxquelles il s'adonne, il ne s'y donne pas, et chez lui la pensée demeure indépendante de l'intérêt personnel. « Si « vraiment, écrit-il par exemple à M. Naville, le « sucre de betterave ne peut être produit que grâce « à une espèce de monopole et de privilége nuisible « aux intérêts généraux, alors il ne nous aurait pas « convenu d'en introduire l'industrie chez nous. « Ç'aurait été rendre un mauvais service à notre pays « et nous embarquer dans une entreprise qui n'aurait

« pu réussir qu'autant que le pouvoir aurait été dans « des mains intéressées ou ineptes. » Voilà qui est net, le pli libéral est bien marqué, on sent qu'il ne s'effacera pas, mais ce n'est pas ici le lieu d'insister; seulement il convient de remarquer que les occupations de Cavour contribuèrent certainement à le faire incliner vers l'étude des problèmes économiques, alors qu'il s'en éprit simplement posés, aujourd'hui pour la plupart et presque partout résolus.

Cavour fut d'emblée un pârtisan déclaré de la liberté du commerce; je me rappelle avec quel enthousiasme il parla un jour des *Sophismes économiques* de Bastiat qui venaient de paraître; il ne cessait de lire ce petit volume, de le relire, de le citer; il manifestait une vive indignation de ce que l'auteur n'était pas député. « Et vous verrez qu'il ne sera pas nommé, » ajoutait-il. Il fut l'un des premiers à prévoir que l'Angleterre abolirait les droits sur les céréales, et le premier peut-être à prédire que cette mesure serait accomplie par sir Robert Peel. Et, après coup... « Que moralement parlant, m'écrivait-il en 1847, il eût mieux valu que cette révolution économique fût opérée par le parti politique qui la prêchait depuis vingt ans, c'est possible. Mais si, comme je le crois, personne ne pou-

vait l'effectuer dans les circonstances actuelles que sir Robert Peel et le duc de Wellington, n'était-ce pas leur devoir de sacrifier leur *consistency*, leur pouvoir comme chefs de parti, au salut de la patrie. Oui, mon cher, la réforme de Peel a été le salut de l'Angleterre. Que serait-il arrivé si l'on eût laissé subsister la trop fameuse échelle mobile? Il est probable que l'Angleterre aurait été prise au dépourvu après la récolte actuelle. Et alors que serait-il arrivé? Voyez quelles difficultés l'Irlande et l'Angleterre éprouvent pour assurer leurs approvisionnements. Que serait-ce s'ils n'avaient eu la ressource des 2,000,000 de quarters que la réforme de Peel avait fait affluer dans les entrepôts? L'Angleterre doit des statues à Peel; un jour il les aura. »

Ce sont là les accents d'une admiration émue, ceux d'un disciple reconnaissant; mais dans ce jugement porté par l'économiste sur la mesure qui a été l'un des plus éclatants triomphes de l'économie politique, je discerne deux ou trois mots qui sont presque une profession de foi politique et qui seront un jour le programme de Cavour. Le salut de la patrie devant seul guider l'homme d'État jusque dans le choix des moyens qui lui paraîtront la condition de ce salut : il y a dans ces quelques mots toute une

doctrine qui n'est pas celle des doctrinaires, avec lesquels Cavour était cependant en étroite sympathie et dont il croyait faire partie, comme nous le verrons bientôt.

La Société agraire piémontaise, *Associazione agraria,* fut fondée en 1842 après avoir, non sans peine, obtenu, pour ses statuts, la sanction royale. Ces statuts étaient en grande partie l'œuvre de Camille de Cavour qui, dès l'origine de la Société, siégea dans le comité directeur présidé par son ami le marquis Alfieri. Il avait fallu toute l'influence que donnaient aux fondateurs de la Société agraire leur rang, leur illustration, leur fortune, leur position dans le pays et à la cour, pour arracher une autorisation au gouvernement sarde. C'est que, sous le but purement agricole de réunions périodiques, le gouvernement entrevoyait et redoutait, avec quelque raison, un but politique; tout au moins, il comprenait que créer un foyer d'idées agricoles, c'était, après tout, créer un foyer d'idées, et que, sous un régime absolu, les assemblées même les plus paisibles par nature, et par intérêt les plus conservatrices deviennent, si restreintes que soient leurs prérogatives, quelque spécial que soit l'objet de leurs délibérations, et en dépit de toutes les influences, un

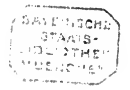
danger pour l'État. Pour régner il n'est pas toujours nécessaire de diviser, il suffit d'isoler. Sortir ou laisser sortir les hommes de leur isolement, c'est fatalement amoindrir l'action du pouvoir auquel ils échappent, ne fût-ce que pour un jour; c'est remuer les esprits et les exposer à la contagion, car la liberté ressemble à ces maladies qui gagnent jusqu'aux médecins appelés pour les combattre. Aussi le sentiment national et libéral se développa en Piémont et se fortifia dans les comices agricoles, bien que ces réunions fussent constamment serrées de près par les autorités qui y exerçaient une surveillance inquiète, et y poussaient ces intrigues souterraines qui sont du goût et dans les habitudes de certaines administrations. Cavour fut, en particulier, plus d'une fois en butte à ces intrigues, et je l'ai entendu s'en plaindre, point trop vivement cependant et sans aigreur, sans grand étonnement; c'était plutôt en souriant qu'il parlait de l'appui que trouvait auprès du gouvernement tel démocrate connu par ses opinions exaltées, pour le combatre, lui, Cavour, grand propriétaire, homme d'ordre, faisant profession d'être un « honnête juste-milieu ».

L'agriculture a ce mérite, et c'est là aussi son écueil, d'être un carrefour où aboutissent et d'où

partent la plupart des avenues de l'activité humaine. J'ai ouï parler d'un professeur de jurisprudence qui, de l'universalité des applications du droit, concluant la nécessité pour un légiste de tout connaître, débutait dans son enseignement par un cours de géologie; je me suis dit qu'on aurait dû confier à ce docteur-là une chaire de science agricole ; car, en vérité, il n'est rien d'étranger à l'agriculture pratiquée par un homme intelligent et actif. Ai-je besoin de signaler l'écueil et de rappelèr que, voyant tant de routes ouvertes devant lui, le voyageur risque, passant de l'une à l'autre au gré de ses mobiles caprices, de n'en parcourir aucune, ou, hésitant, de s'arrêter, de croiser les bras et de s'endormir d'un incurable sommeil.

Il faut s'entendre. L'agriculture n'est point un stimulant et les facultés que naturellement elle développe ne sont ni les plus brillantes, ni les plus relevées; mais elle ne met obstacle au développement d'aucune et, chez l'homme assez ardent, assez persévérant pour vaincre les séductions de l'inertie, ce développement sera singulièrement sûr, dans une carrière où l'on ne saurait faire un pas hors du réel et du possible. C'est par là que l'agriculture, comme le service militaire, forme le jugement, en habituant l'esprit à se mouvoir dans le domaine du réel et du possible

et à s'y mouvoir uniquement. De ces métiers qui, sans briser l'imagination, la disciplinent, sont de tout temps et en tous pays sortis les hommes les plus aptes à gouverner les États et à accomplir les grands desseins. Vous voilà médecin, disait un vieux praticien à un jeune docteur qui venait de passer de brillants examens, vous voilà médecin, tâchez de le devenir. Quel est parmi les jeunes gens de vingt ans, celui à qui il ne faudrait dire : Vous voilà homme, tâchez de le devenir. On sait ce que cette seconde éducation fit de Camille de Cavour. S'il devint un homme, on ne saurait sans doute attribuer à l'influence de l'agriculture des opinions qui lui furent de jour en jour plus chères, ni les facultés éminentes innées en lui ; mais il est permis de croire qu'à des occupations qui le mettaient en contact journalier avec des hommes de toute condition, aux prises avec des difficultés quotidiennes, il dut ce bon sens pratique, contre-poids et modérateur de ses facultés, sans lequel il ne se fût point trouvé si prêt, l'heure venue, à assurer le triomphe de ses opinions.





IV

Duguesclin, étant enfant, fut un jour surpris pleurant amèrement, et, comme on lui demandait quel chagrin faisait couler ses larmes : C'est, répondit-il, que je pense aux Anglais ! Voilà le cri de la vocation, le cri de la pensée dominante qui mènera la vie, celui que tout vrai grand homme a poussé dans sa jeunesse. — Ah, dit Wolsey dans sa disgrâce, si j'avais servi mon Dieu comme j'ai servi mon roi ! Voilà le dernier mot du faux grand homme, celui que, même au comble de la puissance, tout ambitieux vulgaire a murmuré et, qu'à côté de son nom, inscrit l'histoire. Il se peut faire que les contemporains, éblouis par des apparences semblables, confondent dans leur admiration ceux pour qui le pouvoir est un but et ceux pour qui il n'est qu'un instrument; mais la postérité, prompte à discerner entre les courtisans

et les maîtres, n'accorde son respect qu'aux hommes dont une conviction sincère gouverna la vie et dont les opinions portent, comme les œuvres, l'empreinte d'une personnalité forte et indépendante.

Cavour poussa de bonne heure le cri de la vocation. Nous l'avons vu, âgé de douze ans à peine, jeter avec dédain sa livrée de page, comme dix ans plus tard il brisera, sans hésiter, son épée. Ces deux faits suffiraient, à eux seuls, pour réduire à leur juste valeur les insinuations de ceux qui n'ont voulu voir, dans la politique de Cavour, que les calculs hardis d'une ambition déréglée. L'enfant qui résiste aux séductions de la vanité témoigne d'un sentiment naturel bien vif, comme c'est une conviction bien profonde que celle à laquelle un jeune homme fait le sacrifice de sa carrière. Il n'appartient à personne de mettre en doute la sincérité d'une opinion qui, à deux reprises différentes, se manifeste avec autant de spontanéité que de désintéressement. La sincérité n'est pas toujours, je le sais, un gage assuré de durée. Mais chez Cavour l'opinion persista, modérée, très-ferme, mûrie et non aigrie par l'expérience et les épreuves.

On aurait pu croire cependant qu'une disgrâce imméritée pousserait celui qui en était la victime

dans les rangs du parti extrême vers lequel il était accusé d'incliner et où l'orgueil blessé n'eût pas manqué de conduire un homme médiocre, vain ou faible. Mais Camille de Cavour était de ceux qui ne tombent pas du côté où ils penchent, par la très-bonne raison qu'ils savent se tenir debout. Aimant de passion la liberté, il craignait ceux qui la compromettent autant qu'il en voulait à ceux qui la maudissent. Peut-être aussi subissait-il, à son insu, l'influence du milieu dans lequel il avait été élevé et de la situation que, malgré sa démission, lui faisaient sa naissance et ses relations. Tout au moins lui était-il plus facile qu'à un autre de se garder d'une exagération contre laquelle, d'ailleurs, il trouvait dans son intelligence et dans son caractère les meilleurs préservatifs.

Ce n'est pas que la révolution de 1830 n'ait jeté d'abord quelque trouble dans ses idées. Il espéra trop et fut trop déçu. Il est vrai que le mécompte était grand de voir un événement regardé par toute l'Europe comme l'aurore d'une ère plus libre, n'aboutir qu'à augmenter la défiance des gouvernements et à rendre leur joug plus lourd. Ce que fut en réalité l'ébranlement causé par la révolution de Juillet a pu être constaté en 1848, lorsqu'en un

clin d'œil les trônes tombèrent en poudre et que la société sembla s'effondrer sous leurs débris ; mais au début, la chute des Bourbons en France, effrayant plus qu'elle n'ébranlait les gouvernements despotiques de l'Europe, eut pour résultat ce surcroît de précautions qu'une première attaque de paralysie fait prendre à celui qui en a été atteint et ce redoublement de violences que la peur justifie.

La condition de l'Italie s'aggrava tout particulièrement. Là, les têtes qui, plus qu'ailleurs, s'étaient relevées furent impitoyablement courbées par la main de fer qui s'appesantît sur elles. Après quelques jours de joie et d'illusion, la tristesse revint, et le silence et le découragement :

« Vous aurez su, » écrit Camille de Cavour dans une lettre adressée à sa tante, Mme de Sellon, et datée du 4 janvier 1832, « vous aurez su tous les ennuis qu'on m'a fait subir, les soupçons qu'on a eus à mon égard, les mesures qu'on a cru devoir prendre envers moi, enfin la démarche décisive que j'ai cru devoir faire. Mais ce n'est pas ce qui me regarde particulièrement qui m'a le plus affligé. L'état de l'Italie, de l'Europe et de mon pays ont été pour moi la source des plus vives douleurs. Combien d'espérances déçues, combien d'illusions qui ne se sont pas réali-

sées, combien de malheurs sont venus tomber sur notre belle patrie. Je n'accuse personne, ce sera peut-être la force des choses qui en a décidé ainsi, mais le fait est que la révolution de Juillet, après nous avoir fait concevoir les plus belles espérances, nous a replongés dans un état pire qu'auparavant. Ah ! si la France avait su tirer parti de sa position, si elle avait tiré l'épée ce printemps, peut-être... Mais je ne veux pas m'arrêter sur un sujet trop douloureux et au sujet duquel vous ne partagez peut-être pas mes opinions. Ne croyez pas que tout ce que j'ai souffert, au moral s'entend, ait en rien abattu mon amour pour les idées que j'avais. Ces idées font partie de mon existence. Je les professerai, je les soutiendrai, tant que j'aurai un souffle de vie. »

Lignes chaudes d'amertume, incorrectes, d'une écriture heurtée comme le sentiment qui les a dictées. Camille de Cavour était alors dans une de ces heures de tristesse où, l'espérance disparue, les sources de l'action semblent à jamais taries. Le découragement peut envahir les plus forts; seulement, en brisant leur courage, il n'atteint pas leurs convictions; doutant d'eux-mêmes ils gardent leur foi, et loin d'abandonner leurs croyances dans le naufrage de leur énergie, ils se cramponnent à ces croyances,

et sont, en définitive, sauvés par elles. L'abattement de Cavour est celui du vaincu encore tout meurtri par la défaite, mais fidèle à son drapeau. Et déjà l'on pressent que le vaincu se relèvera et que la volonté qui s'insurge contre un lâche découragement l'emportera. L'amertume du langage est un sûr indice de cette révolte secrète de la volonté. La prostration a des accents moins douloureux, plus résignés, tels, en un mot, que je les trouve dans une lettre de quelques semaines antérieure à celle que je viens de citer et adressée par Camille à son oncle, le comte de Sellon. Au reste, pour apprécier cette lettre, il faut connaître l'impression sous laquelle elle fut écrite. Vers la fin de 1831, la mort s'abattit sur la maison de Cavour qui vit s'éteindre deux des flammes les plus vives de son foyer domestique. Un vieillard aimable, gai, spirituel, chéri de tous les membres d'une famille au milieu et au service de laquelle s'était écoulée son existence doucement utile, le chevalier Franquin de Cavour, grand-oncle de Camille, précédait de trois jours dans la tombe M. d'Auzers, brusquement enlevé par une maladie violente. Ces deux pertes, presque simultanées, affectèrent vivement Camille de Cavour, qui écrivit ainsi à M. de Sellon sous l'influence d'un double accablement, et

dans un moment où la douleur que lui causait l'aspect des affaires publiques était rendue plus âpre par les coups qui venaient de le frapper dans ses affections.

« Franquin, dit-il a été enterré à Santena, dans le tombeau de la famille; papa et moi avons suivi son corps jusqu'à ce que la pierre funèbre se soit refermée sur lui; maintenant, à trois jours de distance, nous allons rendre, Gustave et moi, le même devoir à d'Auzers, qui a voulu être enterré avec nous. C'est en présence de ces cercueils qu'on se pénètre du néant des vanités de ce monde. Je n'avais pas besoin de cela pour m'en convaincre; mais je vous assure que cela m'a bien confirmé dans la renonciation absolue à toute idée de gloire et de célébrité. Je continuerai à soutenir les opinions libérales avec la même chaleur, sans espérer, ni même désirer de me faire un nom. Je les soutiendrai par amour pour la vérité, et par sympathie pour l'humanité. Ce pauvre d'Auzers est peut-être mort affligé par l'idée qu'il laissait des neveux indignes de lui; cette idée m'est bien pénible, car, malgré nos dissidences, je n'ai jamais cessé de ressentir pour lui la plus tendre affection. S'il avait pu lire dans mon cœur, il aurait vu que les motifs qui me portaient à m'éloigner de ses

opinions étaient aussi purs que ceux qui l'engageaient à sacrifier son bonheur au service. »

Je n'ai pas besoin de faire ressortir la différence du ton dans les deux lettres dont j'ai transcrit quelques passages. Celle-ci, la première en date, est une plainte et un regret, à peine un mot de reproche s'y glisse-t-il vers la fin. L'autre, plus vive, plus colorée, est une accusation. « Ah! si la France! » puis une protestation : « Ces opinions, je les soutiendrai tant que j'aurai un souffle de vie! » Camille de Cavour ne se doutait guère que ces mots, tracés dans l'intimité, feraient un jour songer ceux qui les liraient au serment d'Annibal.

L'élasticité du naturel ne tarda pas à reprendre le dessus, l'amertume à disparaître de ce cœur pour lequel elle n'était point faite, et le découragement à être refoulé par la seule force de l'esprit viril et sain qu'il avait un instant abattu. Ayant passé par la filière de l'épreuve, les opinions du jeune homme sont devenues plus serrées, plus précises, et par conséquent plus fermes. Là où il sentait, il discerne. Il ne soutiendra plus, par pure sympathie pour l'humanité, des opinions indéfinies au triomphe desquelles il n'ose croire. Il attend et il sait ce qu'il attend. Voici, écrivant en 1833 à Mme de Sellon, en quels

termes il s'exprime : « J'espère à mon tour pouvoir vous faire une petite visite dans le courant de l'année. La malheureuse agitation qui travaille l'Europe depuis trois ans, m'a empêché d'aller vous trouver, mais le temps est venu, j'espère, où il me sera permis de profiter du calme apparent pour aller jusqu'à vous. Quand je pense à l'époque où je vous ai laissée (M. de Cavour n'avait pas quitté le Piémont depuis 1829), je ne me doutais guère que de si immenses événements me retiendraient loin de vous si longtemps. Je sens que le séjour de Genève me fera un bien moral immense, car, après avoir vécu trois ans au milieu des exagérations les plus violentes et les plus opposées, l'atmosphère de raison qu'on respire dans votre pays doit être tout à fait restaurante. Quand je vous parle des exagérations extravagantes des partis extrêmes, je vous parle à bon escient, car on vient il y a de peu de jours de découvrir ici chez nous un complot d'ultra-républicains qui, sans autre moyen que leur rage, devaient renverser le gouvernement et établir je ne sais quoi. On a saisi quelques papiers et arrêté bon nombre de sous-officiers, matière éminemment *révolutionnable*. Ce complot de cerveaux brûlés, qui ne pouvait avoir aucune chance de réussite, n'aura d'autre résultat

que de rejeter encore davantage notre gouvernement, qui n'y est déjà que trop disposé, dans les bras de l'Autriche et des congréganistes. Le plus triste résultat de la révolution de Juillet, celui qui en balance presque les immenses bienfaits, c'est la naissance à laquelle elle a donné lieu d'un parti frénétique, féroce et absurde qui, poursuivant une chimère, veut, en empiétant sur l'avenir, faire triompher à tout prix un système maintenant impossible, et qui pour cela pousse la société dans un chaos affreux, d'où elle ne pourrait se relever que par le moyen d'un pouvoir absolu et brutal, despotique ou aristocratique. Malgré cette boutade contre le parti républicain qui nous fait tant de mal en Italie, je vous dirai que je conserve une foi entière dans l'avenir du genre humain et dans la loi du progrès social, et pour cela j'applaudis tous les jours davantage aux personnes qui, comme mon oncle, tâchent de le hâter par des écrits sages, impartiaux et raisonnables. »

Ce que craint Cavour est peut-être ici trop fortement indiqué, sur ce qu'il espère le trait est un peu pâle. Toutefois, de cette esquisse inégalement dessinée, l'opinion se détache, sage, impartiale, raisonnable ; mais nous allons la voir complète, tout à fait

définie, très-nette, dans une autre lettre de la même époque, mai 1833, et adressée à mon père. « Si vous êtes curieux, écrit-il, de connaître une personne aussi distinguée que raisonnable et modérée, ayant sur son pays les idées les plus élevées et les plus justes que je connaisse, faites connaissance avec Mme X, qui accompagne son mari. Vous trouverez chez elle, chose excessivement rare et précieuse par le temps qui court, les sentiments les plus vifs unis à la plus grande modération des principes.

« Il s'est passé bien des choses, mon cher, depuis nos causeries politiques dans les allées de Presinge. Une commotion terrible, que nous ne prévoyions pas alors, a ébranlé le monde politique jusque dans ses fondements, et Dieu sait quand il reprendra une assiette stable. La commotion générale a réagi sur les individus et toutes les opinions en ont été secouées, modifiées et dans quelques cas même changées. Parmi mes amis et les connaissances qui m'entourent, il s'en est suivi un changement inconcevable; les uns, modérés réformateurs, se sont jetés à corps perdu dans le mouvement, et ne se contentent maintenant de rien moins que d'un bouleversement complet; d'autres, de la même nuance, ont reculé tout effrayés vers l'ultraïsme; des personnes qui auraient été enchan-

tées de concessions raisonnables veulent maintenant la république, et quelques autres qui ne craignaient que trop de précipitation dans les réformes, ont reculé jusqu'au siècle de Louis XIV, évoquant les souvenirs du grand roi, pour gouverner les peuples du dix-neuvième siècle. Quant à moi, j'ai été longtemps indécis au milieu de ces mouvements en sens contraire. La raison me retenait vers la modération; l'envie démesurée de faire marcher nos reculeurs me rejetait vers le mouvement; enfin, après de nombreuses et violentes agitations et oscillations, j'ai fini par me fixer, comme le pendule, dans le *juste-milieu*. Ainsi je vous fais part que je suis un honnête juste-milieu, désirant, souhaitant, travaillant au progrès social de toutes ses forces, mais décidé à ne pas l'acheter au prix d'un bouleversement général, politique et social. Mon état de juste-milieu ne m'empêchera cependant pas de désirer le plus tôt possible l'émancipation de l'Italie des barbares qui l'oppriment, et par suite de prévoir qu'une crise tant soit peu violente est inévitable; mais cette crise, je la veux avec tous les ménagements que comporte l'état des choses, et je suis en outre *ultra persuadé* que les tentatives forcenées des hommes du mouvement ne font que la retarder et la rendre plus chanceuse. Après vous avoir fait ma

profession de foi, permettez-moi de vous demander si elle est conforme à votre manière de voir. J'avoue que je m'en flatte et que cette idée me soutient dans les combats que je livre à droite et à gauche. Au reste, j'espère pouvoir faire une escapade cet été à Genève et par suite aller vous trouver à Presinge, où nous formulerons à notre aise nos croyances politiques. »

Appréciée par des lecteurs français, à trente ans de distance du jour où elle fut écrite, la profession de foi de Camille de Cavour paraîtra peut-être aussi naturelle qu'elle est explicite; et cependant il fallait une bien rare fermeté de caractère chez l'Italien capable, en ce temps-là, de parler de l'avenir avec tant de confiance et du présent avec tant de modération, et cette modération doit être louée d'autant plus qu'elle n'est pas le prétexte d'un esprit inactif ou le refuge d'une âme pusillanime. Si, aux époques de crise, les partis modérés sont d'ordinaire impuissants, c'est que, représentant moins des convictions que des intérêts, issus de la coalition des craintes, ils arrivent à n'être qu'une négation sans crédit sur l'opinion, sans force pour résister aux passions populaires. Les livres de guerre nous apprennent qu'on peut prédire le nombre

des jours qui s'écouleront entre le moment où le premier coup de pioche est donné devant une ville assiégée et celui où la brèche sera praticable. Il y a ainsi des causes politiques perdues d'avance; mais la modération de Cavour n'ira pas chercher un abri derrière les murailles, ni s'enfermer dans le cercle fatal de la résistance; c'est une modération qui affirme, qui ose, qui combat à droite et à gauche, qui veut marcher; voilà en quoi Cavour, dès 1833, se séparant à la fois, des légitimistes dont les principes lui sont antipathiques, des révolutionnaires dont les moyens lui répugnent et des conservateurs dont le libéralisme est trop immobile, marque sa place dans le mouvement moderne et précède, de vingt ans, l'opinion de l'Europe entière. Car aujourd'hui il n'est pas de nation qui ne demande à ceux qui la mènent, de satisfaire à des idées et à des intérêts jusqu'ici regardés comme contradictoires. Représentants de ces contradictions apparentes, les hommes d'État actuels étonnent leurs prédécesseurs indignés et, objets des accusations comme des louanges les plus diverses, échappent aux définitions que les vieilles écoles cherchent en vain dans leurs formulaires précis et surannés.

« Les idées fournies par l'histoire et qui ne vivent plus, dit un penseur genevois, M. Roget, projettent

des ombres comme ces vieux chênes que le temps a dépouillés et qui ne sont plus que des troncs caverneux; les doctrinaires ont marché et vécu au milieu de ces ombres qu'ils prenaient pour des réalités. » « Le propre des doctrinaires, remarque ingénieusement M. Sainte-Beuve, est d'estimer assez peu le commun du monde et la moyenne des esprits; leur inhabileté dans la pratique est de le laisser voir; leur inconséquence est d'avoir voulu, d'avoir espéré gouverner précisément par cette moyenne des esprits qu'on dédaignait et qui s'apercevaient du dédain. » Il en est des jugements sommaires rendus après coup comme des lois qui, rétroactives, sont fatalement injustes. Parlant des doctrinaires, nous sommes portés à oublier que les ombres au milieu desquelles ils vécurent furent les illusions d'une foi généreuse au progrès social, que leur inhabileté fut d'avoir, en politique, un idéal, et que, de leurs inconséquences, la plus grande, celle qui résume toutes les autres, est d'avoir voulu réaliser cet idéal et faire triompher la vérité par la liberté. Que dans le détail ils aient commis des fautes, je ne songe point à le nier. Ils se sont crus soutenus par la fiction du pays légal, tandis que c'étaient eux qui la maintenaient. On sait qu'un jour un duelliste scrupuleux traça sur l'ample personne de son adversaire trop

corpulent un cercle en dehors duquel les coups ne devaient pas compter. Les doctrinaires avaient peut-être trop arbitrairement tracé, sur la France, un cercle en dehors duquel les coups portés ou reçus ne compteraient pas. Peut-être, croyant au bien absolu, ont-ils, comme je viens de le dire, immobilisé leur libéralisme dogmatique; mais, prenant sa source dans des sentiments de l'ordre le plus relevé, leur doctrine a été l'expression intelligente de nobles instincts, d'illusions pures, d'espérances désintéressées; en somme leur faute principale a été d'être vaincus, faute grave assurément en politique, et que, dans sa sagesse sceptique, notre génération est moins qu'aucune autre disposée à leur pardonner. Soyons donc impitoyables, c'est notre droit, seulement gardons-nous d'être trop fiers de notre supériorité sur ces honnêtes gens dont le tort a été de croire que, pour avoir raison des hommes, il suffisait d'avoir raison.

Que, dès l'origine, Cavour, esprit aussi souple que hardi, différât des doctrinaires, plus d'un passage déjà cité de ses lettres le fait sentir; M. Roget et M. Sainte-Beuve, par leurs définitions, si partiales qu'elles soient, le font comprendre, et sa politique l'a fait voir avec évidence. L'instinct chez lui n'est pas antirévolutionnaire; il en veut à la révolution non

pas de son but, ni des moyens qu'elle emploie, mais surtout de son impuissance, et à son endroit il ne partage pas l'aversion des doctrinaires. Cette ligne de démarcation, à peine sensible chez le théoricien, s'est élargie dans la pratique des affaires et a fini par devenir un abîme. Mais, d'autre part, en 1833, M. de Cavour, simple croyant, se regardait comme étant de l'église dont un des fidèles les plus aimables et les plus spirituels lui expliquait les dogmes; ce fut, en effet, par M. de Barante, alors ministre à Turin du roi Louis-Philippe, qu'il apprit à connaître, à estimer et à aimer le gouvernement que la France s'était donné. Homme de monde autant que de politique, et d'expérience autant que de principes, unissant à la solidité des convictions la tolérance naturelle aux esprits cultivés, par situation et par caractère bienveillant pour les vaincus, ayant de l'école la sagesse sans le rigorisme, et de la vie les leçons sans les désenchantements, M. de Barante exerça sur Camille de Cavour une influence considérable, et, à certains endroits, décisive, car cette influence se produisit dans un moment en quelque sorte définitif pour celui qui la subissait, dans un moment de crise, au passage de la jeunesse des sentiments à la maturité des idées, alors que se déterminent le tour, la

direction, la tenue, la consistance du caractère. Un fait qu'il est bon de noter en passant, c'est que Camille de Cavour, le marquis Alfieri et quelques autres en fort petit nombre faisaient preuve d'une hardiesse remarquée dans Turin, en osant se présenter dans les salons du représentant de la monarchie de Juillet!

Ce fut dans ces salons dangereux que M. de Cavour rencontra M. d'Haussonville qui débutait alors, par la diplomatie, dans la vie politique. Rapprochés d'âge et de sentiments, les deux jeunes gens ne tardèrent pas à se lier. La parole familière d'un ami n'est guère moins persuasive que l'autorité d'un maître et, après M. de Barante, personne ne contribua autant que M. d'Haussonville, d'une part, à détacher Camille de Cavour du mouvement révolutionnaire auquel, jusqu'ici, il ne voyait d'ennemis que parmi les partisans d'un régime qu'il détestait, et, d'autre part, à l'attirer vers la France qu'il ne connaissait encore que par les vaincus d'une révolution qui l'avait réjoui. Turin, ville de cour, d'étiquette sévère, de vieilles idées, était devenu l'asile naturel d'une foule d'émigrés qui y trouvaient des habitudes de gouvernement conformes à leurs goûts, des sympathies, des espérances, et qui, avec la fougue de leur nation, poussaient la monarchie

sarde dans la voie des rigueurs. Mais, avec M. de Barante et M. d'Haussonville, Cavour aperçut une face toute nouvelle pour lui du peuple français chez qui il put désormais estimer le bon sens, la sagesse et la raison, sans cesser d'en goûter l'esprit et d'en admirer l'ardeur. « Si ma lettre n'était pas si longue, écrivait-il à mon père en 1843, je vous parlerais de votre illustre ami M. de Broglie que j'estime, je vénère et j'aime tous les jours davantage, surtout parce qu'il montre ce que sont les Français, lorsqu'ils suivent une bonne voie. Lorsque vous m'aurez montré un duc de Broglie anglais ou allemand, je commencerai à douter de mon opinion sur la supériorité intellectuelle, morale et politique de la France, opinion qui s'enracine chaque jour davantage dans mon esprit. »

En 1834, dans l'arrière-automne, Camille de Cavour fit à Genève un séjour qu'il prolongea jusqu'au milieu de l'hiver. Il demeurait dans le voisinage de l'hôtel dont M. de Sellon occupait avec sa famille la plus grande partie et qu'habitaient également, à cette époque, M. et Mme de Tonnerre. Vivant au milieu des siens, et dans un intérieur fait pour satisfaire aux exigences d'un esprit délicat, M. de Cavour n'eût peut-être, nulle autre part, trouvé sur son che-

min une intimité à la fois aussi naturelle, aussi libre et aussi attrayante. Il avait d'ailleurs à Genève d'autres parents et des amis dont il goûtait le commerce familier et avec lesquels il donnait cours, sans se contraindre, à ses inclinations pour les causeries tour à tour graves et plaisantes. Renouant d'anciennes relations, il en forma de nouvelles auxquelles il attachait un grand prix. Plus d'une fois entre autres, je l'ai entendu parler de M. Lullin de Châteauvieux, comme d'un des hommes les plus spirituels, les plus heureusement doués qu'il eût jamais rencontrés. « Voilà, me disait-il en 1859, voilà quelqu'un qui avait le véritable esprit. » La fille de M. de Châteauvieux, Mme Naville, et son mari prirent dès lors également rang parmi les amitiés sérieuses de sa vie. Je rappellerai encore en quelle estime il tenait M. Munier. « Lorsque vous verrez, écrivait-il, M. le pasteur Munier, dites-lui que je le prie de ne pas m'oublier, car j'attache un trop haut prix aux sentiments de bienveillance qu'il m'a témoignés pour ne pas désirer vivement qu'il veuille bien me les conserver. » D'ailleurs, ville de science, de débats et de politique spéculative, Genève offrait de nombreuses sources d'instruction à une intelligence avide de discussion et de savoir ;

curieux surtout des faits et des idées qui se rapportent aux sciences morales et politiques, M. de Cavour puisait, soit dans de fréquents entretiens avec des hommes rompus à l'étude de ces sciences, soit dans l'exposition plus serrée de l'enseignement direct, des connaissances précises, et y gagnait cette solidité par laquelle seule l'homme supérieur demeure certain d'être toujours égal au rôle que lui feront jouer les événements. Il mena aussi la vie du monde, telle qu'elle se pratiquait à Genève, animée sans être violente, à heures fixes, à température modérée, en somme un peu trop disciplinée. Or, le monde est une école à la condition de n'être pas une salle d'école. A ce sujet M. de Cavour exprimait un regret bienveillant et s'étonnait que la société genevoise, si riche, disait-il, en intelligence et en agrément, ne fût pas plus habile à user de ses avantages, faute d'un peu plus de cette liberté qui est le ressort de la vie sociale. Il n'en emporta pas moins, de son séjour à Genève, une impression aussi durable que flatteuse pour ceux qui l'avaient produite. Bien des années plus tard, après quelque critique pareille à celle que je viens de rapporter : « Cela n'empêche pas, ajoutait-il, que je me suis beaucoup amusé à Genève, j'y ai passé un heureux temps ; » et les souvenirs riants

arrivaient en foule, dits gaiement, parfois aussi s'arrêtant sur ses lèvres discrètes.

Au milieu de l'hiver il quitta Genève pour se rendre à Paris et de là en Angleterre. A Paris, sa naissance lui ouvrit d'emblée les portes des salons les plus difficiles, où ses opinions étonnèrent et où son esprit le fit bien venir; mais les salons difficiles ne sont guère ceux qu'à vingt-cinq ans on préfère. Sans doute il est des gens qui semblent être sortis, comme Minerve, de la tête de Jupiter, avec une sagesse à bouclier, à casque et à cuirasse; mais Minerve ne fut jamais jeune et Camille de Cavour ne fut jamais un pédant. Ni le monde, du reste, ni les plaisirs de Paris ne dérobèrent à son observation la scène politique si animée alors et vers laquelle se tournaient naturellement ses regards; il la voyait de loin, en spectateur ignoré. « Je ne suis pas, écrivait-il, retourné chez M. Guizot, près duquel j'ai pénétré grâce à M. de Barante, car pour fixer un moment l'attention de ces grands hommes il faut avoir un titre quelconque de célébrité. Et moi, hélas! obscur citoyen du Piémont, je n'ai rien fait pour être connu au delà des limites de la commune dont je suis *syndic*, et je ne peux aspirer raisonnablement à la société des astres lumineux qui éclairent le monde politique. »

Mais le spectateur ignoré est déjà un juge plein de sagacité, prompt à percer les manœuvres des partis, et surtout à discerner, sous ces manœuvres, la tendance générale des esprits et le sens du courant. « Pour ma part, écrivait-il de Paris à mon père, à la date du 31 mars 1835, je vous assure bien que je n'ai rien trouvé dans les plaisirs et dans les salons de Paris qui pût me tenir lieu de ces soirées où, assis au coin du feu, nous devisions à notre aise sur les affaires de l'Europe, redressant les faux systèmes, recomposant les mauvais ministères, enfin arrangeant le tout pour le mieux. Quelque peu de peine que nos élucubrations politiques nous donnassent, je crois fort que leurs résultats, si on les avait appliqués, auraient été tout aussi avantageux à l'humanité, que tout ce qui s'est fait sans notre permission... Si vous n'aviez pas été à Paris l'année dernière, je vous ferais part de mon opinion sur les choses et les hommes qui se succèdent sur la scène politique. Mais, en vérité, je ne ferais que répéter en grande partie les conversations que nous avons eues ensemble. Un fait cependant qui me paraît nouveau, ou, pour mieux dire, qui tend à s'accomplir, mais est à peine indiqué, c'est la transformation qui s'opère dans le sein des partis extrêmes.

Tout ce qu'ils contiennent d'hommes habiles et ayant quelque habitude des affaires travaillent à dépouiller l'opinion qu'ils représentent de ce qu'elle peut avoir d'exclusif et d'absolu. C'est un travail de rapprochement qu'ils opèrent. Ils espèrent par là ramener à eux cette masse nombreuse et inerte qui n'a aucune prédilection politique, qui n'est attachée qu'à ses intérêts matériels, et qui se soucie aussi peu de Louis-Philippe que d'Henri V, pourvu que son repos ne soit pas troublé ; s'ils ne peuvent la gagner, ils voudraient du moins la rendre neutre et la détacher du système actuel qu'elle soutient comme la seule garantie de l'ordre public. Cette transformation est sensible surtout parmi les hommes forts du carlisme. Ceux-ci, ne pouvant plus espérer de l'Europe qui ne se soucie nullement d'eux, et ayant reconnu enfin qu'ils étaient en minorité dans la nation, qu'ils ne pouvaient rien par la violence, se sont imaginé qu'en faisant de larges concessions aux idées nouvelles ils arriveraient à leur but. Ceci est autre chose encore que l'alliance carlo-républicaine. Celle-là n'avait que la violence en vue, et il n'y avait entre les deux partis d'autre pacte qu'une haine commune. Maintenant les carlistes sages voudraient faire croire qu'ils n'ont de haine pour personne ni

d'antipathie absolue pour aucun parti. Ils professent hautement la modération et la nécessité de la fusion des partis. Ils font toutes les avances possibles à la grosse masse du juste milieu; pour lui plaire, ils se disent prêts à lui faire le sacrifice de tous leurs préjugés aristocratiques, et à se constituer les défenseurs de l'ordre contre les républicains exagérés. En un mot, ils croient que s'ils peuvent amener les choses à une pure question de personnes, la France préférera toujours Henri V à Louis-Philippe. De tous les plans que se sont jamais proposés les carlistes, celui-là est encore le plus raisonnable, car il tend à les ramener peu à peu à des idées plus justes; seulement il a le défaut d'être impraticable; d'abord parce que ce parti étant indisciplinable, dès que le corps d'armée verra le but de ses chefs, il les abandonnera, ou bien il se débandera, une partie passant franchement à l'ennemi et l'autre se dispersant sous des bannières plus passionnées. Les républicains de même qui ont conservé quelque peu de bon sens reconnaissent leur faiblesse numérique, s'occupent à reprendre leur travail en sous-œuvre et à profiter des instincts démocratiques irrésistibles de la société, pour faire circuler dans les masses leurs doctrines d'égalité absolue et de transformation sociale. Ceux-

ci dans un avenir éloigné peuvent devenir dangereux, car ils ont évidemment pour eux la tendance du siècle et le mouvement de nivellement matériel et intellectuel qui s'opère entre toutes les classes de la société. Nous ne pouvons pas nous le dissimuler, la société marche à grands pas vers la démocratie; il est peut-être impossible de prévoir les formes qu'elle revêtira; mais quant au fond, il n'est pas douteux, à mes yeux du moins. Et vous, mon cher, n'êtes-vous pas de mon opinion? Croyez-vous à la possibilité de la reconstruction d'un pouvoir aristocratique quelconque? La noblesse s'écroule de toutes parts, les princes comme les peuples tendent également à la détruire; le patriciat, pouvoir municipal et restreint, n'a plus de place dans l'organisation sociale actuelle. Que reste-t-il donc pour lutter contre les flots populaires? Rien de solide, rien de puissant, rien de durable. Est-ce un bien? est-ce un mal? Je n'en sais trop rien, mais c'est à mon avis l'inévitable avenir de l'humanité. Préparons-nous-y; ou, du moins, préparons-y nos descendants que cela regarde encore plus que nous. »

Il y a, dans cette lettre, deux ou trois mots significatifs. L'origine et le caractère de la démocratie moderne, forme de société bien plus que forme de

gouvernement, y sont nettement indiqués. M. de Cavour a compris la prépondérance grandissante de « cette masse inerte, sans prédilection politique, uniquement attachée à ses intérêts matériels, » et il attend « ce nivellement matériel et intellectuel » qui, recouvrant vieux préjugés et principes vieillis, envahit un monde qu'il transforme. Dans le même temps où il écrivait cette page, M. de Tocqueville écrivait son livre. Ainsi deux enfants de vieille race prédisaient avec une égale assurance l'avénement de la démocratie. On ne saurait, faut-il le dire, comparer quelques lignes confidentielles tracées en courant, à une œuvre célèbre et digne de sa renommée. Il suffit toutefois de quelques lignes pour expliquer un homme, et, sans vouloir comparer des écrits qui n'ont aucune analogie, on a le droit de rapprocher les pensées qui s'y révèlent. La certitude dépouillée d'illusions avec laquelle le pouvoir nouveau est annoncé par « l'obscur citoyen piémontais » paraîtra peut-être bien froide. Et cependant, dans cette absence d'illusions, je vois l'indice d'une intelligence complète de la démocratie dont les allures ne risquent pas de troubler les écarts ni de surprendre celui qui se demande : « Est-ce un bien? est-ce un mal ? » car, chez M. de Cavour, le doute à l'endroit

des résultats ne se traduit ni en découragement, ni en hésitation. « Préparons-nous, » dit-il, et son esprit éminemment politique se manifeste moins par la justesse de la prévision que par la façon dont le fait prévu est, quelles qu'en soient les conséquences, accepté sans arrière-pensée. Les faiseurs de systèmes rendent volontiers des oracles qui parfois s'accomplissent, mais celui-là seul pourra conduire les hommes qui sait prendre son parti des choses.

M. de Cavour prit du reste toujours le plus vif intérêt à la politique française, dont il suivait d'un regard attentif et pénétrant les péripéties successives. « Je vous remercie, écrivait-il à M. Naville en 1837, des nouvelles politiques que vous me donnez. Le jugement que M. Monnier porte sur le résultat des dernières élections me paraît parfaitement juste. La Chambre actuelle est essentiellement *centre gauche;* celle de 1827 l'était déjà. Je crois que cette nuance est celle de la grande majorité des opinions en France. La défaite des partis extrêmes prouve combien sont déjà puissantes les racines que la dynastie d'Orléans a poussées dans le sol de la France. Les Chambres de la Restauration, celle de 1824 exceptée, ont toutes contenu un nombre relativement bien plus grand d'ennemis déterminés de la

branche aînée. Quand un pouvoir se trouve conforme aux nécessités du temps, il lui faut bien peu d'années pour se consolider.

« Croyez-vous que la nouvelle Chambre soit plus favorable que l'ancienne aux réformes commerciales? La Suisse comme le Piémont ont un bien grand intérêt à voir abaisser les barrières qui entravent leur commerce avec le pays qui est leur principal débouché. »

Ce qui, dans la France, intéressait Cavour, c'était d'abord la France elle-même, ensuite l'action qu'il en attendait sur les destinées du Piémont. « Depuis quelque temps, écrivait-il encore à M. Naville, on éprouve ici beaucoup plus de bienveillance pour la France, et l'on est disposé à augmenter les rapports déjà nombreux qui existent entre les deux pays. Le roi a accueilli le duc d'Aumale avec la plus grande distinction, et il a paru très-satisfait de sa visite. Ce rapprochement peut amener des conséquences fort avantageuses pour nous. Car c'est de la France que doit nécessairement venir l'impulsion destinée à développer les immenses ressources inexploitées que possède encore le pays. »

J'ai dit que de Paris M. de Cavour se rendit en Angleterre, mais son séjour y fut de courte durée. A

cette époque il n'entendait pas la langue anglaise; d'ailleurs ses occupations le rappelaient à Turin et ne lui permettaient pas de prolonger outre mesure une absence dont Paris lui avait peut-être fait oublier la durée. Aussi me suis-je trompé : ce ne fut pas en Angleterre qu'il se rendit, mais à Londres. Or, chacun sait que si Paris est la France, Londres n'est pas l'Angleterre; l'expression même qui s'est glissée sous ma plume en est une preuve : on ne va pas en France, tandis qu'on va en Angleterre; ce grand pays d'agriculture et d'industrie, de traditions et de révolutions, d'esprit public et de gouvernement, de contrastes, c'est-à-dire de liberté, M. de Cavour ne devait le voir et le comprendre tout à fait que huit années plus tard, en 1843, dans un voyage, qu'à la suite d'un autre séjour à Paris, il y fit avec mon père. Ce n'est pas toutefois qu'on puisse regarder ni qu'il ait lui-même jamais considéré le temps qu'il passa à Londres en 1835 comme un temps perdu. Il n'y a d'hommes qui perdent leur temps que ceux qui regardent sans voir, et il n'était pas de ces hommes-là. Le mécanisme administratif et politique de l'empire britannique, la pondération des pouvoirs, la complication des ressorts, les heureuses contradictions de la constitution, le jeu des partis lui furent dès lors

familiers; il dirigea également son attention vers les problèmes sociaux qui préoccupaient les économistes et s'imposaient aux hommes d'État anglais. Un de ces problèmes, le plus pressant alors, l'attira tout particulièrement. « J'ai beaucoup étudié, » écrivait-il de Turin, au mois de novembre 1835, « j'ai beaucoup étudié en Angleterre la grande question du paupérisme. Avant de partir de Turin l'année dernière, j'ai publié, à la requête du ministre, un extrait du rapport des commissaires chargés par le gouvernement anglais de faire une enquête sur l'état des pauvres et de préparer une nouvelle loi à leur égard. Depuis lors, je n'ai plus perdu de vue cette question. A Londres, je me suis trouvé en rapport avec toutes les personnes qui s'en sont plus spécialement occupées; et maintenant encore je conserve quelques relations avec elles. » En définitive, il partit de Londres avec la ferme intention d'y retourner et pénétré d'une admiration éclairée pour des institutions, des usages et des procédés politiques dont l'excellence ne pouvait être plus goûtée ni mieux appréciée que par un esprit comme le sien, chez lequel le raisonnable l'a toujours emporté sur le logique.

Cette grande question du paupérisme, M. de Cavour ne se contenta pas de l'étudier en théoricien et

de garnir à son sujet de notes stériles le portefeuille d'un ministre. Sans avoir la prétention de la résoudre (la logique seule ne doute de rien), il chercha, de retour à Turin, à panser quelques-unes des plaies que, de tout temps, l'inégalité des conditions a entretenues dans le corps social et que notre civilisation industrielle semble avoir rendues plus cruelles, au moins plus sensibles. Repoussant avec une égale fermeté les théories fallacieuses d'une philanthropie sentimentale et les déductions inflexibles d'une économie politique absolue, il avait sur la charité légale des opinions aussi nettes que modérées et j'ajouterai très-justes, car là, comme ailleurs, il savait, tenant compte des faits, être un « honnête juste-milieu. » Avec un petit nombre d'hommes de talent et de cœur, il fonda en Piémont des asiles pour l'enfance, et aucun n'apporta à cette œuvre un concours plus actif que le sien ni plus intelligent. Après l'avoir établie, il ne mit pas un moindre intérêt ni un moindre soin à en guider la marche, et il fit longtemps partie de la direction où ses lumières, sa capacité administrative, son zèle lui assignaient le premier rôle et lui assuraient une influence qui finit par donner de l'ombrage. Un de ses collègues, un ami intime, le comte de Salmour, dut le prévenir qu'il

compromettait, par la part qu'il y prenait, l'entreprise généreuse à la tête de laquelle le gouvernement ne le voyait pas sans un vif déplaisir, et que l'ouvrier risquait fort d'amener la ruine de l'œuvre. Prié de la sorte, M. de Cavour ne pouvait hésiter; il se retira de la direction des salles d'asile, mais ce lui fut un douloureux sacrifice d'abandonner la modeste fonction qui avait été, pendant plusieurs années, une de ses occupations les plus chères et les plus constantes.

Au reste, on avait beau fermer sur Cavour les grandes grilles et les petites portes de la vie publique, il pénétrait peu à peu dans l'enceinte par ces issues étroites et dérobées que l'homme actif découvre sans les chercher et élargit sans s'en douter. Les coups fourrés que, dans les comices agricoles, essayait de lui porter le gouvernement, le mettaient en évidence en le frappant, et le mettre en évidence, le désigner, c'était le grandir; qu'elle combattît pour ou contre lui, la Société agraire s'habituait à compter avec lui, et la classe dont elle était essentiellement composée arrivait à le regarder comme le représentant de ses intérêts. Tandis que, par l'Association agricole, il prenait pied dans cet grosse opinion publique alors muette, mais un jour destinée à être fort éloquente, à

Turin, il rapprochait, et par conséquent groupait autour de lui, dans une association d'un tout autre ordre, les membres de l'aristocratie piémontaise. Le club que, sur le modèle des clubs de Londres et de Paris et sous le nom inoffensif et imposé de « Société du Whist, » il fonda, avec le comte Pralormo, le marquis Alfieri et quelques autres, devint un foyer politique en même temps qu'un centre social. Qu'on ne se méprenne point : les flammes qui brillaient dans ce foyer n'étaient pas de celles qui allument les incendies. Un esprit éminemment conservateur animait une réunion d'hommes que leur naissance, leur éducation, leurs mœurs et leurs opinions naturelles rangeaient parmi les ennemis instinctifs de toute révolution. Mais de quelque esprit qu'elle fût animée, et au lieu d'être conservateur, eût-il été rétrograde, la Société du Whist n'en était pas moins, par cet esprit-là, une collectivité vivante, donc dangereuse; car, ainsi que je l'ai fait observer à l'occasion des comices agricoles, il est dans la nature des gouvernements despotiques de ne pas souffrir que l'opinion, même celle qui leur est favorable, se forme en dehors de leur influence immédiate et échappe, fût-ce pour les mieux servir, à leur contrôle. On a peine aujourd'hui à se figurer tous les obstacles que ren-

contra la fondation du club et à apprécier la persévérance et l'habileté que Cavour déploya en cette délicate et longue affaire. Là, comme sur tant d'autres points plus importants, on ne saurait comprendre Cavour qu'à la condition de se rappeler ce qu'était Turin en 1840.

Turin est maintenant une des capitales de l'Europe, une de ces vastes et banales agglomérations de briques et d'hommes dans lesquelles la civilisation moderne se concentre et se résume; comme les autres, ville de bruit, de pensée, d'industrie, de vie et de fièvre, aux flots humains roulant dans les rues d'où s'élèvent incessamment, confondus en une sourde voix, le murmure de l'activité et le long bourdonnement des agitations oisives.

C'est l'Italie qui, en quelques années, a, de la moins italienne de ses villes, fait une ville européenne. Assise au pied des Alpes qui tantôt la glacent de leurs brouillards et de leurs bises, tantôt, dardant sur elle les rayons réfléchis par leurs flancs, l'enveloppent d'une atmosphère plombée que les eaux lentes et limoneuses du Pô sont impuissantes à agiter; Turin n'a du midi ni la couleur, ni la lumière, ni l'éclat. Ce n'est pas non plus que, dans ces rues

tirées au cordeau et se coupant à angles droits comme les avenues d'un camp, dans la solennité sans grandeur de ces vastes palais aux façades naguère inachevées, le voyageur reconnaisse les traits ou retrouve l'image de quelqu'une de ces cités du nord si pittoresques, si joyeuses, si chaudes sous le manteau de brume qui les recouvre. Je me rappelle l'impression mélancolique que j'éprouvai quand, pour la première fois, il y a vingt ans, je vis Turin, froide de structure et d'apparence, morne, négligée, silencieuse, et, semblait-il, fille d'un autre climat, portant au front les tristesses de l'exil.

Cependant ce fut de tout temps une forte ville que Turin, ville de rudes soldats et de bons citoyens, digne aujourd'hui d'être à la tête d'un peuple dont, entre ses mains viriles, l'épée ne se déshonora jamais. Il faut la voir aux époques de guerre, telle que l'histoire nous la décrit, telle que de ses yeux notre génération a pu deux fois la contempler, calme, résolue, préparée à tout, sauf à désespérer. Il faut aussi la voir dans la paix, ainsi qu'elle se montre maintenant, intelligente des intérêts de l'État, dévouée au pays, n'ayant ni à être contenue ni à être réveillée, et, quelle que soit sa destinée future, la première en Italie par son esprit public. On dirait qu'en elle s'est

incarnée l'âme de ses princes guerriers et politiques. Sans doute, il est des gloires qu'elle n'eut point en partage.

> Les vents du sud t'apportent la beauté,
> Mon Tyrol, et les vents du nord la liberté,

a dit le poëte. A Turin, vents du sud et vents du nord n'apportèrent jamais que les notes aiguës des clairons ennemis. La culture des arts exige des loisirs que le Piémont, toujours l'arme au pied ou l'arme au bras, ne connut pas ; mais, après huit siècles de luttes incessantes, pouvoir dire : « J'ai vécu ! » cette gloire-là vaut toutes les autres.

Des murs ni des mœurs, le caractère imprimé par l'histoire ne s'efface en un jour. Même aujourd'hui, quand la liberté l'agrandit, l'embellit et l'anime, Turin, abri de soldats, lieu de halte d'une royauté militaire, a gardé quelque chose de l'aspect rigide d'une place de guerre, et dans cette liberté qui la transforme, on reconnaîtra le fruit d'une mâle éducation. Ce sont moins les institutions que les hommes qui font les peuples, et la loi est impuissante à rendre libre la nation qui ne l'est pas déjà par le cœur. On ne crée pas des citoyens. Ce qui asservit n'est pas ce qui opprime, mais ce qui effémine ; le

joug le plus écrasant n'est pas celui qui pèse le plus sur les robustes épaules qu'il meurtrit, mais celui dont les échines trop souples ne sentent pas le poids, et les seuls esclaves sont ceux qui se courbent, non ceux qu'il faut courber. Or, au métier de soldat, on apprend à se tenir droit.

Mais après 1815 et jusqu'en 1848, surtout durant la seconde moitié de cette période, la cour de Turin quitta les armes pour la toge. Et quelle toge? La robe des jésuites. Je sais que chez beaucoup d'esprits indépendants s'est produite en dernier lieu une réaction favorable à l'ordre fameux, objet de tant de diatribes déclamatoires; cependant, si grands que soient les services rendus par les jésuites aux lettres, aux sciences et à l'Église, il faut, à quelque point de vue qu'on se place, regretter, déplorer, partout où elles se sont exercées, leur intervention dans la conduite des affaires et leur tenace influence sur des gouvernements qu'ils ont irréparablement compromis, sur des princes qu'ils ont perdus. Encore doit-on moins les accuser que les passions qu'ils ont partagées et servies, les théories dont leur système politique a été l'expression la plus complète et surtout l'entraînement général de l'époque vers une logique absolue et violente. Il n'est personne qui, d'une façon ou de

l'autre, ne subisse l'influence d'un ennemi, et les adversaires déclarés de la révolution française lui ont emprunté en les exagérant ses allures dogmatiques et intolérantes. La société factice inventée par un homme de génie est devenue la société type à laquelle un parti puissant s'est imaginé pouvoir ramener la société « code civil » du XIXe siècle.

Or, à Turin, pendant que régna Charles-Albert, ce fut M. de Maistre qui gouverna, non pas le de Maistre vivant, agissant, plein de sens, le diplomate délié, qui convient que « Dieu entend le grec, » mais le de Maistre, grand poëte, sombre rêveur, le plus impitoyable des utopistes qui aient jamais fait servir la logique à consacrer les écarts d'une imagination emportée. Il importe de se rappeler que jadis, par les mœurs, par le tour des idées, et même par la langue, Turin était une ville française. Le temps est très-rapproché où en bon lieu on n'y eût jamais entendu une parole dite en italien. Or, l'exagération semble naturelle à l'esprit français, prompt à se précipiter dans la voie où le poussent l'impression du moment, la doctrine en vogue, l'accident du jour. Mais, dans un pays de grande étendue, dans une capitale telle que Paris, l'exagération de l'heure présente trouve inévitablement un contre-poids, léger sans

doute, insuffisant, qui toutefois la retient, et qui lui manque absolument dans un petit État et dans une ville de cent mille âmes. Aussi faut-il lire les mémoires de M. de La Marguerite pour comprendre à quelles extrémités l'esprit de système, dont aucun obstacle n'arrête les déductions, peut conduire des hommes intelligents et honnêtes. Le récit dû à la plume d'un des personnages les plus intéressés à peindre sous des couleurs favorables une politique qu'il vante, n'est que la paraphrase bien involontaire, le développement candide de ces lignes amères qu'on n'a pas oubliées, et dans lesquelles Camille de Cavour comparait Turin à un enfer intellectuel. « La science et l'intelligence, disait-il, sont réputées choses infernales par qui a la bonté de nous gouverner. » Et, en effet, toute manifestation de la pensée, dans quelque ordre de faits qu'elle se produisît, était rigoureusement proscrite. La philosophie de Rosmini, la théologie de Gioberti, les complots républicains, les projets de chemins de fer, les compagnies industrielles, les sociétés secrètes, les circulaires de Mazzini et les articles de M. de Sacy étaient considérés comme également hostiles et au même degré subversifs. La preuve la plus irrécusable du crédit dont jouissait Mme de Tonnerre, fut l'autorisation qu'après

de longues insistances, elle obtint enfin de recevoir, par l'entremise de la légation de France, le *Journal des Débats*. « Tout pour l'Église et par l'Église, » voilà à peu près le *credo* politique de M. de La Marguerite dont nous pouvons résumer les titres à la réputation d'homme d'État et à la reconnaissance publique, tels qu'il les expose lui-même avec une naïve complaisance. « Les dîmes étant de droit divin, dit-il, je n'ai pas permis qu'on y touchât. — Il arrivait parfois qu'on emprisonnât des ecclésiastiques coupables, sans avoir obtenu l'autorisation préalable des évêques; j'ai pris les mesures nécessaires pour qu'un aussi monstrueux abus ne pût désormais se renouveler. — J'ai obtenu à Turin la présence d'un nonce qui a servi d'intermédiaire direct entre le clergé de ce royaume et la cour de Rome, seule autorité légitime pour lui. — J'ai poussé l'archevêque à s'opposer à la promulgation de certaines mesures relatives à une prétendue réforme des écoles; appuyé par moi, il l'a emporté. — Grâce à mes efforts, les bienheureux Boniface et Humbert et la bienheureuse Louise ont été vénérés sur les autels. — J'ai renforcé les édits contre l'hérésie. — J'ai établi deux maisons de passionnistes, une à Gênes, l'autre à Turin; deux monastères de bénédictins, rappelés à la première ob-

servance, à Gênes et à Finale; les religieuses de sainte Camille et les adoratrices perpétuelles à Turin; les chartreux en Savoie; un monastère de carmélites à Gênes; les dominicains à Varazze, et j'ai fait rendre la paroisse de Saint-Charles aux carmes déchaussés! » En vérité, rien ne fait plus d'honneur au clergé piémontais que de n'avoir pas fait de son omnipotence un abus qui l'eût rendu à jamais odieux. Mais l'usage, même sans abus, était intolérable, ou plutôt l'usage seul constituait le plus criant des abus.

Les gouvernements théocratiques ont ceci de terrible, que l'accomplissement de leurs devoirs se confondant à leurs yeux avec l'exercice de leurs droits, ils sont excessifs, d'autant plus tyranniques qu'ils sont plus scrupuleux et tyranniques en toutes choses. C'est ainsi qu'il n'y avait pas dans l'État un poste important que la congrégation ne tînt par quelque influence secrète ou n'observât par quelque sentinelle dévouée. Depuis les grandes dames qui s'intéressaient à la conversion religieuse des hérétiques, jusqu'aux soldats qui s'intéressaient à la conversion politique des officiers, un vaste réseau de surveillance, tenu par des milliers de mains, s'étendait sur toutes les têtes. Partout l'inquisition, donc partout la défiance.

Mais en voilà assez; on connaît maintenant le régime sous lequel et en dépit duquel Camille de Cavour a su devenir et rester libéral. Le mérite qu'il y eut est plus grand qu'on ne sera peut-être disposé à l'estimer après coup, tant on conçoit difficilement les hommes autres qu'ils ne furent et tant on leur tient peu de compte des efforts qu'ils ont dû faire pour surmonter des obstacles dont on n'aperçoit plus la trace. On ne saurait se figurer Cavour ignorant, oisif, inerte, succombant aux défaillances de la lassitude, ou insouciant du sort de son pays, ou encore aigri par la rancune. Et cependant conserver le goût de l'instruction et acquérir l'habitude du travail intellectuel dans une ville où, pour acheter un livre, il faut, la plupart du temps, commencer par acheter une conscience; subir, sans en être atteint, le contact brutal de toutes les exagérations, dans une société dispersée par la défiance, découragée, sans force pour croire ni même pour espérer; garder la foi et lutter quand la victoire semble impossible; se préserver du fanatisme autant que du scepticisme; suivre sa voie, en écartant la violence et à l'écart de l'intrigue; demeurer enfin, sous un joug qui révolte les forts, écrase les faibles, pervertit les ambitieux, demeurer « sage, impartial, raisonnable, » avec pas-

sion, est d'une grande âme, d'un esprit vraiment libre et puissant.

D'une grande âme, dis-je, mais non d'une âme emportée. Cavour n'est point sujet aux visions, il ne rêve pas un état de choses idéal, hors duquel toute société et tout gouvernement doivent provoquer l'indignation ou le mépris. Esprit éminemment politique, il est naturellement optimiste, non pas seulement de l'optimisme de ces hardis joueurs qui fondent ou perdent les empires, superbe, souvent perfide et que l'histoire appelle tantôt la conscience, tantôt la folie du génie, mais aussi de l'optimisme à vue plus courte, à effet immédiat, propre à l'homme actif, et qui, s'il n'est pas la beauté de l'intelligence, en est la santé. Rien de maladif ou de chagrin dans cette robuste nature de Cavour. Ni la rancune, ni le dépit, ni aucune des petites passions parasites n'altèrent son humeur, ne troublent son jugement, ne diminuent sa vigueur, n'embarrassent sa marche. C'est ainsi que, dans son pays, il ne se pose point en victime, ni même en adversaire systématique d'un gouvernement dont il avait pourtant quelque raison de se plaindre. Il ne prend pas les faits ni les hommes en une de ces haines mortelles, dont fut saisi, contre le mécanicien, ce voyageur cité quelque part par

M. Prévost-Paradol, et qui était arrivé à désirer voir sauter la chaudière, dût-il être lui-même lancé en fragments jusqu'aux étoiles! Les hommes et les faits, il les accepte, non pas avec cette insouciance frivole des adorateurs du succès pressés d'approuver ce qu'ils subissent, mais avec la résolution du lutteur qui n'entend pas abandonner le terrain, en ouvrier résolu qui ne jette pas le manche après la cognée, ou, pour mieux dire, en joueur qui sait qu'on doit jouer avec les cartes qu'on a. Un jour que je jouais au whist avec M. de Cavour, comme je me disais découragé par une série persistante de mauvais jeux : « C'est que, reprit-il, vous n'avez pas assez de respect pour les petites cartes. »

Inaccessible aux mesquines sollicitations de l'amour-propre, il est loin d'éprouver une satisfaction maligne au spectacle des fautes que commet le gouvernement piémontais. S'il les constate, c'est pour les déplorer, et la preuve qu'il les déplore sincèrement est la satisfaction hautement manifestée avec laquelle il se plaît à indiquer les mérites de ce gouvernement et à reconnaître les moindres pas faits dans la voie des réformes.

« Lorsque vous verrez M., » écrivait-il, « faites-lui amitié, je lui suis très-attaché; vous en serez

content. Il vous donnera l'idée de ce qu'est la bonne portion de l'aristocratie piémontaise qui se consacre aux affaires. » Et je lis dans une autre lettre : « X. est une des créatures de la congrégation, qui l'a tiré des derniers rangs de l'armée pour en faire un diplomate. C'est un de nos seuls agents mauvais, car en général notre corps diplomatique est composé d'hommes distingués par leurs manières et leur modération. » J'ajouterai que, par une inconséquence dont M. de La Marguerite nous divulgue les motifs, Charles-Albert n'entendait pas que ses conseillers fussent unanimes à subir les influences qu'il fomentait lui-même. Dans un sentiment de défiance à l'endroit d'un parti dont il redoutait presque autant qu'il favorisait les intrigues, peut-être aussi animé d'un secret désir de tenir, par quelque fil au moins, le parti libéral, il avait soin de troubler l'homogénéité de ses ministères en y introduisant des hommes tels que le comte Pralormo, le comte Gallina ou le marquis Alfieri.

Sans doute, ils pouvaient peu, sur la direction générale des affaires, ces hommes isolés, entravés ou attaqués de toutes parts, entravés bien plus que soutenus par le roi, qui craignait leurs tendances non moins qu'il respectait leur caractère. C'était à peine

s'ils parvenaient à marcher dans les départements spéciaux qu'ils géraient, n'avançant d'un pas qu'à force d'énergie et de dextérité. Mais on ne voit pas Cavour les accuser de servir un régime vis-à-vis duquel il n'est cependant pas suspect de complaisance; au contraire, il les soutient, il les encourage, il applaudit à leurs modestes succès comme à d'importantes victoires; et plus tard. quand, sous l'influence des événements extérieurs, leur rôle grandit avec leur puissance, il sait, vertu bien rare chez le politique, leur être reconnaissant et saluer un progrès dont il n'est pas l'artisan. « Nous avons eu, écrivait-il en 1841 à M. Naville, une petite crise ministérielle; malheureusement elle n'est pas encore finie. Le ministre de l'intérieur, le comte de Pralormo, s'est retiré à la suite d'une lutte violente avec le parti congrégandiste, qui depuis longtemps lui faisait une guerre à mort. Le roi l'a abandonné dans une question grave, et il a cru de sa dignité de donner sa démission. Dans les circonstances actuelles, sa retraite a été un malheur pour le pays. Quoiqu'il eût des défauts, et que ses manières fussent un peu brutales, c'était un parfait honnête homme, aimant le bien pour le bien, administrant dans l'intérêt du pays et non dans l'intérêt d'une secte ou d'un parti.

Il résistait avec la plus louable énergie à l'esprit envahissant du parti prêtre, malheureusement fomenté par les dispositions particulières du roi. La congrégation s'est excessivement remuée pour faire choisir son successeur parmi ses adeptes; un moment tout le monde a cru qu'elle avait réussi, et que le comte de Collegno, le plus fanatique et le plus obscurantiste des congrégandistes, était ministre. Heureusement la sagesse du roi nous a préservés de cet affreux malheur, car je vous le dis sans exagération, la nomination de M. de Collegno aurait excité dans le pays plus de mécontentement que la nomination de Polignac n'en a excité dans la France en 1829. Mais jusqu'à présent le successeur de Pralormo n'est pas nommé. Le comte Gallina, ministre des finances, tient le portefeuille par intérim. C'est un homme sage et éclairé; c'est à ses remontrances que nous devons d'être préservés de Collegno; mais il n'a pas pu déterminer le roi à faire tomber son choix sur un homme de la même couleur que Pralormo. Le comte Gallina porte de toutes ses forces au pouvoir César Alfieri. Sa nomination serait applaudie par tous les gens sages, raisonnables, amis de leur pays et désireux de conserver la paix intérieure en donnant à l'opinion publique les satisfactions qu'on peut lui

accorder sans danger. Je vous dirai que pour mon compte je désire vivement de voir César Alfieri au pouvoir, car, intimement lié avec lui, je suis à même d'apprécier tout le bien qu'il peut faire au pays. Dans notre pays, la position sociale peut beaucoup, et un ministre grand seigneur est toujours plus puissant que celui qui n'a d'autres appuis que sa place et ses talents. »

Les vœux de Cavour n'étaient pas destinés à être exaucés de sitôt, et ce n'est que beaucoup plus tard que M. Alfieri devait être appelé à faire partie du cabinet; car, en 1844, écrivant à M. Naville au sujet d'un projet de chemin de fer : « Le comte Gallina, » dit Cavour, « a été obligé de se retirer à cause de l'affaiblissement de sa santé. Il n'a pu faire tomber le choix du roi ni sur Alfieri, ni sur Cristiani, qui partageaient ses idées. Son crédit s'est borné à empêcher la nomination d'un partisan déclaré du parti jésuitique. Le roi, poussé par deux influences contraires, a nommé M. Désambrois, jeune et habile administrateur, qui, bien qu'élève du comte Gallina et ami d'Alfieri, n'était pas de taille à effrayer le parti congréganiste. M. Désambrois est arrivé au ministère ignorant complétement tout ce qui s'était fait à l'égard des chemins de fer. Il s'est mis à étu-

dier cette question; mais comme il a trouvé un arriéré considérable, il n'a pas pu encore se former une opinion raisonnée. Je crois qu'il arrivera aux mêmes résultats que le comte Gallina, et que lui aussi reconnaîtra les difficultés qui s'opposent à l'exécution des chemins de fer par l'État; mais pourra-t-il faire triompher son opinion dans le conseil et la faire partager au roi? C'est ce dont je doute fort; car, par instinct, le roi a une répugnance à traiter avec des compagnies, et ce qui l'entoure, par conviction ou par courtisanerie, l'entretient dans ces dispositions. D'après ce tableau, que je crois fidèle, vous pouvez vous faire une idée des chances que présente l'avenir. Il y en a de favorables aux compagnies, il y en a beaucoup qui leur sont contraires. Dans un pays comme le nôtre, le hasard, les circonstances fortuites, exercent une grande influence sur les événements. Ce sont elles probablement qui décideront la solution du problème dont on chercherait vainement à dégager maintenant toutes les inconnues. »

« Dans un pays comme le nôtre, » voilà la protestation; toutefois les sentiments qu'exprime Cavour ne sont point ceux d'un homme d'opposition systématique, il n'y a pas de parti pris dans ses jugements, son ton est mesuré, son appréciation sereine, sa

rigueur même n'a rien de passionné ni de violent.

« La réaction religieuse, écrivait-il à mon père en 1844, emporte le parti ultramontain au delà de toute limite raisonnable. Sa conduite en Suisse n'est pas plus absurde que sa conduite en France. Sa croisade pour le rétablissement des couvents ressemble à celle qu'il a entreprise pour détruire l'Université. Ce parti est pour l'humanité un fléau plus grand que les communistes. Je crois qu'au fond il est impuissant et que sa course sera bientôt arrêtée; mais il sera la cause de bien des maux ; il aura empêché ou du moins retardé le développement régulier et progressif de l'esprit humain. Presque toutes les fautes que le gouvernement commet chez nous ont leur source dans l'influence de ce parti. » — « Car, ajoute-t-il, s'il n'existait pas, nous serions mieux administrés que la Prusse et nous marcherions à grands pas dans la voie des améliorations salutaires. » On voit que ce n'était pas seulement au whist que Cavour respectait les petites cartes.

Mais il n'est pas impartial ni bienveillant aux dépens de ses convictions. On se rappelle son langage en 1833. Voici ce qu'il m'écrivait en 1847 : « Vous ne tarderez pas à reconnaître que la vérité est également contraire aux excès des novateurs et aux pré-

jugés des conservateurs immobiles. Ce pauvre juste-milieu est, je le sais, fort peu du goût des jeunes gens; mais l'expérience et la raison deviennent plus fortes que l'imagination et la passion, et l'homme de bonne foi finit par se persuader que, s'il ne faut pas céder au courant qui emporte la société vers des régions inconnues, il n'est guère raisonnable de vouloir la forcer à remonter vers sa source. Il y a dans le moral et le politique une loi de gravitation tout aussi absolue, tout aussi irrésistible que celle qui fait descendre les fleuves et les torrents des montagnes à la mer... » « Mais, ajoute-t-il, je ne veux pas aller plus loin sur le terrain politique, car en continuant je finirais par passer pour un démagogue à vos yeux, ce qui m'affligerait beaucoup, sans me réhabiliter aux yeux de X. et de ses disciples qui me considèrent comme un ultra-retardataire. »

Sous la forme doucement ironique, vers la fin d'une remontrance amicale, je retrouve dans les lignes que je viens de citer la profession de foi politique de 1833, et je reconnais les convictions alors si nettement exposées et sur lesquelles quatorze années ont passé sans les modifier, les altérer ni les ébranler. Une telle unité se rencontre fréquemment chez les natures étroites et d'opinions extrêmes; mais elle est réputée

peu compatible avec la modération des vues, et il est bien rare qu'elle s'allie avec la souplesse, l'élasticité et la dextérité de l'esprit. L'habileté qui consiste à composer avec les faits exclut trop souvent l'honnêteté qui consiste à les juger, et il semble n'exister d'autre alternative que de s'y soumettre ou de s'y briser. En deux mots, les hommes à principes pèchent par l'intolérance, et les hommes d'expédient par l'absence de principes ; d'où il résulte qu'à l'usage, les uns n'ayant pas la capacité ni les autres la volonté de gouverner, les peuples s'en vont à la dérive, tantôt par brusques secousses, tantôt mollement poussés par une main complaisante, au gré de leurs passions capricieuses, flattées et exploitées. Une nation est en péril, en péril permanent de révolte, quand ceux qui la dirigent refoulent ses instincts, et ne comptent ni avec les faits contraires à leurs tendances, ni avec les idées hostiles à leurs théories, au lieu de savoir ménager les idées, accepter les faits, se servir des instincts populaires. Mais, d'autre part, il y a pour un pays un sérieux danger, un danger de décadence rapide, à considérer comme la chose principale et unique cette habileté qui ne doit être qu'un instrument. Au mérite d'être habile, Camille de Cavour joignait le mérite plus grand de ne l'être pas trop.

V

En relisant les pages qui précèdent, je me suis demandé si Camille de Cavour n'en ressortait point trop sérieux, ou, pour mieux dire, trop exclusivement sérieux, et si les traits proéminents de sa physionomie n'ont pas été seuls mis en lumière, d'autres traits plus doux, bien qu'aussi nettement accusés, et, à quelques égards, aussi essentiels, restant dans l'ombre. Il y a là une omission à réparer, et ici je rappellerai ce que j'ai dit, au début de cette étude biographique, du caractère familier d'un récit dans lequel il faut voir surtout des impressions et des souvenirs personnels. C'est à ces souvenirs dans lesquels, au gré de quelques lecteurs, j'ai peut-être déjà trop complaisamment puisé, que je vais, pour quelques instants, recourir plus encore que je ne l'ai fait jusqu'ici. Mais je ne saurais autrement qu'avec

leur aide, ni ailleurs que sur la scène de mes premières impressions, chercher celui dont j'ai à oublier la fortune et le génie.

A la nouvelle de la maladie d'un de ses amis : « Que je regrette, écrit-il, que les distances ne me permettent pas d'aller dire quelques fariboles à côté de sa chaise longue ! » Cette phrase insignifiante me rappelle le Cavour que j'ai connu dans mon enfance, plein de verve, de saillies, à l'entrain communicatif, à la gaieté expansive, parlant haut, le causeur épigrammatique dont j'écoutais avec avidité les plaisants propos. Je ne songeais point alors, est-il besoin que j'en convienne, à discerner les parties sérieuses de son caractère, à apprécier l'étendue de son intelligence, ni à admirer ses facultés ; je ne voyais en lui que le plus amusant des hommes. C'était, en général, en automne qu'il venait à Presinge, chez mon père, précisément à l'époque de mes vacances, d'avance, et c'est beaucoup dire, embellies à mes yeux par la perspective de sa prochaine arrivée ; je l'attendais avec impatience, comme s'il fût venu pour moi dont, certes, il ne se souciait guère ; au jour fixé, j'étais en vedette dès le matin, attentif aux rumeurs confuses de la route, à chaque bruit de roues plus distinct, m'avançant afin de voir de plus loin et

d'être le premier à annoncer sa chaise de poste; je crois entendre le tintement des grelots et le claquement de fouet du postillon, et tout ce divertissant tapage de l'arrivée qui résonnait à mes oreilles comme un prélude de fête; sa présence me remplissait de cette joie qui, chez tous ceux dont les premières années s'écoulèrent sous le toit paternel, s'associe au souvenir de quelque hôte particulièrement aimé et bienvenu.

Aujourd'hui que la physionomie de Cavour m'apparaît imposante, sévère, historique, sous son vrai jour, j'ai quelque peine à isoler mes impressions d'autrefois, simples, par conséquent bornées, comme sont les impressions des enfants, de celles qui leur ont succédé et les ont complétées; j'ai peine à retrouver tel que, dans mon ignorance, je le comprenais, le « diseur de fariboles, » l'ami auprès duquel je me sentais en sympathie de goûts et je me croyais en sympathie de répugnances pour l'étude, pour le travail, pour les choses graves, pour tout ce qui me semblait profondément incompatible avec la gaieté dont je contemplais en lui la brillante personnification. Un jour, Mme Marcet, qui aimait et admirait Camille de Cavour et qui n'aimait ni n'admirait les gens à demi, interpellant brusquement le marquis Alfieri : « Pour-

quoi donc, lui dit-elle, ne faites-vous pas entrer M. de Cavour dans votre gouvernement? » Cette question fit sourire. Au reste, Mme Marcet, voyant le monde à travers les idées anglaises, lesquelles sont, comme on sait, volontiers exclusives, ne connaissant le régime piémontais que par des représentants de ce régime tels que le marquis Alfieri, pouvait facilement s'y tromper et se figurer qu'elle s'adressait à un membre influent de quelque cabinet constitutionnel. Mais, sous Charles-Albert, en plein absolutisme, parler du gouvernement de M. Alfieri, c'était employer un langage qui n'eût pas même été compris à Turin et témoigner d'une illusion que la proposition relative à M. de Cavour rendait plus prodigieuse encore. Ce n'est pas, je crois, que l'expression de cette illusion n'ait flatté celui qui en était l'objet principal et à qui elle fut rapportée ; bien des années plus tard, il me rappela le propos de Mme Marcet ; mais, au moment où ce propos fut tenu, M. de Cavour était regardé, pour me servir d'un terme consacré, comme si irrévocablement impossible, que la naïve et chaleureuse demande de sa vieille amie fut, ainsi que je l'ai dit, accueillie par un sourire général. Quant à moi, qui ne comprenais nullement le sens de ce sourire, je me souviens que

mon hilarité n'en fut pas moins grande, tant l'idée de Camille de Cavour faisant partie d'un gouvernement quelconque me semblait la plus bizarre des conceptions, tant je trouvais étrange que quelqu'un eût, pour un seul instant, l'incroyable pensée de transformer en un personnage important, affairé, surtout sérieux, en un ministre, celui qui m'apparaissait comme le type accompli de l'insouciance heureuse et des grâces légères de l'esprit.

Si grande que fût mon erreur, je la confesse sans honte, et l'on ne saurait m'imputer à crime que les grâces de l'esprit m'eussent, chez Camille de Cavour, dérobé le reste de l'homme. Bien avant les romanciers, les enfants ont inventé les héros parfaits ou les monstres, les êtres absolus; la complexité des sentiments qui, constituant le caractère, en fait le mérite et l'agrément, leur est inconnue. Comment donc aurais-je deviné le travailleur, l'administrateur, l'économiste, le politique, que sais-je encore, sous cette piquante bonhomie, sous cette fougue de gaieté, d'espiéglerie, de vie en un mot, non point apparentes seulement, mais réelles, qui, à mes yeux, faisaient de Camille de Cavour presque mon camarade et le complice de mes secrètes et impuissantes conspirations contre le dur métier d'écolier que je pra-

tiquais alors? Ainsi j'étais loin de connaître Cavour tout entier, mais ce que je savais de lui n'était point une fantaisie de mon imagination, et si, pour avoir un portrait fidèle de ce grand homme, il serait nécessaire d'ajouter plus d'un trait à l'image incomplète que je découvre au fond de ma mémoire, il n'en est aucun qu'il fallût effacer. Et maintenant, tout incomplète qu'elle est, cette image, je m'efforce de la retracer, parce qu'on y peut voir, dégagée des ombres de la pensée et de l'éblouissante lumière du génie, la physionomie si animée, si spirituelle et, j'ajouterai, si bienveillante que j'avais discernée ou plutôt dont, sans y penser, j'avais subi l'ascendant vainqueur. Il n'est sans doute pas besoin d'être un esprit éminent pour attirer à soi les enfants; mais pour aveugles qu'elles soient et toutes d'instinct, leur confiance ni leur affection ne se donnent à la légère ou ne se gagnent aisément, et l'on peut être assuré de ne trouver chez celui qui les sut conquérir ni la violence, ni l'orgueil, ni le dédain trop souvent familiers aux esprits dominateurs.

« J'ai passé hier à Sainte-Anne, chez Fox, écrivait lord Erskine à M. Rogers, et je l'ai trouvé occupé à sécher un étang pour divertir quelques garçons d'Eton. » Ce n'était pas que Fox aimât la pêche ou

que, comme Ésope jouant aux noix, il cherchât à se distraire du cours habituel de ses préoccupations, mais il avait de la sympathie pour les jeunes gens dont, à l'entendre, il goûtait fort la société. Je note et je signale ce trait qui établit un rapport de plus et, selon moi, un rapport essentiel entre des hommes qui se ressemblent autant que peuvent se ressembler deux individualités fortes et considérables. Chez Cavour et chez Fox, non-seulement même puissance intellectuelle, mais même entraînement téméraire, même vivacité de tempérament, même exubérance naturelle et, dans l'esprit, même souplesse captivante, même promptitude, même hardiesse, même sagacité, même ironie dépourvue de fiel, qui fait sourire sans faire saigner. La similitude n'est sans doute pas absolue ni de tous points. Emporté par une imagination que sa raison n'a pas toujours contenue dans de justes limites et que sa volonté a parfois plus suivie que dirigée, mal servi du reste par les événements, Fox n'a en définitive laissé d'œuvre durable que son nom immortel et la gloire d'avoir été cet incomparable orateur dont, au dire de Grattan, chaque phrase arrivait, roulant comme une vague de l'Atlantique. Cavour, au contraire, a été un fondateur; et si, pour jouer le grand rôle qu'il a

rempli, il lui fallait la grande scène qu'il a trouvée, n'oublions pas que cette scène fût demeurée vide sans lui. Avec moins peut-être de philosophie et de vues générales que Fox, Cavour l'emporte sur ce dernier par la méthode, par la précision, par la fermeté qui lui ont permis de concentrer toutes ses forces sur la poursuite d'un but unique et de l'atteindre. Ce ne sont pas les circonstances seules qui ont fait de Fox un homme d'opposition et de Cavour un homme de gouvernement, ou, pour lui appliquer la définition qu'il donne lui-même, quelque part, de Cromwell, « un des hommes qui posséda au plus haut degré l'instinct gouvernemental. » Je penche même à croire qu'en Angleterre, vers la fin du siècle dernier, Cavour eût plutôt incliné vers le rival de Fox, vers Pitt, dont il dit : « Il avait les lumières de son temps, il n'était pas l'ami du despotisme, ni le champion de l'intolérance. Esprit puissant et vaste, il aimait le pouvoir comme un moyen, non comme un but. Ce n'était point un de ces hommes qui veulent reconstruire la société de fond en comble, à l'aide d'idées générales et de théories humanitaires. Dépouillé de préjugés, il était uniquement animé par l'amour de son pays et l'amour de la gloire. » Et Cromwell que je viens de nommer : encore un

maître dont la physionomie politique offre plus d'un trait qu'on reconnaît dans celle de Cavour.

Il faut dire que, par certains côtés, la plupart des grands hommes se ressemblent, comme, sur les vieilles médailles, ces profils de consuls romains qui ont tous un air de parenté; mais il s'agit moins ici de la physionomie politique de Cavour telle qu'il s'est chargé lui-même de la graver dans l'histoire, que de sa physionomie morale dont il appartient à ceux qui l'ont connue d'esquisser les contours. Eh bien, envisagés non pas comme hommes d'État, si l'on veut, mais comme hommes, Fox et Cavour sont de la même famille, du même sang ardent et généreux. Parmi les hommes marqués au front du sceau du génie, il en est qui, aveuglés par leur propre auréole, méprisent le genre humain et se plaisent à le fouler aux pieds; ceux-là sont plutôt nés pour être des tyrans, et, où ils ont passé, viennent à leur suite trébucher la foule des esprits médiocres qui, en imitant leur superbe, se figurent arriver à leur taille. Il en est d'autres, chez qui la conscience de ce qu'ils valent et de ce qu'ils peuvent n'étouffe pas la conscience de ce qu'ils sont. Ceux-là, loin de mépriser les hommes dont ils se servent afin de les servir, cherchent la sympathie et veulent être aimés.

« Il y a, disait Fox, un vice radical d'entendement et de sentiment chez celui qui ne se soucie pas de la popularité et à qui la sympathie des gens est une chose indifférente. » Or désirer l'affection, c'est l'obtenir. Voilà pourquoi Fox était adoré des écoliers d'Eton et pourquoi l'arrivée de M. de Cavour me rendait si joyeux.

Aussi bien retrouvons-nous dans l'ordre moral les phénomènes que la science a constatés dans le domaine physique. « Il y a, écrivait Cavour, dans le moral, une loi de gravitation. » N'y a-t-il pas également, dans le moral, une loi d'attraction? N'y a-t-il pas une propriété répulsive inhérente à certains esprits éminents, mais secs, absolus, acrimonieux, dédaigneux, méchants? tandis que c'est le privilége de certaines natures, en apparence moins dégagées des imperfections du vulgaire et ayant leur large part des faiblesses humaines, mais plus complexes, plus riches, plus amples, d'être douées d'une puissance d'attraction presque irrésistible. Cette puissance que Cavour et Fox possédèrent à un degré égal, ils la durent moins, je crois, à l'ascendant de leur génie qu'à leur bienveillance expansive, à leur humeur impétueuse, à cette surabondance de vie qui débordait de leurs personnes.

J'ai parlé de bienveillance, et j'ai sans doute par là causé quelque étonnement chez ceux qui voient dans l'esprit l'arme de la médisance et du dénigrement. Et cependant, je n'hésite pas à le répéter, Cavour était aussi bienveillant qu'il était spirituel. Prompt à saisir les ridicules et à les dessiner d'un trait sûr et léger, il ne portait pas de ces jugements qui écrasent celui qui les subit, et ne lançait pas de ces mots empoisonnés qui laissent leur venin dans les blessures qu'ils font. Sa malice n'avait rien de sarcastique; discernant du premier coup les travers de la vanité ou de la sottise, c'était, comme la comédie, en riant qu'il les châtiait, ou plutôt il ne songeait point à les châtier, mais il les signalait en passant, sans insister, d'un propos badin et inoffensif. De même qu'il respectait les petites cartes, il respectait les petites gens, de toute condition, princes ou paysans, non par calcul, mais par l'impulsion naturelle d'une âme accessible à toutes les joies, ouverte à toutes les émotions, fermée, par conséquent, à la haine et au mépris.

Il avait au plus haut degré ce qu'on peut appeler la faculté de vivre, faculté qu'il ne suffit pas de prendre la peine de naître pour posséder, et qui consiste dans la multiplicité des aptitudes unie à

l'activité du corps et de l'esprit. On rapporte que dans les forêts vierges du Nouveau Monde, le bûcheron canadien déblaye en une semaine plus de terrain que n'en éclaircit en un mois l'émigrant européen, et que là où a marché le premier, la moisson mûrit déjà, tandis que le sol occupé par le second est encore encombré de troncs d'arbres et de racines. Et lui, le Canadien, la hache sur l'épaule, la chanson sur les lèvres, s'en va plus loin chercher de nouvelles aventures, alors que l'autre poursuit encore péniblement la conquête du modeste champ dont il ne franchira plus les limites. Lequel de nous n'a pas été dépassé sur sa route par quelqu'un de ces hommes plus ardents et plus prompts à défricher l'existence que le Canadien lui-même ne l'est à défricher ses bois, et qui, doués d'une triple force vitale, objet à la fois de notre envie et de notre effroi, ne connaissent jamais la fatigue et ne se reposeront que dans le tombeau ? Cavour était de ces hommes privilégiés qui, loin d'avoir à porter la vie, sont toujours portés par elle.

Aussi le fond de son humeur était-il un enjouement inépuisable qui se révélait par le tour plaisant qu'il donnait à la conversation, par son sourire aimable, par son rire facile et franc, par les éclats

de sa voix, par une certaine façon piquante de présenter les choses, par sa bonne grâce à s'accommoder des gens et à se plier aux situations, par la célérité de ses allures, de ses gestes, par une manière devenue historique de se frotter les mains. « Cavour se frotte les mains, disait Turin, les affaires vont bien. » Son respect pour les petites gens venait de ce qu'il possédait dans son heureux naturel la pierre philosophale qui transforme ce qu'elle touche. Un jour qu'il avait passé trois ou quatre heures à écouter les requêtes et les longs projets de je ne sais quels pétitionnaires ennuyeux, comme je lui témoignais quelque compassion : « Moi, reprit-il, je ne m'ennuie jamais. — Et comment faites-vous donc? demandai-je. — Ma recette, me répondit-il, est très-simple : je me persuade que personne n'est ennuyeux. » Ce propos, tenu en 1859, me rappela le passé, le temps où, simple et fort peu humble collégien, je n'avais garde de trouver extraordinaire l'attention que M. de Cavour voulait bien accorder à mes sots et importuns discours. C'est qu'il semblait prendre plaisir à toutes choses et qu'il avait le don qui ne s'acquiert point d'être à la portée de tout le monde. C'est ainsi qu'il s'en allait causer avec les gens de la campagne, les interroger sur leurs travaux,

les pousser à la réplique d'un ton qui d'emblée les mettait à l'aise, ou bien, escortant ses jeunes cousines jusqu'à une école enfantine à laquelle elles s'intéressaient, se constituer en inspecteur des hautes études qu'elles dirigeaient, et, assis sur un bout de table, poser aux petites filles, ébahies d'abord, mais bientôt rassurées, des questions tour à tour ingénieuses et facétieuses; ou encore, donnant audience à quelque obscur solliciteur du voisinage, s'amuser à l'embarrasser dans les filets d'un interrogatoire captieux. « Monsieur le comte, lui disait un paysan, je voudrais bien être gabelou. — C'est, ma foi, un beau métier; avez-vous été contrebandier? — Oh! monsieur le comte! — Alors je ne peux pas vous recommander pour la place de gabelou. — Mais pourtant! » murmurait l'autre en se grattant l'oreille. Sur quoi M. de Cavour prenait un air sévère. Volontiers narquois, il savait être grave, et c'était non point le rang, mais la requête du pétitionnaire qui déterminait sa contenance. Combien de fois d'autres paysans ou d'humbles bourgeois, venus pour l'entretenir de quelque affaire d'un intérêt public, quoique local et de peu de poids dans l'ensemble, ont trouvé auprès de lui un accueil aussi courtois et en lui un auditeur aussi sérieux que s'ils

eussent été les représentants influents d'une ville de premier ordre. Puis, d'une causerie amicale avec un fermier, de l'inspection d'une école enfantine, de l'examen de la requête ambitieuse du futur gabelou, de l'étude attentive d'un clocher à reconstruire ou d'un chemin vicinal à réparer, il passait à la lecture ardue de quelque livre difficile ou à quelque débat politique, scientifique, même philosophique, qu'il animait de la verve et éclairait des feux pétillants de son esprit.

Au reste, enjouement spirituel ou esprit enjoué, l'esprit de Cavour, tenant à la fois du moral et du physique, expression d'une intelligence rapide et sûre adoucie par une humeur sereine et gaie, n'eût pu être séparé des facultés d'observation et de jugement dont il était l'émanation directe pas plus que de l'optimisme à travers lequel il rayonnait; cet esprit n'avait pas, pour ainsi parler, d'existence personnelle indépendante de l'homme; il faisait partie de lui comme la séve fait partie de l'arbre. Aussi ne saurais-je citer de Cavour aucun de ces mots étincelants qui, isolés, n'en paraissent que plus brillants et que recueillent les amateurs de curiosités biographiques. Et cependant, qu'il parle ou qu'il écrive, sa phrase nerveuse a des tours imprévus et la pensée

en ressort frappée en un pur relief. Dans ses sentiments, comme dans son langage, rien de forcé, ni de tendu, ni de factice. En lui nulle importance, nulle affectation. Ce n'était pas aux dépens de ses amitiés ou de ses relations naturelles qu'il se montrait aimable avec les enfants et les petites gens; sa condescendance n'était pas plus celle du courtisan que celle de l'orgueilleux se plaisant à établir qu'au-dessous de lui il ne distingue point entre les hommes. S'il possédait l'art de ne considérer personne comme ennuyeux, c'est que, trouvant dans son activité des ressources immédiatement applicables à toutes les circonstances, il ne se sentait réellement étranger à rien d'humain, et qu'il avait cet esprit qui sert à tout et non pas celui qui, pareil à la séve s'écoulant en gouttelettes perlées d'un arbre appauvri ou abattu, n'est bon à rien.

Un moraliste eût trouvé peut-être que les cordes de l'indignation lui manquaient. Je conviens qu'elles vibraient rarement chez lui. Si certains faits, surtout certaines idées, avaient le pouvoir de l'irriter, sa colère même était raisonnable, et, à l'égard des hommes, il avait cette tolérance que le monde développe chez ceux dont il ne fait pas des misanthropes. « Flétrissons, dit-il quelque part, avec toute l'éner-

gie des convictions que la science moderne peut inspirer, les cruelles maximes, les fausses idées qui dominaient le monde moral il y a un siècle; mais soyons indulgents pour les hommes dont le tort principal a été de n'avoir pas su s'élever au-dessus des lumières de leur temps, lorsque les opinions généralement reçues, loin de combattre leurs passions politiques, les excitaient et les favorisaient. »
Cette énergie des convictions qu'inspire la science moderne eût attristé Pascal et réjoui La Rochefoucauld; mais je crois qu'à l'époque de La Rochefoucauld Cavour eût tenu pour Mazarin et, à coup sûr, en aucun temps il n'eût été janséniste. La mélancolie qui, lorsqu'elle ne résulte pas de quelque grand accident, provient d'un manque d'harmonie entre les facultés qui se disputent l'intelligence, n'avait aucune prise sur sa nature parfaitement équilibrée. La sentimentalité, du reste, ne fut jamais le vice des hommes d'action, ni l'enflure leur défaut. L'impression chez Cavour était aussi correcte que l'expression. Toutefois, par un contraste bizarre, des écrivains modernes, il n'admirait que Chateaubriand et, ce qui semblera plus extraordinaire, c'étaient surtout les discours politiques de l'auteur de *René* qui avaient le privilége d'exciter son enthousiasme; pen-

dant un voyage que je fis avec lui, je me souviens qu'il citait de mémoire de longs fragments de ces discours. Alors je trouvais fort naturel chez lui un goût que je partageais. Aujourd'hui je m'en étonnerais si je ne me rappelais que Napoléon lisait Ossian.

Mais la sentimentalité est autre chose que la sensibilité, et, inaccessible à cette tristesse qu'engendrent les langueurs de l'esprit, Cavour ne l'était point à celle que provoquent les plaies du cœur. Sachant luimême souffrir, il était sympathique aux vraies douleurs. J'ai, en ce moment, sous les yeux une trop longue série de lettres, jadis, semblait-il, séparées par de grands intervalles, maintenant resserrées et se confondant, comme se sont rejoints dans le tombeau ceux qu'elles pleurent et celui qui pleura. Je viens de les relire, ces lettres aux dates lugubres, et j'y ai entendu à chaque ligne les accents dont l'âme déchirée possède seule le secret.

Je n'ai jamais connu M. de Cavour fastueux, mais je l'ai toujours vu généreux, ne comptant guère, poussant la libéralité jusqu'à la magnificence. Après sa mort, les journaux ont énuméré des actes de bienfaisance qui honorent sa mémoire, mais dont l'éta-

lage lui eût déplu; au reste, de ces actes les plus considérables, les services rendus à des amis, les secours accordés à quelque infortune secrète, sont et resteront ignorés. Je dirai seulement que, si sa fortune personnelle, qui s'élevait à deux millions environ au moment où il entra aux affaires, s'est trouvée, au bout de dix ans, amoindrie de trois cent mille francs, c'est à ses dépenses et non à sa gestion que le fait est imputable. Je n'insisterai pas sur ce point, c'est assez de l'avoir signalé. Mais les larges pratiques d'une charité active se concilient souvent avec l'esprit d'économie, et ce que je veux dire, c'est que Camille de Cavour eut, de tout temps, cette disposition innée à la munificence qui se manifeste dans les mille détails de l'existence, que les prudents taxent de faiblesse et les parcimonieux de vice. Pendant ce voyage dont j'ai parlé, et qu'il y a tantôt vingt ans je fis avec lui, je me rappelle qu'il ne jetait pas moins d'un louis dans le chapeau du postillon réclamant son pourboire, et, après que nous avions passé, plus d'un mendiant, assis au bord de la route, ramassait dans la poussière une pièce dont le métal lui avait probablement été jusque-là inconnu. Jamais note de fournisseur ne fut, de sa part, l'objet de la moindre contestation; il était de ces gens qui ne

marchandent pas et qui payent. A Paris, le propriétaire d'un hôtel où il avait passé quarante-huit heures sans y dîner une seule fois lui présenta un compte de douze cents francs. « Figurez-vous, me disait-il en riant, que mon secrétaire ne voulait pas absolument les payer; j'ai eu grand'peine à lui faire entendre raison, il ne comprenait pas qu'être volé sans mot dire fît partie de ma politique. » Ce n'était point que Cavour fît peu de cas de la richesse, dans laquelle il voyait au contraire un agent fort utile; il avait été lui-même, par ses entreprises agricoles, en grande partie l'artisan de sa propre fortune, mais il n'avait pas pour l'argent cette considération que l'étude de l'économie politique n'aurait pas manqué de développer en lui, si elle n'eût été incompatible avec le goût du whist à vingt-cinq louis la fiche et même plus; parfois aussi, il est vrai, à vingt sous et même moins.

Cavour n'était pas de ceux qui n'ont l'amour du jeu que par amour du gain. Ce whist de famille, à vingt sous la fiche, il le jouait, m'ayant pour partner, avec autant d'application que lorsqu'à Paris il était assis en face de M. de Morny. Ai-je besoin de dire quelle satisfaction j'éprouvais, quand, par une matinée pluvieuse, je voyais se dresser la table verte, et quand,

faisant tout bas le compte des présents, je comprenais que, malgré mon inexpérience, j'étais nécessaire. Mais je m'attarde dans des souvenirs qui n'ont peut-être de prix que pour celui à qui ils rappellent les vives joies et les jours légers de l'enfance. En 1859, au mois de février, alors que les bruits de guerre passaient à de rapides intervalles comme ces rafales qui précèdent les orages : « C'est à Presinge, m'écrivait Cavour, que se reportent mes pensées, toutes les fois que je soupire après le repos et le calme. » Et c'est là, on le comprend, que se reportent mes pensées, toutes les fois que j'oublie ce qui fit la grandeur de Cavour pour ne songer qu'à ce qui faisait son charme. De 1835 à 1848, presque chaque automne le vit arriver en Suisse. Depuis lors la politique s'empara de lui, ses visites devinrent plus rares, et, à mesure que le repos lui fut plus nécessaire, il le vint moins chercher. En 1856, s'étant à demi annoncé, il était attendu avec impatience par des membres de notre famille qui ne le connaissaient pas encore; mais les affaires l'ayant retenu à Turin : « L'année prochaine, écrit-il à mon père, ministre ou non ministre, vous me verrez arriver chez vous, et d'ici là je vous prie d'être ma caution qu'au fond je suis un assez bon diable. » Eh bien, cette caution qu'il ré-

clame, lequel de ceux qui ont connu Camille de Cavour ne l'eût fournie sans hésiter?

« Si Genève, écrivait-il encore, n'était pas séparée de Turin par le mont Cenis, j'aurais été vous demander l'hospitalité, car je ne connais pas d'atmosphère intellectuellement plus salubre que celle qu'on respire en Suisse. » Si je cite cette phrase, c'est que chacun y fera la part du sentiment qui l'a dictée, et, avec moi, la fera très-large. Mais, cela dit, bien que l'expression dépasse ici évidemment la pensée, elle n'en révèle pas moins, chez celui à qui l'affection inspira un langage trop bienveillant, une impression qu'il m'a paru opportun de signaler. Vivant en Piémont, sous le régime que j'ai essayé de décrire, condamné à des occupations d'un ordre exclusivement matériel, sans auditoire à qui parler, Camille de Cavour passait la frontière pour prendre ces bains de liberté que s'en allait l'autre jour chercher à Londres un de ses antagonistes les plus ardents. Or, au delà de la frontière, la première terre qu'il rencontrait était la Suisse, et il s'y arrêtait. Il lui était plus facile d'aller à Genève qu'à Paris, et sans doute aussi plus facile d'en partir. C'est donc à Genève surtout que, pendant quinze années, il a étanché la soif de dis-

cussion, de mouvement et d'idées qui tourmentait son esprit fatigué de solitude, de contrainte et de silence.

Aujourd'hui Paris est plus rapproché de Turin que ne l'était alors Genève; bientôt le mont Cenis ne séparera plus l'Italie ni de la Suisse, ni de la France. Et en même temps que les barrières physiques, s'abaissent de toutes parts les barrières morales. L'Europe lit les mêmes journaux, est travaillée des mêmes préoccupations, soumise aux mêmes intérêts, elle a une vie et une opinion communes. Maintenant voyager, ce n'est plus que changer de logement, tandis qu'il y a vingt-cinq ans, au temps où Cavour voyageait, c'était, pour me servir de son langage, changer d'atmosphère intellectuelle.

En 1836, il parcourut le nord de l'Italie, suivi dans son itinéraire par l'œil vigilant de la police autrichienne, qui avait sur lui des notes précises et prophétiques. Au reste, Charles-Albert avait un jour, à ce qu'on raconte, dit de Cavour qu'il était l'homme le plus dangereux de son royaume. Cavour lui-même ne s'était point astreint à une prudence qui n'était pas de son âge, ni surtout de son caractère; il ne se gênait nullement pour manifester ses opinions dans la confidence desquelles il avait dès longtemps, par sa

démission, mis le public. On a vu avec quelle liberté il confiait à ses amis de Genève ses douleurs et ses espérances. A la marquise de Barol qui l'honorait de son amitié : « Dans mes rêves de jeune homme, écrivait-il, je me voyais déjà ministre du royaume d'Italie. » Que le songeur capable de rêver de la sorte, que l'auteur des lettres dont j'ai précédemment cité plusieurs passages, fût à Milan l'objet de recommandations très-spéciales, la chose était trop naturelle pour que lui-même il s'en étonnât. La surveillance à laquelle il fut soumis dans le Lombard-Vénitien ne l'empêcha pas de lier connaissance avec quelques-uns des hommes distingués qui maintenaient, dans l'ombre, un culte proscrit; il comptait pousser son excursion jusque dans les États de l'Église. « Mais, écrit-il, un cordon sanitaire que Sa Sainteté le Pape avait cru prudent d'établir entre ses États et ceux de l'Empereur, pour se garantir du choléra qui depuis six mois ne songe pas à sortir d'un des plus sales faubourgs de Venise, m'a empêché d'aller à Bologne. » Il revint donc par le plus court en Piémont, pour y être, dit-il, « entièrement absorbé par des occupations agricoles. »

VI

Pendant plusieurs années ce fut, ainsi que je l'ai dit, à Genève que Cavour vint se rafraîchir et se restaurer. Mais pour restaurante qu'elle fût, l'atmosphère de Genève ne lui faisait pas oublier l'air plus tonique, plus fortifiant, plus violent qu'il avait respiré à Paris. Toutefois, il ne retourna dans cette ville unique qu'en 1840. Alors, et là seulement pour la première fois, il put déployer dans sa plénitude cette faculté de vivre qui s'agitait en lui, développée dans toutes les directions par cinq années de rude et incessant labeur. Je n'ai pas à raconter sa fougueuse carrière durant les six mois de son séjour à Paris. L'élasticité de sa nature ne fut jamais mise à une plus rude épreuve que lorsque, passant de la politique aux affaires, des affaires aux sciences sociales,

des sciences sociales à l'industrie, homme à la fois de salon et de club, il mena de haute main la vie du monde, et ce grand train que Balzac en appelle l'envers. Cependant, pour être exact, j'ai une réserve à faire : je ne sache pas qu'il ait fait courir. Tout au moins parlait-il du turf en homme qui ne l'a jamais pratiqué. « Nous verrons bien, m'écrivait-il en 1847, si l'Angleterre juge que le turf soit la meilleure école pour former les hommes d'État. »

L'année 1843 vit de nouveau à Paris Cavour, non moins vif d'allures ni moins universel de goûts et d'aptitudes, mais retenu par l'expérience acquise et ayant appris à choisir. Ce fut au monde et, dans le monde, aux salons recherchés, aux relations politiques, aux amitiés solides, qu'il consacra le plus net des loisirs que lui laissait le soin d'une affaire importante et compliquée qui l'avait amené à Paris. Il pénétra au cœur même de la société politique active. Dans le salon du duc de Broglie, il vit de près la plupart des hommes éminents dont le libéralisme éprouvé, quoique plus sincère peut-être que conséquent, obtenait depuis longtemps son respect et sa sympathie. Que, de la doctrine, cette sympathie et ce respect s'étendirent aux personnes, on ne saurait en douter, tout au moins en ce qui concerne le duc de

Broglie; on n'a pas oublié en quels termes Cavour rendait hommage à l'un des caractères les plus nobles de notre époque; plus d'une fois je l'ai entendu revendiquer avec orgueil pour le Piémont l'honneur d'être la terre d'origine de l'homme d'État au sujet duquel il disait encore : « Que n'ai-je une occasion pour exprimer ma haute estime, je dirai ma vénération pour l'homme d'État le plus honnête qui ait jamais existé ! »

Mais de tous les salons de Paris, aucun, je crois, n'eut pour Camille de Cavour autant d'attrait que celui où M[me] de Castellane faisait revivre, dans ce qu'elles ont eu de plus délicat, les traditions de la conversation française. La présence de M. Molé donnait à ce salon une influence acceptée, un sens politique, un lest qui l'affermissait sans l'alourdir; l'esprit de parti représenté par un grand seigneur tolérant à l'endroit des faits, caustique dans ses jugements sur les gens, et libre de préjugés plutôt que sérieusement libéral, y relevait mais n'y dominait point une causerie fine, légère, remarquable par la variété, l'agrément et l'indépendance du ton et des appréciations. Accueilli et goûté par M[me] de Castellane, Camille de Cavour vit, chez elle, les hommes et les choses du jour à travers une vitre moins savam-

ment taillée, mais peut-être plus nette que le prisme doctrinaire.

Je ne m'en vais pas frapper à toutes les portes qui s'ouvrirent devant Cavour. Mais parmi les salons qui l'attirèrent et eurent le pouvoir de le retenir, il en est un que j'aurais dû mentionner le premier, si je n'avais eu égard qu'à la durée de l'attachement qu'il lui inspira. Dans le salon éclectique de Mme de Circourt, Camille de Cavour, rencontrant des hommes venus des points les plus opposés du monde politique, put étudier à loisir les courants divers que suivent les esprits dans une société libre et dont la connaissance est indispensable à qui veut se rendre un compte exact de la configuration de l'opinion publique. Ce fut aussi sur le terrain neutre où une maîtresse de maison accomplie, unissant la distinction de l'esprit à la plus exquise bienveillance, savait amener, du fond de leurs cabinets, les plus austères travailleurs, qu'il lui fut donné de tendre la main à quelques-uns de ces publicistes, alors si peu écoutés, qui avaient entrepris la tâche ingrate d'initier la France aux doctrines de l'économie politique. Là enfin et surtout il trouva, chez Mme de Circourt elle-même, une affectueuse sympathie que le temps consolida en une inaltérable amitié.

Ayant assez heureusement vendu cinquante actions de je ne sais quel chemin de fer : « Quand j'aurai, écrit M. de Cavour à mon père, gagné deux ou trois millions, nous ferons ensemble le voyage d'Angleterre où nous trancherons du mylord et du duc et pair. » Bien que singulièrement loin de compte en 1843, il n'en fit pas moins avec mon père le voyage d'Angleterre, il est vrai, sans aucunement y trancher du mylord ni du duc et pair. A Londres, il demeura en dehors de la société politique qui, en Angleterre, se confondant avec une aristocratie restreinte, n'est point, comme à Paris, disséminée et accessible de partout. En Angleterre, le monde officiel a, moins qu'ailleurs, la morgue de son état, mais il est, plus qu'ailleurs, fermé par suite de la condition de ceux qui le composent. Dans certains pays la confusion des rangs est telle qu'il n'est à peu près personne qu'on fût étonné de rencontrer en quelque lieu que ce soit. En France, le sang, la finance, l'élément étranger toujours considérable, l'opinion régnante, déterminent et constituent autant d'aristocraties diverses, si toutefois on peut appeler ainsi des catégories sociales, souvent arbitraires, très-instables, sans prestige réel comme sans pouvoir durable, et dont les prétentions ne s'étendent guère au delà de l'étroite enceinte d'un

salon. Faite de la sorte, une société présente des interstices entre lesquels il ne saurait être très-difficile de se glisser. Mais en Angleterre, il y a une aristocratie et par conséquent il n'y en a qu'une; on y entre, mais on la côtoierait toute sa vie sans pouvoir s'y faufiler.

Au reste, l'Anglais est à la fois exclusif, le mot lui appartient, et libéral; pareille au peuple dont elle est le sommet, l'aristocratie britannique tient volontiers l'étranger à l'écart, ou plutôt elle l'ignore. A vrai dire, l'étranger qui traverse les parcs des gentilshommes, qui visite leurs châteaux et contemple leur existence, ne songe pas à s'étonner de leur dédain ni à trouver singulière leur ignorance. Et cependant cette aristocratie dans laquelle une nation riche, puissante, hautaine, se plaît à respecter les représentants de sa fortune, de son histoire et de sa grandeur, cette aristocratie fière et ayant sujet de l'être est large, affable, hospitalière, prompte à accueillir qui elle connaît et à adopter qui elle accueille. Bien qu'alors inconnu, Camille de Cavour n'aurait eu qu'à frapper pour qu'on lui ouvrît; mais, encore une fois, il n'était pas en situation de trancher du duc et pair; d'ailleurs, en ce temps-là, au fort de ses entreprises agricoles, de ses études d'économie politique, de ses

premiers projets industriels, il préférait, à la « région où planent les astres lumineux qui éclairent le monde politique, » la sphère moins élevée où se meuvent la science et le cortége de ses applications.

L'industrie, sous la plupart de ses formes, attira les regards de Cavour, et il faut se rappeler qu'il n'était pas de ceux à qui il arrive de regarder sans voir; cette puissance d'attention et de pénétration que j'ai signalée en lui ne lui faisait jamais défaut, et il avait le don de l'appliquer, sans effort apparent, aux sujets les plus divers, comme un habile ingénieur utilise la force motrice dont il dispose. Ce fut ainsi qu'à Londres, tout frais débarqué de Paris, où le monde, la politique et les affaires l'avaient absorbé, il passa sans transition à l'examen approfondi de ces agents nouveaux, créations de l'esprit d'invention moderne qui semble avoir communiqué à la matière asservie quelque chose de l'intelligence et de la vie humaines. Les chemins de fer, les manufactures, les ateliers furent les objets des investigations minutieuses de Cavour qui avait trouvé, dans un ami de mon père, un guide sympathique et compétent. M. J.-L. Prevost, consul suisse à Londres, que la destinée plutôt que son inclination avait poussé dans la carrière du commerce, avait su, au

milieu d'occupations sans grand attrait pour lui, garder le goût de l'étude, l'habitude des recherches et la libre disposition de son intelligence cultivée; homme d'affaires par métier et, par tempérament, homme de science, M. Prevost s'intéressait vivement au développement industriel qui allait transformer l'Angleterre et qui lui présentait un champ d'activité conforme à ses goûts sans être contraire à sa profession; ce fut donc dirigé par M. Prevost que Cavour put satisfaire, à l'endroit de ce développement, une curiosité qui n'était pas aisément satisfaite; car, chez lui, le désir de voir était inséparable de la résolution de savoir; devant une machine nouvelle, il s'arrêtait, examinant les moindres rouages, demandant le pourquoi du plus petit ressort, s'informant avec une persistance qui ne laissait pas, il faut le dire, que de lasser la patience de ceux que leur mauvaise fortune avait conduits avec lui et à qui les détails infinis, objets de ses questions précises et multipliées, importaient fort peu. Pour lui, ces détails arides, il les enregistrait dans une mémoire où l'Océan eût passé sans effacer la trace de ce qui y avait été une fois inscrit.

Quand même en Angleterre l'agriculture ne fût pas devenue une des branches de l'industrie, elle

n'en eût pas moins au même degré et à plus juste titre que l'industrie elle-même sollicité l'attention de Camille de Cavour, dont les recherches sur ce point spécial furent au reste facilitées par une circonstance fortuite. Un jour, dînant chez M. Édouard Romilly avec lequel il était lié, il eut pour voisin de table un M. Davenport, petit-fils du Davenport ami de Rousseau, et l'un des grands propriétaires du Cheshire. La conversation, les manières, la vivacité de Cavour charmèrent M. Davenport qui se prit aussitôt, pour le jeune homme qu'il connaissait depuis quelques heures à peine, d'une de ces amitiés subites qui, ailleurs qu'en Angleterre, risqueraient d'être aussi éphémères que soudaines. Mais, prié de considérer comme siens l'hôtel et le château de M. Davenport, Cavour ne tarda pas à apprécier la sincérité de la requête qui lui était adressée et à reconnaître que toute hésitation à y obtempérer en mortifierait cruellement l'auteur. A Londres, il ne pouvait faire à M. Davenport une chose qui lui fût plus agréable que d'amener dans sa maison quelque ami, quelque compatriote rencontré par hasard ce jour-là. Dans le Cheshire où il se rendit, il trouva le château disposé en entier pour le recevoir, le personnel mis à ses ordres, et des instructions dès longtemps données

pour lui rendre de toutes les façons imaginables son excursion utile et agréable. Là, grâce à la plus large des hospitalités dans une des terres les mieux aménagées d'un des riches comtés de l'Angleterre, Cavour étudia en pleine liberté et à loisir les procédés généraux et les perfectionnements les plus récents de l'agronomie britannique. Aussi ne parlait-il jamais de M. Davenport, et il en parlait souvent, sans accoler au nom de cet aimable vieillard l'épithète d'excellent. Il passa aussi quelque temps dans le Norfolk, chez sir John Boileau qu'il avait connu à Genève, et il retira une abondante moisson de faits instructifs de son séjour dans ce district, qui doit, comme on sait, à lord Leicester une réputation agricole bien méritée[1].

De ce que le développement matériel de l'Angle-

1. « Voici quelques directions pour aider votre neveu dans le voyage agricole qu'il est sur le point d'entreprendre en Angleterre.

« 1° Quant aux prairies naturelles, je vous dirai franchement, au risque de passer pour un esprit étroit et un homme à préjugés locaux, qu'il y a peu à apprendre en Angleterre. Dans tous les domaines que j'ai visités, je n'ai trouvé que des prairies mal nivelées, mal soignées et peu productives. Il est vrai que je n'ai pas été dans le Leicester ni, en Écosse, dans le Mid-Lothian, où, à ce qu'on dit, la culture des herbages est très-perfectionnée. J'ignore ce qu'on peut apprendre dans ces deux contrées : je doute cependant que la culture y soit plus avancée que chez nous, ou même dans les parties

terre fut pour Camille de Cavour le plus précieux et le plus fécond des enseignements, il ne faut pas conclure que le développement politique dont la Grande-Bretagne offrait alors, comme d'ailleurs elle a offert de tout temps, l'imposant aspect, n'ait rencontré en lui qu'un spectateur indifférent. D'abord la distinction que j'établis, vraie peut-être jadis, l'est-elle encore aujourd'hui? L'*industrie* est un mot de notre âge. Autrefois il y avait des *métiers*, isolés, sans influence sur les lois, sans action sur les mœurs des populations au milieu desquelles ils glissaient encaissés, presque inaperçus, comme de faibles et distants ruisseaux sillonnent de loin en loin un vaste territoire ; mais les ruisseaux ont grandi, se sont rejoints, et le territoire tout entier a été couvert de leurs eaux fertilisantes, souvent aussi limoneuses.

de l'Allemagne où l'on commence à donner aux prairies les soins qu'elles méritent.

« Malgré ces observations critiques, je recommanderai à votre neveu d'étudier avec soin le système des écoulements souterrains, pratiqué au moyen d'une charrue dite *charrue taupe*, qui rentre dans la nombreuse famille des *charrues sous sol*. Cette charrue doit, à mon avis, rendre de grands services dans les prairies marécageuses. J'ai observé que, dans quelques localités, on fumait les prairies avec dse os broyés : c'est une pratique qu'il serait bon d'étudier.

« 2° La culture des céréales est, de toutes les branches de l'agriculture, celle qui a été le plus perfectionnée en Angleterre, et celle

Que la rivière charrie sa boue, que le breuvage ait sa lie, c'est l'ordre inévitable des choses. Là n'est pas la question, et ce qu'il importe de considérer, c'est que maintenant toute division tranchée entre les éléments divers dont se compose la civilisation moderne est arbitraire et chimérique : progrès moral et progrès matériel, richesse et institutions, faits et idées, industrie et politique, flots entremêlés de ce fleuve rapide qui emporte l'humanité vers des rivages nouveaux. Aussi Cavour eût-il été un homme exclusivement pratique, préoccupé uniquement de

qui se perfectionne le plus tous les jours. Votre neveu fera bien d'aller passer quelque temps dans le comté de Norfolk, qui est l'endroit de l'Angleterre où l'art et la science ont le plus fait pour transformer des landes stériles en terres productives.

« La question de l'utilité du semoir, pendante encore en France, paraît résolue en Angleterre. Je l'ai vu employé partout, et j'ai trouvé l'opinion unanime en sa faveur.

« Mais ce qu'un étranger doit, dans ce moment, s'appliquer plus particulièrement à étudier, c'est le système des *égouttements souterrains* (*sub-soil draining*). A cet égard, je ne saurais assez recommander à votre neveu de multiplier les recherches et les études. Il faut qu'il visite successivement les diverses contrées où ce système a été appliqué avec le plus d'étenduo, et qu'il cherche à se rendre compte des effets qu'il produit dans les sols do nature et de qualités diverses. Le *sub-soil draining* est maintenant adopté avec ardeur par tous les cultivateurs intelligents, excepté par ceux dont le sol sablonneux laisse écouler les eaux avec une facilité déjà trop grande.

« 3° Pour ce qui regarde les races, votre neveu devra d'abord étu-

la gestion de ses terres, ou de la conduite des entreprises futures, financières et industrielles, qu'il méditait, et fût-il venu en Angleterre dans le seul but d'augmenter ses connaissances sur quelques points spéciaux, qu'il n'en eût pas moins constaté l'activité, le mouvement des esprits dans toutes les directions, et rapporté de ce qui ne pouvait manquer de frapper ses yeux une impression vague peut-être et cependant profonde de l'ensemble. Mais nous savons que, chez Cavour, à côté de l'homme pratique, ou, pour mieux dire, au-dessus et le menant, était

dier la petite race des *southdown* qui prospère merveilleusement dans les maigres pâturages du midi de l'Angleterre. Il passera ensuite dans le Leicestershire où il verra les plus célèbres bêtes ovines qui existent, et dans le Yorkshire et l'Est il pourra étudier les belles races *short horns*. Pour les moutons ainsi que pour les *short horns*, il devra s'adresser à lord Spencer d'abord, et puis aller un peu à l'aventure chez des fermiers qui s'occupent moins à gagner des médailles et des prix qu'à faire de bonnes affaires.

« J'ose, à l'égard des races, adresser un conseil à votre neveu. C'est celui de se méfier des résultats absolus, et de ne jamais perdre de vue le rapport qui existe entre la valeur du produit et les frais de production. D'ailleurs il faut encore examiner les circonstances de chaque localité par rapport aux produits qui y réussissent le mieux. Une race a une valeur absolue et une valeur relative aux ressources de la localité où elle a été formée. Il ne faut pas négliger cette seconde considération, si l'on ne veut pas s'exposer à de tristes mécomptes. »

(Extrait d'une lettre de Camille de Cavour à M. Naville de Châteauvieux. — Turin, février 1844.)

l'homme de pensée infatigable, et s'il avait la faculté d'étudier, comme s'il eût été du métier, une question ou un fait particulier, nous savons que cette faculté n'était qu'un des attributs de son génie aussi puissant qu'étendu, et qu'en définitive il ne semblait parfois si spécial, que parce qu'il était universel. Le moyen d'ailleurs, en face du panorama politique le plus varié, le plus intéressant, le plus éclatant qu'ait jamais déroulé l'histoire, le moyen de soupçonner d'indifférence le spectateur dans la poitrine duquel palpitent toutes les émotions et s'agitent déjà toutes les ambitions de l'acteur.

« J'ai peu lu, écrit-il de Londres à M. Naville, les journaux français depuis mon départ de Paris, de sorte que j'ai perdu de vue la politique française. Seulement j'ai vu avec une grande satisfaction le système d'égalité des droits adopté pour les sucres. Cette décision aura, je l'espère, plus de portée que l'on ne lui en attribue. Les monopoles sont solidaires. Dès qu'on se décide à sacrifier une industrie privilégiée, on porte au système protecteur un coup mortel. Les fabricants de sucre indigène deviendront partisans de la liberté commerciale, et le précédent, établi par la Chambre des députés, sera invoqué avec succès dans d'autres occasions.

« La grande question européenne dans ce moment, c'est la question commerciale. C'est du moins l'avis de tous les penseurs en Angleterre. Malgré la réaction en faveur du système protecteur qui s'est manifestée dans plusieurs États, je ne doute pas que la cause de la liberté ne fasse des progrès dans tous les esprits éclairés. En Angleterre, elle est complétement gagnée dans le monde intellectuel. Il n'y a plus un homme un peu fort qui ne soit, au fond, pour l'abolition des tarifs protecteurs. A cet égard, il n'existe pas de différence réelle entre sir Robert Peel et lord John Russell. L'un et l'autre veulent appliquer à leur pays les doctrines des économistes[1], seulement l'un emploie la ruse pour y parvenir, tandis que l'autre voudrait arriver à son but par des moyens plus francs et peut-être plus violents. Les véritables tories sont furieux. Ils se sont aperçus que Peel les jouait, mais ils ne peuvent pas secouer son joug, car il a su les désorganiser et les priver de leurs chefs naturels. Le duc de Wellington ayant adopté sa politique commerciale, les tories n'osent

1. Cette lettre est écrite en 1843. Dans les élections de 1845, le parti tory, conduit et conseillé par Peel, arbora aussi ouvertement que jamais le drapeau protectioniste, et, dans la session qui précéda ces élections, Peel avait défendu avec virulence les principes protectionistes.

pas s'insurger ; ils rongent leur frein et se contentent de dire des horreurs des ministres en particulier. La mort du duc de Wellington amènerait probablement une rupture dans le parti tory. Les encroûtés rompraient avec Peel, qui probablement chercherait un appui dans les whigs modérés, dont il n'est séparé que par des nuances imperceptibles.

« J'ai déjà assez voyagé sur les chemins de fer. Ce que j'en ai vu me fait plus que jamais désirer de les voir établis sur le continent. Les distances n'existent plus en Angleterre. La poste part deux fois par jour de Londres dans presque toutes les directions. On manipule les lettres en route... Il faut maintenant plusieurs voitures pour transporter les lettres auxquelles, il y a quelques années, une simple voiture suffisait. »

J'ai dit que Cavour ne vit pas la société politique, comme si, chez une nation libre, la société politique n'était pas le pays tout entier. Ce qu'il faut donc entendre, c'est qu'il n'eut l'occasion d'approcher d'aucun des chefs, sauf du marquis de Lansdowne dont il reçut cet accueil bienveillant et cordial sur lequel, depuis un demi-siècle, les étrangers sont habitués à compter. Ainsi il ne vit pas ou il ne vit que de loin les personnages principaux du drame parlementaire ;

mais dans ce drame, comme dans les tragédies antiques, il y a un chœur qui, plus encore que dans les fictions d'Eschyle ou de Sophocle, joue le premier rôle, c'est l'opinion publique; et ce personnage complexe, Cavour le vit de fort près. Ai-je besoin d'ajouter que, pour lui, le voir fut le comprendre et le juger.

Du premier coup il en apprécie l'importance grandissante, et le jour viendra où il sera, comme j'en ai été le témoin, plus sensible à un article du *Times* qu'à une dépêche officielle. Aujourd'hui, en Angleterre, les partis n'existent plus, l'opinion publique les a absorbés; ils ont gardé leurs drapeaux, vieilles bannières qui président encore à quelques joutes, de même qu'en France, à certains jours solennels ou joyeux, les antiques étendards provinciaux se déploient en tête d'une cavalcade ou pavoisent une ville en fête. Mais la Bretagne et la Normandie pourraient aussi bien songer à se faire la guerre que les whigs et les tories viser à renouveler des luttes désormais uniquement historiques. Ce n'est pas qu'une harmonie parfaite doive régner à l'avenir entre les citoyens et présider aux destinées de l'Angleterre. Les divergences d'opinions, de sentiments et d'instincts, inhérentes à l'humanité, peuvent être atténuées par une

forme particulière de gouvernement, refoulées par la solidarité des intérêts, mais elles ne sont point détruites pour cela, et, à la première opportunité, elles se redressent; seulement ces opinions, ces sentiments et ces instincts qui, naguère, trouvaient immédiatement à se loger dans des formes assez larges et élastiques pour les contenir sans trop les comprimer, errent à l'aventure, incertains, inquiets, plus libres, mais aussi plus mobiles et plus violents, maintenant que les moules qui les modifiaient sont brisés. Qu'on se figure une planète volant en éclats et remplissant l'espace de ses fragments épars. Toutefois, dans le chaos politique dont l'Angleterre offre aujourd'hui l'aspect, il n'est pas difficile de discerner deux groupes opposés ou plutôt deux tendances contraires qui résultent de ce dédoublement fatal que, dans sa rage de simplification et dans son horreur du complexe, la logique moderne se plaît à opérer dans les esprits. Jusqu'ici, la force matérielle de l'Angleterre et sa grandeur morale avaient été regardées comme inséparables, et, des deux partis qui la gouvernaient, aucun, en réalité, n'était, en dépit de certaines apparences, moins national ou moins humain que l'autre. « Dieu et mon droit, » armes parlantes; ou mieux : « *Homo sum,* » emblème de la générosité des

sentiments et de l'ampleur des vues qui ont fait l'honneur de l'Angleterre, préservées qu'elles étaient de tout excès et tempérées par la fierté et la fermeté patriotiques dont le « *civis romanus sum* » est l'énergique expression. Sans doute ces deux instincts contraires ne se sont pas toujours maintenus en un parfait équilibre, et les contradictions par lesquelles leurs conflits se sont traduits dans la politique anglaise ont causé l'étonnement autant que leur union a provoqué l'admiration du monde; mais l'un et l'autre ils existaient, inscrits dans le cœur de tout citoyen, influant sur les résolutions de tout homme d'État digne de ce nom, inspirant le génie de l'Angleterre. Aujourd'hui que voyons-nous? séparés par un abîme qui va se creusant chaque jour, d'une part le « *civis romanus sum* » s'affirmant solitaire et hautain, de l'autre le « *homo sum* » crédule et amollissant.

Par certain tour cosmopolite de son esprit flexible, par la longue habitude de chercher en dehors de son pays des leçons de liberté, par la sincérité de son libéralismé, par l'économie politique, Camille de Cavour relevait de la tendance dont M. Cobden résume en sa personne toute l'honnêteté, toute l'intelligence et toute la naïveté. D'autre part, le « *civis romanus*

sum » trouvait des cordes à faire vibrer dans le cœur du patriote rêvant l'unité, c'est-à-dire la puissance de sa patrie. Aussi la prédilection de Cavour est-elle manifeste pour les hommes d'État dont la carrière porte l'empreinte des deux tendances contradictoires qui se disputent ses propres sentiments et ses opinions. Pitt surtout est de sa part l'objet d'une admiration sans réserve; on a vu en quels termes il le loue. « En combattant la France, dit-il encore, Pitt sauva l'ordre social en Angleterre et y maintint la civilisation dans les voies de progrès régulier et de développement successif qu'elle a suivies jusqu'ici. » La guerre contre la Révolution française approuvée! Cavour n'a jamais dit un mot, jamais écrit une phrase qui fît mieux toucher le fond solide et sûr de ses convictions; là on peut voir avec quelle indépendance sa pensée s'élève au-dessus des préjugés vulgaires. Mais passons. Après Pitt, « esprit puissant et vaste, » c'est Canning, « aux vues larges et hardies, » c'est Peel, « sage et habile, » qu'il admire et qu'il aime. Voilà ceux que tout haut il donne pour exemples, que sans doute, tout bas, il prend pour modèles, trois hommes qui ne sont ni des égoïstes, ni des utopistes, chez qui l'orgueil patriotique n'a pas étouffé le sentiment de la justice et

de la moralité politique, qui ont grandi leur pays en servant la liberté, et qui, en définitive, appartiennent à l'Europe presque autant qu'à l'Angleterre.

Ces jugements de Cavour se trouvent consignés dans deux écrits, traitant, l'un de la condition de l'Irlande, l'autre de l'abolition des droits sur les céréales, et qu'à un an de distance l'un de l'autre il publia à son retour d'Angleterre. De ces écrits, dont je n'ai pas besoin de signaler l'importance, il ressort donc que les héros politiques de Cavour sont, dans le passé, Pitt, et dans le présent Peel. Les whigs ont sa sympathie, ils obtiennent son estime; Pitt et Peel excitent son enthousiasme. Qu'un homme jeune, ardent, écarté, surveillé dans son pays par un pouvoir qu'il a bravé, qu'un libéral italien aille chercher ses héros politiques dans les rangs des tories, cela est caractéristique et mérite qu'on s'y arrête. Il est hors de doute que, chez Cavour, le partisan ne pouvait avoir d'inclination que pour les whigs, ces représentants en Angleterre des idées qui lui étaient chères. Mais, chez Cavour, le partisan existe-t-il? « Les hommes honnêtes de tous les partis, » voilà une expression qui lui est familière, et c'est de ces « hommes honnêtes de tous les partis » qu'il attend le triomphe des opinions qu'il soutient, la réalisation des progrès

qu'il appelle de ses vœux les plus ardents. Ainsi il n'y a plus, aux yeux de Cavour, qu'un parti, c'est-à-dire il n'y en a plus. Avec une intuition inconsciente, il comprend que les partis n'ont plus de place dans l'organisation politique de la société moderne; il ne les combat pas, mais il les ignore, il les nie. Comment donc partagerait-il des passions et des préjugés qui puisent leur source dans un ordre de sentiments qu'il n'admet pas? S'il va prendre ses héros dans les rangs des tories, ce n'est pas qu'il les y cherche, mais il les y trouve, et il est inévitable qu'il les trouve là, lui homme de gouvernement autant qu'homme, j'allais dire de parti, je dirai d'opinion.

Au fond, Cavour est essentiellement un homme de gouvernement, en ce sens que ce qui lui importe avant tout, c'est l'application, le résultat. En Angleterre, il admire la prospérité, la sécurité du pays, le développement de l'activité, de l'intelligence, de l'énergie individuelles, la marche progressive d'une administration éclairée, les actes des grands serviteurs de la nation, les mille fruits que porte un arbre séculaire vivifié par la liberté; mais les institutions elles-mêmes ne sont, de sa part, les objets ni d'une louange, ni d'une critique, et elles semblent n'avoir

de prix à ses yeux que celui qui dérive de la façon dont elles ont été pratiquées. Sans doute, l'instrument lui paraît bon, mais c'est à cause de l'usage qui en a été fait. « Tout le monde sait, dit-il, qu'en Angleterre le parlement exerce sur le pouvoir législatif une influence prépondérante; » et ailleurs il parle de la machine représentative, « si compliquée et si lente. » Voilà, dans les deux écrits que j'ai indiqués et qui comptent environ soixante pages chacun, à peu près les seules réflexions que suggère à Cavour le système parlementaire. Je sais bien que l'éloge de ce système est contenu dans le simple récit des faits tels que l'auteur les expose, et ressort des considérations qui se pressent sous sa plume; mais, encore une fois, c'est surtout l'éloge du système mis en œuvre par un « gouvernement peu susceptible, qui ne se laisse pas plus influencer par de vaines menaces que par la peur de paraître céder par faiblesse, » par un ministre qui « a l'instinct des nécessités du moment, » par une nation « dont la classe moyenne et la classe supérieure, bien autrement énergiques que ne sont sur le continent les mêmes classes, constituent les forces vives, » par un peuple, enfin, qui « n'est point un peuple pointilleux, qui, lorsque une nécessité absolue se fait sentir, sait céder en sacri-

fiant même son amour-propre et sa vanité; mais qui, lorsque l'intérêt réel de sa puissance, les principes de son existence sont en jeu, est le peuple le plus déterminé qui ait jamais existé, celui qui est capable des efforts les plus gigantesques et les plus persévérants. » Et, homme de gouvernement, ai-je dit, par conséquent homme de son temps, comprenant, goûtant les conditions du pouvoir moderne, Cavour se plaît, en Angleterre, à regarder en face l'opinion, à la sonder, à l'analyser, à la voir interprétée dans la mesure « raisonnable » par des hommes d'État « sages, sagaces et prudents, » ou sollicitée par des chefs « hardis et puissants » qui l'appellent à les suivre, à résoudre quelque question principale, à faire passer dans la pratique quelque grande vérité politique ou économique.. Il est évident qu'avec Cavour nous sommes bien loin de toutes ces théories sur la constitution britannique qui ont fait la fortune scientifique et l'infortune politique d'une école de publicistes et d'hommes d'État. Par ce côté-là encore, par ce que j'appellerai le côté anglais de ses tendances, Cavour n'a réellement rien de commun avec les doctrinaires, non pas qu'il soit moins anglais qu'eux : au contraire; seulement, à ses yeux la forme n'a pas une vertu intrinsèque, une valeur absolue,

indépendante de l'esprit de l'époque qui l'applique et du génie de la nation qui la revêt, et, en Angleterre, ce qu'il admire, ce n'est ni la pondération des pouvoirs, ni le *veto* royal, ni l'équilibre des partis, c'est l'Angleterre elle-même.

L'admiration de Cavour pour l'Angleterre ne dégénère cependant pas en engouement. Il aime l'Angleterre et il ne s'en cache pas, mais son inclination raisonnable et raisonnée ne le rend point aveugle, et au besoin il sait être sévère. « Je ne connais rien, m'écrivait-il, de plus dégoûtant au monde que les diatribes des journaux ministériels anglais sur les princesses espagnoles et sur Louis-Philippe. » Et encore : « Je ne crois pas le langage tenu au sujet de Cracovie aussi hautain qu'on vous l'a dit. L'Angleterre n'a jamais entamé de guerres par sentiment, et ce n'est pas au sujet de ce pauvre reste de la Pologne, que jamais elle n'a songé sérieusement à reconstruire, qu'elle ira se brouiller avec l'Autriche et la Prusse. » Plus loin, enfin : « Je suis grand admirateur des Anglais, j'éprouve pour ce peuple une véritable sympathie, car je le considère comme l'avant-garde de la civilisation. Malgré cela, sa politique ne m'inspire pas la plus petite confiance. Quand je le vois tendre une main à Metternich et de

l'autre exciter les ultra-radicaux en Portugal, en Espagne, en Grèce, j'avoue que je me sens peu disposé à croire à son honnêteté politique. » Ce langage n'est pas celui d'un anglomane fanatique, d'un fétichiste en contemplation béate devant une idole dont il vénère jusqu'aux bizarreries et aux laideurs. Non, la religion de Cavour est une religion éclairée. Son goût, sa sympathie, son respect pour l'Angleterre sont le goût, la sympathie, le respect dus par un esprit libre à une terre de liberté, rien de plus. Son amour était ailleurs. Mais à quoi bon insister? L'Italie sait aujourd'bui quel compte elle doit tenir de ces accusations vulgaires qui faisaient de Camille de Cavour tour à tour un Anglais et un Français. Au reste, les fragments que j'ai cités et que j'aurais pu multiplier suffisent pour dissiper l'erreur qui attribuerait à Cavour une passion exagérée pour l'Angleterre. Voici maintenant en quels termes il résume lui-même ses sentiments à l'endroit de ce pays :

« L'opinion publique, il faut le dire, n'est pas en général, sur le continent, favorable à l'Angleterre. Les partis extrêmes, opposés en toutes cboses, s'accordent dans leur haine violente contre ce pays. Les partis modérés l'aiment en théorie; mais, au fond,

ils sentent pour lui peu de sympathie instinctive. Quelques hommes isolés, supérieurs aux passions de la foule et aux instincts populaires, ressentent seuls pour la nation anglaise l'estime et l'intérêt que doit inspirer un des plus grands peuples qui aient honoré l'humanité, une nation qui a contribué puissamment au développement matériel et moral du monde, et dont la mission civilisatrice est loin d'être achevée. Les masses presque partout lui sont hostiles.

« Ce sentiment, qu'on ne pense pas que la France seule l'éprouve. Dans ce pays, il se manifeste d'une manière plus bruyante et plus vive ; mais au fond, il est commun à tous les peuples de l'Europe. De Saint-Pétersbourg à Madrid, en Allemagne comme en Italie, les ennemis du progrès et les partisans des bouleversements politiques considèrent également l'Angleterre comme leur adversaire le plus redoutable. Les premiers l'accusent d'être le foyer où toutes les révolutions s'élaborent, le refuge assuré, la citadelle, pour ainsi dire, des propagandistes et des niveleurs. Les autres, au contraire, avec plus de raison peut-être, regardent l'aristocratie anglaise comme la pierre angulaire de l'édifice social européen, et comme le plus grand obstacle à leurs vues démocratiques. Cette haine que l'Angleterre inspire

aux partis extrêmes devrait la rendre chère aux partis moyens, aux hommes amis du progrès modéré, du développement graduel et régulier de l'humanité; à ceux, en un mot, qui sont par principe également opposés aux bouleversements violents et à l'immobilisation de la société. Il n'en est rien. Les motifs qui les porteraient à sympathiser avec l'Angleterre sont combattus par une foule de préjugés, de souvenirs, de passions, dont la force est presque toujours irrésistible. Je ne prétends point condamner toutes les causes de ce mauvais vouloir; je me borne à le constater. »

VII

Voilà donc Camille de Cavour sachant se servir d'une plume. Dès 1835, mon père l'avait sollicité d'écrire pour la *Bibliothèque universelle* de Genève, qu'il dirigeait alors.

« La demande que vous m'adressez dans votre dernière lettre, répond Cavour, est trop flatteuse pour que vous ayez pu douter que je l'accueillisse avec reconnaissance et avec empressement. Je crains seulement que votre partialité comme parent et comme ami ne vous ait aveuglé en la faisant. Car de quelque dose d'amour-propre et de vanité que je sois doté, je comprends fort bien que ma place n'est pas au milieu des illustres collaborateurs que vous avez réunis, les Rossi, les Naville, etc., et que, pour un homme qui ne s'est jamais hasardé dans la car-

rière d'écrivain, il y a de la témérité à s'embarquer dans une telle entreprise. Néanmoins, comme il y aura certainement un grand profit pour moi à travailler ainsi et que je suis assuré, sinon de la faveur du public, du moins de votre indulgence, je vous promets de mettre toutes mes facultés et tous mes moyens à votre disposition. Si j'accepte votre proposition avec tant de hardiesse, c'est que je suis sûr du concours de mon frère, qui s'associera à tous les travaux que j'entreprendrai et qui m'aidera à faire de la besogne un peu plus présentable que celle que je pourrais faire avec mes propres forces livrées à elles-mêmes. Après cette protestation de dévouement absolu, il faut cependant que je vous trace les limites dans lesquelles vous pourriez l'employer; il serait inutile de rien demander au delà, car je m'en vais vous dire en sincérité ce que je pense faire et ce que je ne saurais même pas tenter. D'abord, n'attendez de moi aucun article dans lequel il faille une dépense quelconque d'imagination. Chez moi *la folle du logis* est une vieille paresseuse que j'ai beau exciter, elle ne se met jamais en mouvement. Ainsi donc je ne puis vous faire aucune relation tirée de mon voyage, car il faudrait, pour amener quelques-unes des remarques et des observations que j'ai pu

faire, broder un fond quelconque, et je ne saurais jamais y parvenir. Imaginez que je n'ai jamais pu parvenir à composer le conte le plus simple pour amuser mon neveu, quoique je l'aie essayé bien des fois. Je me restreins donc aux matières de pur raisonnement, et quant à celles-là, je dois vous dire qu'il y en a une infinité que je ne saurais traiter, attendu que mon éducation littéraire a été singulièrement négligée sous certains rapports. De toutes les sciences morales, il n'y en a qu'une que j'aie étudiée à fond, c'est l'économie politique, et je crains bien que, quant à celle-là, vous n'ayez déjà vos magasins encombrés d'articles. Si vous ouvrez le champ aux deux doctrines qui ont d'illustres représentants à Genève, vous n'aurez certes pas assez de vos quinze feuilles mensuelles pour recueillir les arguments d'un inépuisable controverse. Il est cependant un sujet qui a été plus spécialement l'objet de mes recherches, surtout dans mon dernier voyage; c'est la grande question du paupérisme que j'ai beaucoup étudiée en Angleterre. Avant de partir de Turin l'année dernière, j'ai publié à la requête du ministre un extrait du rapport des commissaires chargés par le gouvernement anglais de faire une enquête sur l'état des pauvres et de proposer une nouvelle loi à leur

égard. Depuis lors je n'ai plus perdu de vue cette question. A Londres, je me suis trouvé en rapport avec toutes les personnes qui s'en sont plus spécialement occupées, et maintenant encore je conserve quelques relations avec elles. Si une suite d'articles sur cette matière vous paraissait pouvoir trouver place dans votre Revue, vous n'avez qu'à me le faire savoir, et je me mettrais de suite à rassembler les matériaux que je possède et à commencer un travail qui me trotte par la tête depuis longtemps. Je crains seulement que cette matière ne doive déjà être traitée dans votre journal par le savant M. Naville, que je sais travailler à un grand ouvrage qui s'y rapporte. Dites-moi franchement votre avis, car je n'y mets nul amour-propre.

« Je dois aussi vous avertir que j'ai moins de temps à ma disposition que vous ne pourriez le croire. »

Je ne sais si l'article annoncé dans cette lettre fut mené bien loin, mais en tout cas il ne fut pas achevé et, quelques mois plus tard, écrivant à mon père, Camille de Cavour expose les craintes et les scrupules qui l'ont arrêté dans l'accomplissement de son travail. « Je voudrais bien, dit-il, pouvoir coopérer à votre œuvre, mais, en vérité, je doute chaque

jour davantage de mes forces. Comment oser me hasarder à traiter les grandes questions de l'économie politique, lorsque le logicien Cherbuliez et l'éloquent Sismondi se sont emparés du terrain? Je vous dirai d'ailleurs que j'ai été arrêté dans mon travail au sujet du paupérisme en Angleterre par l'article que j'ai lu dans la Revue de février sur la charité légale. Mes vues sur ce sujet important diffèrent en plusieurs points essentiels de celles contenues dans le livre de M. Naville, et encore plus de celles de son panégyriste. Si je finissais mon article, je serais obligé de combattre une partie des doctrines que votre journal a émises, et il me paraît déplacé d'établir une polémique qui pourrait indisposer quelques-uns de vos collaborateurs infiniment plus utiles que moi à la réussite de votre entreprise. Ne pouvant traiter le sujet des pauvres qui m'était familier, je me creuserai la tête pour en trouver un autre sur lequel je puisse exercer ma plume à votre profit. »

Malheureusement ce fut en vain, paraît-il, qu'il se creusa la tête. Ou ne serait-ce point heureusement qu'il faut dire? N'eût-il pas risqué de faucher son blé en herbe, de devenir un écrivain, un homme de plume, de théorie, de logique, alors qu'il avait à

devenir un homme d'action, de pensée et de pratique? Quoi qu'il en soit, emporté par le cours grossissant de ses occupations, manquant d'ailleurs de ce stimulant qui pousse l'esprit à produire, quitte à lui faire porter des fruits trop hâtifs, Camille de Cavour ne garda de l'impulsion reçue dans son premier voyage à Londres et à Paris, qu'une direction plus énergique et plus sûre de son intelligence, qu'un goût plus prononcé pour les études sérieuses et les lectures solides, qu'une marche continue de son esprit, dont l'indifférence et la torpeur ambiantes pouvaient bien comprimer l'expansion extérieure, mais étaient impuissantes à ralentir le développement et le mouvement intérieurs. Mais en 1843, le séjour de Londres et de Paris fit, sur cet esprit mûri par huit années d'activité laborieuse, l'effet d'un coup d'aiguillon décisif; revenu à Turin, plongé de nouveau dans un milieu dont le spectacle chez les autres et l'habitude pour lui-même de la liberté lui font paraître l'atmosphère compressive et somnolente plus odieuse et plus intolérable, Cavour cherche une distraction aux douloureuses pensées qui le meurtrissent, et cette distraction, il va instinctivement la demander à sa plume : à peine est-il de retour qu'il écrit à mon père, et il débute par

cette description déjà citée de Turin, comparé à un enfer intellectuel dans lequel son intelligence est menacée de paralysie, puis il poursuit :

« Cependant, comme je me trouvais avoir quelques loisirs, je me suis laissé dominer par la fureur que m'inspiraient toutes les bêtises que débitent chaque jour sur l'Irlande les journaux de tous les pays et de toutes les couleurs ; et je me suis mis à écrire sur ces affaires un article que je vous destinais. Malheureusement je n'ai pas calculé d'avance tous les développements que pouvait prendre ce sujet. Au lieu d'un article, j'en suis venu à écrire un petit volume. J'en suis maintenant presque honteux et surtout ennuyé, car il faut que je le refonde, et je ne sais comment le réduire à des dimensions qui vous conviennent. D'ailleurs, on a déjà tant et tant écrit sur l'Irlande, sur son histoire, sur son état présent et sur ses destinées futures, que le public doit avoir pris en dégoût tout ce qui se publie sur ce sujet. Mes opinions sur l'Irlande sont l'opposé de celles qui ont cours sur le continent ; je crois qu'elles déplairont à tout le monde, sauf à quelques personnes raisonnables. Je veux à tout prix le maintien de l'Union, dans l'intérêt de l'Irlande d'abord, dans celui de l'Angleterre ensuite, enfin dans l'intérêt de

l'avenir de la civilisation matérielle et intellectuelle. Les motifs pour lesquels je combats les projets d'O'Connell doivent déplaire autant à un parti, que mes opinions sur l'opportunité de ces projets déplairont à l'autre. Je suis donc très-mécontent de mon article et je suis prêt à l'abandonner, à moins que vous ne consentiez à le recevoir, avec l'obligation de l'amender de manière à le rendre le moins désagréable possible à vos lecteurs. Si vous vous sentez le dévouement nécessaire pour cette opération difficile, je le mettrai au net et je vous l'enverrai ; pour cela il me faut encore une vingtaine de jours. J'attends pour me décider une réponse catégorique avant de continuer mon travail.

« Si je laisse là l'Irlande, j'essayerai un article sur l'ouvrage de M. de Châteauvieux ; je regrette seulement que cette besogne ne soit pas confiée à un plus habile écrivain que moi, car il y a beaucoup à dire sur M. de Châteauvieux et aussi sur son ouvrage qui, lu dans son ensemble, a produit sur moi une impression beaucoup plus favorable que celle que j'avais ressentie à la lecture des épreuves. Il a du très-bon et il fournit un texte pour dire beaucoup de bon...

« Pour en finir avec ces dissertations et en venir

au fait, je vous dirai donc que je m'en remets à vous pour décider de suite deux choses :

« 1° Si vous croyez qu'un article bien long, bien pédant, bien ennuyeux sur l'Irlande puisse trouver tôt ou tard place dans la *Bibliothèque universelle.*

« 2° L'article sur l'Irlande étant admis, vous convient-il mieux que je fasse d'abord celui sur Châteauvieux? Dans ce cas, répondez-moi vite, afin que je laisse dormir en paix O'Connell et Peel pendant quinze jours pour m'occuper exclusivement des navets et des betteraves de la France que Châteauvieux a comptés avec son imagination. J'attends votre réponse les bras croisés. »

La réponse, qui ne se fit pas attendre, eut pour résultat immédiat un article sur l'ouvrage de M. de Châteauvieux. Quelle que soit la valeur intrinsèque de cet article dans lequel Cavour abordait un sujet qui lui était si familier, et quelque importance qu'il ait comme étant la première production d'une plume qui s'essaye, je ne m'y arrêterai pas, ayant déjà, à l'occasion des entreprises agricoles de M. de Cavour, indiqué le sens d'un travail dans lequel j'ai directement puisé plus d'un éclaircissement et qui m'a fourni plus d'une preuve. « Je suis charmé, écrit Cavour, que l'article sur M. de Châteauvieux ait

obtenu votre approbation et satisfait sa famille...

« J'avais presque achevé un article sur l'Irlande, il y a deux mois; si vous ne m'aviez pas imposé celui sur M. de Châteauvieux, je vous l'aurais envoyé depuis longtemps. Maintenant, j'hésite à le faire par plusieurs raisons. La première, c'est que vous m'avez effrayé en me faisant voir quelle serait l'exigence des lecteurs éclairés. Comme vous me paraissez attendre une solution complète et rigoureuse des problèmes si compliqués et si difficiles de la politique irlandaise, j'ai rougi de n'avoir rien su trouver à cet égard de bien neuf, ni de bien certain, si ce n'est pour ce qui regarde le moment actuel. En second lieu, j'ai lu dans le *Journal des Débats* une suite d'articles dans lesquels la question irlandaise était traitée dans le même esprit qui avait dicté mon article. J'entrais, il est vrai, plus à fond dans la question, mon but principal étant de démontrer que la révocation de l'Union ne convenait pas plus à l'Irlande qu'à l'Angleterre, à moins de se placer au point de vue des intérêts révolutionnaires, mais mes conclusions étaient les mêmes que celles de l'écrivain des *Débats*. Les événements me paraissent confirmer ses prévisions. La conduite d'O'Connell démontre à l'évidence qu'il n'est audacieux qu'en raison de la

patience de ses adversaires. Si, comme je n'en doute pas, toutes ses promesses, toutes ses bravades n'aboutissent à rien, son rôle deviendra jusqu'à un certain point ridicule.

« Malgré ces motifs graves de m'abstenir de vous envoyer un article sur l'Irlande, je verrai à mon retour à Turin (Cavour écrit de Léri) s'il y a moyen de le refondre de manière à en faire autre chose qu'une répétition fastidieuse de ce que d'autres ont déjà dit mieux que moi... »

Et trois semaines plus tard : « Je suis toujours dans l'incertitude relativement à l'article sur l'Irlande. J'ai peur de rabâcher. Les événements marchent vite, et, lorsqu'on est loin du théâtre où ils se succèdent, il est facile de faire des prophéties que les faits ont déjà démenties. A mes yeux O'Connell est jugé. A la première démonstration énergique de ses adversaires, il a reculé. Dès lors il a cessé d'être dangereux.

« Un mouvement non moins intéressant que celui des catholiques irlandais, c'est l'agitation pour l'abolition des lois sur le commerce des céréales. Je la considère comme un des faits les plus importants pour l'avenir du XIXe siècle. Les lois protectrices des produits agricoles en Angleterre sont la clef de voûte

du système mercantile. Le jour où la Grande-Bretagne admettra librement les matières premières alimentaires, aussi bien que celles qui alimentent son industrie manufacturière, la cause de la liberté du commerce dans le monde entier sera définitivement gagnée; elle marchera à pas de géant et une génération ne passera pas sans qu'elle ait triomphé des obstacles que rencontre sa marche et qui paraissent insurmontables. J'ai réuni beaucoup de documents sur cette question et je compte m'en servir pour composer un article que je vous offrirai dans le courant de l'hiver. »

Quantum mutatus ab illo! Que nous sommes loin du temps où Cavour n'avait ni le loisir ni la faculté d'écrire! Le voilà parti, parti sur les ailes d'une pensée qui, se déployant enfin et prenant son essor dans la plénitude de sa force, ne connaîtra ni les défaillances, ni les tâtonnements, ni les écarts, auxquels expose un vol incertain, timide ou prématuré. Aussi, dès les premières pages qu'il trace, Cavour trouve sa manière, il y excelle et s'y tiendra. Cette manière, les fragments de correspondance reproduits jusqu'ici l'ont déjà fait connaître ou tout au moins fait deviner. Malgré la flexibilité de sa nature, la variété de ses aptitudes, la diversité de ses vues,

Cavour était plus qu'homme au monde tout d'une pièce, gardant sa complète identité dans tous les rôles qu'il remplissait, constamment le même et se retrouvant en entier dans tout ce qu'il disait, faisait ou pensait; il n'y a donc pas chez lui un ciseleur de phrases, un polisseur de style, un écrivain, pas plus qu'il n'y aura chez lui un orateur; mais il prend une plume et cette plume lui est aussitôt un instrument docile et fidèle comme elle fut et sera toujours un instrument docile et fidèle pour les hommes de savoir, de mémoire et d'intelligence. De même que lorsqu'il parlera devant une assemblée il sera éloquent du premier coup, du premier coup il écrit bien, si bien écrire consiste à exposer dans un langage vif et net, avec une clarté et un ordre parfaits, des idées qui révèlent l'étendue et la justesse autant que la vigueur de l'esprit.

Je n'essayerai pas de faire une analyse complète des deux études par lesquelles il est permis de dire que Cavour débuta dans la vie politique, en ce sens que là, pour la première fois, il donna sa mesure exacte d'homme politique. D'abord, je n'ai pas à revenir sur la tendance générale de ces écrits, suffisamment expliqués en ce point dans les lettres qui

les annonçaient. Ils débutent l'un et l'autre par une exposition historique. Dans le premier, les luttes, les revers, la prostration et le réveil de l'Irlande sont racontés en quelques pages d'une énergique sobriété. Dans le second, les origines de l'économie politique, la marche inverse de la science suivie par la plupart des gouvernements, les combats soutenus contre l'ignorance, les préjugés et les intérêts, sont le sujet d'une description lucide et animée. Après la chronique du passé, le récit des faits contemporains : O'Connell réclamant le rappel de l'Union, au nom d'une population fanatisée par une longue oppression et soulevée par sa voix retentissante; Cobden, chef infatigable d'une ligue puissante par le nombre, par la richesse, par la persévérance, battant, des flots précipités de l'agitation qu'il provoque et gouverne, les portes de ce parlement qui reste sourd à ses appels. Voilà le spectacle. Sur les deux scènes le drame se joue. Quel en sera le dénoûment?

C'est la précision avec laquelle Cavour a, dans l'un et l'autre drame, prédit le dénoûment, qui, mieux qu'aucun raisonnement, donne la mesure de sa pénétration. Et ces dénoûments annoncés dont les événements ont pris soin de réaliser jusqu'aux détails accessoires, il ne les prédit pas en devin, en

prophète jetant instinctivement des oracles que le hasard peut accomplir, mais en homme politique qui fonde ses prévisions sur l'examen des opinions et des intérêts en jeu, sur les mœurs, les besoins, les antécédents de la nation au sein de laquelle le conflit se débat, sur l'étude sagace du caractère des hommes d'État, sur la connaissance de l'esprit du siècle et aussi de ces lois éternelles qui mènent l'humanité. Voilà sur quelles considérations Cavour s'appuie pour déclarer que l'agitation d'O'Connell est condamnée à devenir stérile et que celle de la Ligue est assurée de triompher.

On sait que, l'année dernière, la reine Victoria, parcourant l'Irlande, a été accueillie avec un enthousiasme unanime, par ces mêmes populations qui, il y a vingt ans, semblaient si rebelles à son autorité; on sait également que cet enthousiasme est la conséquence de l'heureux développement des ressources et de la prospérité de l'Irlande, conséquence lui-même d'une modification radicale dans la loi civile relative à la transmission et à la vente de la propriété territoriale, comme aussi d'une série de mesures pacificatrices prises par le gouvernement britannique. Or, voici ce qu'écrivait Cavour en 1843 :

« Si la loi civile n'entravait pas la mutation des

propriétés, cette transformation aurait lieu plus rapidement peut-être qu'on n'est porté à le croire... Il faudrait faciliter les actes que la vente et le partage des biens exigent en ce moment; ce sont là, il est vrai, des mesures fort graves pour des Anglais qui les considéreraient presque comme des expédients révolutionnaires... Toutefois, je crois pouvoir affirmer que, même sous le rapport de l'amélioration des lois civiles, l'Irlande a plus à espérer du parlement de la Grande-Bretagne que d'un parlement exclusivement national. »

Et plus loin, en terminant :

« Ce que sir Robert Peel, dit-il, a fait pour le Canada, il le fera pour l'Irlande. Après avoir vaincu le Canada par la force des armes, il a voulu le concilier par de larges concessions. De même, s'il remporte sur O'Connell une victoire légale, comme aussi s'il était obligé d'en venir à réprimer par une force matérielle des tentatives plus hardies, il ne travaillera pas moins à satisfaire à ce que, dans les demandes des Irlandais, il croira compatible avec les intérêts de la Grande-Bretagne. »

Dans l'étude relative à l'abolition des droits sur les céréales en Angleterre, j'ai glané un certain

nombre de passages dont je transcrirai quelques-uns :

« Au fond de l'âme, nous en sommes convaincu, sir Robert Peel juge les questions commerciales de la même manière que lord John Russell. » Répétition textuelle mais publique d'une phrase déjà citée.

« Malgré le succès momentané des expédients auxquels il a eu recours, sir Robert Peel, nous en sommes certain, ne s'abuse pas sur la gravité des dangers qui menacent l'industrie anglaise, et il est décidé à poursuivre, session après session, l'œuvre réformatrice qu'il a entreprise. La session actuelle fournira une preuve de ce que nous avançons. »

Opinion singulièrement hardie, si l'on considère qu'un an plus tard, la grande mesure qui la justifiait stupéfia l'Angleterre et fut un coup de foudre pour le parti aux yeux duquel Peel passa pour un traître.

« Cela étant, il nous est permis de prédire dans un prompt avenir la réforme des lois sur les céréales, et par suite la chute de toutes les barrières protectrices qui ont si longtemps entouré l'industrie agricole et manufacturière de la Grande-Bretagne. Le temps approche où l'Angleterre offrira pour la première fois l'exemple d'une nation puissante, chez

laquelle les lois qui régissent le commerce étranger seront en parfait accord avec les principes de la science. » . . . .

« La révolution commerciale qui se prépare en Angleterre, indépendamment de l'effet moral qu'elle produira, agira puissamment sur la production économique du continent. En ouvrant aux matières alimentaires le marché le plus riche du monde, elle favorisera le développement de leur production, but principal des industries agricoles, qui sont de toutes les plus importantes. La nécessité de fournir aux demandes régulières de l'étranger excitera l'énergie de ces industries, doublera leurs forces et les fera sortir de leur apathie ordinaire. Le commerce devenant un élément essentiel de prospérité pour les classes agricoles, ces classes seront naturellement amenées à se joindre aux partisans du système libéral. Les producteurs de matières premières joueront alors, à l'égard des manufacturiers privilégiés, le même rôle que jouent dans ce moment, en Angleterre, les classes industrielles à l'égard des propriétaires fonciers et des planteurs des colonies. La cause de la vérité, soutenue par d'aussi nombreux défenseurs, aura bien moins de peine à triompher sur le continent et en Amérique, parce qu'elle ne rencon-

trera nulle part des obstacles comparables à ceux que l'aristocratie foncière et coloniale a été en état de lui opposer dans la Grande-Bretagne. »

Je ne pousserai pas plus loin ces citations, dont l'objet est de rendre évidente la perspicacité de Cavour, en même temps que de mettre en lumière le caractère tout politique de cette perspicacité. Ce qui caractérise en effet les vues et les jugements de l'homme d'État, c'est la précision, la sûreté, c'est qu'après avoir fait le tour des questions, il y pénètre et y observe les germes de conséquences certaines. Les vues générales et les jugements sommaires, il suffit souvent d'être un homme d'esprit, de sens, de monde, pour les émettre avec une assurance légitime, tout au moins plausible. Mais ce qui distingue l'homme politique, c'est qu'il étend aux détails et aux déductions les plus lointaines, comme aux résultats les plus immédiats, le travail de son intelligence sur les faits. De même qu'il y a une méthode scientifique et qu'il n'y en a qu'une, il y a une méthode politique. Seulement on apprend à analyser un corps inerte, à en peser les éléments, à connaître les lois qui en régissent la structure ou la composition; tandis qu'on ne saurait guère apprendre à analyser ce corps complexe qui a nom le corps

social, à en peser les éléments qui s'appellent les hommes, à connaître les lois qui en régissent la structure mobile et la composition sans cesse renouvelée.

Procéder du connu à l'inconnu, voilà en quoi consiste la méthode politique de Cavour; méthode bien simple, semble-t-il, et cependant rarement appliquée avec discernement et avec fruit, parce que d'une part le nombre des esprits est fort petit à qui les éléments du connu, c'est-à-dire les faits, apparaissent tels qu'ils sont réellement, et que, d'autre part, les observateurs fins et exacts se rencontrent surtout parmi les hommes d'immobilité, peu soucieux de tirer de leurs observations les enseignements qu'elles renferment et ne sachant pas prévoir ni par conséquent diriger. En politique, de même que dans la science, la sagacité reste stérile si elle n'est pas à la fois contenue par l'esprit d'exactitude et stimulée par l'esprit de découverte. Qu'on se figure un physicien décidé d'avance à faire ressortir d'une expérience la loi que son imagination a enfantée, un chimiste résolu, *a priori*, à trouver dans un corps la substance que ses théories lui commandent d'y discerner; il n'est pas aujourd'hui un étudiant qui n'en remontrât au prétendu savant travaillant de la sorte. Mais s'il

n'y a plus d'alchimistes dans les laboratoires où se mesurent les forces naturelles et se pèse la matière, ils fourmillent dans ces innombrables laboratoires où se mesurent les événements et se pèse l'opinion, et nous voyons la plupart du temps les hommes de mouvement, mutilant, dénaturant les faits pour en étayer, bon gré mal gré, leurs systèmes téméraires et passionnés.

Chez Cavour, il n'y a pas de parti pris, de défiance instinctive à l'endroit des théories, de mépris préconçu à l'égard des faits. « Je suis, dit-il, un honnête juste-milieu, » et il ne se lasse pas de répéter cette définition de lui-même, définition qui, bien entendue, a le mérite d'être d'une incontestable exactitude. Je suis « un juste-milieu, » c'est-à-dire je me tiens non pas à une égale et prudente distance des opinions extrêmes qui se disputent l'empire, mais au centre en quelque sorte de ces opinions pour y puiser ce qui m'y paraît d'une application utile, d'une vérité immédiatement réalisable; je me garde de rendre des principes justes responsables de l'extravagance de certaines de leurs conséquences; je n'admets point cette solidarité entre les questions que s'efforce d'établir la logique des écoles ou des partis. Le progrès, auquel je crois comme à la loi suprême de toute

société civilisée, et particulièrement de notre société moderne, n'est solide et vraiment désirable qu'à la condition d'être amené avec modération, et ne saurait être hâté que par ceux qui savent tenir compte, dans une sage mesure, à la fois de la force d'invasion des idées et de la force de résistance des faits.

La dialectique de Cavour a ceci de remarquable que, toujours serrée, elle s'arrête à temps; non pas que les convictions sur lesquelles elle s'appuie se relâchent; mais, distinctes de nature, répondant à des sentiments d'ordre divers, arrivées, dans toute question, au point où elles se contredisent, ces convictions se contiennent mutuellement et déterminent l'arrêt définitif d'une intelligence assez ample pour n'exclure aucun des éléments de cet arrêt et ne se pas laisser troubler par la variété des points de vue. Cette tendance de Cavour à fuir l'exagération, à ne pousser à l'extrême rigueur ni ses déductions, ni ses jugements, me semble avoir particulièrement inspiré deux passages qu'en lisant les articles sur l'Irlande et sur la Ligue j'ai notés, et que je ne résiste pas à citer.

Dans le premier de ces passages, il s'agit des membres du parlement irlandais qui, achetés par

Pitt, votèrent l'union; ces représentants infidèles sont dignes de mépris. « Mais, poursuit Cavour, faut-il condamner également le gouvernement qui a acheté ces hommes corrompus? Je n'hésiterais pas à le faire, si, par une fatale erreur, l'opinion publique dans les siècles passés et même encore dans le nôtre, n'eût pas en quelque sorte sanctionné pour les gouvernements l'usage d'une morale autre que celle que reconnaissent les particuliers; si elle n'avait pas, de tout temps, traité avec une excessive indulgence les actes immoraux qui ont amené de grands résultats politiques. Si l'on veut flétrir le caractère de Pitt pour avoir pratiqué aussi en grand la corruption parlementaire, il faudrait traiter aussi sévèrement les plus grands monarques des temps passés, Louis XIV, Joseph II, le grand Frédéric, qui, pour arriver à leurs fins, ont bien autrement outragé les principes inflexibles de la morale et de l'humanité que ne l'a fait l'illustre homme d'État qui a opéré la consolidation du royaume uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. »

Voici maintenant le second de ces passages, très-significatif sous la plume d'un homme qui « a étudié à fond l'économie politique » :

« Ce n'est pas que nous prétendions que l'écono-

mie politique puisse ou doive aspirer à régler définitivement les mouvements du monde politique. Les principes qu'elle proclame, les faits qu'elle constate, les vérités qu'elle met en lumière, sont des éléments nécessaires de tous les problèmes que présente l'ordre social; mais ce ne sont ni les seuls, ni les plus importants; il en est d'un ordre infiniment supérieur, qui, plus qu'eux, doivent contribuer à la solution cherchée. L'économie politique, en tant que science, s'occupe exclusivement de la production des richesses et du mécanisme de leur distribution. Or, la richesse n'est point le seul but que l'humanité réunie en société doive poursuivre, ce n'est point le seul mobile des nations, et le soin de l'obtenir ne constitue pas la mission spéciale de leurs gouvernements. L'homme a constitué la société, non-seulement pour satisfaire à ses besoins matériels, pour augmenter la masse de ses jouissances au moyen de l'accumulation des produits de l'industrie, mais surtout afin de pouvoir développer et perfectionner ses facultés morales et intellectuelles. L'économie politique ne doit donc pas prétendre exercer une domination absolue dans le monde d'ici-bas. Elle ne doit occuper que le second rang, et n'être, en quelque sorte, que la sœur cadette des sciences et des arts qui déterminent les

lois de l'intelligence et du développement moral des nations. »

Ayant une fois tenu la plume, Cavour la reprit facilement et s'en servit pour occuper les loisirs de jour en jour plus restreints que lui faisaient les occupations, les affaires, les entreprises de tout genre dont son activité encombrait sa vie. Je ne m'arrêterai pas à toutes les productions par lesquelles il continua à se mettre en communication avec le public lisant. De ces productions, les principales furent un travail sur les chemins de fer en Italie, publié dans la *Revue Nouvelle*, une étude écrite en italien, envisageant au point de vue de leur influence sur l'Italie les réformes commerciales de l'Angleterre, et un article, également en italien, sur les fermes modèles. On remarquera le caractère exclusivement pratique et toujours spécial des diverses questions qui font les objets de ces écrits, cependant très-politiques. C'est là une preuve de plus de ce que j'appellerai l'actualité de l'esprit de Cavour. Encore une fois, ce qui marque le politique, c'est d'aimer à se mouvoir dans le réel et le possible; ce qui marque le grand politique, c'est de s'y mouvoir librement, et l'on a vu avec quelle liberté Cavour se meut à travers les pro-

blèmes les plus complexes. Au reste, quel qu'en soit le sujet, toutes les publications de Cavour sont celles d'un écrivain qui ne prend la plume que pressé par l'énergique ressort d'une idée ; elles ressemblent à des discours écrits; elles en ont la clarté, la phrase agile, le plan qu'on embrasse d'un coup d'œil, le résumé concluant.

L'article sur les fermes modèles est une ingénieuse et juste satire de ces établissements toujours dispendieux et la plupart du temps inutiles. Camille de Cavour était un agronome trop intelligent et trop expérimenté pour ne pas comprendre le vice radical d'un système qui, ayant la prétention d'enseigner un métier, ne tient aucun compte de l'élément essentiel, du principe vital de ce métier, c'est-à-dire de la recette nette, du profit réel. J'aurais donc passé sous silence ou je me serais borné à mentionner cet écrit, si, en même temps que des observations agricoles saines et piquantes, il ne contenait implicitement la profession de foi de Cavour sur la nature des rapports qui doivent exister entre l'État et les citoyens. Selon Cavour, le gouvernement est tenu de favoriser, par des lois libérales, l'initiative individuelle et l'action collective de ses administrés. Son rôle ne saurait, sans inconvénient, s'étendre au

delà. Ce point de vue me paraît digne d'être signalé.

Le travail substantiel dans lequel Camille de Cavour rechercha les effets qu'auraient sur le développement des ressources de l'Italie les réformes commerciales inaugurées et poursuivies par le parlement anglais, fut un plaidoyer éloquent et décisif en faveur de la cause qui lui était chère depuis tant d'années et dont il devait lui-même assurer un jour le triomphe. L'article parut en deux fois dans l'*Anthlogie,* revue libérale, aussi libérale du moins que le comportaient les temps, et dirigée par Predari. Les vues de Cavour, hardies, neuves pour un grand nombre de lecteurs, exposées avec non moins de lucidité que de force, produisirent une profonde sensation, sensation qui ne manqua pas de se traduire en une opposition violente et une hostilité acrimonieuse de la part de ceux dont les préjugés étaient froissés ou les intérêts menacés. Predari raconte que, dans l'intervalle qui s'écoula entre la publication de la première partie et celle de la seconde, Cavour fut en butte à de telles attaques qu'il faillit retirer son article, craignant, disait-il, que son impopularité ne rejaillît sur les doctrines qu'il entendait propager. Au reste, il semblait avoir lui-même prévu les obstacles à vaincre,

quand, écrivant à M. Naville et parlant d'un abaissement sur certains droits, il ajoutait : « Tous les gens éclairés le demandent, mais qui sait s'ils parviendront de sitôt à triompher des préjugés et des intérêts particuliers qui s'opposent à toute réforme qui a pour but l'avantage général ? »

L'étude sur les chemins de fer en Italie est si politique, qu'à vrai dire elle n'est guère que cela; sans doute, les tracés projetés ou désirables y sont exposés et discutés, mais là même le point de vue politique domine le point de vue technique, et quant aux conséquences qu'aura pour l'Italie l'établissement des chemins de fer, conséquences dont l'examen forme le fond de l'étude de Cavour, elles sont d'un ordre purement politique : relèvement « moral autant que matériel » des peuples « triomphant des forces retardatrices qui les retiennent dans un état funeste d'enfance industrielle et politique, » disparution des « divisions intestines, des rivalités qui animent les unes contre les autres les différentes fractions de la grande famille italienne, » rapprochement des « populations jusqu'ici étrangères les unes aux autres, » extinction des « mesquines passions municipales, filles de l'ignorance et des préjugés, et qui déjà sont minées par les efforts de tous les hommes éclairés de l'Italie, »

union « qu'il est si nécessaire de voir établie entre les différents membres de la famille italienne, afin de mettre le pays à même de profiter, pour s'affranchir de toute domination étrangère, des circonstances politiques favorables que l'avenir doit amener, » conquête enfin de « l'indépendance nationale, bien suprême que l'Italie ne saurait atteindre que par la réunion de tous ses enfants » et qui ne peut être obtenue que « par l'action combinée de toutes les forces vives du pays, c'est-à-dire par les princes nationaux franchement appuyés par tous les partis, » voilà les principaux attributs du « rôle en quelque sorte providentiel » que Cavour assigne à la locomotive dans les destinées de l'Italie.

Cet article, on le voit, est un manifeste, manifeste toutefois qui n'a pas la valeur politique d'un programme arrêté et défini. Évidemment, aux yeux de l'auteur, l'affranchissement de l'Italie n'est plus qu'une affaire de temps; mais quand je vois que cet affranchissement d'où sortira, matériellement et politiquement puissante, la nationalité italienne, sera amené par l'union des princes et des sujets, j'ai peine à m'expliquer qu'une combinaison aussi complexe inspire tant d'assurance, et je ne me trouve pas suffisamment éclairé lorsqu'on me dit que « l'émancipa-

tion des peuples est devenue la conséquence nécessaire des progrès de la civilisation chrétienne et du développement des lumières. » Il est vrai que Cavour parle surtout des « princes nationaux, » et que le sens de cette expression qu'il affectionne est singulièrement élastique; cependant, ces princes nationaux ne sont pas désignés, pas même indiqués. « La Toscane ne s'est laissé devancer par aucun État dans la question des chemins de fer; » le gouvernement autrichien « s'est montré animé envers ses sujets italiens de sentiments aussi bienveillants que justes, » et il n'y a pas jusqu'au gouvernement pontifical qui « ne sera plus longtemps le seul en Europe à empêcher ses peuples de participer à la jouissance d'un des plus grands bienfaits de la Providence. »

Cavour, sans doute, était optimiste, mais ici sa confiance a je ne sais quel caractère universel, qui semble révéler plus d'enthousiasme que de discernement; on dirait la confiance officielle du patriote. Cette confiance, le résultat général devait, j'en conviens, la justifier, mais, dans le détail, il faut bien admettre qu'elle était destinée à recevoir de cruels démentis. Maintenant je rappellerai qu'en 1846, alors qu'un vent de révolution sifflait par toute l'Eu-

rope à travers les édifices politiques crevassés, à la veille de la mort de Grégoire XVI, au moment où les gouvernements indécis hésitaient entre leurs traditions de résistance et l'influence du mouvement général qu'ils subissaient, c'était assez, pour un Italien, de désigner le but, sans proclamer les moyens. D'ailleurs, César Balbo venait de publier les *Espérances de l'Italie*, et ce livre célèbre qui, respirant la foi ardente et naïve des révolutions à leur aurore, répondait aux illusions et aux vœux d'un peuple entier, donnait le ton aux libéraux italiens. Aussi, l'écrit de Cavour sur les chemins de fer va-t-il dans la direction imprimée aux esprits par l'œuvre de Balbo et est-il, en définitive, moins le manifeste de Cavour que le manifeste du parti national.

C'est dans le même sens, sauf en ce qui concerne l'Autriche, qu'un an plus tard Cavour s'exprimait encore : « Je ne vous parle pas politique, m'écrivait-il, bien que nous soyons ici dans un état de grande agitation. Les réformes du pape ont monté tous les esprits et les actes brutaux de l'Autriche ont redoublé la force du sentiment de haine que nous ressentons pour les étrangers. Cette agitation est à mon sens fort heureuse; elle rappelle à la vie la nation ita-

lienne et resserre les liens qui unissent les gouvernements nationaux aux peuples. Jusqu'à présent, tout va bien ; si nos princes sont en même temps prudents et habiles, fermes et conciliants, l'œuvre de notre régénération politique s'accomplira sans déchirements intérieurs. »

Ces quelques lignes sont tirées d'une lettre écrite en 1847. A cette époque Camille de Cavour est à Léri, entouré de ses métayers, menant une exploitation qui à elle seule accablerait des forces autres que les siennes, ou bien il est à Turin, dirigeant la manufacture de produits chimiques qu'il a créée, une entreprise de moulins, le chemin de fer dont il est un des fondateurs, la banque dont il surveille la marche; ou il est au club, discutant, entre deux parties de whist, les questions qui, de toutes parts, s'amoncellent à l'horizon politique; ou encore, dans son cabinet, il fixe sur le papier quelques-unes des pensées écloses dans son intelligence féconde. Et, homme du monde spirituel et répandu, il compte des amis à Londres, à Paris, à Florence, à Turin, en Suisse, à peu près partout, sauf à Vienne. Enfin, à droite et à gauche, il a des ennemis.

Toutefois Camille de Cavour n'est encore qu'un

« obscur citoyen piémontais; » mais, sur son large front rayonne, en lettres de feu, la devise jadis brodée sur le drapeau fleurdelisé du régiment du grand Condé : « *Splendescam, da materiam!* »

VIII

Le respect de la loi passe pour la première des vertus civiques, et à bon droit; car c'est la loi qui, établissant les rapports mutuels de la société et de l'individu, fait de l'homme un citoyen, et du sol qu'il foule lui fait une patrie. Toutefois il en est de la loi comme de la vieillesse qui, naturellement vénérable, ne préserve cependant ni du ridicule, ni du mépris ceux dont les cheveux blancs abritent les erreurs, les passions, les folies d'un autre âge. Ainsi, quand la loi n'est que la consécration d'usages primitifs, de mœurs surannées, de sentiments barbares, excusables aux époques d'ignorance et d'enfance des États, mais insensiblement et par le seul fait qu'ils subsistent au milieu du changement général, transformés en abus chaque jour plus décriés, en préjugés chaque jour plus odieux, comment obtiendrait-

elle le respect des populations qu'elle comprime et qu'elle blesse? Il est vrai que, quelque antipathie et quelque haine qu'elle soulève, la loi peut se faire respecter, pour un temps, grâce à la force matérielle dont elle dispose et à la crainte qu'elle inspire; mais l'autorité morale ne lui est pas inhérente, et un jour vient où l'on reconnaît qu'il ne suffit pas qu'elle soit pour commander la considération. Aussi, dans l'extrême décrépitude des régimes immobiles, il arrive un moment où, affaiblis, impuissants à refouler la marée montante de l'esprit du siècle, et n'ayant pas le courage d'abattre les barrières vermoulues qui, sans les préserver, les entourent, les gouvernements se voient contraints de laisser violer la loi, que dis-je? de la violer eux-mêmes en se faisant les premiers les complices de ceux qui la transgressent, comme seraient complices des assaillants les soldats qui, contents de garder la porte, laisseraient la brèche dégarnie.

Ce fut par la brèche, tandis que le roi tenait encore les clefs de la porte, que Camille de Cavour entra dans la politique active. Lorsque, vers la fin de 1847, il fonda, avec MM. Balbo, Santa Rosa et quelques autres, le *Risorgimento*, le régime auquel était

soumise la presse piémontaise n'avait, en théorie, subi aucune modification; rien n'était changé dans les lois sous l'empire desquelles le *Journal des Débats* avait été inexorablement interdit, rien, sauf la disposition du pouvoir. Ou n'est-ce pas la position qu'il faut dire? Mais, sous la pression d'événements qu'il est sans doute inutile de rappeler et dont le principal était l'élection de Pie IX au trône pontifical, le gouvernement sarde était arrivé à l'un de ces moments dont j'ai parlé, où la stricte application de la loi devient si manifestement impossible qu'elle en semble illégale. Sans abolir la censure, Charles-Albert en avait donc confié l'office à des hommes qui n'auraient pu le remplir réellement qu'en reniant leurs convictions et en censurant leurs propres opinions.

« Je voudrais bien, écrit Cavour à mon père (12 novembre 1847), causer avec vous des graves événements politiques qui se passent et se préparent dans l'Europe et dans l'Italie en particulier. Je me suis donné beaucoup de peine pour organiser un parti libéral modéré, capable au besoin de contenir les exagérés, du reste peu nombreux en Piémont. Nous allons faire paraître un journal dirigé par Balbo, Santa Rosa et quelques autres de nos amis...

Je tâcherai de modérer la politique étrangère. Quant à la politique intérieure, je suis certain que je n'aurai aucun effort à faire pour rester dans une ligne sage, le parti de l'ordre étant, pour le moment, le plus nombreux. Ce qui lui donne le plus de force, c'est que le clergé catholique s'est mis à la tête du mouvement. Or le clergé, bien que libéral et anti-autrichien, est néanmoins fort modéré en fait de politique. »

Le 17 décembre parut le premier numéro du *Risorgimento* dont Cavour devint aussitôt en fait, comme il l'était en titre, le principal rédacteur; ce fut ainsi Cavour qui donna le ton à l'organe le plus important du parti libéral modéré, et par conséquent à ce parti lui-même. Sous son impulsion, le programme un peu vague et la marche un peu indéterminée de Balbo, firent insensiblement place à des vues plus nettes, plus hardies, à des allures plus franches et plus vives, si bien que Balbo effrayé ne tarda pas à abandonner toute participation au journal. Un publiciste italien prétend, à cette occasion, que Balbo avait « le tort de s'exagérer les devoirs de la modération. » Mais le dissentiment politique qui, dès le début, se manifesta entre deux hommes, l'un si considérable, l'autre destiné à le devenir, était plus profond qu'il ne semblait alors et qu'eux-mêmes

ils ne le jugeaient; il y avait entre eux la distance, petite sous un régime absolu, immense dans un État libre, qui avait en France séparé de plus en plus M. Guizot de M. Thiers, comme en Piémont elle allait séparer de plus en plus le centre gauche par lequel Cavour gouvernerait définitivement du centre droit auquel il croyait et crut longtemps encore appartenir.

Les articles publiés par Cavour dans le *Risorgimento* sont très-nombreux et les sujets en sont très-variés. En sa qualité de rédacteur en chef, Cavour était appelé à traiter les incidents de toute nature, les questions de tout ordre qui, en tout temps, défrayent la presse quotidienne, et que les époques orageuses aggravent et multiplient. Un écrivain anglais remarque que Cavour n'avait pas le style du journaliste, et je me figure qu'un Français ratifierait ce jugement. Mais y a-t-il un style de journaliste, ou, s'il existe, n'est-il pas le contraire du style? Si le style est l'homme, le style du journaliste n'est-il pas la circonstance, le public; et peut-il être soumis à des règles absolues indépendantes des nécessités du moment, des exigences de l'auditoire, du but à atteindre? Sera-t-il donc en Italie et, surtout, devait-il y être au temps

dont nous parlons, ce qu'il est en Angleterre ou en France, pays de liberté, de discussion et de polémique? L'article de journal, analyse critique en France, en Angleterre énergique affirmation, devra avoir, chez une nation toute neuve à la politique, le caractère d'un enseignement. C'est ce caractère d'un enseignement clair, souvent minutieux à force d'être lucide, mais approprié au peuple dont l'éducation politique est à faire, qu'on trouve dans tous les articles de Cavour. Sans doute ce n'est pas là le ton de l'article tel que nous le goûtons, et à une exposition raisonnée de principes et de doctrines, nous préférons le coup de massue du *Times* ou, dans les anciens *Débats*, le trait rapide ayant les ailes comme il a le dard de la flèche. Mais Cavour avait à entretenir d'autres auditeurs que ceux qui cherchent dans les *Débats* une jouissance de l'esprit, dans le *Times* une satisfaction à leurs passions; ou plutôt il avait non pas à entretenir, mais à instruire, à éclairer un public jusqu'alors tenu dans l'ignorance, désireux de savoir, anxieux de comprendre, sincère, sérieux; il avait à établir les axiomes qui sont les bases de la liberté politique, à en démontrer les conséquences et les applications les plus élémentaires. Cette tâche ingrate, il la remplit avec la capacité

et la conscience d'un homme qui semblait s'y être spécialement préparé par la solidité et la diversité de ses connaissances. Que, relus aujourd'hui, les articles de Cavour n'offrent, à quelques exceptions près, qu'un fort médiocre attrait, j'en conviens; mais ils n'ont, je crois, pas peu contribué au développement de l'esprit politique en Piémont et, par là, ils rendirent, à leur heure, la note juste.

A vrai dire, le développement de l'esprit politique en Piémont d'abord, puis en Italie, constitue la moitié de l'œuvre de Cavour et explique le reste. Sa tâche, au début, fut difficile et ingrate. Transformer l'esprit révolutionnaire en esprit politique, ou plutôt les dégager l'un et l'autre du génie aussi fécond que violent de l'Italie, et de leur union arriver à la création d'un esprit public à la fois viril et sagace, c'est-à-dire véritablement politique, faire ainsi d'un peuple, tour à tour habile jusqu'à s'égarer dans les détours de ses propres ruses et emporté jusqu'à la folie, un peuple sage et persévérant autant qu'énergique; l'entreprise est rude et la lutte sera chaude; cette lutte, Cavour, en commençant, la soutiendra à peu près seul contre tous, et, avant que le pays se rallie autour de sa bannière trop rouge aux yeux

des uns, trop blanche au gré des autres, il faudra que les événements aient donné deux fois raison à ses prévisions, à ses craintes confirmées à Novare, à ses espérances réalisées à Magenta; alors, absous de l'accusation d'imprudence après avoir été lavé du crime de pusillanimité, il sera le chef accepté et le premier représentant d'une nation qu'il aura en grande partie faite à son image. Ce qui marquera la carrière politique de Cavour, ce ne seront pas tant les coups d'éclat qui l'illumineront, qu'une empreinte laissée sur les mœurs et les sentiments nationaux. Des hommes qui, mêlés aux grandes affaires ou les conduisant, ont conquis un nom glorieux, la plupart se sont contentés de se servir des instincts, des passions de l'heure présente, des instruments qu'ils avaient sous la main. Cavour façonnera lui-même l'instrument dont il se servira; et, avant de changer le cours des événements, il changera le cours des idées, ou, pour mieux dire, ce sont les idées qu'il modifiera dans leur essence et non pas seulement dans leur direction; animé d'une constance inébranlable et infatigable, il s'efforcera par la presse, par la discussion, par le gouvernement, et toujours par la liberté politique, d'assouplir aux habitudes sévères de cette liberté une population

dont les ardeurs semblent aussi incompatibles avec la modération sans faiblesse qu'avec la fermeté sans violence. C'est ainsi que se justifiera une phrase qui retentira un jour dans le monde entier et qu'il prépare « des citoyens à un pays libre. » Et, lui-même, l'obscur citoyen piémontais, deviendra moins piémontais, cessera d'être obscur, mais restera toujours citoyen. Maintenant, de la proclamation de Milan revenons à la rédaction du *Risorgimento;* il en est temps, sans doute; toutefois, au moment où commence à se dessiner l'action de jour en jour plus directe et plus décisive de Cavour sur les destinées de sa patrie, il m'a paru opportun de caractériser la nature de cette action et d'en signaler l'originalité.

Vers la fin de 1847, l'agitation en Italie était extrême; la joie avec laquelle les réformes de Pie IX avaient été accueillies faisait place déjà à un enthousiasme plus militant et singulièrement exigeant; sans avoir, en apparence, subi aucun refroidissement, la popularité du saint-père tendait à devenir incompatible avec sa dignité, en attendant qu'elle devînt incompatible avec son pouvoir. On touchait à ce quart d'heure douteux où : « Vive quelqu'un » signifie surtout : « A bas quelque autre, » et à

Gênes, le cri de « Vive Pie IX » poussé là, comme dans toute l'Italie, fut au mois de décembre 1847 interprété comme voulant dire : « A bas les jésuites. » On sait que la population génoise a le tempérament remuant; la surexcitation des esprits ne tarda pas à se traduire par quelques troubles matériels sans grande importance, mais à la suite desquels une députation partit pour Turin, déléguée auprès du roi, afin d'obtenir de lui l'expulsion des jésuites et, en même temps, l'institution et l'armement immédiat d'une garde nationale.

Les événements de Gênes, la démarche significative qui en avait été la conséquence eurent un grand retentissement; le parti libéral à Turin s'en émut, et sollicité par les Génois qui réclamaient son concours, il se réunit afin d'aviser. La réunion, qui comptait des représentants de toutes les nuances du parti, eut lieu à l'hôtel de l'Europe, sous la présidence du marquis Robert d'Azeglio, frère de Massimo, lui-même très-populaire, quoique homme de bien plutôt qu'homme d'opinion et arrivé au libéralisme par la philanthropie. Aussitôt la délibération ouverte, un des assistants demanda que l'assemblée appuyât purement et simplement la pétition des Génois; cette proposition semblait obtenir l'assentiment général,

lorsque Camille de Cavour se leva pour la combattre et substituer à l'adresse, dont on débattait déjà les termes, une requête en apparence bien plus hardie, en réalité moins dangereuse. « A quoi servent, dit-il, des réformes qui ne concluent pas et ne terminent rien? A quoi bon des demandes qui, agréées ou rejetées, troublent également l'État et affaiblissent l'autorité morale du gouvernement? Demandons une constitution. Puisque le gouvernement ne peut plus être maintenu sur les bases qui l'ont supporté jusqu'à ce jour, qu'il les remplace par d'autres conformes à l'esprit du temps, aux progrès de la civilisation; qu'il les remplace, avant qu'il soit trop tard, avant que l'autorité sociale soit tombée en dissolution devant les clameurs du peuple! »

Cet amendement imprévu, développé dans un langage net, fut d'abord froidement accueilli : les uns y voyaient un amoindrissement, les autres une confirmation des principes monarchiques; toutefois, appuyé par Balbo, Santa Rosa et le centre droit de l'assemblée, mollement soutenu plutôt qu'ouvertement combattu par la gauche, il fut adopté, et le général, alors colonel Durando, rédigea une supplique au roi dans le sens indiqué par Cavour, en même temps qu'une adresse aux Génois, ayant pour

objet « de les assurer du concours très-efficace des Subalpins, de leur rappeler qu'en présence de l'étranger, l'union entre le trône et le peuple était plus que jamais nécessaire, et de les inviter à travailler de toute leur ardeur à contenir l'effervescence de la population. » On allait clore la discussion quand arrivèrent Valerio, Sineo et plusieurs autres citoyens connus pour la violence de leurs opinions démocratiques, qui déclarèrent former opposition aux résolutions déjà votées. Valerio contesta l'opportunité de la proposition de Cavour; il affirma qu'en demandant la constitution, l'assemblée dépasserait de beaucoup les vœux du peuple, qu'elle risquerait d'indisposer le roi, de préparer ainsi un échec aux Génois, d'amener les troubles qu'elle voulait prévenir, qu'il était très-impolitique de compliquer les questions, que l'expulsion des jésuites et l'armement du pays suffiraient à calmer les esprits, que d'ailleurs la réunion avait été convoquée dans un but spécial et que ce but, la majorité elle-même était incompétente pour le modifier.

Ses vrais motifs pour repousser la proposition de Cavour, Valerio s'abstint de les énoncer publiquement, mais à ses amis : Que sera, disait-il, cette constitution qu'on veut nous faire demander? Quel-

que constitution à l'anglaise, avec un cens électoral, peut-être avec une chambre des pairs et tout un attirail aristocratique. Ne connaissez-vous donc pas milord Camille, le plus grand réactionnaire du royaume, le plus grand ennemi de la révolution, un anglomane pur sang? D'ailleurs, si libérale qu'elle fût, une constitution aujourd'hui nous serait non-seulement inutile, mais nuisible, elle limiterait nos droits, nos progrès; elle déplacerait le centre d'action, elle étoufferait les aspirations du peuple et entraverait la marche de la révolution !

Tandis que les paroles officielles de Valerio trouvaient de l'écho dans les sentiments de quelques membres de la droite, auprès de la fraction la plus modérée, disons mieux, la plus timide, heureuse de saisir un prétexte pour sortir de la voie où Cavour l'avait poussée, la gauche, gourmandée par ses chefs, se ralliait autour d'eux pour rejeter le projet auquel elle venait d'adhérer, et que, seul de sa couleur, Brofferio persista à soutenir, « attendu, dit-il, qu'il soutiendrait toujours la proposition la plus extrême, et que, quoi que pût prétendre Valerio, demander la constitution, c'était demander plus que l'expulsion des jésuites. » Naturellement Cavour répliqua, mais il comprenait que sa proposition, quel qu'en fût le

sort au sein de l'assemblée, n'avait plus aucune portée. Ce n'était pas trop, pour peser d'un poids sensible sur l'esprit du roi, de l'action unanime du parti libéral; et, dès qu'elle n'émanait plus que d'une fraction de ce parti, toute requête se trouvait d'avance frappée de discrédit et d'impuissance. La réplique de Cavour fut suivie d'une violente discussion, au milieu de laquelle la séance, qui menaçait de dégénérer en tumulte, fut levée sans qu'aucune des propositions soumises à l'assemblée eût été votée.

La réunion de l'hôtel de l'Europe donna lieu à mille rumeurs contradictoires, et le bruit de la délibération orageuse par laquelle elle s'était terminée, parvint grossi et dénaturé aux oreilles du roi, à qui Cavour fut, en particulier, signalé comme ayant tenu les discours les plus séditieux. Accusé et calomnié, Cavour rédigea, de concert avec les rédacteurs en chef de l'*Anthologie*, du *Messager* et de l'*Opinione*, Predari, Brofferio et Durando, un récit exact des faits altérés et incriminés; mais, à Turin, la censure s'opposa à la publication de ce récit, qui fut, en conséquence, expédié aux journaux romains et toscans dans lesquels il parut; en même temps une copie en fut envoyée au roi, accompagnée d'une lettre très-

digne, très-respectueuse, que signèrent Cavour et ses collaborateurs. Cette lettre et le document qu'elle recommandait à l'attention du souverain, parvinrent à leur auguste destination par la poste, seul intermédiaire auquel les signataires, n'ayant eux-mêmes aucun accès au palais, pussent recourir sans le compromettre. L'intermédiaire fut fidèle. Le roi reçut les pièces, les lut et s'en montra, dit-on, fort satisfait. Ainsi se termina, par la défaite de Cavour, un incident qui lui fait honneur et qui mérite de compter dans une carrière politique dont il forme à la fois le début et la clef. Cet épisode nous montre face à face l'action gouvernementale et l'action révolutionnaire, ces deux puissances jusqu'alors ennemies acharnées, dont Cavour allait consacrer sa vie, sans y parvenir tout à fait, à apaiser l'antagonisme, à modifier la nature, à concilier les forces hostiles. Dans ce premier conflit, du coup il prend parti, ou plutôt il prend position, la position qu'il maintiendra jusqu'à la fin, d'homme de gouvernement, à l'initiative hardie, mais au dessein arrêté et précis.

Au reste, un mois plus tard, les vœux de Cavour étaient exaucés. Averti par les événements, d'heure en heure plus pressants, conseillé par des ministres éclairés, persuadé surtout par un exemple décisif pour

son âme religieuse, celui de Pie IX, Charles-Albert se décidait à promulguer dans ses États une constitution libérale. Cette résolution suprême, il ne la prit pas sans de longs et douloureux combats, non qu'il regrettât un pouvoir dont le fardeau accablait son esprit incertain et sa conscience craintive; mais lié par un serment mystérieux prêté jadis à l'Autriche ou à la Congrégation (les historiens, d'accord pour le fait principal, se divisent sur ce point), il ne pouvait, sans violer sa parole, changer les lois fondamentales du royaume. Ce furent, dit-on, les exhortations de l'évêque d'Angennes qui, montrant à Charles-Albert dans le chef de l'Église un guide à suivre pour tout monarque chrétien, achevèrent de lever ou plutôt d'atténuer les scrupules de ce malheureux prince.

Dans la soirée du 6 février, après un long entretien avec deux de ses ministres, le marquis Alfieri et le comte Revel, qui l'un et l'autre ne voyaient de salut pour la monarchie, à laquelle ils étaient également dévoués, que dans de larges et immédiates concessions à l'opinion publique, Charles-Albert se retira dans son cabinet. Là, seul, en proie à une violente agitation intérieure, il passa à se promener une nuit de veille, de fièvre morale et de cruelle hésitation.

Au matin, plus calme, il se rendit dans sa chapelle, où il entendit la messe et participa aux sacrements de la pénitence et de l'eucharistie. Aussitôt après, il fit convoquer au palais tous ses ministres, ainsi que quelques personnages considérables qui avaient sa confiance, entre autres le comte Latour, le procureur général, et les comtes Pralormo et Gallina.

Le roi ouvrit cette séance solennelle qu'il présidait lui-même par un discours dans lequel il rappela d'abord les améliorations civiles, administratives, économiques, introduites sous son règne dans le gouvernement du pays ; il exposa ensuite que la conséquence nécessaire des progrès qu'il venait de mentionner était une modification dans l'organisation politique, modification que, d'une extrémité à l'autre de l'Italie, les populations réclamaient: il ajouta qu'il ne pouvait hésiter à s'incliner devant la puissance d'une opinion libérale consacrée par les bénédictions du saint-père, qu'il avait donc réuni ses ministres et ses conseillers afin de recourir à leurs lumières, bien plus, à leurs directions; car, dit-il en terminant, je m'engage à ratifier toutes les décisions que prendra cette conférence, toutes les mesures qu'elle jugera opportunes, toutes les lois qu'elle me présentera, ne réservant que le droit du culte catho-

lique à être la religion de l'État et le principe de la monarchie héréditaire maintenu pour ma maison. La discussion qui suivit cette communication du roi fut vive; tous ceux qui étaient présents parlèrent, et plusieurs à diverses reprises; la majorité applaudissait à la résolution de Charles-Albert et ne manquait pas de bonnes raisons à l'appui de sa façon de voir, tandis que, sentant le terrain manquer sous ses pas, la minorité combattit avec la violence naturelle aux partisans des causes désespérées; le secrétaire intime du roi, M. Castagneto, se distingua en particulier par l'acharnement avec lequel il s'éleva jusqu'au bout contre le sage dessein de son maître; d'autre part, le comte Latour, généralement regardé comme l'un des plus ardents adversaires des idées libérales, félicita hautement Charles-Albert et soutint chaleureusement le projet de constitution.

A quatre heures, la conférence, qui siégeait depuis neuf heures, se sépara; et le lendemain, 8 février 1848, une notification royale, insérée dans la *Gazette officielle*, annonçait la volonté du prince d'accorder une constitution dont les bases principales étaient en même temps indiquées; cette notification précéda de quinze jours à peine la promul-

gation définitive du Statut, qui est aujourd'hui la charte de l'Italie.

Le soin de préparer la loi électorale fut remis à une commission spéciale, présidée par Balbo, et dans laquelle Cavour fut appelé à siéger. Des délibérations et des travaux de cette commission, le résultat seul est connu, mais comme ce résultat fut exactement conforme aux conclusions d'une série d'articles sur la question électorale publiés dans le *Risorgimento*, il est permis de l'attribuer, en grande partie tout au moins, à Cavour, l'auteur de ces articles. Traitant à fond, dans un but d'application immédiate, un sujet vaste et compliqué, Cavour entre dans une multitude de détails où son bon sens pratique se révèle, mais que je n'ai point à rapporter; sur l'ensemble, ses vues se peuvent résumer en deux points principaux : il ne veut pas du suffrage universel, et il veut l'extrême division, la multiplicité des colléges électoraux. Faut-il ajouter qu'il considère la publicité des séances du Parlement et la liberté de la presse comme les corollaires indispensables de tout régime représentatif sérieux?

La première application de la loi qui était son œuvre ne lui fut du reste pas favorable, et sa candidature échoua à Turin, où elle avait été posée. Cette

défaite était la conséquence naturelle de l'attitude prise et maintenue par Cavour depuis la fondation du *Risorgimento*, attitude qui l'avait rendu suspect au parti démocratique sans le rendre moins odieux au parti rétrograde; sa lutte avec Valerio à l'hôtel de l'Europe avait particulièrement arrêté l'essor de sa popularité naissante, que, ni son langage modéré à l'endroit des affaires étrangères, ni encore moins ses opinions sur la question électorale, n'étaient de nature à raffermir. Son échec, toutefois, ne tarda pas à être réparé; à une seconde réunion d'un des colléges de Turin, convoqué ensuite de la vacance produite par une double élection, il triompha de la coalition formée contre lui et fut nommé.

Pour ce qui tenait à l'extérieur, son langage, ai-je dit, était modéré; c'est relativement modéré qu'il faut lire; on sait qu'en Italie l'extérieur signifie l'Autriche, et l'on se rappelle quelle était, vers la fin de 1847 et au commencement de 1848, la violence du cri populaire contre l'Autriche. Quand bien même Cavour n'eût pas éprouvé les sentiments dont ce cri était l'expression, quand même, par ses écrits, par sa vie, il n'eût pas fait voir que, plus qu'un autre, il avait soif d'indépendance pour sa patrie, il n'en eût pas moins mêlé sa voix aux clameurs qui s'élevaient

de toutes parts, et il était trop politique pour ne pas tenir compte d'un mouvement qu'aucune parole humaine n'aurait calmé, et qu'on eût précipité en le contrariant. En cette occurrence, il faisait donc, comme il l'a toujours su faire, même parfois au prix de douloureux sacrifices, la part du feu; mais, cette part faite, il s'efforçait de restreindre l'incendie, et, dans une certaine mesure, de l'éteindre, se sentant toute liberté de contenir des passions dont il était lui-même animé. Convaincu qu'en Italie l'organisation intérieure devait précéder l'action extérieure, il estimait que le développement pacifique des nouvelles institutions constituait la première tâche à accomplir, celle sur laquelle toutes les énergies du pays devaient se porter, celle qui, une fois remplie, assurerait l'indépendance que les forces régulières d'une nation libre pouvaient seules conquérir et conserver. Ce peuple libre, il s'agissait donc de le créer, ou plutôt de protéger son berceau des périls qui le menaçaient, et, de ces périls, les plus pressants étaient l'enivrement, les desseins chimériques, la folle confiance de la première heure; ce furent ceux que Cavour entreprit d'écarter; mais cette lutte, sur les difficultés de laquelle il ne se faisait aucune illusion, était à peine entamée

quand la révolution de Février la termina brusquement.

Il n'était plus question alors de faire la part du feu qui avait d'un coup envahi et embrasé l'Europe entière. A la nouvelle de l'insurrection de Milan, des milliers de volontaires piémontais coururent en Lombardie, et la guerre avait déjà éclaté entre la Sardaigne et l'Autriche, qu'à Turin on en délibérait encore. L'hésitation n'était plus permise ni même possible. Un appel aux armes partit du *Risorgimento,* appel solennel, sans forfanterie, mais décisif. « L'heure de vie ou de mort, s'écrie Cavour, a sonné pour la monarchie sarde, l'heure des résolutions énergiques, l'heure qui décide de la fortune des empires et de la destinée des nations; » et en terminant : « Nous n'aurions, dit-il, que cinq mille hommes, qu'ils devraient sur-le-champ courir à Milan. »

Cavour prit dans le Parlement, comme il l'avait fait dans la presse, une position indépendante. Toutefois il appuya le ministère Balbo, l'aiguillonnant plutôt que le combattant en quelques-unes des occasions où ce ministère lui semblait manquer d'initiative et de décision; il appréciait tous les embarras de la situation et se fût gardé de les augmenter. Dès l'abord, il se fit écouter, bien que sa parole nette et

ses arguments précis ne fussent pas dans le ton généralement ému d'une assemblée encore inexpérimentée. Quand Rattazzi souleva, au sujet de l'administration provisoire de la Lombardie, la question qui amena la retraite de Balbo, Cavour parla, et, avec la minorité, vota pour le cabinet. Au reste, en ce temps-là, d'autres préoccupations, d'autres soucis que ceux de la politique absorbèrent son esprit. La guerre le frappa dans ses affections les plus chères et lui enleva Auguste de Cavour, l'aîné de ses neveux, à peine alors dans sa vingtième année, et tombé à Goïto ; mais je veux laisser parler son oncle : « La perte que nous avons faite, écrit-il à sa cousine, Mme Revilliod de Sellon, est immense, elle est surtout bien amère pour moi, qui voyais revivre dans Auguste, sous une forme plus brillante et plus énergique, mes sentiments et mes opinions. Vous avez vu de près, l'année dernière, ce cher enfant, et vous aviez su apprécier tout ce qu'il valait. Rien de bas, de vulgaire, n'était jamais entré dans son cœur. La mort nous l'a enlevé au moment où il réalisait toutes nos espérances, où il faisait connaître à tout le monde ce qu'il y avait de grand et de noble dans son âme.

« ... Auguste vit arriver sa fin avec le plus grand

calme. L'aumônier des gardes, excellent prêtre, l'assista jusqu'à ses derniers moments. Il est mort le sourire sur les lèvres, en soldat et en chrétien. C'est certainement la plus belle des morts, la plus enviable; elle est affreuse pour ceux qui restent.

« ... Je vais partir pour Santena, où le corps d'Auguste arrive ce soir, assister à la funèbre cérémonie, qui sera la dernière avant que le tombeau se ferme à jamais sur ce cher enfant. »

Obéissant à une pensée patriotique autant qu'à une impulsion de son cœur, Auguste avait légué à son oncle la fortune assez considérable qu'il tenait de sa mère et de sa grand'mère; mais Camille de Cavour refusa ce dernier témoignage de confiance et d'affection, et, de tout ce qui avait appartenu à son neveu, il ne voulut garder qu'un habit troué par les balles, qu'il fit suspendre, recouvert d'une glace, dans son cabinet, de façon à l'avoir toujours sous les yeux, et dont, jusqu'au dernier jour, il ne regardait pas, sans une humide émotion, les glorieuses déchirures.

Après la bataille de Custozza, Cavour s'enrôla un des premiers parmi les volontaires qui offrirent leurs services au roi, mais dont l'armistice de Milan ren-

dit le dévouement inutile; il ne lui fut donc pas donné de tirer l'épée pour la défense du territoire, et c'était dans une arène autre que celle des champs de bataille qu'il était destiné à servir son pays. Avec la fin de la guerre, l'intérêt principal se transporta du camp au Parlement, dont les débats avaient naturellement jusqu'alors beaucoup moins préoccupé les esprits que les combinaisons militaires où se jouait la fortune de l'Italie. La première conséquence politique de la trève, ou plutôt des événements qui l'avaient amenée, fut la retraite du cabinet éphémère Casati, issu de la victoire de la gauche sur Balbo, et qui dut céder la place à un ministère moins compromis, plus fort et plus capable; les chefs de ce nouveau ministère, MM. Alfieri, Revel et Pinelli, firent preuve, dans une situation pleine de dangers, d'un patriotisme et d'une énergie dont l'histoire doit leur tenir un grand compte; sans se laisser troubler par les sourdes récriminations d'une armée vaincue portée à voir dans la liberté politique la cause de ses revers, non plus que par les cris d'une multitude prompte à confondre l'ordre avec la tyrannie et la tyrannie avec la trahison, ils maintinrent la constitution, secrètement minée par les uns, ouvertement attaquée par les autres, encore

mal enracinée dans les mœurs, et ils furent les vrais fondateurs du parti constitutionnel. Pour accomplir cette œuvre d'honnêtes gens, ils trouvèrent dans Camille de Cavour un auxiliaire infatigable et incomparable. « Cavour, dit Gioberti, travailla avec une ardeur incroyable à conférer une réputation d'habileté à des hommes d'une incapacité notoire. » Je n'ai pas besoin de faire ressortir l'injustice de ce jugement passionné qui ne saurait atteindre ceux qui, six mois durant, s'usèrent à vouloir sauver leur patrie malgré Gioberti et ses amis; mais, en ce qui concerne Cavour, le mot que j'ai cité a quelque poids venant d'un adversaire, et témoigne de l'influence acquise par celui qui put être signalé comme le protecteur d'hommes d'État aussi éminents par le caractère que par l'intelligence.

La situation, je le répète, était pleine de dangers. Les Lombards affluaient à Turin et y apportaient, pour la plupart, les sentiments violents naturels aux émigrés; le parti révolutionnaire se plaignait des défiances dont il avait été l'objet, s'accusait lui-même d'avoir trop ménagé le pouvoir, réclamait la haute main dans la conduite des affaires, et trouvait un écho sympathique dans les masses, irritées par un désastre qu'elles n'avaient pas prévu; ce parti lui-

même, à la fois national et cosmopolite, fort, en Italie, de l'ardeur de son patriotisme égaré mais sincère, voyait de jour en jour ses rangs se grossir des mécontents, des exilés, des vaincus et des hommes d'anarchie qui, de tous les points de l'Europe, accouraient en Piémont; le roi, courbé sous le poids de vicissitudes trop accablantes pour une âme dont l'énergie n'égalait pas l'ambition mal soutenue, morne, isolé, prêt à subir tous les coups après celui qui l'avait frappé, laissait à des ministres, privés par les circonstances de toute force et de tout prestige, le soin de rétablir, par l'intermédiaire d'un Parlement sans expérience et sans crédit, l'autorité gouvernementale ébranlée jusqu'en ses fondements. On voit que jamais peut-être aucun gouvernement n'engagea sous de plus fâcheux auspices, contre l'esprit de révolution, une lutte plus nécessaire et plus désespérée.

Cavour, lui, ne désespéra pas, et, par la plume, par la parole, par son influence personnelle, par ses démarches actives, lutta pied à pied, non pas précisément contre l'esprit révolutionnaire, adversaire un peu vague et insaisissable, non pas en théoricien, mais en homme de sens, en homme pratique, contre les propositions subversives, les desseins compromet-

tants, les mesures dissolvantes, les témérités systématiques du parti qui fièrement se disait révolutionnaire. Fort des sympathies populaires, ce parti était en outre représenté dans la Chambre par des hommes d'une incontestable valeur politique; Brofferio, malgré ses violences, Gioberti, malgré ses illusions et l'emphase de son langage parfois sibyllin, ne pouvaient être regardés par personne comme des ennemis à dédaigner; mais, de tous les chefs de la gauche, le plus à craindre était Rattazzi, insinuant, habile à mener une discussion, inépuisable en ressources, ayant le génie de la tactique parlementaire, et qui, dans les débats politiques, maintenait la réputation que lui avaient value ses succès au barreau. A vrai dire, la gauche applaudissait Brofferio, adorait Gioberti, mais elle obéissait à Rattazzi.

Le premier discours dans lequel la supériorité de Cavour s'imposa fut prononcé à l'occasion d'un emprunt négocié par le comte Revel. La discussion que souleva cet emprunt était, en effet, de nature à mettre en évidence quelques-unes des meilleures qualités oratoires d'un homme à qui les questions financières étaient aussi familières qu'elles l'étaient peu au reste de l'assemblée. L'aisance de Cavour à manier les chiffres, la variété de ses arguments, la lu-

cidité de son langage, produisirent une profonde sensation et le placèrent au premier rang parmi les orateurs vraiment politiques, c'est-à-dire qui persuadent en éclairant. Les pays constitutionnels ont produit, comme on sait, deux espèces distinctes d'hommes d'État, les uns qui gouvernent parce qu'ils savent parler, les autres qui parlent parce qu'ils savent gouverner; dans toute question, les premiers inclinent à ne traiter que quelques points isolés qu'ils font resplendir des feux de leur éloquence, cimes qui étincellent tandis que la contrée est dans l'ombre. Les seconds, au contraire, parcourent pas à pas une question, en suivent les moindres détours, sur lesquels successivement ils projettent la lumière, plus pénétrante qu'éblouissante, de leur intelligence, et, quand leur course est achevée, il se trouve qu'un jour vif s'étend sur la question tout entière; moins directe, moins violente, l'action de ceux-ci est en revanche plus durable, plus sûre, parce qu'elle s'exerce au delà de l'auditoire immédiat gagné par les arguments plutôt qu'ému par la voix, entraîné par le geste, dominé par le langage de l'orateur. Cavour était de ceux que la tribune révèle et non de ceux qu'elle crée.

Après le discours qui avait révélé en lui le finan-

cier et l'économiste, d'autres discours, tantôt médités, tantôt suscités par quelque incident soudain, les uns traitant de sujets spéciaux, les autres portant sur l'ensemble de la politique intérieure ou extérieure, ne tardèrent pas à révéler l'homme d'État. Aussi bien l'école était bonne, et, par ce temps d'effervescence et d'ivresse, au milieu du pêle-mêle des systèmes et du trouble général des esprits, Cavour, défendant les saines doctrines économiques, gouvernementales, sociales, eut plus d'une fois besoin de toute sa fermeté; non-seulement il avait à lutter dans l'assemblée contre un parti qui supportait impatiemment toute contradiction, mais les attaques incessantes dont il était l'objet de la part d'une presse sans scrupule le désignaient aux colères du public qui assistait aux séances de la Chambre, et dont il eut, à maintes reprises, à subir les interruptions, les emportements ou les injures.

Discutant l'impôt progressif, proposé par un membre de la gauche : « Cette loi, dit-il, est contraire aux principes du Statut (cris aux galeries)... Ces rumeurs ne sauraient me troubler, et ce que j'estime être la vérité, je le dirai malgré les sifflets et le tumulte (cris redoublés aux galeries)... Ceux qui m'interrompent ne font pas injure à ma personne, mais

à la Chambre, et l'injure qu'ils pensent me faire, tous mes collègues la partagent avec moi. » Dans une occasion où le cabinet s'opposait à une déclaration de guerre immédiate contre l'Autriche, les vociférations des tribunes interrompaient les orateurs ministériels, tandis que les autres étaient salués d'applaudissements frénétiques; au plus fort de la tempête, Cavour, qui avait défendu énergiquement la politique du gouvernement, se lève et reproche au président de ne pas oser faire respecter la dignité de la Chambre (tumulte aux galeries), ajoutant qu'il n'y a pas de liberté là où l'on ne permet que les applaudissements (interruptions et cris). Dans un débat provoqué par Brofferio, qui avait pris à partie et violemment attaqué la garde nationale de Turin, Cavour interrompu déclare qu'il ne continuera à parler que lorsque, fidèle à son devoir, le président aura fait évacuer les tribunes. Le lendemain, 16 novembre 1848, j'insiste sur la date, il publia dans le *Risorgimento*, sous la forme d'un article intitulé : « Les moyens révolutionnaires, » un discours remarquable de bon sens autant que vigoureux; c'est dans ce discours qu'après une définition de l'esprit révolutionnaire, vient un résumé rapide de l'état de l'Europe, résumé qui se termine par ce passage resté

célèbre : « Encore un instant, écrit l'orateur, et nous verrons, comme dernier résultat du procédé révolutionnaire, Louis-Napoléon sur le trône. » Ce n'était que trois ans plus tard que M. Thiers devait prononcer son mot prophétique.

Cavour ne cessa de combattre que lorsqu'il fut mis hors de combat. Aux élections générales, qui eurent lieu au mois de janvier 1849, il ne fut pas réélu; un homme d'action, Pansoya, dont les actions n'ont pas rendu le nom très-illustre, le remplaça; en même temps que lui succomba la politique à la défense de laquelle il avait, sans hésiter, fait le sacrifice de sa popularité. Ainsi se termina, par l'avénement de Gioberti au ministère et par l'élection d'une Chambre révolutionnaire, la lutte de jour en jour plus inégale qu'un petit nombre d'hommes éclairés et consciencieux n'avaient pas craint d'entreprendre, et avaient noblement soutenue contre les passions populaires et contre le roi lui-même qui, par faiblesse, inclinant vers les mesures violentes dont il attendait sa propre délivrance bien plus qu'il n'en espérait le salut du pays, semblait avoir hâte d'arriver au terme de sa destinée fatale.

Cependant, à peine au pouvoir, Gioberti reconnut

la nécessité de suivre la voie tracée par ses prédécesseurs. Cette voie, la veille encore objet de ses mépris, il eut le patriotique courage de s'y engager, mais seul et délaissé de ses partisans, qui l'accablèrent des invectives et des sarcasmes les plus amers, quand ils le virent, au lieu de déclarer la guerre à l'Autriche, proposer de rétablir, par une intervention piémontaise, l'ordre troublé et les gouvernements déchus dans les États pontificaux et en Toscane. Ne faisant pas partie de la Chambre, Cavour ne pouvait y défendre celui qui avait le plus contribué à l'en exclure; mais, à défaut de la parole, il lui restait la plume, et il s'en servit pour appuyer Gioberti vigoureusement, sans réticence, sans acrimonie rétrospective, prêtant en un mot son concours loyal, actif, désintéressé à un homme à qui il eût été excusable d'en vouloir. « En politique, me disait-il un jour, il n'y a rien d'aussi absurde que la rancune. » Jamais peut-être il ne pratiqua aussi largement cette abnégation personnelle que lorsque, oubliant les antécédents de Gioberti, il mit à le défendre autant d'acharnement que Gioberti en avait mis à l'attaquer. Il faut reconnaître, du reste, que c'était une idée digne d'un grand esprit que celle de ramener par les armes piémontaises les princes italiens qui, quelques mois

plus tard, allaient inévitablement devoir leur retour à des secours étrangers : le Piémont eût fait de ces princes ses obligés, et ses alliés fidèles des peuples à qui il eût été en droit et en situation de garantir le maintien de leurs libertés ; il eût ainsi relevé son prestige, accru sa puissance, et du même coup constitué l'Italie. Vaincu avec le ministère Alfieri-Revel, Cavour fut de nouveau vaincu avec Gioberti, qui ne put résister au mouvement qu'il avait lui-même précipité. Le soir de sa chute, Gioberti se rendit aux bureaux du *Risorgimento*, et là, trouvant Cavour : « Je savais bien, lui dit-il d'une voix émue, que je pouvais compter sur vous! »

A Gioberti succéda Rattazzi, par caractère homme d'opposition modérée, de convictions flexibles, singulièrement habile, qui se vit condamné à subir la responsabilité du pouvoir dans la situation désespérée dont, par son habileté même, il s'était laissé entraîner à être en grande partie l'artisan. Ce fut son prompt et terrible châtiment d'avoir à pratiquer, dans le gouvernement du pays, la politique par laquelle il avait gouverné son parti, d'attacher son nom à un mouvement démagogique conduit par une administration imprévoyante, terminé par une expédition néfaste, et de laisser, pour seule trace durable de sa

courte carrière, le souvenir qui pèse encore sur lui du désastre qui mit la monarchie sarde à deux doigts de sa perte.

Mais le Piémont, dans la cruelle extrémité où l'avait réduit la bataille de Novare, fut relevé par deux hommes. Par le jeune roi d'abord, dont le premier acte fut de prêter serment au Statut et de s'engager sans retour dans la voie qui devait illustrer son règne. On ne sait pas assez ce qu'il lui fallut de courage, de fermeté, de loyauté, d'une part, pour résister aux instances d'un ennemi victorieux; d'autre part, pour repousser les sollicitations désintéressées, sincères, plausibles, de conseillers fidèles et de compagnons d'armes à qui la défaite suprême apparaissait à la fois comme la conséquence et le terme naturel d'une constitution associée pour eux à tous les maux soufferts depuis un an. Il est permis de croire que, dans aucun cas, le roi n'eût failli, et nul indice n'autorise à admettre que l'hésitation se fût glissée dans son esprit; mais on ne saurait oublier qu'auprès de lui se trouva un homme digne de guider le monarque, aussi bien peut-être que seul capable de sauver la monarchie. Peintre, poëte, écrivain politique, homme du monde, soldat valeureux, artiste par sa vie comme par ses œuvres, libéral par le cœur

autant que par l'intelligence, ayant du génie sinon toute la force, au moins toutes les séductions, Massimo d'Azeglio était le chevalier de l'Italie. Tout autre que lui eût hésité à accepter la lourde tâche qu'il réclama. Gouverner un pays dissous par l'anarchie qui seule levait la tête au milieu de la prostration générale, accueillir l'héritage de deux guerres malheureuses, accéder aux dures conditions d'une paix traitée d'ignominieuse par des partis exaspérés, imposer à une nation ruinée l'humiliant sacrifice de sa rançon, jeter enfin en pâture à des haines certaines et à toutes les calomnies une gloire dont aucun nuage n'avait jamais troublé l'éclatante popularité, l'œuvre ne pouvait être entreprise ni par une âme timide, ni par un esprit ambitieux. Sans hésiter, Massimo d'Azeglio y dévoua sa renommée, ses facultés. ses forces amoindries par une blessure reçue au siége de Vicence.

Une de ses premières mesures fut de dissoudre la Chambre, qu'on savait, en dépit des événements, décidée à s'engager toujours plus avant et à entraîner le pays dans la voie anarchique des aventures révolutionnaires. Mais la nation, irritée autant que consternée par la défaite de Novare, envoya des députés tout aussi exagérés que leurs prédécesseurs, et qui

débutèrent par se refuser à ratifier le traité de paix conclu avec l'Autriche. La position était fort embarrassante pour Azeglio, placé entre sa parole donnée, sa signature, fait accompli, irrévocable, qui avait sauvé le Piémont d'une invasion immédiate, et les conditions de ce régime constitutionnel qu'il s'efforçait de maintenir. Après avoir temporisé quelque temps, il dut dissoudre la nouvelle Chambre, qui rendait le gouvernement impossible, et faire un second appel aux électeurs; ce second appel fut entendu, et la réaction salutaire qui s'était opérée dans l'opinion se manifesta par la composition d'une assemblée où la gauche ne figurait plus qu'à l'état de minorité, et sur les bancs de laquelle, en tête de la majorité, siégeait Cavour, élu par cette ville de Turin, dont, jusqu'à sa mort, il allait désormais être le représentant.

Cavour, ai-je dit, siégeait en tête de la majorité. Bien qu'exclu depuis six mois du Parlement, il avait grandi dans l'opinion publique, auprès de laquelle les motifs mêmes de son exclusion lui valaient en considération solide plus qu'ils ne lui avaient coûté en popularité éphémère, préservé d'ailleurs de l'oubli par la lutte qu'il avait poursuivie dans la presse. L'heureux retour des esprits et le résultat des der-

nières élections devaient en bonne partie être attribués au *Risorgimento*, qui, dès le début, s'était fait le champion passionné de Massimo d'Azeglio. D'autre part, durant une époque de crise extrême et continue, Cavour, ayant couru au plus pressé, et en commun avec tous les amis de la monarchie, ayant défendu les principes qui sont la base de l'ordre social, se trouvait, par la force des choses, enrégimenté dans une armée fort hétérogène, et où, sitôt le grand ennemi vaincu, la division n'allait pas tarder à se manifester.

Très-vite, du gros de la droite, se détacha un parti peu nombreux, considérable par la situation et par certaines ramifications souterraines, plus que par l'influence réelle de ceux qui le composaient, et qui, regrettant ouvertement l'ancien régime, se posa, autant que le permettaient les convenances, en adversaire du Statut. Profondément hostile à cette fraction extrême en tout ce qui touchait à l'ordre civil, mais s'en rapprochant dans ce qui relevait du domaine ecclésiastique, un groupe important de libéraux sincères flottaient indécis entre leurs sympathies, ou plutôt leurs craintes religieuses, et des convictions politiques qui les unissaient au centre droit, dont Cavour était le chef. Ces deux dernières nuances n'eurent

point d'abord l'occasion de se distinguer l'une de l'autre, et, pendant la première période de réorganisation militaire, administrative, financière, elles restèrent confondues et appuyèrent en commun le cabinet. Ce n'était pas que les discours de Cavour, qui soutenait le gouvernement en le poussant, ne fussent de ton, d'arguments, d'intentions, très-différents de ceux par lesquels, en le défendant, Balbo ou Revel visaient à le retenir; déjà aussi, vers la fin de l'année 1849 et au commencement de 1850, Cavour, soit dans la Chambre, soit surtout dans le *Risorgimento*, s'était vivement élevé contre certaines restrictions projetées par la droite, et qui, ayant pour objet de réprimer la licence, atteignaient la liberté de la presse. En un mot, naguère intimes, les rapports entre le centre droit et la droite devenaient de jour en jour plus délicats, et, sans conflit apparent, les indices ne manquaient pas sur lesquels asseoir un procès de tendances qu'aurait, je m'imagine, facilement plaidé pour l'une ou l'autre des parties un avocat fin et délié, tel par exemple que Rattazzi, chef du centre gauche.

L'accord, à grand'peine maintenu, cessa brusquement et pour ne plus se renouer, quand, au mois de mars 1850, Azeglio, à l'instigation de Cavour, por-

tant la main sur certaines immunités du clergé, proposa la suppression des tribunaux ecclésiastiques. Cette mesure fut, sur le refus de M. de Margherita qui se retira du cabinet, présentée par M. Siccardi à qui elle conféra une célébrité européenne. Sans précisément combattre le fond, la droite, conduite par MM. Balbo et Revel, demandait qu'une entente préalable avec Rome enlevât à la loi son caractère à leurs yeux agressif et illégal. A quoi l'on répondit que l'entente avec Rome, qui ne voulait rien entendre, était impossible. La discussion fut brillante, animée, violente même quelquefois par l'éclat des dissentiments jusqu'ici dissimulés. Cavour y joua le premier rôle, et, dans un discours nourri et lumineux, non-seulement il traita à fond la question périlleuse et compliquée des rapports de l'Église avec l'État moderne, mais encore il indiqua nettement le sens général dans lequel devait être, selon lui, interprété et incessamment développé, sous peine de rester une lettre morte, le Statut dont l'abolition des tribunaux ecclésiastiques n'était qu'une des nombreuses conséquences : « Si l'on ne fait pas, dit-il, porter au Statut les fruits de liberté qu'il doit produire, il perdra tout crédit, et avec le sien il perdra le crédit de la monarchie. » Toute la politique



future de Cavour est en germe dans ces mots; tout ce qui la distingue de celle que Balbo définissait, quand il déclarait avoir pour programme « le Statut, ni plus, ni moins! » Deux écoles se trouvent en présence : pour l'une la charte est la liberté, tandis que pour l'autre elle est le principe de la liberté, principe qui n'est une vérité qu'à la condition d'être fécond, et dont la valeur est en proportion de ses applications. Mais ce n'est pas ici le moment d'insister, la rupture encore adoucie par certains ménagements réciproques ne devant pas tarder à se traduire par des actes plus décisifs qui la rendront aussi évidente qu'irrévocable.

Le discours de Cavour produisit un effet considérable. Aussi bien est-il dans la meilleure manière de l'orateur, complet, abordant de front les difficultés, précisant les solutions, et cependant adroit, n'ayant rien d'abstrait ni de déclamatoire, non plus que de blessant pour les convictions auxquelles il se heurte. L'affirmation y est subordonnée à la démonstration, les principes n'y sont pas présentés revêtus de ce caractère absolu qui les rend arrogants; on n'y trouve aucun de ces axiomes, par cela seul qu'ils sont des axiomes, injurieux pour ceux qui les contestent. « L'Église ne peut, dans une société régie désor-

mais par la liberté, conserver les priviléges auxquels elle avait droit dans une société où le privilége était la loi. » Voilà le style de l'argumentation; le privilége est le fait ancien qui, de quelques regrets qu'il puisse être l'objet, ne saurait désormais revivre; la liberté est le fait moderne que chacun est tenu de reconnaître, auquel l'Église elle-même se pliera, se l'appropriant et y gagnant en autorité comme en puissance réelle plus qu'à une résistance inévitablement stérile. On voit qu'ici l'Église libre dans l'État libre est déjà implicitement définie. D'ailleurs, sous le ton mesuré se devine la fermeté du dessein, l'acier sous le velours. En face du *non possumus* de l'Église se dresse, respectueux mais inflexible, le *non possumus* de l'État. La riposte est rapide, directe, touchant juste. A ceux qui s'appuient sur le calme des esprits pour s'opposer à une mesure, inopportune à leurs yeux, dès qu'elle n'est pas exigée par l'opinion : « C'est précisément lorsque les temps sont tranquilles, répond Cavour, que les vrais hommes d'État pensent à accomplir les réformes utiles. »

A vrai dire, ce discours fut le discours ministériel, celui qui emporta la votation, tout au moins qui moralement gagna la bataille. « Dès lors, remarque un publiciste, Cavour aurait pu, ainsi que

dans une occasion pareille lord Eldon, se demander pourquoi il n'était pas ministre. » Je ne sais s'il se posa cette question, mais je crois qu'il n'eût pas été embarrassé d'y répondre, à en juger par les lignes suivantes que j'extrais d'une lettre adressée en ce temps-là à mon père : « La situation de mon pays est trop grave, écrit Cavour, pour que, dans la position difficile où je me trouve placé, il me soit possible de m'absenter du Piémont. Il est probable que mon rôle finira bientôt. Dans un temps comme le nôtre, un homme politique est vite usé : je le suis déjà à demi; avant longtemps je le serai tout à fait. »

Que le découragement, ou plutôt le demi-découragement qui perce dans ces quelques mots fût sincère, il n'est guère permis d'en douter; encore moins faut-il s'en étonner si l'on considère combien, en effet, était alors difficile la position transitoire et mal déterminée qu'avaient faite à Cavour les événements d'une part et d'autre part ses propres convictions. Traité par les uns de rétrograde, de renégat par les autres, il se trouvait en butte à la fois aux rancunes de la gauche et à l'animosité de la droite, moins sensible encore au coup porté qu'irritée par la perspective de ceux qu'il lui préparait. En même temps il était trop perspicace pour ne pas comprendre que

les défiances de la droite gagnaient le centre droit qu'elles ébranlaient, et qu'à chacune des nouvelles batailles dont son récent succès n'était que le prélude, de nouvelles défections amoindriraient un corps d'armée qu'il précédait plus qu'il ne le dirigeait. Azeglio lui-même préférait avoir dans Cavour un utile allié plutôt qu'un collègue dont la présence dans le cabinet l'eût compromis vis-à-vis de la droite. L'heure n'était donc pas propice à Cavour, et il était probable, non, comme il le disait, que son rôle finirait bientôt, mais qu'il ne commencerait pas de sitôt, quand sa situation fut tout à coup changée par une circonstance imprévue.

Au commencement du mois d'août, un des membres du cabinet Azeglio, non pas un des plus influents, mais très-populaire par son caractère autant que par le nom qu'il portait, aimé de ses adversaires eux-mêmes, homme de second plan, de modération, de conciliation, M. Santa Rosa, tombe gravement malade. Bientôt le bruit court que les médecins ont perdu tout espoir de guérison. A la tristesse générale que provoque cette nouvelle, une émotion agitée ne tarde pas à se mêler lorsqu'on apprend que, dans cette maison devant laquelle se presse la foule inquiète, une lutte terrible est engagée entre la conscience

d'un mourant et l'autorité de l'Église. Par ordre de l'archevêque de Turin, les sacrements ne seront accordés à M. Santa Rosa qu'autant que, dans une rétractation solennelle, il désavouera la part que, comme ministre, il a prise à la loi sur les tribunaux ecclésiastiques. On sait que le mourant a énergiquement refusé d'abjurer ses convictions politiques; mais d'heure en heure plus affaibli, résistera-t-il aux larmes de sa famille, aux instances redoublées de l'Église? Des messagers, des porteurs de transactions, des prêtres traversent incessamment la multitude muette et frémissante. Tout d'un coup, au milieu du silence, un murmure court de bouche en bouche : Il est mort, et il ne s'est pas rétracté. Alors aucune clameur ne se fait jour du sein de ce peuple en deuil qu'une sourde indignation fait tressaillir et qui boit la haine à longs traits; mais il s'écoule, il se précipite, il ne s'arrête que devant le palais épiscopal, et là, haletant, tumultueux, il donne enfin un libre cours à ses sentiments longtemps contenus, il crie, et ses cris retentissent dans le pays tout entier.

Qu'en cette affaire l'archevêque de Turin fût dans son droit, j'en conviens; que l'usage qu'il en avait fait fût strictement légal, il faut l'admettre; mais qu'il

fût injuste de le punir, qu'en le frappant le gouvernement excédât ses pouvoirs, cela me paraît douteux. Il arrive souvent que des principes coexistent, qui, philosophiquement, sont contradictoires, et qui, poussés à l'extrême, deviennent absolument incompatibles; c'est à ceux qui les représentent ou les défendent à se mettre en garde contre les exagérations par lesquelles ils les perdent, et à éviter la guerre par une pratique sage et mesurée; non qu'il y ait rien de déshonorant dans la guerre ni d'odieux, mais les lois n'en sont pas les mêmes que celles de la paix, et, vaincu, le provocateur est mal venu à se plaindre des conditions que lui impose le vainqueur. En faisant intervenir directement, avec éclat, dans un but politique, son autorité spirituelle, l'archevêque de Turin, sans précisément franchir les limites d'une juridiction qu'il considérait comme universelle et s'étendant à toutes choses, engageait la guerre à ses risques et périls, et je ne saurais pas plus m'indigner de la revanche que prit, en l'exilant, la nation provoquée, que flétrir une provocation aussi légitime qu'insensée.

Le résultat naturel de la mort de M. Santa Rosa fut donc de contraindre le gouvernement à une lutte qu'il visait à reculer et qu'il s'efforçait de tempérer.

Dans le Parlement, le centre droit se raffermit et se renforça, la droite modérée perdant, pour un temps du moins, tout crédit et toute influence. Enfin unanime, violente, irrésistible, l'opinion publique, en même temps qu'elle exigeait de la Chambre une politique énergique, imposait au cabinet un acte immédiat qui fût une réponse à l'agresseur, et le cri populaire réclama pour successeur de Santa Rosa, Cavour, regardé comme le principal auteur de la loi sur les tribunaux ecclésiastiques. Cédant au vœu général, je dirai plus, heureux d'y céder, Azeglio offrit en conséquence à Cavour, qui l'accepta, le portefeuille vacant de l'agriculture, du commerce et de la marine. On rapporte que, lorsque la nomination du nouveau ministre fut, dans un conseil du cabinet, présentée à l'approbation et à la signature du roi : « Pour moi, reprit en souriant Victor-Emmanuel, je veux bien, mais rappelez-vous qu'il vous prendra à tous vos portefeuilles. » Mot dont la lettre ne devait pas moins se vérifier que l'esprit, car il n'était pas un des départements ministériels, sauf celui de la justice, dont Cavour ne fût destiné à être le titulaire officiel.

Voilà donc Cavour arrivé, du même coup, par le même fait, par la même impulsion de l'opinion, à la popularité et au pouvoir. Il faut noter cette origine

de sa carrière d'homme d'État, origine à laquelle sa politique restera fidèle, source d'un fleuve qui ne se bifurquera jamais, et dont les eaux augmenteront sans cesse de volume et de puissance. Il importe également de ne pas oublier, dans ce qu'elle eut de spécial et d'accidentel, la nature du mouvement qui le porta aux affaires, le constituant en adversaire déclaré des prétentions de l'Église. Il en résulta que d'emblée, considéré comme un ennemi mortel et attaqué avec fureur par le clergé, il prit immédiatement de son côté ou plutôt garda, en face de l'esprit clérical, la position hostile que les circonstances lui avaient faite, roide, tendu, nullement porté à ces ménagements auxquels il eût naturellement incliné, mais excité par le combat et souvent aigri par l'acharnement de l'animosité dont il était l'objet.

IX

L'activité de Cavour, son intelligence, sa persistance, sa connaissance des affaires, ne tardèrent pas à rendre prépondérante son influence dans le sein du cabinet, tandis que le Parlement s'accoutumait à voir en lui l'orateur habituel, l'interprète, c'est-à-dire le représentant principal du gouvernement. Le département plutôt secondaire dont il était chargé, devenait, entre ses mains, l'instrument essentiel d'importantes réformes dans le système économique du Piémont. Bientôt d'ailleurs il avait été, d'une voix unanime, appelé à recueillir la succession du ministre des finances qui s'était retiré, et dès lors, maître de deux ministères qui, se complétant l'un par l'autre, lui assuraient la direction absolue du pays dans tout ce qui touchait aux intérêts matériels, il était, de fait, le chef du cabinet.

Je n'ai point le dessein de raconter l'histoire du Piémont, histoire avec laquelle, cependant, à dater de l'époque où je suis arrivé, se confond la biographie de Cavour. Mais ici cette biographie change de caractère : plus importante, elle est aussi mieux connue, et d'ailleurs elle imposerait, à celui qui voudrait suivre pas à pas l'homme d'État, mille détours, et les fatigues d'une route non point certes fastidieuse ni monotone, mais trop longue et trop difficile. Qu'on ne juge donc pas, par le chemin parcouru, du chemin à parcourir encore. J'ai insisté sur les débuts de Cavour dans la vie et dans la politique; je me suis arrêté à la plupart des actes, des écrits, des discours qui ont précédé, amené, commencé une carrière dont la brièveté a seule égalé l'éclat; quant à cette carrière elle-même, j'essayerai seulement d'en rappeler la direction générale, d'en indiquer les grands passages, d'en signaler surtout les points essentiels, les sommets, ceux que, d'un coup d'œil, il est permis de saisir.

Un jour, à Paris, dans une séance de la Société d'économie politique, Cavour venait de parler. « Voilà, lui dit Léon Faucher, de bien beaux principes, de

ceux qu'on proclame quand on frappe à la porte du pouvoir, et qu'une fois cette porte ouverte et le seuil franchi on jette par la fenêtre. » — « Parlez pour vous, reprit vivement Cavour; quant à moi, je vous donne ma parole d'honneur que si jamais il m'arrive d'être ministre, je donnerai ma démission ou je ferai triompher mes principes. »

Cette parole fut religieusement tenue, et Cavour ministre conforma son système financier aux doctrines qu'il avait toujours professées. Stimuler la production, faciliter les transactions, élargir les débouchés, augmenter ainsi la richesse nationale, et, par là, mettre le pays en condition de supporter, sans en être écrasé, les lourdes charges que lui imposerait une politique de guerre, voilà le but que Cavour se proposa et qu'en grande partie il atteignit. Pour y parvenir, il abolit ou allége les impôts sur les matières premières, sur les objets de première nécessité, portant le poids de la taxe là où il comprime et gêne le moins le producteur : d'autre part, il pousse à l'amélioration, au développement des voies de communication. En même temps qu'il encourage et favorise la production nationale, il lui fait sentir l'éperon de la concurrence étrangère, et, du même coup, lui donne pour mar-

ché la Suède, le Danemark, la Belgique, la France, jusqu'à l'Autriche, avec laquelle, aussi bien qu'avec les autres puissances, il entame et conclut un traité de commerce.

Aux yeux des orthodoxes, les traités de commerce sont, comme on sait, entachés d'hérésie au premier chef. L'autre jour, en Angleterre, M. Cobden lui-même a, par ses négociations avec la France, terni, auprès des purs, sa réputation d'économiste. Mais, pour être sincère, la foi de Cavour n'en était pas moins éclairée; en économie politique comme ailleurs, ce qui lui importait, c'était l'œuvre, non la dévotion, l'application, non la théorie; c'était de faire passer dans la pratique les principes d'une doctrine encore mal comprise et peu goûtée en dehors et au sein de la Chambre. Les principes qu'un homme d'école et de férule eût essayé d'imposer, d'une seule secousse, par la violence, sans tenir compte de la résistance probable, Cavour les déguisa, ne les dissimulant point; mais les entourant de séductions licites, il les présenta sous la forme adoucie de transactions, de concessions réciproques, et les introduisant ainsi un à un, il les glissa successivement dans la législation du pays, amené moitié de force, moitié de gré, à la liberté commerciale,

et de fait converti avant d'être très-convaincu.

Toutefois, en dépit des ménagements dont il usait, Cavour ne put poursuivre la réforme du système économique en Piémont sans avoir à soutenir des combats qui furent parmi les plus longs, les plus nombreux et les plus rudes auxquels l'exposa sa vie publique. Assailli par les intérêts froissés, exploité par l'esprit de parti, plus d'un de ces traités de commerce, qui tous portaient l'empreinte de la vigilance infatigable, de l'habileté, de la sollicitude patriotique de l'homme d'État dont ils étaient l'œuvre, devint, contre cet homme d'État, le texte d'accusations sans nombre et de calomnies sans nom : aujourd'hui, c'est à la France qu'il vend le pays vendu hier à l'Angleterre; il sacrifie tour à tour l'agriculture et l'industrie nationales à son ambition personnelle, et la faveur, l'appui moral des gouvernements étrangers n'est pas le seul prix qu'il en reçoit; il fonde sa fortune privée sur la ruine générale et s'enrichit par les stipulations qui appauvrissent sa patrie! Ces rumeurs, dont les plus viles sont insinuées par la presse, et dont les autres, non moins perfides, trouvent un écho jusque dans le Parlement, n'arrêtent ni ne détournent Cavour, aussi inflexible en ce qui touche au fond même des ques-

tions, qu'accommodant pour ce qui concerne la forme. « Ces déceptions, s'écrie-t-il dans la discussion relative au traité avec la France, n'ont ni ébranlé mes convictions, ni affaibli mon courage. Oui, Messieurs, je sais que lorsqu'on entre dans la vie politique en des temps aussi difficiles, on doit s'attendre aux plus grandes déceptions. J'y suis préparé. Dussé-je renoncer à tous mes amis d'enfance, dussé-je voir les plus intimes se transformer en ennemis acharnés, je ne faillirai pas à mon devoir; jamais je n'abandonnerai les principes de liberté auxquels j'ai voué ma carrière et auxquels j'ai été fidèle toute ma vie. »

« Ce n'est, écrivait-il en 1851 à mon père, qu'en faisant cesser tous les abus, que nous pouvons espérer de nous tirer d'affaire. C'est une mission difficile et douloureuse que celle que j'ai entreprise, mais je n'ai dû reculer ni devant les difficultés, ni devant les chagrins, puisqu'il s'agissait du salut du pays. » Et, en 1854 : « Nous avons, écrit-il, à lutter en même temps contre les conséquences économiques d'une guerre européenne, contre le choléra et la disette, ou, pour mieux dire, contre le haut prix des céréales. Ce dernier sujet me préoccupe au plus haut degré, car c'est celui qui peut créer au gouver-

nement les plus grands embarras. La récolte dans tous les États a été généralement bonne, celle du blé et des châtaignes en particulier. Mais, comme nous ne récoltons pas assez en Piémont pour nourrir les 800,000 habitants de la Ligurie, nous n'en sommes pas moins forcés de recourir aux blés étrangers, dont le prix élevé réagit sur celui de nos produits.

« Les consommateurs s'inquiètent et s'irritent en voyant le blé monter de prix après une bonne récolte. On crie contre les accapareurs qui n'existent pas, car personne n'a spéculé cette année; on accuse l'exportation; enfin les partis extrêmes, le clérical surtout, cherchent à tirer parti de ces malheureuses circonstances pour exciter les masses ignorantes contre le gouvernement et surtout contre moi, qui jouis d'une manière spéciale de son antipathie.

« Je suis bien décidé à ne pas céder d'une ligne devant ces clameurs et à maintenir intacts les principes de liberté commerciale que j'ai fait prévaloir dans le Parlement. Toutefois il m'importe beaucoup de savoir quels peuvent être les besoins de la Suisse pour calculer approximativement l'importance que peuvent atteindre nos exportations.

« Vous m'obligerez infiniment en me procurant quelques renseignements :

« 1° Sur le résultat des récoltes dans le bassin du lac de Genève;

« 2° Sur les prix actuels et leur tendance probable;

« 3° Sur la quantité de blé que les populations dudit bassin devront tirer de l'étranger.

« B. m'envoie les mercuriales, mais j'ai peu de foi dans ces documents officiels. »

Étroitement unie à la question économique, et avec elle en dépendance directe de la question politique, la question financière fut l'objet constant des préoccupations de Cavour, à qui il importait singulièrement d'étendre et de consolider un crédit auquel il aurait plus d'une fois à recourir. A considérer l'ensemble de la politique financière de Cavour, on y discerne tout d'abord deux tendances simultanées, deux courants parallèles et qui vont l'un et l'autre grossissant, le courant des recettes doublées et au delà par une habile administration, celui des dépenses doublées aussi et au delà dans une proportion dont les bourses européennes donnent aujourd'hui la mesure; mais, de plus, on distingue dans cette politique financière deux périodes tranchées : on la voit en quelque sorte coupée en deux par la guerre de Crimée; jusque-là elle incline à la prudence, elle vise

à l'équilibre; mais du jour où vingt mille Piémontais s'embarquent pour Sébastopol, elle change de caractère et d'allures, elle n'a plus même les apparences de la circonspection, et, de ces courants dont j'ai parlé, celui qui se compose des ressources du pays ne semble plus, auprès de l'autre, qu'un mince filet. C'est l'époque à la fois des grands travaux, des subsides, des préparatifs, des armements, des emprunts successifs, et de toute cette conspiration à ciel ouvert dans laquelle le Piémont ne craignit pas de mettre sa fortune entière pour enjeu.

Tout jugement sur la direction générale imprimée par Cavour aux intérêts matériels du pays sera nécessairement subordonné à l'arrêt porté sur la direction imprimée au pays lui-même, et encore une fois, ici, les mesures financières, prises dans leur ensemble, sont trop intimement liées au plan politique pour qu'on puisse, même en théorie et afin de les mieux apprécier, les en séparer. Mais, quelque opinion qu'on ait de la direction générale, de l'ensemble, du plan politique, il faut reconnaître que le dessein et l'exécution de chacune des mesures, considérées isolément, témoignent de la sagacité, de la persévérance, de l'activité, du labeur, en un mot, du génie de Cavour. Cavour connaît les marchés de

fonds publics de l'Europe, il en sait les ressources disponibles, les rivalités intestines, les penchants naturels, et que, selon le moment et le but, tel emprunt sera mieux accueilli, par exemple, à Londres qu'à Paris; il fait les premières ouvertures, traite directement, mène l'affaire jusqu'à sa conclusion, prodigue d'entrevues, de lettres, d'éclaircissements, se gardant de laisser à des agents inférieurs le soin du détail, de l'accessoire, mais arrêtant lui-même les moindres points et par là montrant bien qu'il est un maître.

Chargé de l'administration de la marine, qui rentrait dans ses premières attributions ministérielles, et n'en connaissant guère que ce que jadis, en garnison à Gênes, il en avait pu voir, Cavour l'étudia avec sa promptitude et sa pénétration accoutumées, et la dirigea avec ce soin et cette ardeur qui, de chacun des objets de sa sollicitude, paraissaient en faire le principal, sinon l'unique. Il ne tarda pas à acquérir, à l'endroit de l'art maritime, ces connaissances spéciales nécessaires à tout ministre ambitieux d'être plus qu'un donneur de signatures, indispensables à celui qui, préparant et coordonnant les éléments de la puissance future de l'Italie, n'aurait pu, de ces éléments, négliger un des plus essentiels, indiqué à

la fois par la nature et par la tradition. Je dirai plus, des départements gérés par Cavour, qui successivement les géra tous, sans compter qu'il lui arrivait volontiers de les gérer tous ensemble, aucun, je crois, n'eut pour lui un attrait aussi vif et aussi persistant que le département de la marine; il semblait y prendre un intérêt en quelque sorte personnel, particulièrement curieux de tout ce qui s'y rapportait, se plaisant à exposer ses vues dans les questions qui la concernaient, mettant à ses progrès et à son développement un amour-propre d'auteur, d'où il est permis de conclure qu'il lui en avait coûté quelque peine pour y devenir compétent; peut-être même ne l'était-il pas devenu tout à fait. Au reste, qu'il fût ou ne fût pas très-compétent dans le détail, il dirigea l'ensemble d'une main ferme et sûre, là comme ailleurs d'une activité communicative, fécond en aperçus hardis. Un jour il conçut la pensée de faire de la Spezia le port militaire du royaume, et cette pensée aussitôt resserrée, condensée à l'état de projet défini, il l'exprima, la démontrant d'exécution facile, en exposant les avantages avec feu, et de sa verve broyant les obstacles. Quelqu'un remarqua que la Spezia, située sur une bande étroite et à l'extrémité du territoire piémontais, était

un point trop excentrique; Cavour ne répondit pas, à moins que son sourire ne fût une réponse.

J'ai dit que très-vite Cavour avait gouverné le cabinet où régnait Azeglio. Celui-ci n'était point indolent, mais, par caractère, inclinant à l'insouciance, d'une ambition qui, n'ayant rien de personnel, avait besoin d'être stimulée par le péril, d'ailleurs mal guéri de sa blessure, fatigué, ennuyé du pouvoir et voyant, sans amertume, grandir à ses côtés son successeur. Le gouvernement, depuis que Cavour en faisait partie, n'avait, du reste, pas modifié la direction de sa politique, qui était demeurée une politique de centre droit, soutenue par un parti dont elle ne devait satisfaire les sentiments libéraux qu'à la condition de n'en pas effrayer les instincts conservateurs. Remis de la première émotion causée par la mort de Santa Rosa, le ministère poursuivait lentement l'œuvre difficile de concilier les prescriptions du Statut et les droits de l'Église, et était entré dans la voie interminable des négociations avec Rome qui, recevant de Turin des encouragements à la résistance, se refusait obstinément à toute concession. Une loi sur le mariage civil était proposée, puis retirée; la liberté de conscience, inscrite dans la charte, amenait devant les tribunaux ceux qui s'en

réclamaient, et plus d'un condamné ne devait son élargissement qu'à l'intervention de Cavour; d'ailleurs le coup d'État du 2 décembre semblait de nature à hâter en Piémont une réaction préparée dans les esprits par des causes semblables à celles qui l'avaient déterminée en France.

Quelque temps après le coup d'État, le cabinet dut proposer une modification à la loi organique sur la presse. Cette modification, qui consistait à enlever au jury, pour la transférer aux tribunaux ordinaires, la connaissance des délits de presse commis contre les souverains et les gouvernements étrangers, fut attaquée, à la Chambre, par la droite, qui la trouvait insuffisante, et par la gauche, qui y voyait une honteuse concession. Cavour défendit la mesure présentée par un de ses collègues, mais dont il était le véritable auteur, dans un discours très-franc, fort habile, fait pour gagner les sympathies de la gauche beaucoup plus que pour plaire à la droite, surprise de la chaleur que mettait l'orateur à soutenir, pour ce qui touchait à l'intérieur, la liberté illimitée de la presse, et, avec cette liberté, toutes les autres.

Au langage de Cavour, à la réponse courtoise de Rattazzi, il devint évident que, par un jeu singulier de la fortune, une loi de répression était devenue la

première occasion d'un rapprochement entre le centre droit et le centre gauche, tout au moins entre leurs chefs. L'émotion, la défiance de la droite ne diminuèrent pas, lorsqu'un acte public vint consacrer l'alliance qu'elle redoutait. Pinelli, président de la Chambre, étant mort, eut pour successeur Rattazzi dont la candidature, ouvertement posée et énergiquement soutenue par Cavour, faillit toutefois échouer, tant le souvenir de Novare était encore vivace. L'agitation fut extrême, des murmures, des plaintes, des menaces éclatèrent dans le centre droit; au sein même du cabinet, une minorité dont Azeglio n'était pas, blâma vivement Cavour et l'accusa d'avoir compromis le gouvernement; cette division amena une dissolution du ministère qu'Azeglio fut chargé de reformer. Cavour refusa d'entrer dans la nouvelle combinaison et, profitant d'un congé qu'il prévoyait sans doute ne devoir pas être bien long, il partit pour Paris et Londres, précédé d'une réputation d'homme d'État déjà brillante, réputation qu'il étendit et confirma auprès des personnages étrangers considérables avec lesquels son voyage le mit en rapports directs et personnels.

L'alliance de Cavour avec la gauche, abandonné qu'il était, non-seulement de la droite, mais d'une

fraction considérable du centre droit, cette alliance constitue évidemment le plus décisif des grands passages à signaler dans sa carrière politique. A dater de ce jour, Cavour changea de point d'appui : les concessions que lui imposaient les nécessités du gouvernement parlementaire, ce ne fut plus à l'esprit conservateur qu'il les fit, et l'action que tout parti exerce sur celui qui le mène, ce ne fut plus de la droite qu'il la subit; en se déplaçant il se modifia, parce qu'il modifia les influences auxquelles il était tenu d'obéir, les résistances qu'il était tenu de vaincre, la politique par laquelle il était tenu de gouverner. Les causes de cette évolution furent nombreuses, et, parmi les principales, il faut compter le retentissement que le coup d'État avait eu en Piémont. Cet événement, enflammant une faction violente, jetant le désarroi dans le parti conservateur, troublant les timides, substituait au danger révolutionnaire un danger d'un autre ordre et, selon Cavour, non moins menaçant pour la monarchie. A fait nouveau, nouveau conseil; à péril contraire, position inverse. En un temps où partout l'anarchie écrasée perdait la liberté qu'elle avait fait détester de l'Europe, ce n'était pas des atteintes de la gauche qu'à Turin il devenait urgent de sauver la constitution.

Toutefois ce motif, tiré de l'état général des esprits et d'une situation politique accidentelle et momentanée, ne fut pas le seul ni le plus pressant qui pesât sur les résolutions de Cavour. La nécessité de ramener les droits, les immunités, les priviléges, les prétentions, les empiétements de l'Église aux limites fixées par le Statut, l'impossibilité absolue pour le gouvernement d'arriver, à ce sujet, à une entente avec Rome, l'impossibilité non moins absolue de se passer de cette entente indispensable pour que le gros du parti sur lequel le gouvernement s'appuyait consentît à sanctionner des mesures que l'assentiment de Rome pouvait seul laver de leur caractère sacrilége; les perplexités, les oscillations, les ménagements forcés, les embarras résultant d'un conflit dont le terme semblait chaque jour plus lointain, les entraves apportées à la bonne conduite des affaires, les indécisions imposées à la marche du cabinet par les scrupules et les incertitudes d'une majorité vacillante et sourdement travaillée : voilà ce qui, plus que toute autre considération, détermina Cavour à établir son action politique sur une base plus ferme et à chercher ailleurs un équilibre gouvernemental plus stable. « Je n'aurais pas mieux demandé, me disait-il un jour, quelque temps après l'élection de Rattazzi à la

présidence, que de gouverner par le centre droit et, avec son concours, de développer nos institutions; mais il m'a été impossible de m'entendre avec lui sur les questions religieuses. Dès lors j'ai dû renoncer à son appui. On ne peut pas gouverner sur la pointe d'une aiguille. » Cavour, en effet, avait, suivant son expression, l'instinct gouvernemental trop développé pour s'asservir aux caprices d'une majorité mobile ou pour se soumettre aux conditions que, selon la question du jour, lui dicteraient tour à tour la gauche et la droite; il était de ceux qui exigent et non de ceux qui mendient; il lui fallait un parti sur lequel il pût compter; ce parti il le chercha d'abord, mais il ne le trouva pas où ses propres sentiments le portaient, dans le centre droit; instruit par deux ans d'expériences, il se rapprocha du centre gauche et, sans en être, il gouverna par lui, se l'assimilant peu à peu comme il s'était déjà assimilé une fraction du centre droit. Ainsi il unit deux éléments divers d'origine aussi bien qu'hostiles de tendances, mais qui, tenus par sa main de fer, forment un parti nouveau, parti qui va aller toujours grossissant jusqu'à ce qu'il absorbe la nation tout entière au point qu'un homme d'esprit pourra dire : « Nous avons un gouvernement, une Chambre, une constitution, tout cela s'appelle

Cavour. » Ajoutons que cette définition ne sera que timidement contestée.

En retournant à Turin, Cavour passa par Genève où il s'arrêta quelques semaines; selon sa coutume, il parlait des choses et des gens avec cette liberté qui lui était naturelle et dont jusqu'à la fin il conserva l'habitude. Je me le rappelle, à cette époque, heureux, épanoui, plein de projets, se louant de l'accueil qu'il avait trouvé partout, à Londres plus sympathique, plus empressé à Paris, rempli de confiance dans les destinées de son pays. Une seule fois je vis son front s'assombrir, ce fut à l'occasion du maréchal Haynau qui, en Angleterre, avait failli être la victime d'un attentat justement qualifié d'odieux devant Cavour; mais celui-ci, tout pâle et d'une voix frémissante : « Les ouvriers de Londres, s'écria-t-il, ont donné une leçon à l'Europe ! » En ce temps-là, du reste, Cavour, bien que fort désireux de se concilier le bon vouloir de la France, inclinait évidemment par raison, par principe, et en quelque sorte par affection, vers l'Angleterre, et c'était, en effet, l'alliance anglaise qui allait devenir le pivot de sa politique extérieure; cette tendance, que ses adversaires devaient traiter d'anglomanie, ne laissait pas

que d'être très-marquée dès que la conversation s'animait et dans toute discussion sérieuse. D'ailleurs, comme toujours, au grave mêlant le doux. Un jour entre autres, il énumérait les dîners auxquels, durant le cours de son voyage, il avait été prié. « Et chez qui avez-vous fait le meilleur dîner? » lui demandai-je. A quoi il répondit sans hésiter que c'était à Paris, chez lord Howden, ministre d'Angleterre en Espagne. Je ne crois pas devoir taire cette appréciation flatteuse pour la diplomatie britannique.

En arrivant à Turin, vers le milieu d'octobre 1852, après trois mois d'absence, Cavour fut mandé par le roi qui, sur le conseil d'Azeglio décidé à se retirer, le chargea de former un ministère. La négociation avec Rome, exactement au même point depuis tantôt deux ans, constituait toujours la grosse difficulté, celle qu'Azeglio, las, découragé, rebuté, estimait Cavour seul en état de surmonter. Cavour trouva le roi très-perplexe, reculant devant une rupture avec l'Église, craignant l'opinion qu'on lui disait favorable au clergé; en somme, et pour en finir, disposé à une transaction. En conséquence, Cavour eut un entretien avec Mgr Charvaz, archevêque de Gênes, prélat connu pour sa modération. De cet entretien il résultait que sur le fond Rome ne transigerait jamais,

qu'il ne fallait rien attendre d'un changement de cabinet si ce changement n'amenait pas le retrait des lois touchant l'Église, qu'enfin le saint-siége verrait avec plaisir, comme l'indice d'un retour du Piémont à des sentiments meilleurs, que le comte Balbo fût mis à la tête des affaires.

Il faut rompre résolûment, dit Cavour au roi à la suite de cette conversation, ou appeler Balbo. Le roi appela Balbo, qui accepta la mission de former un cabinet, à la condition qu'il obtiendrait le concours du comte Revel. « Je n'ai pas pu, écrivait Cavour à mon oncle (29 octobre 1852), m'entendre avec le roi, et je repars pour Léri. M. de Balbo est chargé de la formation du ministère. Les curés de la Savoie vont être bien contents. Mais je doute que leur joie soit de longue durée, car jamais l'irritation anticléricale n'a été poussée à un plus haut point. Je suis certain de la loyauté du roi. L'astuce des prêtres l'a induit en erreur; il se méprend sur l'état du pays. Lorsque les faits l'auront désabusé, il enverra au diable le parti clérical. »

La joie des curés de la Savoie devait être, en effet, de courte durée. Les efforts de Balbo pour former un ministère échouèrent devant les refus réitérés du comte Revel. Le marquis Alfieri déclina également la

responsabilité du pouvoir qui lui fut offert. Fatigué de pourparlers inutiles, anxieux de terminer une crise ministérielle qui, en se prolongeant, inquiétait le pays et troublait la confiance publique, le roi revint à Cavour, lui donna pleine liberté de rompre avec Rome et le chargea de nouveau, mais cette fois définitivement, de former un cabinet qui fut aussitôt constitué avec Paléocapa aux travaux publics, Dabormida aux affaires étrangères, San Martino à l'intérieur, Boncompagni à la justice, La Marmora à la guerre et Cavour, président du conseil, aux finances. Depuis ce moment, sauf pendant la période qui suivit immédiatement la paix de Villafranca, Cavour ne cessa pas d'occuper le poste de premier ministre et d'en remplir consciencieusement l'emploi.

X

Tous les membres de la nouvelle administration, sauf deux, avaient fait partie du précédent cabinet. Leur expérience était donc une garantie de bon gouvernement; en même temps leur valeur politique rassurait ceux que la hardiesse de Cavour eût risqué d'alarmer s'ils ne l'eussent sue tempérée par un contrôle sérieux. Quant à Cavour lui-même, il avait été dirigé dans ses choix par les sentiments d'affection et de confiance que lui inspiraient d'anciens collègues, comme aussi par le désir alors très-sincère chez lui, plus tard moins vif, de former un ministère capable de l'appuyer réellement et dont il fût le chef plutôt que le maître; quelques-uns des hommes qu'il appelait, La Marmora en tête et à une assez grande distance des autres, étaient, par leur influence légitime et leur importance personnelle, en situation de prêter à la

politique dont ils acceptaient la responsabilité un concours d'autant plus efficace qu'il était indépendant. Cavour avait également, peut-être à son insu, obéi à cet instinct qui le portait à craindre les grands coups de balai, les secousses inutiles, à ménager les transitions, et, selon sa propre expression, à « ne jamais rompre la chaîne. » Évidemment, tel qu'il était composé, le cabinet Cavour avait l'avantage de ne pas rompre la chaîne, mais en revanche l'inconvénient de ne pas engager la gauche qui n'y comptait aucun représentant et dont cependant l'appui était indispensable à Cavour. L'inconvénient toutefois se trouvait moindre qu'il ne semble, parce que Cavour était plus nécessaire encore à la gauche que la gauche ne lui était nécessaire; en constituant son ministère en dehors de la gauche, Cavour évita de traiter avec elle de puissance à puissance, et donna par là une preuve de sa force, laquelle, par conséquent, s'en accrut. Lorsque, quelques mois plus tard, M. Boncompagni, ayant désiré se retirer, fut remplacé par Rattazzi, la vitalité du cabinet était un fait acquis, et le successeur du garde des sceaux, appelé par le président du conseil dans un gouvernement dont la composition n'avait point subi son influence, se présentait dans des conditions très-différentes de

celles qu'aurait pu dicter le chef du centre gauche faisant d'emblée partie d'une combinaison ministérielle. C'est la conséquence que je signale; quant à la cause qui tint, pour un temps très-court du reste, Rattazzi éloigné des affaires, il ne faut pas la voir dans un calcul de Cavour. Celui-ci ne se sentait pas, au début, assez sûr de son terrain pour imposer à la Chambre un ministre objet de défiances invétérées; mais sitôt affermi, il l'imposa, et, grâce à la façon dont les choses s'étaient passées, il fortifia sa politique sans ébranler sa position.

Les premières années de l'administration de Cavour furent à peu près exclusivement consacrées à l'œuvre des réformes intérieures, au développement matériel, moral, politique du pays, à la refonte des lois et des mœurs publiques, à la réorganisation de la monarchie par le Statut, en un mot aux nombreuses applications de la liberté. Au reste, j'ai déjà, en particulier à l'occasion des premières fonctions ministérielles de Cavour, indiqué le sens en même temps que signalé la vigueur de son action gouvernementale. Cette action, contrairement à ce qui se passe d'ordinaire entre les gouvernements et les gouvernés, avait pour objet d'aiguillonner la population, de la secouer, de la pousser à user de ses forces, à pratiquer ses droits.

Obéissant à l'impulsion reçue, le Piémont ne tarda pas à s'avancer d'un pas rapide dans la voie du progrès moderne, et, bien qu'accidentellement atteint dans deux de ses productions principales, le vin et la soie, il vit, avec une promptitude inouïe, s'accroître sa richesse et se multiplier ses ressources; en même temps, les modifications législatives, le retentissement des discussions parlementaires, les cent voix de la presse, les appels fréquents aux électeurs, faisaient pénétrer dans la nation l'esprit des institutions nouvelles qui la régissaient. Quant à l'administration elle-même, une séve ardente en vivifiait toutes les branches. Le général La Marmora réparait et préparait l'armée; les fortifications de Casal étaient relevées, Alexandrie mise tranquillement en état de défense; une ligne de paquebots reliait Gênes à l'Amérique; les chemins de fer étendaient leur réseau; le percement du mont Cenis était médité; les traités de commerce dont il a été parlé se négociaient successivement. A l'extérieur, en dehors de ces traités de commerce, des relations intimes avec l'Angleterre, amicales avec la France, tendues avec l'Autriche; à l'égard de ce dernier pays, une politique d'attente, de trêve mais non pas de paix, déjà épiant l'occasion, se gardant de laisser tomber à terre un grief.

On n'a pas oublié la protestation adressée par le gouvernement sarde aux cabinets européens contre le séquestre établi par l'Autriche sur les biens des émigrés lombards.

Au fait qui la dominait, à l'hostilité de Rome, la politique intérieure de Cavour dut ses allures souvent inégales, parfois violentes, en dépit desquelles elle fut franchement libérale; au reste, des actes dont elle se composa durant la période terminée à la guerre de Crimée, un grand nombre paraissent aujourd'hui insignifiants et n'ont que la valeur de tout anneau, même du plus faible, dans une chaîne. Cependant, de l'ensemble de cette politique se détachent quelques mesures qui, par leur caractère, leurs conséquences, et surtout par l'opposition qu'elles soulevèrent, méritent une mention spéciale et comptent parmi les plus importantes que prit le ministère Cavour. C'est à dessein que je dis le ministère et non pas Cavour, qui, dans le travail préparatoire que ces mesures exigèrent aussi bien que dans le violent débat qu'elles suscitèrent, trouva en Rattazzi un laborieux, actif et puissant auxiliaire. En vidant le portefeuille de son prédécesseur, Rattazzi y découvrit un projet de loi sur le mariage civil, vieille connaissance de la Chambre, qu'il reproduisit, et que, malgré

la droite, il fit passer; mais adopté à une faible majorité par les députés, ce projet fut repoussé par le Sénat qui, peu de jours après, manifesta de nouveau son opposition en rejetant une loi financière proposée par le cabinet, et déjà, comme la précédente, approuvée par les députés. En même temps on savait le Sénat disposé à mal accueillir une révision du Code pénal confiée à Rattazzi, que sa double qualité de garde des sceaux et de juriste éminent avait désigné pour accomplir une tâche délicate et dont il s'était acquitté à son honneur. L'hostilité systématique du Sénat inspirée par l'Église, soutenue dans l'autre Chambre par un parti nombreux qui y trouvait lui-même un encouragement, compliquait singulièrement la situation. D'un côté, céder au Sénat, c'était céder au Vatican, et, pour Cavour, c'était renier sa politique, se déclarer vaincu, abandonner la partie. D'autre part, visant à installer un régime de sage liberté, homme de gouvernement, Cavour ne pouvait, sans ébranler les principes constitutionnels encore mal enracinés dans le pays, porter atteinte à l'autorité du Sénat dont il avait, à plusieurs reprises, énergiquement défendu les prérogatives, et, en particulier, récemment établi la compétence contestée à l'endroit du budget. Après quelques pourparlers

stériles et quelques vaines tentatives d'accommodement, le ministère proposa au roi de dissoudre la Chambre, de façon à mettre l'opinion publique en demeure de se prononcer et de rendre un arrêt qui vainquît la résistance du Sénat. L'arrêt fut rendu et le Sénat céda. Les élections, qui eurent lieu au mois de décembre 1853, furent significatives; l'extrême gauche en sortit à peu près annihilée et l'extrême droite très-amoindrie; ce double résultat constatait la sagesse d'une politique qui avait eu pour effet de disperser les ennemis de l'ordre et d'affaiblir les ennemis de la liberté. En même temps, de cette fraction flottante qui, par ses tergiversations et ses incertitudes, avait donné tant de mal à Cavour, la plus grande partie, consolidée sous la pression électorale, revenait nettement ministérielle, et le reste, sauf quelques hommes définitivement passés à la droite, avait disparu. Ainsi, dans la nouvelle Chambre, non-seulement la proportion des partis avait changé à l'avantage du gouvernement, mais Cavour disposait d'une majorité compacte, étroitement unie à lui, ayant pour mandat de le soutenir, et il n'avait plus désormais à gouverner « sur la pointe d'une aiguille. »

Cette majorité, nécessaire en face de l'obstination

du Sénat, ne l'était pas moins pour permettre à Cavour de tenir tête aux orages qui tourbillonnaient autour de lui. Les temps étaient difficiles. Un arrêt soudain avait interrompu la marche ascendante des affaires; de là des ruines privées, des mécontentements; une vague inquiétude, avant-coureur d'un conflit encore indistinct, s'emparait des esprits, plus alarmés par la perspective de la guerre qu'ils ne devaient être effrayés par la guerre elle-même; le choléra s'avançait de son pas sinistre, et déjà, dans quelques villes, remplissait les hôpitaux encore plus vite qu'il ne les vidait; vers le même temps où le choléra, ce tueur d'hommes, se montrait, des épidémies fatales à deux des récoltes les plus importantes du Piémont jetaient la perturbation dans les classes agricoles, et la plus cruelle des disettes, la disette des grains, frappait les populations urbaines. Dans un sol remué de la sorte, comment les semences de haine et de défiance jetées à pleines mains par un parti fanatique et exaspéré n'eussent-elles pas germé? Des voix, qu'en d'autres circonstances on n'eût pas écoutées, accusaient de tous ces désastres une politique irréligieuse; on parlait de masses de blé accumulées, d'accapareurs favorisés par le gouvernement dans lequel ils comptaient des com-

plices. Un jour, une tourbe se porta devant l'hôtel Cavour, proférant des insultes, des cris de mort, brisant les fenêtres. Tant de difficultés émurent Cavour, mais ne lui firent pas lâcher pied. « La politique, écrit-il à mon père, s'embrouille de plus en plus ; nous avons à lutter contre la disette, les nouveaux impôts, les prêtres et les rétrogrades. Si à cela la guerre vient se joindre, nous nous trouverons dans un fameux embarras. Toutefois je ne désespère pas. Le ministère peut compter sur le roi et sur l'immense majorité des vieilles provinces piémontaises qui sont franchement constitutionnelles. Avec ces éléments de force nous nous tirerons d'affaire ou nous succomberons sans honte. La Chambre est suffisamment ministérielle, j'espère que les réélections qui vont avoir lieu renforceront le parti libéral modéré. »

Ce que cette lettre ne dit pas, il m'est sans doute permis de l'ajouter : tant que dura la disette, cette maison, objet pendant quelques heures de la haine populaire, fut un bureau ouvert à toutes les infortunes, et, quand le choléra sévit à Turin, Cavour visita régulièrement les hôpitaux.

Mais, des luttes que Cavour eut à soutenir, il me reste à rappeler la plus violente, celle où il fut atta-

qué avec le plus d'acharnement. Dès longtemps, la position du clergé inférieur préoccupait Cavour. Le traitement annuel d'un grand nombre de curés n'atteignait pas cinq cents francs; d'autre part, les dignitaires de l'Église avaient d'énormes revenus, et les communautés religieuses possédaient des biens qui de jour en jour s'augmentaient par des acquisitions ou des fondations. En Piémont, il ne manquait pas de gens qui regardaient ces biens comme devant faire retour à l'État et très-disposés à hâter le moment où cette ressource serait mise à contribution. Mais Cavour avait constamment combattu sans réticence, sans réserve faite pour l'avenir, tout projet tendant d'une façon quelconque à dépouiller le clergé. Sur ce point, son opinion fut de tout temps précise, invariable, telle qu'il la résuma quand il réclama « l'Église libre dans l'État libre, » et telle qu'à l'occasion de ce mot fameux j'essayerai de l'exposer. Toutefois Cavour savait rester fidèle à ses principes sans s'asservir à leur logique. « En vérité, écrivait-il au sujet de l'affaire des couvents d'Argovie, ce n'est pas la peine de se battre pour quelques moines. » Il avait raison, ce qui n'empêche pas que ce fut « pour quelques moines » qu'il livra la plus terrible de ses batailles parlementaires.

En deux mots, une loi sur les biens ecclésiastiques, préparée par Rattazzi, fut, au commencement de 1855, présentée aux Chambres piémontaises. Cette loi avait pour objet principal de supprimer, par voie d'extinction graduelle, quelques communautés dont les biens devaient être affectés à une amélioration dans le sort du bas clergé séculier. D'autres stipulations secondaires complétaient cette mesure qui souleva une tempête dans laquelle le gouvernement faillit sombrer. Les passions, que deux ans de guerre sourde avaient fomentées, se déchaînèrent avec une violence incomparable. Dans le Parlement, la droite, ralliant à elle une fraction du parti ministériel, transformait ses bancs en autant de chaires d'où tombaient les invectives, les anathèmes, les prophéties lugubres; au dehors, les chaires étaient transformées en tribunes d'où partaient, enflammés, des actes d'accusation contre des ministres sacriléges. Par-dessous, dans le peuple, la calomnie; à la cour, l'intrigue. Puis trois coups formidables, imprévus, coups de foudre, dans lesquels l'Église signale la main de la Providence. La reine mère, la reine, le duc de Gênes, meurent à quelques jours d'intervalle, et, tandis que ces deuils éclatants projettent une lugubre lueur sur les débats qu'ils interrompent, le roi est sommé, supplié

de ne pas résister plus longtemps à la volonté de Dieu si clairement manifestée. Le roi n'abandonna pas Cavour qui, de son côté, attristé mais résolu, tint bon. La loi passa et est connue aujourd'hui sous le nom de loi Rattazzi.

A cette longue et douloureuse campagne politique se rattache un épisode qui n'est pas sans importance et que la mort de Cavour a mis en lumière. Au plus fort de la lutte, Cavour, se rappelant les derniers moments de Santa Rosa, manda un prêtre qui avait toute sa confiance. « Le jour où vous serez sur votre lit de mort, lui dit ce prêtre, vous pouvez compter sur moi, je ne vous refuserai pas les sacrements. » Le frère Jacques a tenu sa promesse!

La guerre finie, Cavour eut à panser ses blessures; il y en avait de cuisantes, des sourires amers sur des visages naguère bienveillants, de vieilles amitiés brisées. « Après une lutte acharnée, écrit-il de Léri à mon père, lutte soutenue dans le Parlement, dans les salons, à la cour comme dans la rue, et rendue plus pénible par une foule d'événements douloureux, je me suis senti à bout de forces intellectuelles et j'ai été contraint de venir chercher à me retremper

par quelques jours de repos. Grâce à l'élasticité de ma fibre, je serai bientôt en mesure de reprendre le fardeau des affaires, et avant la fin de la semaine je compte être revenu à mon poste, où m'attendent les difficultés auxquelles donne lieu une position politique chaque jour plus tendue. »

La position n'allait pas tarder à se détendre, et le succès des armes piémontaises à sanctionner, à relever dans les esprits la politique de Cavour. Nous touchons ici à la guerre de Crimée. Mais avant d'entrer tout à fait dans la seconde et la plus brillante période d'une carrière dont les dernières années furent marquées par de si grands événements, je crois opportun de signaler rapidement quelques-uns des traits que l'exercice du pouvoir mit immédiatement en évidence chez Cavour, et qui sont caractéristiques à la fois de sa personne et de sa politique, de l'homme et du ministre.

Tout d'abord Cavour transporta dans sa vie publique les habitudes actives de sa vie privée. Il se levait de grand matin, à quatre heures, à cinq heures au plus tard. Ce premier quart de la journée, il le consacrait à sa correspondance officielle ou particulière, à la gestion de ses biens, à l'étude des questions qui

le préoccupaient, volontiers aussi à la réception des solliciteurs, aux audiences; je crois que parfois il y mettait quelque malice. Au reste, il avait le travail facile, une aptitude singulière à passer sans transition d'un sujet à un autre, à appliquer, sans préparation, son intelligence à l'affaire de l'heure, du quart d'heure, de l'instant, à poursuivre l'œuvre commencée, à retrouver la réflexion suspendue, du coup et au point précis de l'arrêt. On l'interrompait souvent, on ne le dérangeait jamais. Sauf les grandes dépêches, les circulaires, les documents destinés à la publicité, qu'en général il dictait, toutes ses lettres étaient écrites de sa main. Il n'écrivait pas rapidement, mais sûrement, sans un moment d'indécision, de recherche, d'un style sobre, calqué sur l'idée, et n'allant pas d'une ligne au delà, mais ne restant pas non plus d'un mot en deçà du nécessaire. Sitôt une lettre reçue, Cavour y répondait, et il n'est pas une de ses réponses qui ne soit suffisante, précise, où le renseignement demandé ne soit fourni, où la question posée n'ait sa solution, où la requête rejetée ou admise ne soit réglée. « Les affaires, écrivait-il en 1844 à M. Naville, sont chez nous d'une lenteur désespérante, surtout depuis que la même personne cumule les deux ministères de l'intérieur et des

finances. Il y a un arriéré effrayant, dont on ne parviendra pas à se débarrasser si l'on ne dédouble les ministères qui ont été réunis. » Dix ans plus tard, le moyen certain de se débarrasser de l'arriéré n'était pas de dédoubler les ministères, mais de les doubler et de les confier à Cavour.

Donc, lorsque avant de se rendre aux bureaux de son ou de ses ministères, Cavour déjeunait, selon sa coutume, vers neuf ou dix heures, légèrement, de deux œufs et d'une tasse de thé, il avait déjà directement, sans intermédiaire indolent ou inintelligent, expédié les affaires. Tous ceux qui ont eu à passer par la filière administrative, à marcher de sollicitation en sollicitation, à suivre de carton en carton quelque projet, à dépendre vingt fois du caprice d'un employé, comprendront quel bienfait c'était pour le public que l'activité de Cavour, la facilité de son abord, la promptitude, la netteté, et en même temps, tenant à son caractère officiel, l'autorité de ses réponses. Pour lui-même, l'avantage n'était pas moindre que pour le public. Affranchi des soucis administratifs, ayant accompli sa tâche au moment où la plupart des gens commencent la leur, il pouvait, sans scrupule et en toute liberté d'esprit, donner aux conférences avec les ministres étrangers,

aux conseils de cabinet, aux discussions du Parlement, à ses propres pensées, à la méditation de ses discours, à l'enfantement de ses hardis desseins, ou encore à des entretiens avec ses collègues, à des conversations fréquentes, familières, avec ses amis, avec ses adversaires, avec le premier venu, en un mot à la grande et à la petite politique, les loisirs que lui faisait son labeur matinal. Toutefois il arriva un temps où l'habitude qu'il avait prise de traiter le détail et d'expédier lui-même les affaires, lui devint une pesante charge à laquelle il ne suffisait qu'en prolongeant jusque fort avant dans la nuit le travail commencé à l'aube. Mais, dans les premières années, les occupations étaient moins nombreuses et les préoccupations moins lourdes.

Pour ceux qui, dans la peinture de toute existence, s'intéressent au premier plan, aux détails, et non pas seulement aux grandes lignes et à l'effet d'ensemble, j'achèverai d'esquisser, puisqu'ici l'occasion s'en présente, la journée de Cavour. Après avoir déjeuné, il s'acheminait vers le ministère, à pied, d'un pas alerte, çà et là jetant au passage un bonjour amical assaisonné de quelque plaisanterie, salué de tous, accosté par plusieurs, à moins que sa démarche pressée et son front sérieux n'écartassent même les plus

importuns et les plus importants. Au ministère, il lisait les dépêches, parcourait les journaux, faisait le tour des bureaux, poussait les employés, recevait officiellement; de là il se rendait chez le roi, au conseil, au Sénat ou à la Chambre des députés. Puis il retournait chez lui, s'arrêtait en route chez sa nièce, la comtesse Alfieri, dans l'intimité de laquelle il aimait à se reposer du pouvoir. A six heures, il dînait avec son frère; ensuite il se retirait dans son cabinet, y cherchait, au milieu de l'amas de journaux, de brochures, de livres, de manuscrits, de dépêches télégraphiques, d'enveloppes déchirées, de lettres vieilles et récentes qui l'encombraient, un fauteuil vacant, et, tout en fumant une cigarette, il sommeillait pendant quelques instants. Après quoi il se remettait au travail, n'allant dans le monde que lorsque sa présence y était impérieusement commandée, volontiers cependant passant une heure ou deux au théâtre; enfin, sauf dans les cas extraordinaires qui, vers la fin, étaient quotidiens, il se couchait de bonne heure, avant minuit, pratiquant ainsi et vérifiant le proverbe anglais qui déclare que

Early to bed and early to rise,
Is the way to be healthy, wealthy and wise.

L'encombrement du cabinet de Cavour, encombrement tel, qu'un jour, ayant posé au hasard mon chapeau sur quelque meuble, je ne pus le retrouver, et que j'ai vu M. de Cavour lui-même chercher en vain sur sa table un billet enfoui depuis trois jours parmi les papiers épars, étonnera sans doute ceux qui seraient disposés à confondre l'ordre matériel et extérieur avec l'ordre dans les idées; deux choses cependant qui, sans s'exclure, proviennent de facultés complétement étrangères l'une à l'autre; ou plutôt l'ordre matériel est un besoin, parfois une servitude, et par conséquent alors une maladie de l'esprit, une lacune dans l'intelligence; l'ordre dans les idées, c'est l'intelligence elle-même. Quoi qu'il en soit, jamais meilleur administrateur ne fut moins méticuleux, et, par certains côtés, plus insouciant que Cavour, de même que jamais homme d'État ne fut moins solennel, plus téméraire de langage, plus prompt, semblait-il, à se compromettre. Seulement on n'est guère compromis que lorsqu'on redoute de l'être. Je conviens d'ailleurs qu'en général le laisser-aller est le moindre défaut des hommes actifs, mais Cavour était un homme d'action avant d'être un homme actif, et les hommes d'action ont sur les autres cette grande supériorité, que, sachant qu'ils

peuvent compter sur eux-mêmes, confiants dans leurs ressources, certains de se trouver à la hauteur de toute circonstance, ils ont une liberté d'idées, de propos, d'allures qui les sert singulièrement, étant à la fois un de leurs charmes et une de leurs forces.

La bonne et rapide expédition des affaires ne fut pas le seul résultat ni le plus important de l'activité laborieuse de Cavour, car c'est à cette activité, à la gestion personnelle des moindres intérêts du pays qui en fut la conséquence, qu'est due en grande partie l'implantation de la liberté en Piémont. Cavour, faut-il le répéter encore, était un homme de gouvernement qui avait le mérite de regarder la liberté comme la chose la plus utile au gouvernement, et l'ambition d'en inculquer la pratique au peuple qu'il était appelé à diriger. — Que la liberté de la presse, lui ai-je maintes fois entendu dire, soit illimitée, qu'elle donne naissance à cinquante, cent journaux dont l'influence diminue avec le nombre : alors elle ne sera plus un danger pour les ministres ni même un embarras. — Sur la répression préventive : Voilà, affirmait-il, qui détermine les explosions. — Au sujet de la police politique : Elle favorise les complots, disait-il, elle empêche qu'on ne les découvre,

parce que les conspirateurs qui, sans elle, s'en iraient ourdir leurs trames dans les cafés, la redoutent et se cachent. — Petites raisons, vont murmurer les métaphysiciens de la liberté. Petites raisons, soit, mais qui, lorsqu'elles se traduisent chaque jour, à chaque événement, à chaque incident, à chaque détail qui se présente, en actes positifs, tangibles, péremptoires, font pénétrer la liberté dans les mœurs bien autrement que les plus belles professions de foi ou les programmes les plus pompeux. Cavour faisait peu de cas et moins encore d'usage des étalages de principes, des déclarations solennelles, des grands coups d'épée donnés dans une eau dormante; mais traitant lui-même directement les affaires, qui, vu sa qualité de président du conseil, pouvaient toutes aboutir, et, pour la plupart, aboutissaient à lui, il frappait, à petits coups continus, quelquefois aussi à coups très-forts, tantôt ici, tantôt là, à propos d'une pétition concernant la liberté religieuse, ou d'un délit de presse, ou d'un abus de pouvoir, ou d'un conflit entre les autorités et les populations, ou d'une destitution, ou d'un fait en soi insignifiant, martelant peu à peu toute la surface du pays, et

Dans ces durs cerveaux, qu'il façonnait sans cesse,
Comme un coin dans le chêne enfonçant la sagesse.

Après quoi les cerveaux n'étaient pas si durs.

La liberté religieuse, que j'ai nommée en passant, fut, des applications du Statut, une de celles qui sont dues le plus directement à l'activité de Cavour, non pas qu'il y tînt très-particulièrement, mais parce que ce fut celle qui rencontra dans les mœurs, et jusque dans les lois, les plus fréquents et les plus rudes obstacles. « Nous devons, écrivait Cavour à mon père, ménager les susceptibilités, voire même les préjugés des populations. Partout où il y a quatre protestants, nous permettons un culte public. Mais nous ne saurions tolérer que des missionnaires fanatiques aillent porter le trouble et la discorde au milieu de populations entièrement et exclusivement catholiques. » Il ne manquera pas de gens qui, en lisant ce passage, hocheront la tête et diront : Voilà un homme qui ne se soucie guère de la liberté de conscience, et nous ne conseillons pas aux quatre protestants de s'aviser de l'ennuyer de leurs requêtes. Eh bien, ces gens-là se trompent, et quand les quatre protestants seront gênés, entravés dans l'exercice de leur culte, que dis-je? les quatre! quand un protestant isolé, obscur, imprudent, sans appui, aura contre lui ses voisins, son curé, sa commune, l'administration, la magistrature, la législation

elle-même, il s'adressera à Cavour à qui tout le monde peut écrire, qui lit les lettres de tout le monde et qui, quelles que soient en ce moment-là ses préoccupations, ses inquiétudes ou ses desseins, trouvera le temps de conseiller, de protéger, de sauver le malheureux dans la personne duquel la liberté de conscience est violée.

XI

« *O rus, quando te aspiciam?* » s'écriait, en 1848, je ne sais quel petit journal. Ceux qui, en manière de plaisanterie, fredonnaient ces mots d'Horace, auraient été les premiers à courir sus aux Cosaques qui leur fournissaient le sujet d'un agréable calembour. Ce jeu de mots, toutefois, répondait ou plutôt correspondait à un sentiment sérieux et assez général. Au milieu de l'effondrement de l'Europe, les regards, effrayés par l'aspect de tant de ruines, par l'aspect plus menaçant de larges fissures, présage apparent d'un écroulement suprême, aveuglés par la poussière de la première heure, se tournaient, envieux, admiratifs, vers cet empire à la stature imposante, majestueux, serein et, semblait-il, inébranlable, qu'une main sûre et forte tenait immobile et debout. On ne saurait donc s'étonner que la Russie



ait été, pour un temps, considérée comme le refuge et le czar Nicolas comme le champion des intérêts, des instincts et des principes si cruellement froissés et si profondément atteints par le bouleversement de 1848. Aussi, quand éclata la guerre de Crimée, l'Europe entière se trouva tout aussitôt partagée en deux camps; il serait simple de dire que, de ces camps, l'un était libéral et l'autre rétrograde; mais cette définition aurait l'inconvénient d'être très-inexacte. Il ne faut pas oublier que, de toutes les victimes de 1848, la liberté fut le plus dangereusement frappée et que, sauf dans les pays où s'agitaient des questions d'indépendance et de nationalité, la révolution avait poussé la plupart des amis éclairés du progrès dans les rangs de la résistance; ces rangs, les libéraux qui venaient d'y combattre n'avaient aucun motif de les déserter pour s'intéresser aux passions et aux ambitions qu'un despotisme vermoulu appelait à son aide. D'autre part, les intérêts matériels qui, durant la bourrasque, avaient été animés envers la Russie de cette dévotion qu'inspire, en temps de choléra, saint Janvier aux lazzaroni napolitains, les intérêts matériels avaient changé de saint et ils tenaient ferme pour le Turc. Ce n'était pas, du reste, qu'il manquât de fort bonnes raisons

à faire valoir en faveur du Turc. En somme, il faut renoncer à définir les partis qui divisèrent alors l'opinion; si tranchés qu'ils fussent, les espèces y étaient confondues de façon à défier la classification. Seulement l'Italie, un de ces pays où l'année 1848 avait amené des événements tout autres que ceux dont, ailleurs, le lugubre fantôme pesait encore sur les esprits, et où elle était liée à des souvenirs prêts, à la première commotion, à se transformer en espérances, l'Italie se réjouit de la guerre, d'une guerre que la force des choses allait peut-être rendre générale, et là les camps dans lesquels les sympathies se parquèrent furent très-définis. D'un côté, ceux qui se sentaient peu reconnaissants de l'appui naguère prêté par la Russie à l'Autriche; de l'autre côté, les autres.

Toutefois, de la sympathie à l'action, la distance était grande, et un homme d'État de la trempe de Cavour pouvait seul songer sérieusement à la franchir. Déjà, en 1854, vers la fin du printemps, au commencement ou plutôt au prélude des hostilités. Cavour se trouvant avec le comte Lisio chez sa nièce : « Pourquoi, lui dit celle-ci, n'enverriez-vous pas dix mille hommes en Crimée? » — « Ce serait d'une très-bonne politique, » ajouta M. Lisio. Cavour tressaillit, un sourire rapide éclaira son visage, puis

en soupirant : « Ah! reprit-il, si tout le monde avait votre courage, ce que vous proposez là serait déjà fait. » Quelques mois plus tard, en novembre, un jour qu'il était de nouveau avec le comte Lisio dans le même salon, comme, debout devant la cheminée, il restait pensif et silencieux : « Eh bien ! mon oncle, demanda Mme Alfieri, partons-nous pour la Crimée? » — « Qui sait? répondit Cavour. L'Angleterre me presse de conclure avec elle un traité qui permettrait à nos troupes d'aller là-bas laver la défaite de Novare. Seulement, que voulez-vous? Tout mon cabinet est hostile à ce projet; Rattazzi lui-même et jusqu'à mon excellent ami La Marmora parlent de se retirer. Mais le roi est pour moi, et à nous deux nous l'emporterons. »

On sait qu'en effet le roi et Cavour l'emportèrent. Seul, de tout le ministère, M. Dabormida persista dans son opposition et donna sa démission ; le portefeuille qu'il abandonnait fut aussitôt pris par Cavour qui, dès lors, en sa double qualité de président du conseil et de ministre des affaires étrangères, acheva de conclure et signa, vers le milieu du mois de décembre, un traité d'alliance offensive et défensive entre le Piémont d'une part et de l'autre l'Angleterre et la France.

Ce traité, dont la clause essentielle était l'envoi

immédiat d'une armée piémontaise en Crimée, est le premier acte politique par lequel Cavour ait donné la mesure de son génie. Jusqu'alors son administration, dans des circonstances souvent difficiles, avait révélé en lui les qualités solides de l'homme de gouvernement et les brillantes facultés de l'homme de gouvernement libre. Mais, en pleine paix, sans sollicitation des passions populaires, sans aucune pression sensible du dehors, froidement, dans le secret des méditations solitaires, se décider à lancer son pays dans une guerre dont on ne prévoit ni les conséquences ni le terme, et dans laquelle les intérêts de ce pays sont si indirectement engagés qu'ils semblent à peine fournir un prétexte pour y prendre part; puis, cette décision prise, l'imposer à des collègues récalcitrants, à un parlement effrayé, à une opinion publique émue, hostile, lente à comprendre, c'est là un de ces coups d'audace qu'osent ceux-là seuls qui sentent que leur navire porte César et sa fortune.

Dans le Parlement où, soit à droite, soit à gauche, l'opposition fut très-vive, Cavour présenta et défendit le traité, d'abord en en revendiquant toute la responsabilité, ensuite en le considérant comme un fait

accompli sur lequel on ne pourrait revenir sans froisser les puissances alliées aux instances desquelles le cabinet avait dû se rendre. Sans doute la ratification des corps de l'État avait été réservée, mais il ne fallait pas se dissimuler qu'en la refusant, les Chambres risqueraient de transformer en ennemis, tout au moins de refroidir les amis naturels et éprouvés de la monarchie sarde. Il exposa que, d'ailleurs, les ouvertures de l'Angleterre et de la France avaient dû être favorablement accueillies par les représentants d'un pays commercialement et politiquement aussi intéressé que le Piémont à ce que la Russie n'eût pas le monopole des ports du Levant et la domination exclusive de la Méditerranée. Enfin il insinua que l'Italie n'aurait rien à perdre à ce que son drapeau parût sur les champs de bataille.

En réponse à Cavour, la droite ne manquait pas d'arguments très-forts et, en quelque sorte, palpables : l'état des finances déjà obérées et qu'une expédition coûteuse et prolongée achèverait de ruiner; l'imprévoyance qu'il y avait à réclamer d'une nation se relevant à peine, des sacrifices qui non-seulement n'étaient pas indispensables, mais qui étaient inutiles; la folie d'envoyer des concitoyens se faire

tuer dans des combats lointains pour une cause étrangère, alors que tant de sang piémontais fumait encore à quelques lieues de Turin. Quant aux puissances, que leur importaient deux ou trois régiments de plus? Elles comprendraient à merveille que le Piémont, petit auprès d'elles, appauvri, surchargé, si récemment éprouvé, ne fût pas en situation de leur prêter un secours qui, en tout cas, serait inefficace et disproportionné aux ressources dont elles disposaient elles-mêmes. Que l'Angleterre, en face de la supériorité numérique de l'armée française, trouvât commode de réparer, sans qu'il lui en coûtât rien, les pertes qu'elle subissait sous les murs de Sébastopol, la chose était naturelle sans doute; mais si c'était là le prix de sa bienveillance, déjà achetée par tant de concessions, mieux valait quelque relâchement dans une intimité de jour en jour plus exigeante. D'ailleurs, qui pouvait dire si les péripéties de la lutte n'amèneraient pas une transaction dans laquelle le Piémont ne serait plus qu'un embarras dont, pour sûr, on ne s'embarrassait guère?

Bien que par d'autres motifs et faisant valoir d'autres arguments, la gauche extrême fut encore plus acharnée dans son opposition que la droite. — Nous ne gagnerons à la guerre, dit Farina, ni

gloire, ni considération politique, ni influence morale, ni même l'estime des autres puissances. — L'alliance qu'on nous fait contracter, déclara le Vénitien Tecchio, nous rend complices de l'oppression des peuples et nous jette impuissants, désarmés, ruinés, à la merci de l'étranger. — Si la Chambre ratifie ce traité, s'écria Brofferio, c'en est fait du Piémont et de l'Italie! La plupart demandaient non pas quel engagement avaient pris les puissances, mais si elles avaient pris quelque engagement, donné quelque assurance en retour de l'appui effectif qu'elles recevraient du Piémont. Tous repoussaient, non-seulement comme inopportune et pleine de périls, mais comme antinationale et odieuse, une alliance qui, à travers la France et l'Angleterre, unirait l'Italie à l'Autriche, définitivement engagée, depuis quelques jours, dans la politique où l'on voulait précipiter la Sardaigne.

Que le traité qui avait lié l'Autriche aux puissances occidentales eût eu précisément pour effet de hâter la conclusion de celui qui était présenté aux Chambres sardes, Cavour ne pouvait pas le dire; il ne pouvait pas dire que c'était pour l'Italie un grand péril que cette ligue qui, s'établissant en dehors d'elle, se consoliderait contre elle; encore moins pouvait-il

indiquer la nature de ce péril, parce que le pays qui en était menacé n'existait encore, pour les chancelleries européennes, qu'à l'état d'expression géographique; il ne pouvait pas dire qu'il jetait le Piémont dans l'alliance comme un brandon de discorde, et qu'il suivait l'Autriche afin de la devancer et, par là, de la vaincre. Un seul mot agressif, la moindre parole d'espérance, eussent indisposé la France et l'Angleterre à qui le concours de l'Autriche était plus nécessaire que le secours du Piémont, et qui, d'ailleurs, n'eussent point été d'humeur à encourager les visées de Cavour en qui elles voyaient, l'Angleterre surtout, le ministre d'un pays capable de mettre en ligne vingt mille hommes de bonnes troupes, rien de plus. Je crois bien qu'aux Tuileries on vit clair en cette affaire; on y comprit que l'adhésion du Piémont n'était qu'un procédé politique, une façon hardie « d'affirmer » l'Italie; aussi fut-on à Paris plus réservé et plus froid qu'à Londres où les sentiments de haine et de crainte qu'inspirait la Russie étaient tels qu'il y semblait tout naturel que le Piémont les partageât. Ailleurs, dans la masse du public européen, Cavour fut accusé d'ambition, mais d'ambition mesquine et de vanité, regardé comme possédé de la rage de jouer un rôle, de se

grandir aux dépens de son pays, de se faufiler parmi les puissants afin d'enfler son importance personnelle. On rappela la fable de la grenouille. Cavour, de son côté, agissant en ministre italien et réduit à parler exclusivement en ministre piémontais, condamné à des ménagements sans nombre, à mille réticences, à se défendre par des arguments presque dérisoires, Cavour était obligé de tendre tous les ressorts de son influence personnelle pour arracher le consentement du pays à une politique dont son génie seul entrevoyait les horizons lointains et que seul le succès pouvait absoudre.

Ce fut, du reste, le caractère constant de la politique de Cavour d'être à la fois embarrassée et hardie, compliquée et simple. On dirait un tableau dont le premier plan serait un fouillis inextricable, une accumulation incohérente de ronces, de rochers, de cailloux, d'herbes, de flaques d'eau, une confusion de toutes sortes d'objets, tandis qu'au fond, pur et lumineux, éclairant la toile, fascinant le regard et faisant oublier tout le reste, se détache le sujet principal. OEuvre d'art ou œuvre de politique, la main du maître se reconnaît toujours. Cette main du maître, on la reconnut du premier coup d'œil, à Vienne, dans le traité conclu à Turin. « Voilà, » dit,

en apprenant cette nouvelle, un ministre autrichien, « voilà un coup de pistolet tiré à bout portant à nos oreilles. »

Coup de pistolet pour l'Autriche, pour Cavour coup de partie. Le traité, soumis au Parlement, fut enfin ratifié par quatre-vingt-quinze voix contre soixante-quatre. La majorité vota sans élan, de nécessité, prête, au premier incident fâcheux, à faire au ministère un crime de l'appui qu'elle avait été contrainte de lui prêter. Le roi lui-même poussait plus mollement à l'expédition, depuis qu'il avait dû renoncer à en prendre en personne le commandement. En revanche, le général La Marmora, à qui ce commandement avait été confié, était plein de feu et, avec son énergie et son activité habituelles, hâtait les préparatifs. De son côté, Cavour, comme ministre des finances, se mettait en mesure de pourvoir aux frais de la guerre. Il avait été vaguement question d'un subside fourni par l'Angleterre. En Piémont, ce subside n'eût pas mécontenté l'opinion, qui était même disposée à reprocher au ministère de n'en avoir pas fait une des conditions du traité. Mais si la proposition en fut réellement faite, ce qui me paraît douteux, je dirai tout à l'heure pourquoi, Cavour la repoussa absolument : il entendait que le Piémont

figurât dans la lutte, non pas en auxiliaire stipendié, mais en allié et sur un pied d'égalité parfaite avec les puissances auxquelles il s'associait pour mieux établir et non pour aliéner sa propre indépendance. Un emprunt fut donc conclu, favorisé toutefois et garanti par le gouvernement anglais, Cavour, selon sa coutume, se gardant d'exagérer un sentiment juste en soi et s'arrêtant où la dignité eût dégénéré en susceptibilité. Il en est des principes comme de ces fruits naturellement excellents, mais que les enfants pressent jusqu'à les rendre amers en en voulant extraire les dernières gouttes. Cavour n'exprimait pas le suc des principes au point d'en altérer la saveur.

L'armée piémontaise s'embarqua au printemps, un an environ après la conversation que j'ai rapportée avec Mme Alfieri. Je reviens sur cet incident et j'en rappelle la date, parce qu'on y discerne les vraies origines des sollicitations de l'Angleterre. Lorsque ces sollicitations parvinrent de Londres à Turin, il est évident qu'elles firent retour au lieu où elles étaient nées. Sir James Hudson était assez lié avec Cavour pour subir son influence, aussi bien qu'assez intelligent pour le comprendre à demi-mot. C'est là, me semble-t-il, ce qui rend peu probable

qu'aucune proposition de subvention pécuniaire ait jamais été faite par le cabinet britannique. Sur ce point vital pour sa politique, Cavour n'avait jamais dû laisser planer l'ombre d'un doute.

Les débuts de l'expédition ne furent pas heureux, ou plutôt ils furent mélancoliques. En Crimée, l'armée ne rencontra pas d'abord l'ennemi, mais elle trouva le choléra qui lui ravit quelques-uns de ses meilleurs soldats et de ses plus brillants officiers. Le siége se prolongeait, et les bulletins arrivaient à Turin y apportant le deuil sans la compensation de la gloire, et remplissant la ville d'une tristesse dont l'absence de tout fait d'armes augmentait l'amertume. C'était alors que la loi Rattazzi soulevait contre le ministère la tempête dont je n'ai pas à rappeler la violence. Et tandis que Cavour tenait tête à l'orage, il voyait la nation inquiète, écoutant les bruits qui venaient de Crimée, toute prête à se redresser pour lui demander compte de tant de sacrifices inutiles. Tout d'un coup Gênes se pavoise, Turin s'illumine, le pays entier est en fête. Cavour est un grand homme. L'armée piémontaise a livré une bataille et remporté une victoire !

La position se détendit. « La session chemine assez bien, écrivait Cavour vers la fin de l'année,

l'opposition est fort réduite en nombre et singulièrement adoucie dans ses formes. Il n'y a guère que X. qui de temps en temps vient beugler quelques mauvais lieux communs auxquels personne ne fait attention. Nos seuls adversaires redoutables, ce sont les cléricaux; mais ils sont sans influence véritable sur le pays, et leurs intrigues à la cour commencent à être déjouées. A tout prendre, nous marchons passablement. »

Après la guerre, le congrès. Après avoir fait briller l'épée aux yeux de tous, Cavour avait à faire entendre aux oreilles de tous la voix de l'Italie. Cette voix, l'Autriche, décidée à y rester sourde, eût préféré lui imposer silence, et n'entendait pas qu'on lui donnât le retentissement et l'autorité d'une tribune officiellement européenne. Il n'était pas, disait-elle, de la dignité des puissances d'admettre à leurs délibérations un méchant État de quatre millions d'âmes. Ce n'était pas parce que le Piémont avait tardivement et à grand'peine expédié en Crimée quelques chétifs bataillons, qu'il pouvait prétendre à traiter de pair avec des empires dont les armées comptaient par centaines de mille hommes. Prendre au sérieux la mouche du coche, cela était ridicule et contraire à toutes les traditions diplomatiques. Quant à l'Italie,

qui d'ailleurs n'avait rien à voir en cette affaire, elle se trouvait très-suffisamment représentée par le cabinet de Vienne. Il y eut un moment d'hésitation. Mais l'Angleterre insista, la France encore plus, et plus que tous les autres la Russie, dont le moindre souci était de plaire à l'Autriche. Cavour partit pour Paris.

Il partit assez découragé, n'ignorant pas que les puissances alliées avaient été un moment fort ébranlées par les déclarations de l'Autriche, et en concluant qu'elles estimeraient s'être acquittées envers le Piémont en exigeant son admission au congrès; il craignait d'ailleurs les dispositions qu'il rencontrerait, se défiant de la diplomatie, qu'il savait en général également hostile à sa personne et à sa politique, ne sachant trop si le rôle de comparse ne lui serait pas assigné, et si, représentant d'un État de troisième ordre, il n'aurait pas à payer en complaisances l'acte de condescendance dont il était l'objet. « A quoi bon aller là-bas, disait-il à un ami, pour être traité comme un enfant? » La brusque terminaison de la guerre l'avait surpris; elle avait, je ne dirai pas dérangé ses plans, mais coupé court à ses combinaisons, renversé l'échafaudage de ses espérances. Qu'on se figure un joueur, à son arrivée à Baden, trouvant le salon de conversation fermé pour

la saison. Sans doute le but ostensible, immédiat que Cavour s'était proposé avait été atteint. Le prestige des armes piémontaises était relevé et la bannière italienne s'était glorieusement déployée à côté et en face des premiers drapeaux du monde. Mais, au delà du but ostensible et immédiat, Cavour en avait entrevu ou plutôt attendu un autre, indistinct, inconnu, qui surgirait des hasards de la lutte. Il avait compté sur l'imprévu. Or, l'imprévu semblait étouffé dans son berceau par la paix.

Pendant la première phase du congrès, aussi longtemps que se discuta le plan général de la paix, Cavour se tint en arrière, dans une attitude modeste, de bon goût aussi bien que de bonne politique, laissant aux grandes puissances le règlement de ces stipulations essentielles qu'au prix de tant de sacrifices elles avaient acquis le droit, les unes de réclamer et l'autre de débattre. Appelé, conformément à l'usage, à se prononcer, il donnait son avis en quelques mots, sans peser, avec modération, mais avec une précision et une connaissance du sujet qui d'emblée provoquèrent l'étonnement d'hommes condamnés par métier à ne s'étonner de rien. Très-vite on comprit qu'il y avait et surtout qu'il y aurait à compter avec cet esprit vaste et mesuré, délié et

hardi. De son côté Cavour observait, découvrait, dans le conflit des opinions et des intérêts, les ressorts cachés qu'un jour il pourrait faire jouer, il prenait rang en tête des affaires européennes, pénétrait dans l'intimité de celui qui, dans ce premier rang, tenait la première place, reconnaissait que la paix, comme la guerre, a ses complications inattendues et ses hasards propices, et prévoyait enfin que l'imprévu n'était qu'assoupi.

On sait que, dans le sein du congrès, deux tendances ne tardèrent pas à se manifester, et que la Russie trouva auprès de la France quelque appui contre l'hostilité acharnée de l'Angleterre soutenue par l'Autriche. Ce rapprochement de l'Angleterre et de l'Autriche était un coup terrible pour Cavour dont la politique, du jour de son arrivée au pouvoir, reposait sur l'alliance anglaise. Cette alliance constamment maintenue, cimentée par la guerre de Crimée, de quel secours serait-elle désormais au Piémont partageant avec son ennemi mortel l'amitié et la bienveillance du cabinet britannique? Quelle serait d'ailleurs la limite des sacrifices qu'elle imposerait au plus faible, et ne deviendrait-elle pas, du même coup, odieuse à l'Italie et en elle-même stérile? Enfin, interprète et mandataire d'une nationalité bri-

sée dont les tronçons palpitants s'agitaient pour se rejoindre, Cavour pouvait-il rester insensible aux vœux de populations arbitrairement opprimées par des combinaisons pareilles à celles qui avaient déchiré son pays ? Pouvait-il aider à l'écrasement diplomatique d'une nationalité ? Pouvait-il, par son vote ou seulement par son silence, consacrer un procédé politique contre lequel sa présence au congrès était une vivante protestation ? D'autre part, se détacher de l'Angleterre, c'était, pour le Piémont, perdre à la fois un guide et un soutien, s'isoler, petit État constitutionnel, au milieu de puissances jalouses les unes de son indépendance, les autres de sa liberté, abandonner pour un appui douteux, auquel, en définitive, il n'avait aucun droit, des sympathies certaines et obligées ; c'était se lancer, solitaire et frêle esquif, sur la haute mer des aventures.

Le pilote espéra s'en tirer sans trancher le câble qu'il avait mis tant de soin à tisser ; il crut qu'il suffirait de l'allonger. Il est même probable qu'auparavant il consulta l'état du ciel et vit poindre à l'horizon quelque brise favorable. En ce temps-là, au mois de mars 1856, Cavour dit à un ami : « Dans trois ans nous aurons la guerre, la bonne. » Quoi qu'il en soit, ce fut à l'occasion du sort réservé aux Principautés

danubiennes qu'il se prononça avec une vivacité qui ne fut pas goûtée à Londres. Connaissant à fond les traités innombrables relatifs à ces malheureuses principautés, instruit de tous les détails, au courant des événements contemporains et des incidents quotidiens de leur histoire, il prit en main la cause de l'union, et s'en constitua, en quelque sorte, le défenseur d'office auprès du congrès, où, tout naturellement, il se trouva, dans le long débat qui eut lieu à ce sujet, remplir le rôle principal, le plus en vue. Il ne cessa dès lors de prendre une large part aux discussions, et l'étendue, la solidité de son savoir, la fermeté de son intelligence, la clarté de son exposition, sa perspicacité politique, son aptitude à débrouiller les affaires lui assurèrent, dans les délibérations, une autorité de jour en jour moins contestée. Sa valeur et son crédit personnels rejaillirent sur le Piémont, qu'ils élevèrent dans l'opinion à la hauteur d'une puissance secondaire et qui leur dut une considération, une influence, une importance auxquelles, avec un autre représentant, il lui eût été interdit de prétendre. A Paris, du reste, comme à Turin, les manières faciles de Cavour, l'absence, chez lui, de toute affectation, de tout apprêt, la liberté de son langage, son parfait naturel, en un mot la forme

aimable de son génie, dissipèrent les premiers préjugés, aplanirent les premiers obstacles et frayèrent la voie à un ascendant dont nul ne songeait à se défendre, et qui graduellement s'imposait sans qu'il y parût.

L'Italie toutefois attendait; sans espérer beaucoup de cette assemblée souveraine sur les décisions de laquelle l'Autriche, que tous ménageaient encore, pesait d'un si grand poids, elle se demandait avec inquiétude si le congrès se séparerait sans que son nom eût été seulement prononcé. Son nom dit à haute voix, — rien de plus, puisque la paix était pour le moment à l'ordre du jour, — cela lui suffisait. A vrai dire, elle était plus exigeante qu'il ne semble aujourd'hui. Prononcer le nom de l'Italie, c'était, d'un mot, d'un seul mot, constater une situation jusqu'alors niée par la diplomatie, c'était poser une question absolument interdite dans la langue officielle, c'était, du fait qu'on la posait, la résoudre contre l'Autriche. Cavour, lui aussi, attendait, sachant bien que parler de l'Italie, c'était parler pour elle, anxieux, mais contenant son impatience, comprenant que le mot magique qui flamboierait comme un « Mane Thecel Phares » sur la muraille crevassée de l'édifice politique européen, n'aurait son sens prophétique, son

prix et son éclat qu'à la condition de sortir d'une autre bouche que de celle d'un Italien. Il n'attendit pas en vain.

Les membres de la conférence touchaient au terme de leurs travaux, toutes les stipulations essentielles étaient réglées, lorsque, dans une des dernières séances, le comte Walewski, président du congrès, et, à ce titre, particulièrement chargé d'introduire les sujets de délibération, appela tout d'un coup l'attention des plénipotentiaires sur l'état de l'Italie, état, disait-il, dangereux pour l'Europe qui risquait de voir la paix constamment troublée par ces tentatives révolutionnaires qui sont la conséquence inévitable des régimes impopulaires et oppressifs. M. Walewski, en terminant, engagea le congrès à adresser une note aux princes italiens pour les presser de ne point s'écarter des clauses du traité de Vienne et pour leur conseiller une politique intérieure plus libérale. Le débat que souleva cette proposition inattendue ne fut pas long. Le comte Buol s'opposa formellement à l'entrée en matière d'un sujet qui, selon lui, n'était en aucune façon de la compétence du congrès, et sur lequel toute discussion non-seulement serait inopportune, déplacée et stérile, mais entraînerait la retraite immédiate de l'Autriche,

et, par conséquent, mettrait à néant l'œuvre entière du congrès. Cavour sentait bien que ce *veto* de l'Autriche coupait court à toute délibération sérieuse et que l'incident en resterait là; il n'essaya pas moins de réfuter les arguments de son adversaire, ou plutôt, saisissant l'occasion au vol, il exposa ses propres vues, rapidement, en peu de mots, disant les maux de l'Italie, indiquant les remèdes; et quand, le comte Buol insistant, la conversation fut close, le nom de l'Italie était, en dépit de l'Autriche, inscrit en toutes lettres sur les registres de l'état civil européen.

Cavour ne s'en tint pas aux quelques paroles qu'il avait prononcées dans l'enceinte fermée du congrès. Le débat écarté fut repris, et, à avoir voulu l'arrêter, l'Autriche gagna d'abord qu'il fut public au lieu d'être secret, ensuite qu'une seule des parties s'y fit entendre, enfin qu'il dut au patronage de la France et de l'Angleterre, sous lequel il se produisit, un grand retentissement et une incontestable autorité. Le memorandum dans lequel Cavour, s'adressant aux cabinets de Londres et de Paris, leur exposait les envahissements de l'Autriche, la situation difficile que ces envahissements faisaient au Piémont, la condition déplorable à laquelle ils réduisaient le

reste de l'Italie, ce memorandum indiquait quelques-uns des palliatifs à apporter à un état de choses intolérable, et laissait entrevoir que le Piémont pourrait bien être contraint de recourir, contre son gré, à des moyens extrêmes, et, menacé par l'Autriche, miné par la révolution, de chercher un jour son salut dans les inspirations du désespoir. Cet écrit, plaidoirie habile, manifeste audacieux, devenait un acte politique de la plus haute gravité, par la complicité apparente des puissances qui en avaient accepté la dédicace.

Le congrès terminé, Cavour accompagna le roi à Londres. Là et alors seulement il put tout à fait constater la rupture. Il vit qu'on ne lui pardonnerait pas de sitôt d'avoir ménagé la Russie, défendu l'indépendance des Principautés, en somme mollement soutenu les exigences de l'Angleterre; il reconnut d'ailleurs qu'un bon prétexte pour lui en vouloir convenait à la politique du jour; bref, il trouva les dispositions du cabinet britannique complétement modifiées, refroidies à l'égard du Piémont, et, à l'endroit de l'Italie, glacées. Cavour fut douloureusement surpris. Il ne s'était pas attendu à un accueil aussi hostile. Lord Clarendon l'avait mal préparé à lord Palmerston.

Ici j'ouvre une parenthèse pour y placer une lettre écrite par Cavour pendant le congrès, à la date du 12 avril, et adressée à Rattazzi. Cette lettre, récemment publiée, a fait trop de bruit, et elle est par elle-même un document trop important, pour que je me dispense de la reproduire ; je ne saurais d'ailleurs passer sous silence les commentaires auxquels elle a donné lieu. La voici telle qu'elle a paru dans la brochure de M. Berti :

« Cher collègue (Rattazzi était alors ministre de l'intérieur), j'envoie un courrier à Chambéry, afin de pouvoir vous écrire sans réticences. J'aborde maintenant le second sujet de ma lettre et le plus important. Convaincu que l'impuissance de la diplomatie et du congrès aura de funestes effets en Italie, et placera le Piémont dans des conditions difficiles et dangereuses, j'ai pensé qu'il convenait d'examiner s'il ne serait point possible d'arriver à une solution complète par les moyens héroïques... les armes. Dans ce but, j'eus hier matin la conversation suivante avec lord Clarendon : « Milord, ce qui s'est passé au congrès prouve deux choses : 1° que l'Autriche est décidée à persister dans son système d'oppression et de violence envers l'Italie ; 2° que les efforts de la diplomatie sont impuissants à modifier

son système. Il en résulte pour le Piémont des conséquences excessivement fâcheuses. En présence de l'irritation des partis d'un côté, et de l'arrogance de l'Autriche de l'autre, il n'y a que deux partis à prendre : ou se réconcilier avec l'Autriche et le pape, ou se préparer à déclarer la guerre à l'Autriche dans un avenir peu éloigné. Si le premier parti était préférable, je devrais à mon retour à Turin conseiller au roi d'appeler au pouvoir des amis de l'Autriche et du pape. Si, au contraire, la seconde hypothèse est la meilleure, mes amis et moi nous ne craindrons pas de nous préparer à une guerre terrible, à une guerre à mort, *the war to the knife,* la guerre jusqu'avec les couteaux. Ici je m'arrêtai. Lord Clarendon, sans montrer ni étonnement, ni désapprobation, dit alors : « Je crois que vous avez raison; votre position devient bien difficile, je conçois qu'un éclat devienne inévitable, seulement le moment d'en parler tout haut n'est pas encore venu. » Je répliquai : « Je vous ai donné des preuves de ma modération et de ma prudence; je crois qu'en politique il faut être excessivement réservé en paroles et excessivemen décidé quant aux actions. Il y a des positions où il y a moins de danger dans un parti audacieux que dans un excès de prudence. Avec La Marmora je suis per-

suadé que nous sommes en état de commencer la guerre, et pour peu qu'elle dure, vous serez bien forcés de nous aider : » Lord Clarendon répliqua avec une grande vivacité : « Oh! certainement, si vous êtes dans l'embarras, vous pouvez compter sur nous, et vous verrez avec quelle énergie nous viendrons à votre aide. »

« Après quoi, je ne poussai pas plus loin et me bornai à quelques expressions d'amitié et de sympathie pour lord Clarendon et pour l'Angleterre. Vous pouvez juger vous-même de l'importance des paroles prononcées par un ministre qui a la réputation d'être prudent et réservé. L'Angleterre, que la paix afflige, verrait, j'en ai la certitude, naître avec plaisir l'opportunité d'une nouvelle guerre et d'une guerre aussi populaire que l'affranchissement de l'Italie. Pourquoi donc ne pas profiter de sa disposition et tenter un effort pour accomplir les destinées de la maison de Savoie et de notre pays? Cependant, comme il s'agit d'une question de vie ou de mort, il nous faut procéder avec une grande circonspection; c'est pour cela même que je crois qu'il est convenable que je me rende à Londres pour m'y entretenir avec lord Palmerston et les autres chefs du gouvernement. Si ceux-ci partagent la manière de voir de Clarendon,

il faut se préparer secrètement, faire l'emprunt de trente millions, et, au retour de La Marmora, adresser à l'Autriche un ultimatum qu'elle ne pourra accepter et commencer la guerre.

« L'empereur ne saurait s'opposer à cette guerre, en secret il la désire. Il nous aidera certainement s'il voit l'Angleterre disposée à entrer dans la lice. Je tiendrai, d'ailleurs, avant mon départ, à l'empereur un discours analogue à celui que j'ai adressé à lord Clarendon. Les dernières conversations que j'ai eues avec lui et avec ses ministres étaient de nature à préparer la voie à une déclaration de guerre. L'unique obstacle à prévoir, c'est le pape. Qu'en faire dans le cas d'une guerre italienne ?

« J'espère qu'après avoir lu cette lettre, vous ne me croirez pas atteint d'une fièvre cérébrale ou tombé dans un état d'exaltation mentale. Au contraire, ma santé intellectuelle est excellente; jamais je ne me suis senti aussi calme; je me suis fait une réputation de modération. Clarendon me l'a souvent dit, le prince Napoléon m'accuse de mollesse et même Walewski me félicite de ma contenance. Mais, en vérité, je suis persuadé qu'on pourra, avec grande chance de succès, essayer de l'audace. Comme vous pouvez en être convaincu, je n'assumerai aucun en-

gagement ni prochain ni éloigné; je recueillerai les faits, et, à mon retour, le roi et mes collègues décideront de ce qu'il y aura à faire.

« Aujourd'hui encore il n'y a pas de conférence. Le procès-verbal de la séance orageuse de mardi n'a pas été préparé. Lord Clarendon est très-disposé à renouveler la lutte avec Buol, mais peut-être celui-ci cherchera-t-il à l'éviter en ne faisant pas d'observations sur le protocole. Cependant Clarendon a envoyé Cowley auprès de Hübner pour lui dire que toute l'Angleterre serait indignée des paroles prononcées par le ministre autrichien quand elle en aurait connaissance. Aujourd'hui dîner monstre chez l'empereur. Il me sera difficile de lui parler; je lui demanderai de m'accorder une audience particulière. »

Telle est cette lettre, écrite d'un seul jet, sous l'empire d'une pensée unique, violente, et contre les allégations de laquelle lord Clarendon, en ce qui le touche, a protesté dans une séance de la Chambre des lords. De là un débat regrettable.

Un mot d'abord sur la cause immédiate de ce débat. La publication de quelques lettres intimes, parmi lesquelles se trouve celle que je viens de citer, a généralement paru intempestive, et, pour ne pas

dire plus, prématurée. En effet, le caractère confidentiel de ces pages tracées en courant, en toute liberté, en pleine sécurité, sous l'impression du moment, les communications évidemment destinées à rester secrètes qu'elles renferment, les appréciations rapides, hasardées, sur les choses, sur les hommes, les boutades qui s'y rencontrent, auraient dû les préserver du grand jour, les garder sous triple sceau aussi longtemps qu'elles risquaient de servir de petites rancunes, de blesser de justes susceptibilités, de mettre sur la sellette des hommes qu'elles compromettaient, et, en définitive, de compromettre surtout celui dont la correspondance familière a été ainsi transformée en arme de parti. La preuve, du reste, ne s'est pas fait attendre : lord Clarendon, et il en avait le droit incontestable, a nié avoir tenu les propos, avoir eu l'attitude que Cavour lui attribue; il a nié avec une grande modération de langage et une rare courtoisie, gêné par la certitude de ne pouvoir être contredit, retenu par la crainte de troubler la paix d'un tombeau, mais enfin il a nié et le tombeau est demeuré silencieux.

A vrai dire, je crois qu'il n'est pas très-difficile de concilier, toutes contradictoires qu'elles semblent, les assertions de Cavour et celles de lord Clarendon.

Lord Clarendon n'est pas tenu de se rappeler aujourd'hui les détails d'une conversation, selon toute apparence libre et à bâtons rompus, qui a eu lieu en 1856; le ton de ses paroles, l'accent de sa voix, ses gestes ne sauraient être présents à sa mémoire. Sur deux points principaux seulement ses souvenirs peuvent être, et même sont nécessairement précis. En premier lieu, il est certain de n'avoir jamais entendu pousser le Piémont à la guerre; ensuite il ne doit pas avoir oublié que ses sympathies avouées, officiellement et inofficiellement proclamées, étaient ouvertement, complétement acquises à l'Italie et à son plénipotentiaire, car, au congrès, Cavour représentait l'Italie. Maintenant, que Cavour se soit fait d'étranges illusions sur l'appùi que lui fournirait la Grande-Bretagne dans l'hypothèse d'une lutte contre l'Autriche, cela est évident; que ces illusions, promptement dissipées à Londres, lui aient à Paris fait prendre des assurances bienveillantes pour des promesses positives, cela est probable; mais que ces assurances bienveillantes aient été données, on n'en saurait douter. Lord Clarendon eût en quelque sorte démenti toute sa conduite antérieure et postérieure, eût interverti ses allures s'il eût fait une réponse sèche, un

accueil réservé à Cavour venant lui parler de l'Italie. Et comment expliquer que Cavour, après un entretien d'où il serait sorti désespérant de l'appui éventuel de l'Angleterre, fût rentré chez lui pour rédiger, d'accord avec cette même Angleterre, le memorandum où je lis le passage suivant : « Troublé à l'intérieur par l'action révolutionnaire, excité au dehors par un régime de répressions violentes et d'occupations étrangères, menacé par l'extension de la puissance autrichienne, le Piémont peut, à un moment donné, être *forcé d'adopter des mesures extrêmes dont il est impossible de prévoir les conséquences.* »

Ce passage me paraît concluant. Induit en erreur par une foule de circonstances, par le ton de la presse anglaise, par le fait que les whigs étaient aux affaires, par ses conversations particulières avec les Anglais qu'il rencontrait, par son intimité avec le ministre d'Angleterre à Turin, par ses rapports avec lord Clarendon, trompé aussi, il faut le dire, par cet optimisme à travers lequel il regardait volontiers les sentiments des autres, ébloui par la perspective qui lui avait soudain apparu, entraîné par son propre élan, Cavour s'était imaginé, après s'être séparé du cabinet britannique, qu'il n'en serait pas moins sûrement suivi par l'Angleterre dans toute en-

treprise ayant pour objet l'indépendance de l'Italie. Encore une fois, lord Clarendon l'avait mal préparé à lord Palmerston. Ne serait-ce point peut-être que lord Palmerston avait mal préparé lord Clarendon? La sympathie officielle du représentant britannique pour l'Italie ne pouvait-elle pas être le résultat d'une erreur pareille à celle dont ce représentant fut la victime lorsque, dans le congrès, il se montra d'abord un des plus chauds promoteurs de l'union des Principautés?

Définitivement abandonné de l'Angleterre, Cavour se trouvait, lui et son pays, « sur la pointe d'une aiguille », situation dont le principal inconvénient est qu'on ne saurait y rester longtemps. Il fallait donc en sortir au plus tôt et surtout en sortir du bon côté. Ce bon côté, tout en retournant à Turin, Cavour le chercha. Un grand pas, du reste, était fait. L'Italie frémissait de joie et d'enthousiasme, elle se sentait vivre, elle avait des soldats et elle avait des hommes d'État! Ce qui s'était commencé en Crimée, le congrès l'avait continué, quelqu'un l'achèverait un jour. Ce quelqu'un, la voix populaire le désignait, et des souscriptions publiques s'ouvraient partout pour offrir à Cavour des témoignages de la reconnaissance nationale. Quant à lui, il rapportait à Turin l'acte de

naissance du royaume dont on se souvient qu'en ses rêves de jeune homme il se voyait ministre ; et, en se rappelant l'initiative du comte Walewski, — un mot de l'empereur Napoléon qui avait dit à Victor-Emmanuel : « Que pourrait-on faire pour l'Italie ? » — peut-être encore quelques autres incidents de sa brillante campagne diplomatique, il se demanda sans doute si, après avoir fait reconnaître l'enfant, il n'aurait point trouvé le parrain.



XII

Il y eut un temps de répit. La guerre avait promptement lassé une société déshabituée du bruit des armes, société d'usines, d'expositions universelles, d'économie politique, croyant à la paix avec fanatisme, comme un avare croit aux lois qui interdisent le vol. Aux agitations de la lutte, aux ondulations du congrès, avait succédé le calme plat si propice à la navigation des intérêts. A l'horizon, les affaires, la hausse, l'azur, et qui se fût avisé d'y signaler le moindre point noir eût vu l'Europe entière l'accabler de ses colères. De là pour l'Italie une phase d'arrêt, de recul apparent, Cavour contraint de carguer ses voiles jusqu'à ce qu'un bon vent d'ouest vînt les enfler.

Le danger que faisait courir au Piémont un repos trop prolongé était que la guerre de Crimée et ses

suites diplomatiques arrivassent graduellement à l'état d'épisode honorable sans doute et glorieux, mais rattaché à l'ensemble par de faibles liens qui iraient toujours s'usant, jusqu'à ce qu'ils fussent rompus. Alors tout serait à recommencer. Ce danger, Cavour ne pouvait manquer d'y être sensible et de comprendre qu'à l'Italie non-seulement il fallait la guerre, mais encore qu'il la fallait à courte échéance. Il disait bien qu'elle aurait lieu dans trois ans, et il le croyait, un peu moins cependant, je m'imagine, qu'il ne le disait.

Pendant le congrès il avait eu, sa lettre à Rattazzi le prouve, un jour d'espérance folle, de prodigieuse illusion, il avait cru à la guerre immédiate. Comment donc avait-il pu être le jouet d'une telle hallucination? J'ai lu qu'en certaines contrées l'air est si diaphane que les objets les plus distants paraissent tout proches aux regards trompés par la limpidité de l'atmosphère; dans ces contrées au doux climat, quand le voyageur, après une pénible ascension à travers les ravins et les bois, parvient sur quelque sommet, il voit soudain le but auquel il tend se dessiner à ses yeux si net et si distinct qu'il lui semble que quelques pas seulement l'en séparent. Il se remet en route et il s'aperçoit alors que la marche

qui l'amènera au but auquel il avait cru toucher est encore longue et rude. Qu'on se rappelle Cavour allant à Paris découragé, puis là, trouvant les dispositions plus favorables qu'il ne se l'était figuré, dès lors se frayant son chemin, avançant en faveur, en crédit, en influence, bien vu de la Russie, se croyant sûr de l'opinion publique anglaise, accueilli par l'empereur Napoléon, et voyant la figure de l'Italie se dresser tout à coup devant le congrès. Ce jour-là, il est vrai, Cavour eut une illusion, mais ce ne fut qu'une illusion d'optique.

Seulement après l'illusion, vinrent la réalité, la longue marche, les ravins et les ronces. « La politique, écrivait Cavour de retour à Turin, me donne bien des soucis... Abandonnés par l'Angleterre, ayant en présence l'Autriche malveillante et hostile, devant lutter contre Rome et les autres princes italiens, vous devez comprendre combien est difficile notre position. Je ne suis pas découragé malgré cela, car je crois que le pays est avec nous. Les élections générales le prouveront. La lutte sera vive, car le parti clérical déploiera tous ses moyens. Mais je crois qu'il sera battu, car la droite modérée refuse absolument de se joindre à lui et se montre disposée à soutenir le ministère. Si les élections n'étaient pas entièrement

ministérielles, la position deviendrait à peu près intenable... »

Les élections furent loin d'être entièrement ministérielles. La réaction, suite naturelle de toute grande secousse, se produisit plus qu'ailleurs en Italie, où un parti puissant était si fortement intéressé à la consolidation de la paix. D'ailleurs, en Piémont, il ne manquait pas de gens pour déclarer que le seul résultat positif de la guerre était d'avoir coûté dix mille hommes et cent millions, ajoutant qu'à ce prix la réputation personnelle que s'était faite à Paris le comte de Cavour revenait bien cher au pays. A cela, Cavour faisait une réponse analogue à celle qu'il me fit un jour, en 1852, alors qu'il passait pour un conservateur, pour le représentant de l'ordre, pour remplir, en Italie, le rôle répressif que jouaient en ce temps-là, sur tous les théâtres politiques de l'Europe, tous les hommes d'épée ou de gouvernement. Causant avec lui, je lui exprimais mon regret de voir que le Piémont n'eût pas repris le vieil et glorieux étendard de Savoie. « Nous avons, dit-il vivement, dépensé des centaines de millions, perdu des milliers de braves soldats, subi des désastres; à tout cela nous n'avons gagné qu'une chose, le droit de considérer comme nôtre le drapeau trico-

lore; eh bien, j'estime que ce droit, nous ne l'avons pas payé trop cher. » — Celui qui parlait ainsi, au lendemain des revers, devait nécessairement, à la veille de la revanche, trouver que cent millions et dix mille hommes n'étaient pas trop pour les frais de baptême d'un drapeau qu'il taxait à un si haut prix. Mais un grand nombre d'électeurs furent d'un avis différent. Voici en quels termes Cavour lui-même s'exprimait au sujet des élections qui venaient d'avoir lieu :

« Le résultat des élections est, sous certains rapports, très-fâcheux, quoiqu'il ait aussi son bon côté. Les amis des institutions libérales peuvent se féliciter de ce que la classe aristocratique tout entière, qui s'était tenue à l'écart jusqu'ici, soit entrée franchement dans l'arène politique et ait fait adhésion de la manière la plus explicite aux principes du Statut.

« Les chefs du parti jouent peut-être la comédie, mais la masse est de bonne foi. Le pays est honnête et le serment a encore chez nous une grande valeur. Aussi je ne m'afflige nullement de voir figurer sur les bancs de la droite une douzaine de marquis et deux douzaines de comtes, sans compter un grand nombre de barons et de chevaliers. La plupart de ceux qui

entrent à la Chambre comme cléricaux en sortiront simplement conservateurs. Cette transformation rendra, dans un temps donné, un ministère de droite possible, ce qui sera peut-être un bien pour le pays, tout en ayant pour moi l'immense avantage de me procurer le moyen d'aller passer quelque temps avec vous.

« Le côté fâcheux de la question vient du rôle qu'on a fait jouer à la religion dans cette affaire. Les prélats, poussés par Rome et par Paris, ont organisé une véritable conspiration, *more Mazzini*. Des comités secrets, des affiliations nombreuses ont été organisés à l'aide des évêques et des curés dans tout le royaume. Le mot d'ordre, parti du comité central, se répand avec la rapidité de l'éclair dans toutes les communes, en passant par le palais épiscopal et le presbytère.

« Le comité a décidé l'emploi de toutes les armes spirituelles pour agir sur les électeurs. Le confessionnal est devenu une chaire pour endoctriner les gens à foi aveugle. Les prêtres ont été autorisés à tirer largement sur le paradis et sur l'enfer. Rome leur a ouvert, à cet effet, un crédit illimité sur l'autre monde. Il en résulte que le parti libéral est d'une irritation extrême contre le clergé et qu'on aura au-

tant de peine à le contenir qu'à combattre ses adversaires.

« Je ne désespère pas du succès, mais je ne me dissimule pas les dangers que court le ministère; le moindre faux pas à droite ou à gauche peut faire chavirer notre barque. »

Comme la barque ne chavira pas, il faut penser que le ministère ne se rendit coupable d'aucun faux pas; seulement, s'il en avait par hasard fait un, il est permis de conclure du ton de cette lettre qu'à coup sûr ce n'aurait pas été à droite. Au reste, Cavour administra quelques consolations au parti libéral qui, affligé du résultat des élections, exhala son dépit en excluant de la Chambre un certain nombre de chanoines élus à la faveur d'une loi obscure. Une loi obscure, ai-je dit; l'était-elle au point qu'il fallût immédiatement l'interpréter à nouveau? je n'oserais l'affirmer, d'autant moins que l'interprétation en consista à la défaire pour la refaire et que, naturellement, ce fut la majorité qui la défit et la refit. En vérité, il était permis de se demander si cette mesure et l'effet rétroactif qu'on eut grand soin de lui attribuer ne sentaient pas quelque peu l'arbitraire. Mais, sur ce point, Cavour voulut bien m'éclairer un jour, de façon à ne laisser subsister

aucun doute dans mon esprit : « Nous ne pouvions pourtant pas, me répondit-il, avoir une Chambre entièrement composée de chanoines! »

Tandis que la droite, même affaiblie par la perte de quelques chanoines, formait dans le Parlement une opposition avec laquelle le gouvernement était tenu de compter, le parti républicain, dont la guerre d'Orient avait galvanisé les restes, révélait son retour à la vie par une de ces brusques secousses qui lui étaient familières. « Mazzini, écrit Cavour, vient de faire une de ses équipées à Gênes. Le mouvement a été réprimé avant même qu'il eût eu un commencement d'exécution. Quoiqu'il n'eût pas de chances sérieuses de réussir, il n'avait pas été trop mal combiné. L'indignation universelle qu'il a excitée nous permettra de sévir contre les mazziniens qui, sans être à craindre, sont fort fastidieux. »

La conséquence la plus importante de l'équipée de Gênes fut la retraite de Rattazzi, accusé en cette circonstance d'imprévoyance et de mollesse. Il faut dire aussi que le parti libéral était tout disposé à la sévérité à l'égard du ministre de l'intérieur qui, dans les récentes élections, n'avait pas su déjouer les trames de la droite. On oublia les services rendus par un homme qui, aux affaires depuis quatre ans et plus,

n'avait cessé d'y déployer d'éminentes facultés administratives, et surtout une rare activité. On rappela Novare. A Paris, les souvenirs de 1848 furent évoqués et l'on murmura le mot de *complicité*. Sacrifié aux exigences d'une situation qui semblait dépasser ses forces, Rattazzi laissa dans le cabinet un vide sensible, difficile à combler si l'on n'eût touché au moment où il importait que tous les pouvoirs fussent concentrés dans une seule main, comme tous les desseins dans une seule pensée. Cavour, président du conseil, ministre des affaires étrangères, ministre des finances, se confia à lui-même le portefeuille de l'intérieur.

Donnée à la fin de 1857, la démission de Rattazzi est le point de départ d'une évolution dans la politique de Cavour. Sans cesser d'être libérale et constitutionnelle, d'être soutenue par la majorité, cette politique devient plus exclusivement italienne, surtout plus personnelle dans ses allures, plus impérieusement imposée au Parlement, qui obéit à Cavour comme à un maître plutôt qu'il ne le suit comme un chef. La majorité, du reste, va grandissant de jour en jour, la foi en Cavour gagne de proche en proche. Cette foi d'une nation attendant d'un homme l'ac-

complissement de ses destinées altère profondément la situation des partis qu'elle domine jusqu'à paraître les supprimer. Il n'y a plus en Italie qu'une politique, j'ai presque dit qu'une religion, la volonté de Cavour. Pour réfuter la plus éloquente harangue, il suffira d'un mot, d'un signe, d'un sourire de celui à qui tous regardent. La constitution est réduite au rôle de machine, l'esprit qui la meut est en dehors d'elle. Cavour, peu à peu, s'isole, s'élève à une telle hauteur au-dessus des Chambres, que celles-ci semblent ne servir qu'à constater une puissance que leur appui ni leur hostilité ne sauraient désormais atteindre.

J'ai dit que Cavour annonçait la guerre plus peut-être qu'il n'y croyait. Dès 1856, sans doute, il s'était convaincu des dispositions de l'empereur Napoléon à l'égard de l'Italie; dispositions très-bienveillantes, partagées, entretenues, excitées par le prince Napoléon; il savait qu'une conflagration générale pourrait être mise à profit par le Piémont, avec l'appui certain de la France; enfin il ne risquait pas d'être abandonné dans le cas d'un conflit avec l'Autriche, naissant de quelque circonstance soudaine, de quelque accident inopiné. Il se regardait donc comme fondé à porter l'imprévu à son bénéfice. C'était là le plus

clair de ce qu'il avait rapporté de Paris, le gain net, et c'était beaucoup; mais bien qu'autorisant toutes les espérances, cela ne suffisait pas pour permettre une prédiction certaine, car, afin de prédire, Cavour devait prévoir l'imprévu. Que sûr de lui-même, de son génie et de sa fortune, il appelât de ses vœux les plus ardents l'imprévu, je l'admets; mais le prévoir, il fallut le voyage de Plombières pour qu'il en arrivât là.

Si donc, dans les deux années qui précédèrent cette entrevue fameuse, Cavour annonça la guerre, ce fut d'abord que l'annoncer, c'était l'amener, entretenir l'agitation des esprits, faire taire les dissensions intestines, maintenir unies les forces nationales, hâter les armements, préparer moralement et matériellement l'Italie à la lutte suprême; c'était en même temps irriter l'Autriche, l'agacer et, par là, multipliei les chances d'explosion. Ensuite, ce fut toujours l'un des traits de Cavour, trait que j'ai déjà signalé comme lui étant commun avec la plupart des hommes d'action, de parler avec une liberté qui n'avait rien de diplomatique. Loin d'être de ceux qui pèsent les mots et mesurent les syllabes, Cavour n'a jamais, je crois, accordé une pensée aux conséquences d'une phrase sortie de sa bouche dans un moment de tris-

tesse ou de gaieté, de découragement ou de confiance; d'ailleurs, d'humeur mobile, soumis aux influences accessoires, le moindre événement, une conversation, un propos rapporté, un retard dans l'arrivée d'un courrier, dans l'exécution d'un ordre, agissait sur lui, modifiait chez lui ce que j'appellerai les dehors de l'impression; ce qui n'empêche pas que, sous cette surface sensible aux mille touches de la vie, sous ces variations d'un esprit singulièrement ouvert, d'une âme accessible à toutes les émotions, se trouvait un fond résistant, inébranlable, la fermeté dans la conviction, la fixité dans le dessein, la ténacité dans la poursuite du but. Tel un rocher de granit; tantôt un rayon de soleil le dore, tantôt il se détache sévère sur un ciel grisâtre. Aussi, quand, en 1856, Cavour indiquait 1859 comme la date de la prochaine guerre, cette précision que l'événement devait rendre prophétique me paraît résulter de certaines habitudes affirmatives de langage, d'une appréciation hardie de la situation générale de l'Europe, d'une forte impression momentanée, plutôt qu'il n'y faut voir l'indice d'un plan déjà combiné et mûri.

Pour constituer l'Italie, il lui fallait la guerre et il crut à la guerre. Il ne se contenta pas de l'annoncer, il

disposa le pays à la vouloir et à la pouvoir, gouvernant, apaisant, disciplinant la nation par la perspective de prochains combats et d'une délivrance certaine ; ce fut cette perspective qui fonda sa dictature comme elle inspira sa politique, politique, ai-je dit, exclusivement italienne, n'ayant qu'un but auquel tout est subordonné, à l'extérieur et à l'intérieur, qu'un mobile devant lequel s'effacent les opinions et les principes jusqu'alors en jeu. Isoler l'Autriche, le ministre des affaires étrangères n'a pas d'autre système. Il s'efforce de ramener l'Angleterre, cherche à se concilier la Prusse, réussit à gagner la Russie; d'ailleurs sans mystère, il accueille les Moldaves, les Valaques, les Hongrois, tous les ennemis de son ennemi. Le ministre de l'intérieur tient dans sa main les fils de l'administration tendus, prêts à jouer à la première alerte; à l'autre extrémité de ces fils sont des Toscans, des Lombards, des Romains qui occupent des emplois, remplissent des missions, peuplent l'université, la Chambre. Turin n'est pas encore la capitale de l'Italie, qu'elle est déjà la capitale des Italiens. En même temps que Cavour donne aux Italiens le Piémont pour patrie d'aujourd'hui, il montre au Piémont l'Italie pour patrie de demain. Il adoucit ses rapports avec le clergé, ménage la droite, y prend

des conseillers, des ambassadeurs, fait publier des lettres de Joseph de Maistre respirant la haine contre l'Autriche, ardentes pour l'indépendance de l'Italie, flatte par là l'amour-propre, s'assure le concours, ou tout au moins brise le dard d'un parti violent et hostile. Il fait appel à la fois à la révolution et à la tradition, au sentiment libéral, au sentiment national, au sentiment monarchique, confondus pour défendre la cause qui leur est également chère. D'autre part, le ministre des finances jette l'argent à pleines mains. L'armée, la flotte, les grands travaux reçoivent un développement disproportionné avec les ressources aussi bien qu'avec les besoins réels du Piémont. Millions sur millions sont votés pour construire des vaisseaux, augmenter l'artillerie, grossir les régiments, fortifier les places, percer le mont Cenis. De ce train-là il fallait la guerre, absolument et très-vite. Tous arrivaient à la désirer, par lassitude ceux à qui l'enthousiasme faisait défaut. Le roi, la main sur son épée, brûlait de courir au feu, demandait si ce ne serait pas bientôt l'heure. La noblesse suivait le roi. Jamais l'étoile de Cavour ne brilla d'un éclat si vif dans un ciel si radieux. C'était l'aube d'une matinée telle qu'il ne s'en présente pas deux dans la vie la plus glorieuse.

Un seul nuage au firmament, nuage encore léger, mais s'épaississant et d'aspect menaçant. De jour en jour l'Angleterre devenait plus réservée, plus aigre, plus hostile. Il n'y avait à Londres qu'un homme sur les sympathies et l'appui duquel Cavour comptât, et cet ami de l'Italie, lord John Russell[1], se trouvait alors, par un hasard fatal, pour la première fois depuis un quart de siècle, en dehors des combinaisons gouvernementales de son propre parti. Quand donc, au commencement de 1858, les tories, dont il n'y avait rien à attendre pour le Piémont, remplacèrent les whigs, il y avait longtemps que Cavour n'attendait plus rien de ceux-ci qui, dans l'opposition, loin de modifier leur politique à l'endroit de l'Italie, s'en servaient comme d'un levier pour ébranler leurs adversaires en définitive plus favorables à Cavour, plus impartiaux, moins passionnés. « Avez-vous remarqué, écrivait-il, le tour atroce que lord Palmerston a voulu

1. Voici le jugement que, dès l'année 1848, Cavour portait sur lord John Russell : « Lord John Russell, je le déclare ouvertement, au risque d'encourir toujours plus le reproche d'anglomanie, est le ministre le plus libéral de l'Europe. Depuis trente ans et plus, sur les bancs de l'opposition comme dans le gouvernement, il s'est montré constamment fidèle à la cause de la liberté et du progrès; il n'a cessé d'être le champion des plus généreuses doctrines. » (Discours prononcé à la Chambre des députés, le 20 octobre 1848.)



nous jouer. Il a essayé de faire de la popularité à nos dépens et d'exploiter l'affaire de Villefranche, comme ses amis, cet hiver, avaient chercher à tirer parti de la fameuse dépêche de lord Ellenborough. » Cette attitude de l'Angleterre inquiétait à juste titre Cavour qui en redoutait moins les conséquences violentes et directes, à ses yeux peu probables, que l'effet moral sur l'Europe et surtout que l'influence sur les résolutions de l'empereur Napoléon. Ses craintes étaient donc sérieuses, bien que fort loin d'être aussi vives que celles de la population, convaincue qu'au premier coup de canon l'Angleterre prendrait parti pour l'Autriche. En 1859, au mois de mars, comme je me trouvais à Gênes avec un ami, nous vîmes le port encombré de vaisseaux portant pavillon sarde. « Ils n'ont pas grand'chose à faire, nous dit le batelier qui nous promenait dans la rade. — Pourquoi donc? — Et la guerre? — Comment! la France est avec vous et, sur mer, l'Autriche vous ferait peur? — Ah! l'Autriche, non, mais l'Angleterre. — Et vous croyez que l'Angleterre va se battre contre vous? — Je ne sais pas, reprit le marin, mais ce qui est sûr, c'est que vous ne décideriez pas ici un seul armateur à fréter un navire à destination de Liverpool; tout au plus l'enverrait-il jusqu'à Marseille. Et tenez, conti-

nue notre homme, désignant une frégate britannique qui se balançait près de l'entrée du port, en voilà une qui attend! »

L'hiver de 1858 avait mis à une rude épreuve les forces de Cavour. L'émotion produite par l'attentat d'Orsini, la discussion sur la loi qui, en Piémont, fut la conséquence de cet attentat, loi assez pareille à celle qui, à Londres, causait la chute de lord Palmerston, les communications croissantes en nombre et en intensité avec Paris, les travaux que j'ai rappelés, les préoccupations dont j'ai parlé rendirent, vers la fin du printemps, quelque repos nécessaire à Cavour. « Si je puis, écrivait-il à mon père disposer d'une quinzaine de jours, j'en profiterai pour aller faire une visite à Genève ainsi qu'un petit tour en Suisse. Si ce projet, que je couve depuis longtemps, peut se réaliser, ce sera vers le 10 juillet... Je suis très-fatigué, mais je pense que quelques jours de repos me remettront. »

Il arriva, en effet, au commencement de juillet, à Genève où il fut l'objet d'une ovation populaire, à laquelle il se montra très-sensible et répondit par un discours où il adressa un chaleureux appel aux sympathies de la Suisse en faveur de l'Italie. Mais le

repos qu'il était venu chercher en Suisse et qu'à vrai dire il n'y rencontrait guère, accueilli à chacune de ses étapes par quelque incident semblable à celui que je viens de rapporter, suivi d'ailleurs, rattrapé par les affaires pressantes de son triple ministère, ce repos si troublé, il n'en jouit pas longtemps. A peine arrivé depuis quelques jours à Genève, Cavour dut partir pour Plombières. Là, il trouva mieux qu'un repos dont, à coup sûr, il ne sentait plus le besoin : l'oubli et la compensation de ses fatigues, des forces nouvelles, une assurance positive, toutes ses espérances transformées en certitudes, la joie, le triomphe.

J'étais absent de Genève à cette époque. A mon retour à Presinge, je cherchai un livre récemment publié en Angleterre et qu'un ami m'avait prêté. Je le cherchai en vain par toute la maison. Je dois confesser que, s'il m'eût appartenu, mes investigations eussent risqué d'être assez vite abandonnées. C'était un livre fort épais, *la Philosophie de l'histoire* de M. Buckle, un des plus jeunes disciples de l'école positiviste anglaise. A bout de recherches, je demandai à mon père si M. de Cavour, apercevant ce volume sur quelque table, ne l'avait point emporté dans sa chambre. Mon père me ré-

pondit qu'il se souvenait bien, en effet, de l'avoir vu entre les mains de M. de Cavour, et il me promit de prendre des informations à ce sujet. Mais quelques jours plus tard, rencontrant à Zurich Cavour qui venait de Plombières, il le trouva nanti du volume dont le sort m'avait tant inquiété; ce volume, Cavour l'avait emporté pour charmer les loisirs de son voyage et il ne le voulut point rendre, n'en ayant pas, dit-il, achevé la lecture. Ce ne fut guère que six semaines plus tard qu'il le lâcha. « Je viens d'envoyer par le moyen de l'intendant d'Annecy le livre de Buckle à Michaud en le chargeant de vous le remettre. J'espère que vous obtiendrez mon pardon de M. Haldimand, pour l'avoir gardé si longtemps. Vous lui direz, pour mon excuse, que j'ai voulu le lire d'un bout à l'autre : entreprise qui n'est pas si facile, lorsqu'on a deux portefeuilles sur les bras. (Cavour venait de confier le portefeuille des finances à M. Lanza.)

« Malgré son manque d'ordre, sa longueur, son défaut de clarté, ce livre mérite d'être lu, car il marque, à mon avis, dans l'esprit anglais, une évolution qui aura nécessairement des conséquences très-remarquables. Si je n'étais pas ministre, je tâcherais de faire un article sur ce livre. »

Au mois de septembre 1858, Cavour lisant d'un bout à l'autre les six cents pages du livre de Buckle, et songeant à y voir le sujet d'un article, cela m'a paru digne d'être noté.

Cavour s'était rendu à Plombières, dans un strict incognito, par un détour, muni d'un passe-port sur lequel son nom ne figurait pas, en secret. A son retour, il annonça partout la guerre. L'objet et le résultat de sa conférence avec l'empereur, conférence d'abord, semblait-il, destinée à rester ignorée, ne furent donc un mystère pour personne. Quant aux détails de l'entrevue, le nombre ne fut jamais grand de ceux qui auraient pu soulever le voile qui les recouvre. Ils étaient deux et aujourd'hui ils ne sont plus qu'un. Voici toutefois, des clauses du traité conclu, celles qui peuvent être considérées comme acquises à l'histoire : création d'un royaume de l'Italie du Nord, s'étendant jusqu'à l'Adriatique et comprenant les duchés de Parme et de Modène; la Toscane agrandie de la portion des États pontificaux située au versant septentrional des Apennins; en retour, enfin, réunion de Nice et de la Savoie à la France. On a prétendu qu'il avait été question d'offrir la Savoie du Nord à la Suisse en échange du Tessin,

dont un semblable projet eût singulièrement refroidi les sympathies, si mal interprétées, pour la cause de l'Italie. Ce qui paraît certain, c'est que Cavour eût voulu entraîner la Suisse dans une alliance avec le Piémont, et que ce fut l'empereur qui l'en dissuada. « Les Suisses, lui dit-il, je les connais mieux que vous, il n'y a rien à faire de ce côté-là. » Cavour n'insista pas sur ce point, il y tenait cependant. En 1859, il me demanda à plusieurs reprises ce que, selon moi, ferait la Suisse dans le cas où Garibaldi, contraint de se réfugier sur le territoire de la Confédération, y serait poursuivi par les Autrichiens. « La Suisse, lui dis-je, s'opposerait à l'entrée des Autrichiens. — Ce serait donc, reprit-il, un cas de guerre? — La guerre, oui; mais un cas de guerre, lui demandai-je, qu'entendez-vous par là? — Que la Suisse ferait marcher ses troupes sur Milan. » A quoi je répondis qu'il me paraissait difficile que la Suisse considérât comme un cas de guerre tel qu'il venait d'être défini, une violation de son territoire provoquée, préparée, piége tendu moins encore aux Autrichiens qu'à elle-même.

Donc à Plombières la guerre fut résolue, et le but de la guerre parfaitement précisé. Il est toutefois un article, le premier de la convention, qui, ayant été

biffé par l'événement, demeurera, selon toutes les probabilités, éternellement inconnu. L'article dont je parle est celui qui fixait la nature, le lieu et le moment de la première explosion. L'interpellation de l'empereur à M. de Hübner, au 1er janvier 1859, surprit Cavour autant qu'elle consterna la Bourse et, de son côté, l'empereur lui-même ne s'attendait pas à l'effet produit par quelques mots, lesquels, affirma-t-il, ne portaient pas sur les affaires d'Italie. Quoi qu'il en soit, ces quelques mots, regardés comme le prélude d'hostilités prochaines, mirent l'Autriche sur ses gardes, prirent le Piémont à l'improviste, la France au dépourvu, tendirent la situation générale et modifièrent de fond en comble les combinaisons primitives. Quelles étaient ces combinaisons? Là-dessus toutes les conjectures sont permises. En dehors des stipulations politiques, voici une anecdote qui a le mérite de l'authenticité; elle est du séjour de Plombières et renferme aussi un élément inconnu. « Savez-vous, dit un jour l'empereur à Cavour, qu'il n'y a en Europe que trois hommes. Nous deux, puis un troisième que je ne nommerai pas. »

De la réception du premier de l'an aux Tuileries, jusqu'à la paix de Villafranca, ce furent huit mois de

crise violente pour le Piémont et pour Cavour, de labeur incessant et vraiment prodigieux, de longues et poignantes émotions, d'efforts suprêmes. Avant la guerre, à cette dernière heure précédant celle qui, si longtemps attendue, allait enfin sonner, tous les préparatifs semblaient insuffisants, les mesures incomplètes, inefficaces, les ressources, les armements insignifiants auprès de la grandeur du péril tant appelé. C'était le moment redoutable, celui qui, dans toute entreprise, marque le passage de la conception à l'exécution; alors que, sur le seuil, les plus prévoyants se disent qu'ils n'ont songé à rien et les plus hardis sentent courir dans leurs veines le frisson du doute. Arrivé à ce moment que nul n'évite, Cavour se multiplie, travaillant nuit et jour, veillant à la formation des corps de volontaires, aux approvisionnements de l'armée, organisant tous les services publics pour toutes les éventualités, courant inspecter Casal, Alexandrie, donnant lui-même aux agents de l'administration intérieure des ordres précis, à ceux du dehors des instructions complètes, écrivant de sa main, expédiant de fréquentes et longues dépêches; en même temps suivant d'un regard curieux les péripéties de la politique générale, les directions, les oscillations de l'opinion,

attentif aux moindres bruits, l'œil ouvert sur les moindres incidents, lisant les journaux anglais, recueillant un propos tenu à Berlin, s'informant de ce qui se passait à Florence, à Bologne, à Parme, inquiet de l'attitude des partis en France, et un jour, un seul jour, sentant sa confiance dans l'empereur ébranlée. Puis, mille détails : des conférences avec le ministre d'Angleterre qui conseille et proteste, avec le ministre de France qui proteste et déconseille, avec quelque voyageur arrivant de Paris, des audiences aux grands et aux petits, aux envoyés qui partent, aux intendants, aux chefs de volontaires, aux Toscans, aux Lombards qui viennent mendier une place de soldat, à tout le monde. A toute heure de la nuit, des courriers, des messages télégraphiques. A peine couché, il faut se relever, traduire de longs documents chiffrés, répondre. Que de fatigues et combien de sujets de lassitude morale, de défaillance, d'irrésolution ! Mais, la grande angoisse fut épargnée à Cavour que tant de travaux purent accabler, tant de soucis ronger, tant de craintes assaillir sans troubler, pour un instant, sa foi en son idée et en son génie. Il put douter de l'Europe, de la France, de la guerre, du succès; mais ce cruel doute de soi qui envahit parfois les âmes les plus

fortes, il ne le connut pas. Un jour qu'à Turin on parlait de congrès, me rendant chez M. de Cavour, je trouvai dans le vestibule son valet de chambre qui lisait les journaux. « Eh bien, lui dis-je, nous avons la paix. — La paix, me répondit-il, ah ! pour cela non, les gazettes ne savent pas ce qu'elles disent; Monsieur le comte est trop content ! »

De toutes les préoccupations de Cavour à cette époque, la plus vive aussi bien que la plus naturelle fut causée par l'opposition que les desseins de l'empereur rencontraient ou plutôt paraissaient rencontrer dans une nation chez qui, semblait-il, la guerre eût dû être doublement populaire. S'il était une cause capable de réveiller les instincts belliqueux de la France, ne devait-ce pas être cette cause de l'Italie, thème, depuis trente ans, des déclamations de tous les flatteurs de l'opinion ? Ces instincts étaient-ils si profondément endormis qu'un cri de liberté ne pût les secouer, ni un cri de bataille les tirer de leur léthargie ? « Nous avons été amenés peu à peu, m'écrivait Cavour le 20 mars 1859, à entreprendre une œuvre pleine de gloire et de justice, mais excessivement périlleuse. Nous n'avions pas assez tenu compte de l'égoïsme développé dans les sociétés modernes par les intérêts matériels. Malgré

cet obstacle, j'espère que nous réussirons. L'Italie est mûre. L'expérience acquise en 1848 a porté des fruits. Il n'y a plus ni Guelfes, ni Gibelins. Sauf quelques exceptions insignifiantes, des Alpes à l'Adriatique il n'y a qu'un drapeau, celui de Victor-Emmanuel. »

Ce fut à peu près en ce temps-là que ce même valet de chambre dont j'ai déjà parlé vint un matin, dans le cabinet où Cavour travaillait, annoncer qu'il y avait « un homme qui demandait à voir Monsieur le comte. » Quel est son nom? — Il n'a pas voulu le dire, il a un gros bâton et un grand chapeau, mais il prétend que Monsieur le comte l'attend. — Ah! reprit Cavour en se levant, faites entrer. Cet homme était Garibaldi récemment arrivé de Caprera. Cavour avait toujours tenu Garibaldi en estime; je me souviens que jadis à l'occasion des affaires de Montevideo, il raconta devant moi, en termes sympathiques et élogieux, la vie accidentée de celui qui passait alors pour un vaillant aventurier. Rappelé d'Amérique par les événements de 1848, Garibaldi avait accru en Italie la réputation de bravoure personnelle dont il était précédé, et déployé des aptitudes militaires longtemps contestées par les gens du métier qu'offusquait la renommée d'un général dont la promotion n'était inscrite sur aucun annuaire.

Au siége de Rome, il mérita de devenir le héros de l'Italie. En 1859, Cavour avait, pour désirer vivement le concours de Garibaldi, deux raisons : l'une purement politique tenant à la position de chef de parti du défenseur de Rome, l'autre provenant d'une juste appréciation des services que rendrait un soldat habile et brave jusqu'à la témérité. Garibaldi entraînerait certainement après lui le gros des républicains italiens, et c'était là ce que voulait Cavour, anxieux de faire contribuer à l'œuvre nationale toutes les forces vives de la nation. De là l'organisation des volontaires. Mais il fallut toute la fermeté et surtout le pouvoir de Cavour pour vaincre les obstacles que rencontra cette organisation de la part du ministère de la guerre, qui y voyait un élément de désordre militaire, et de la part du civil, de la diplomatie qui y voyaient un élément de désordre politique. Je me rappelle avoir, en avril 1859, à maintes reprises entendu Cavour se plaindre de ne pouvoir obtenir les uniformes, les munitions, les fusils qu'on avait promis de lui livrer pour les volontaires. D'ailleurs, il faisait grand fond sur ces corps irréguliers, comptant qu'ils porteraient les premiers coups et ouvriraient ainsi la guerre par quelque combat glorieux pour l'Italie. — Il faut, répétait-il, que nous com-

mencions, il faut que nous ayons tiré le canon avant l'arrivée des Français; — et il examinait la carte, étudiant la route que Garibaldi n'allait pas tarder à se frayer.

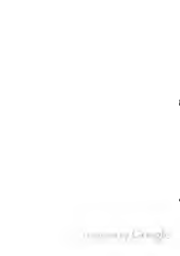
J'ai dit qu'un jour, un seul jour, Cavour avait craint quelque hésitation dans l'esprit de l'empereur. Ce jour unique fut celui où, vers le 20 avril, une dépêche télégraphique arriva de Paris, laconique, impérative. « Acceptez immédiatement, disait cette dépêche, les conditions préalables du congrès et répondez par le télégraphe. » Ces conditions étaient le licenciement des volontaires, la cessation des armements, la suspension de tous les préparatifs, en un mot, un recul général dont le Piémont était aussi incapable de subir les conséquences financières que Cavour de supporter l'effet politique. L'omnipotence de Cavour résultait de la confiance qu'il inspirait, confiance en quelque sorte religieuse, ne discutant point, ne contestant rien, telle que lorsqu'il répondait de tout, personne n'eût eu l'idée de ressentir la moindre alarme. Cette confiance aveugle, cette foi qu'il réclamait très-haut et qu'il obtenait d'une nation divisée sur tant de points; mais unanime à croire en lui et disciplinée sous une dictature acceptée, lui imposait le succès à la fois comme une im-

périeuse nécessité politique et comme une obligation sacrée. S'arrêter brusquement sur la voie où depuis quatre mois il avait précipité son pays et entraîné l'opinion, revenir en arrière, pour Cavour c'était avoir été joué, s'être trompé, être perdu. En recevant l'injonction d'accéder aux conditions du congrès, Cavour plia d'abord sous le coup de massue, ou plutôt il eut un instant d'incertitude, de révolte, puis il fit taire le soupçon, accéda, et sur le fil du télégraphe s'envola une réponse écrite de sa main et dans laquelle il avait peut-être signé la ruine de sa gloire et de sa puissance. Quarante-huit heures plus tard, deux officiers en uniforme blanc traversaient les rues de Turin. C'était l'ultimatum de l'Autriche qui arrivait.

La guerre fut pour Cavour le triomphe et le repos; elle consacrait sa politique et rassurait son esprit. Sans doute elle lui amenait d'autres travaux, d'autres soucis que ceux dont elle avait été précédée; mais si lourds qu'ils fussent, ces soucis et ces travaux semblaient légers à une âme enfin débarrassée de la fièvre et de l'oppression de l'attente. La besogne, du reste, était rude. En partant pour son commandement, le général La Marmora avait laissé son portefeuille entre les mains de Cavour qui, à tous les titres dont il était revêtu et à tant de fonctions qu'il remplissait, joignit

ainsi le titre et les fonctions de ministre de la guerre. Il faut dire, du reste, que l'entrée en campagne avait simplifié la gestion des affaires étrangères, coupé court aux ménagements, aux finesses, aux nuances, réduit à quelques circulaires les communications aux puissances, et en tranchant le nœud, donné des loisirs à la diplomatie. D'autre part, en temps de guerre et sur le théâtre de la lutte, l'administration civile du pays se trouvait trop souvent subordonnée et trop étroitement liée à l'administration de l'armée pour qu'il n'y eût pas un avantage réel à ce que le ministre de l'intérieur fût aussi le ministre de la guerre. Au lieu de se nuire, de s'entraver, placés sous une direction unique, les deux services se complétaient et s'entr'aidaient. La tâche, toutefois, était ici compliquée, rendue plus laborieuse et surtout plus délicate par la présence de l'armée française dont, très-naturellement, le commissariat réclamait le concours du gouvernement sarde. Cavour mena l'important département dont il venait de se charger avec l'aisance, la vigueur, le soin et le succès qui partout signalaient son action personnelle. Il put enfin à son gré armer, solder, nourrir les volontaires, sans préjudice des besoins de l'armée, dont les approvisionnements de toute nature se firent avec la plus grande régularité.

En même temps que Cavour voyait à ce que les subsistances fussent assurées, les arsenaux remplis, les chemins de fer libres et leur matériel suffisant, les vides comblés par de nouvelles levées, les hôpitaux disponibles, il avait à organiser les provinces que les victoires des alliés annexaient au Piémont, à leur appliquer sans retard les institutions qui régissaient l'ancien territoire, à leur imprimer immédiatement une marche, à les administrer, à les constituer, à les relier. De ce même homme sur les robustes épaules duquel tous ces fardeaux étaient accumulés dépendait la direction politique de l'Italie, relevaient la conduite des affaires, et, plus complexe aussi bien que plus difficile, la conduite des esprits. Mais je m'arrête, je n'ai pas la prétention de dresser la liste des travaux accomplis par Cavour pendant ces rapides semaines où il récolta la moisson si laborieusement semée, travaux accablants pour tout autre, mais dont le nombre et le poids reposaient son génie comme le nombre et le poids de ses gerbes reposent le cultivateur.



XIII

Dans les premiers jours du mois d'août, le bateau à vapeur qui, sur le lac de Genève, longe la côte de Savoie, déposa à l'une de ses stations, à Hermance, un voyageur qui, d'un pas alerte, se dirigea vers une petite maison où je passais d'ordinaire une partie de l'été; mais, trouvant cette maison fermée, il envoya son domestique querir dans le village quelque voiture qui pût le transporter à deux bonnes lieues de là, à Presinges. Au bout d'une demi-heure le domestique revint avec un char de campagne attelé d'un cheval de labour, l'unique équipage de la localité, conduit du reste par le propriétaire lui-même, qui s'excusa de ne pouvoir offrir mieux. « Vous excuser? mais cela ira très-bien, » dit le voyageur en sautant dans le char où il se plaça, lui troisième, sur un banc derrière lequel était déjà disposé son modeste bagage. Ils partirent, le carrosse était dur et le chemin sou-

vent pierreux ; mais le cheval, bourré d'avoine, avait un bon trot, et le cocher un bon fouet. Tout en allant, comme il le dit ensuite, un train du diable, le voyageur regardait autour de lui, considérant la campagne, examinant les récoltes, adressant à son voisin, sur la nature du sol, sur les cultures diverses, sur le prix, le rendement du terrain, des questions qui dénotaient un praticien expérimenté ; en arrivant à Presinges, il mit pied à terre, se secoua un peu, enraidi par les cahots, remercia le propriétaire de la voiture, qui refusa absolument toute rétribution, et entra dans le vestibule, où il appela. Les gens qui arrivèrent à sa voix lui dirent que tout le monde était en ville. Sans se décourager, il se remit en route pédestrement, et s'achemina vers la maison de mon oncle, située à un quart de lieue de celle de mon père. La route n'était pas longue mais montante, et la chaleur était accablante. Le voyageur se dépouilla de son habit, et, après dix minutes de marche, contournant la maison, il alla tout droit à la porte du salon, l'ouvrit, et rencontrant mon oncle qui accourait, l'embrassa avec effusion. Puis il se jeta dans un fauteuil et demanda de l'eau glacée. Ce visiteur en manches de chemise, chacun sans doute a deviné en lui le vaincu de Villafranca.

Cavour ne fut pas pris complétement à l'improviste par Villafranca. Depuis quelques jours déjà il était inquiet; sans craindre une conclusion de la paix si prochaine ou si brusque, il s'alarmait de certains symptômes de lassitude et d'hésitation dans la poursuite de la guerre. A la première nouvelle de l'armistice, il partit pour le camp, où, immédiatement introduit auprès de l'empereur, il ne déguisa ni sa douleur ni son ressentiment. Quand il arriva en Suisse, ce ressentiment et cette douleur étaient dans leur première ébullition. Chancelant sous le coup qui venait d'abattre l'échafaudage de sa politique, de renverser ses espérances à demi réalisées, ses desseins à moitié accomplis, ses plans inachevés et rompus; au milieu de ces débris, cherchant, sans pouvoir encore la distinguer, sa voie, une voie nouvelle; déçu, blessé au vif, et parlant, selon sa coutume, en toute liberté, Cavour donnait cours aux sentiments qui agitaient son cœur. Cependant, malgré l'irritation qu'il n'avait garde de dissimuler, je ne l'ai jamais entendu attribuer le revirement de l'empereur à des combinaisons secrètes ou à des calculs intéressés. « Il a cédé, disait-il, aux propos que tenaient autour de lui quelques hommes qui avaient envie de retourner à Paris, aux craintes que lui in-

spirait, pour la santé de l'armée, l'ardeur du climat, à la répulsion du spectacle qu'offraient les champs de bataille; voilà ce qui l'a décidé; il m'a donné d'excellentes raisons pour ne pas faire la guerre, mais pas une bonne pour faire la paix. » Peut-être Cavour aurait-il dû songer qu'au lendemain du combat, sur le terrain jonché de cadavres, quand le carnage est froid, au bruit lugubre des chariots, roulant en longues files vers les ambulances, l'homme le plus ferme se prend à mieux apprécier l'excellence des raisons pour ne pas faire la guerre. Mais, dans les premiers jours, il était trop ému pour se soucier d'être impartial, de même qu'il était trop entouré des ruines d'un passé encore tout récent pour considérer l'avenir d'un regard froid et sûr. Son apparence, du reste, révélait la fièvre de ses pensées. On ne le voyait point accablé, mais en révolte, ou distrait, préoccupé, sombre, roulant dans sa tête les projets détruits, les combinaisons de la bataille perdue.

Le naturel, toutefois, revint au galop, et, avec lui, arrivèrent l'oubli d'un passé inutile à contempler, les nouvelles espérances, les nouveaux desseins, une nouvelle politique, un autre plan de campagne. La fibre était trop élastique pour rester longtemps comprimée, même sous le choc terrible qui eût écrasé

une nature moins forte, brisé une nature moins flexible. Je ne dirai pas que Cavour se releva, car il n'avait jamais été abattu, mais il se remit de son irritation, de sa rêverie stérile, de ses regrets superflus. Très-vite, une semaine à peine après son arrivée, il avait retrouvé le calme ordinaire de ce jugement qu'aucune rancune n'égarait, la lucidité habituelle de cette vue qu'aucune image rétrospective ne troublait. — Ce n'est pas en arrière, nous disait-il, qu'il convient de regarder, mais en avant. Nous avons suivi une voie, elle est coupée, eh bien! nous en suivrons une autre. Nous mettrons vingt ans à faire ce qui aurait pu être accompli en quelques mois. — Qu'y pouvons-nous? D'ailleurs l'Angleterre n'a encore rien fait pour l'Italie. C'est à son tour maintenant. — Je m'occuperai de Naples. On m'accusera d'être un révolutionnaire, mais avant tout il faut marcher, et nous marcherons!

Cavour ne tarda donc pas à apprécier sainement la situation que faisaient à l'Italie les conditions d'une paix dont le dernier mot était si loin d'être dit, et il vit le parti à tirer de cette situation pleine de contradictions, par conséquent de ressources. Il comprit que la France ne pourrait répudier les conséquences morales de ses victoires au point d'en imposer par

la force les inconséquences diplomatiques. Pour que la guerre eût porté des fruits, pour que l'unité eût fait un pas réel, pour que de Solferino et de Magenta sortît, en dépit de Villafranca, une Italie, c'était assez que cette Italie voulût. Dès lors Cavour discerna clairement le chemin qui seul pouvait aboutir à l'indépendance et à l'unité. L'Italie, laissée par une trop prompte conclusion de la lutte sous la menace incessante de l'Autriche, ne pouvait désormais être libre qu'à la condition d'être compacte.

Ce chemin était bien différent de la grande route suivie jusqu'à ce jour, route périlleuse et glorieuse dans laquelle la nation avait été conduite par Cavour à la conquête de ses biens les plus chers, de son sol et de sa liberté. Ce n'est plus de marches directes et superbes, de hardies provocations, d'actions d'éclat qu'il s'agissait, mais de marches dérobées, de menées obscures, d'actions souterraines. Le but naguère étincelant allait sembler plus d'une fois voilé par la foule des intérêts et des principes qui en défendraient l'approche. C'était une autre politique qu'il fallait inaugurer, complexe, lente parfois jusqu'à l'inertie, d'autres fois téméraire jusqu'à sembler défier l'Europe, louvoyant entre mille écueils, poussant les événements sans en avoir l'air, et se démas-

quant sans scrupule, politique indéfinissable, mais dont Cavour indiquait le sens, quand, peu de jours avant de retourner à Turin, au milieu d'une conversation sur les événements et sur les hommes, il s'écriait : « Eh bien, ils me forceront à passer le reste de ma vie à conspirer ! »

Si le rôle de Cavour était changé, sa position personnelle ne l'était pas moins. Le traité de Villafranca avait, d'une part, en divisant l'opinion, affaibli l'instrument dont Cavour se servait, et, d'autre part, amoindri le prestige, et par suite le pouvoir du ministre malgré lequel il avait été conclu. La foi était ébranlée en Cavour, qui n'avait pas pu empêcher la paix. Désormais on le discuterait, on le combattrait : les partis, joyeux de recouvrer leur liberté, s'empresseraient de secouer le joug sous lequel ils avaient été contraints de plier, d'échapper à la domination de cet homme qui les courbait sous sa puissante volonté. Déjà, autour d'un soldat vaillant et populaire se groupaient les impatients, les ardents et aussi les sectaires, les artisans de complots, éléments d'une opposition formidable à toute politique de ménagements et de modération. Puis la confédération avait des partisans sincères, actifs, les uns par amour des princes déchus, les autres par sentiment

national. A Turin même, dans le Parlement, auprès du roi, Cavour avait des ennemis qui se redressaient, l'accusant d'ambition exagérée, d'avoir favorisé la révolution, et par là d'avoir indisposé l'empereur contre l'Italie. Au dehors enfin, la situation du Piémont était profondément modifiée. Les puissances qui avaient vu la guerre avec un déplaisir dont la crainte de la France avait seule contenu l'expression et tempéré les effets, ne seraient certes pas d'humeur à supporter qu'elle fût renouvelée par l'État qu'elles détestaient le plus et qu'elles redoutaient le moins. Laisseraient-elles passer, de la part de la Sardaigne, la moindre infraction à des stipulations à leur gré déjà trop favorables à ce pays? Il était, d'autre part, évident qu'un sentiment naturel de générosité envers un ennemi vaincu et le courant de réaction qui suit immédiatement toute action violente entraîneraient, pour un temps, le gouvernement français du côté de l'Autriche et le rendraient sourd aux réclamations de l'Italie aussi bien que très-opposé à toute entreprise dans laquelle il verrait une condamnation de son œuvre et un témoignage d'ingratitude. Seule, l'Angleterre, où, par un retour soudain, l'opinion publique s'était, durant la guerre, déclarée en faveur de l'Italie avec une violence que

la paix de Villafranca avait redoublée, et où le succès des armes françaises et piémontaises en Lombardie avait amené au pouvoir un ministère whig avec lord John Russell aux affaires étrangères, seule l'Angleterre prêterait au Piémont un appui chaleureux et sans réserve. Mais cet appui serait moral, uniquement d'influence, capable de peser sur les résolutions de la France, insuffisant pour les contrecarrer, et, bien loin de le modifier, risquant peut-être d'en précipiter le cours. Ainsi, de toutes parts, à l'extérieur comme à l'intérieur, difficultés contradictoires, périls dont on ne pourrait écarter les uns qu'en bravant les autres, ennemis en embuscade, amis incertains ou impuissants, sables mouvants, marnes glissantes, à travers lesquels il fallait pourtant, sous peine de rester immobile, c'est-à-dire de périr, s'avancer d'un pas rapide.

Cette situation compliquée n'effraya pas Cavour qui, après avoir porté pendant quelques jours le deuil de la politique morte à Villafranca, en effaça de sa mémoire le souvenir inutile et revendiqua la responsabilité d'une politique nouvelle qui, attirant sur sa tête des colères sans nombre et des haines sans retour, risquait d'être également fatale à son œuvre et à son nom. Mais, il l'avait dit, il fallait marcher.

Admirables si elles eussent précédé la guerre, les stipulations de Villafranca étaient inefficaces pour la clore. Un trait de plume arrête les armées, mais n'arrête pas les peuples. Que, surexcitée, l'Italie s'affaissât et se soumît en désespérant d'elle-même ou se tînt debout et se soumît en espérant dans l'ombre, le danger semblait le même. C'était, après la crise, non la santé, mais le marasme ou la fièvre. La conspiration immédiate, conspiration de toute une nation, devenait donc, aux yeux de Cavour, une nécessité. Cela lui suffit. Il se chargea de l'ourdir et de la mener. Vers la fin de l'année, il remplaça Rattazzi.

Pendant les six derniers mois de 1859, la situation d'ailleurs s'était dessinée et, par certains côtés, améliorée. Le baron Ricasoli, par son initiative hardie et en déployant cette inébranlable fermeté qui devait faire de lui le successeur désigné de Cavour, avait gardé la Toscane intacte et unie. Dans les duchés, M. Farini avait en même temps, par son énergie et son habileté, justifié la prédilection dont il fut constamment l'objet de la part de Cavour. En se prolongeant, le provisoire devenait éminemment favorable à ceux à qui son maintien conférait une sorte de droit de prescription. Il importait toutefois de le

transformer sans retard en état définitif et normal, sous peine de perpétuer l'agitation, d'entretenir l'inquiétude, de troubler la confiance, d'encourager les intrigues et les entreprises hostiles. A cette œuvre, violation directe du traité de Zurich, qui venait de confirmer solennellement les dispositions de Villafranca, il fallait l'acquiescement de la France. Cet acquiescement, il était difficile au gouvernement de l'empereur de l'accorder, mais plus difficile encore de le refuser. L'Angleterre soutenait vigoureusement le Piémont et insistait auprès de la France. « J'ai trouvé à mon arrivée, écrivait Cavour, que les affaires s'étaient plutôt améliorées. Quoi qu'en dise X., personne ne songe plus à la restauration du grand-duc de Toscane. Le ministre de France lui-même, qui est du Walewski tout pur, a singulièrement modifié son langage. Il passe condamnation sur la maison de Lorraine et il se borne à combattre le projet de l'union de la Toscane et du Piémont. » Ces lignes sont du mois d'octobre. En décembre : « L'empereur paraît décidément revenir à des sentiments plus favorables à l'Italie, » et quelques jours plus tard, quand la réunion d'un congrès paraît résolue et que la date même en est fixée : « Si vous faites cet hiver une course à Paris, vous me trouverez à l'hôtel de Bristol. J'ai pris

l'appartement qu'occupait le comte Buol en 1856, toujours dans le but d'envahir le territoire autrichien. » La confiance est revenue et avec elle l'enjouement. Dans la même lettre d'où ces dernières lignes sont extraites, Cavour, répondant à une question que m'avaient prié de lui adresser les concessionnaires d'un chemin de fer de Genève à Annecy : « Vous désirez, me disait-il, je pense, connaître mon opinion sur le chemin de fer d'Annecy, au point de vue financier; en d'autres termes, si les actions de la compagnie qui s'en rendra concessionnaire seront rangées dans le catéchisme du baron de Rothschild parmi les bonnes ou les mauvaises actions. Je ne vous ferai pas une réponse diplomatique, je vous dis donc carrément : L'action de Genève à Annecy sera classée parmi les plus réprouvables, si le tunnel du Mont-Cenis ne réussit pas; et parmi les plus chères aux bonnes âmes, si le tunnel réussit. Maintenant, le tunnel réussira-t-il? A cela je répondrai que j'ai une foi absolue dans le succès de cette entreprise, mais que, comme celle de tous les croyants, ma foi est aveugle, c'est-à-dire qu'elle n'est pas le résultat de raisonnements solides.

« Je vous remercie de m'avoir fait connaître le jugement de M... sur l'Italie centrale. Cela me donne

plus de courage pour aller affronter X... qui, en sa qualité de néo-dévot, ne doit guère être favorable à ma mission auprès du congrès. »

On sait quel événement littéraire empêcha Cavour d'aller, à l'hôtel de Bristol, envahir le territoire autrichien. Le pape et le congrès ayant paru incompatibles, le congrès n'eut pas lieu. Dès lors, la France, dégagée par le refus des autres puissances de concourir avec elle au règlement des affaires d'Italie, recouvrant la liberté de son action, tenait seule la balance que Cavour fit trébucher en jetant dans un des plateaux Nice et la Savoie.

L'annexion de la Savoie à la France a trop fortement et trop justement ému mon pays pour qu'il me soit possible de considérer froidement l'acte par lequel Cavour, au mépris des droits de la Suisse, aliéna une portion des États confiés à sa garde. Que la cession de deux territoires peu étendus ne fût qu'une faible compensation aux sacrifices faits par la France à l'Italie, je l'admets. Que la constitution définitive d'un royaume considérable au sud des Alpes donnât à la puissance dont ce royaume était l'œuvre le droit d'exiger des garanties sérieuses, j'y consens. Que pour la Savoie elle-même il valût mieux être un département français que de devenir un département

italien, cela est plausible[1]. Mais que des réserves précises n'aient pas maintenu des engagements d'autant plus sacrés que le pays auquel ils liaient le Piémont était relativement faible et désarmé, la nécessité politique peut seule l'excuser, et c'est là précisément ce qui le condamne.

Je passe et, sans m'arrêter aux incorporations successives, aux votations, à l'organisation intérieure, à la fusion, en un État, des provinces italiennes, j'arrive droit au dernier des grands événements que Cavour ait suscités ou auxquels il ait imposé sa direction. Vers le milieu du mois d'avril 1859, Garibaldi quitta Turin, se rendant à Nice afin d'y encourager la résistance à l'annexion projetée sur laquelle la population devait être incessamment appelée à se prononcer. Pour aller de Turin à Nice, il faut passer par Gênes. En descendant de voiture, à Gênes, Garibaldi

1. En 1847, à propos d'un projet d'entreprise agricole : « Il ne faut pas, m'écrivait Cavour, songer à la Savoie. Mieux vaut rester en Suisse ou aller en France. Comme elle est maintenant, elle convient peu. Si elle change, ce sera pour devenir française, et alors autant vaut aller tout de suite en France. »

En 1858 : « Je ne vous parle pas de la Savoie. Je vous avoue que son ingratitude envers le gouvernement m'a profondément affligé. A une politique de conciliation, à nos efforts pour développer rapidement ses ressources, elle a répondu par le choix des hommes les plus hostiles qu'il lui a été possible de trouver. »

fixa un rendez-vous, pour le soir, à un ami avec lequel il comptait poursuivre son voyage. Le soir arriva, mais non Garibaldi, qui fit savoir simplement à son compagnon de route qu'il se trouvait retenu à Gênes. Environ quinze jours plus tard, les « mille » partaient pour la Sicile.

Il est évident que Cavour n'ignora ni n'empêcha l'expédition de Garibaldi. Ne put-il pas ou ne voulut-il pas l'empêcher? J'incline à croire que la volonté acheva ce que la crainte de l'impuissance avait commencé et que Cavour répugnait à une lutte ouverte avec Garibaldi, derrière lequel il voyait le sentiment national, en même temps qu'il faisait volontiers entrer dans ses combinaisons la chute éventuelle de la monarchie napolitaine. Les entraves mises par le gouvernement au recrutement des volontaires, à leur armement, à leur départ et à leur navigation furent donc illusoires : les obstacles que Garibaldi et son armée eurent à vaincre pour s'embarquer ne furent, à vrai dire, guère plus sérieux que ceux qu'ils devaient rencontrer une fois débarqués.

Cavour, je le répète, eût répugné à se mettre en travers du courant populaire qui portait Garibaldi. C'était d'abord qu'il eût craint d'être submergé et qu'il tenait, par instinct, à une popularité lentement

acquise, obtenue sans aucun sacrifice de sa part, mais dont il avait joui trop longtemps et trop complétement pour qu'elle ne fût pas désormais une habitude de sa vie et, jusqu'à un certain degré, un mobile de sa conduite. Objet, pour un temps, d'un enthousiasme, d'un culte universels, revêtu, par l'opinion, d'une sorte de caractère sacré, regardé d'un consentement unanime comme infaillible et, par conséquent, comme inviolable, Cavour était devenu plus sensible aux attaques, aux sarcasmes, aux cuisantes épines du pouvoir. La popularité d'ailleurs, base large et haute sur laquelle, libre, puissant, dominant les partis, s'élève le génie, la popularité est, dans les pays libres, une condition indispensable de l'action politique des hommes d'État. Par raison bien plus que par faiblesse, Cavour voulait donc maintenir sa popularité intacte, solide; il se fût gardé de l'ébranler lui-même en résistant à une impulsion qui avait ses propres sympathies, et dont le choc eût risqué de briser à la fois le gouvernement qui l'eût reçu et la nation qui l'eût porté.

Mais cette popularité conquise de haute lutte, gardée avec tant de soin, Cavour la conserve pour le jour où, en face d'un péril qu'il jugera réel et pressant, il estimera que le moment est venu d'y recourir

et de l'opposer ouvertement à la révolution. Ce jour-là, il ne craindra pas de la compromettre ; lui qui a plié devant le chef de partisans s'embarquant par une nuit obscure, avec quelques affidés, pour une entreprise en apparence désespérée, il imposera sa volonté, il dictera ses conditions au conquérant d'un royaume, à celui dont des légions suivent les pas et dont un peuple baise les pieds. En vain alors Garibaldi essayera de courber ce bras de fer qui s'allonge jusqu'à lui ; en vain il écrira au roi, le sommant de renvoyer son ministre ; en vain, fort de sa gloire, de son patriotisme, de l'idolâtrie dont il est l'objet, de la foule qui le suit, des intérêts, des passions qu'il représente, il viendra dans le Parlement protester, réclamer, accuser ; il sera vaincu par Cavour, vaincu presque sans combat, et la nation, qui l'aime pourtant, applaudira avec frénésie à sa défaite.

Il est vrai de dire que Cavour avait affermi sa puissance un instant mise en doute, rétabli son crédit ébranlé, ramené à lui les regards tournés vers Garibaldi, fait reluire d'un éclat nouveau sa popularité voilée ou plutôt oubliée. Telles furent, en effet, les conséquences d'un acte que la hardiesse du génie qui le conçut, le trouble des temps qui en virent l'exécution, l'état de guerre permanent qu'il révéla, sauraient

seuls expliquer. L'invasion des Marches fut un coup d'audace dont celui-là seul était capable qui naguère envoyait en Crimée une armée piémontaise. Jamais peut-être les combinaisons de la politique ne se montrèrent plus superbes ni ses exigences plus impitoyables que dans cette courte campagne entamée sans prétexte, poursuivie sans scrupule, partie terrible qu'il semblait pour la monarchie italienne aussi nécessaire qu'impossible de jouer. Cavour regarda ses cartes et, cette partie suprême, il la joua et la gagna.

Dix-huit mois après Villafranca, un an environ après la rentrée de Cavour aux affaires, l'Italie tout entière, sauf Rome et Venise, par la voix de ses mandataires rassemblés à Turin, prêtait serment à Victor-Emmanuel comme à son roi légitime. Ce fut sans doute, pour Cavour, une journée radieuse, dorée d'un pur et dernier rayon de soleil que celle où, dans ce Parlement, image, symbole, interprète, conducteur libre et souverain d'une patrie enfin créée ou conquise, il put contempler son œuvre. Sans doute aussi l'enceinte agrandie, la salle remplie, le bruit de tant d'accents nouveaux, l'aspect de tant de visages inconnus, le firent songer au temps où, à la

veille de Novare, obscur, il élevait pour la première fois sa voix impopulaire dans une assemblée piémontaise, et, se rappelant le passé, regardant aux choses accomplies, sans doute il se sentit plein de confiance dans l'avenir.

Les loisirs toutefois lui étaient interdits. Quand même son âme ardente n'eût pas repoussé vers un lointain incessamment reculé la perspective d'un repos odieux, son génie était encore nécessaire à cette monarchie qu'il fallait consolider, à cette nation qu'il fallait façonner à la liberté. « Ma tâche, m'écrivait-il, est plus laborieuse et plus pénible maintenant que par le passé. Constituer l'Italie, fondre ensemble les éléments divers dont elle se compose, mettre en harmonie le nord et le midi, offre autant de difficultés qu'une guerre avec l'Autriche et la lutte avec Rome. »

Cavour, dans ces quelques mots, tout en exposant le programme ou plutôt le sens et le but de sa politique intérieure, indique aussi quelle sera sa politique extérieure. Évidemment, ni la guerre avec l'Autriche, ni la lutte avec Rome ne font partie de ses plans. Ses plans, ses espérances, son attente, peu de jours après avoir tracé les lignes que j'ai citées, il les exprimait au Parlement dans un discours célè-

bre qui devait être le plus éloquent et le dernier de ces manifestes par lesquels il communiquait à l'Europe la pensée de l'Italie.

« L'étoile de l'Italie, dit-il, c'est Rome ; voilà notre étoile polaire. Il faut que la cité éternelle, sur laquelle vingt-cinq siècles ont accumulé toutes les gloires, soit la capitale de l'Italie... L'unité de l'Italie, la paix de l'Europe sont à ce prix... Mais, dit-on, nous ne pourrons jamais obtenir l'assentiment à ce dessein du catholicisme ou des puissances qui s'en regardent comme les représentants et les défenseurs... Cette difficulté ne saurait être tranchée par le glaive; ce sont les forces morales qui doivent la résoudre, c'est la conviction qui ira croissant de jour en jour dans la société moderne, même au sein de la grande société catholique, que la religion n'a rien à craindre de la liberté... Saint-père, pourrons-nous dire au souverain pontife, le pouvoir temporel n'est plus une garantie de votre indépendance. Renoncez-y et nous vous donnerons cette liberté que depuis trois siècles vous demandez en vain à toutes les grandes puissances catholiques, cette liberté dont vous avez péniblement, par des concordats, arraché quelques lambeaux concédés en retour de l'abandon de vos priviléges les plus chers et de l'affaiblissement de

votre autorité spirituelle. Eh bien, cette liberté, que vous n'avez jamais obtenue de ces puissances qui se vantent de vous protéger, nous, vos fils soumis, nous vous l'offrons dans sa plénitude. Nous sommes prêts à proclamer en Italie le grand principe de l'Église libre dans l'État libre. »

L'Église libre dans l'État libre, proposition hardie, à laquelle l'Église a répondu par un cri de réprobation, y voyant un piége grossier, une offre dérisoire, ou, moins encore, un artifice oratoire. Que l'Église considère le pouvoir temporel du saint-père, tel qu'il est aujourd'hui à la fois contesté et exercé, comme une garantie de sa liberté et une condition de son autorité, permis à elle. Mais ce qu'il importe de dire, c'est que, dans la bouche de Cavour, ce mot qui a soulevé une si violente tempête, loin de cacher aucune arrière-pensée, ou d'être une formule de circonstance, un futile et ingénieux propos du moment, allait droit à un but défini et était l'expression sincère d'une conviction sérieuse.

L'Église a dans la société moderne deux sortes d'ennemis, ceux qui lui en veulent de l'ensemble des doctrines qu'elle enseigne, des sentiments qu'elle impose, du but définitif qu'elle montre à l'humanité. Ces hommes, c'est l'empire de l'Église sur les âmes

qu'ils détestent, c'est la liberté qu'elle prêche qu'ils ont en haine, c'est contre l'autorité dont elle pèse sur les consciences, c'est-à-dire sur toutes les entreprises humaines, qu'ils s'acharnent; c'est, enfin, à la place qu'elle occupe comme élément considérable d'ordre, de paix et d'indépendance individuelle, c'est à son influence naturelle et à son action légitime sur la société, qu'ils en veulent. De ceux-là, Cavour ne fut jamais. Lui aussi, comme son neveu, est mort en soldat et en chrétien.

Mais l'Église a aujourd'hui d'autres adversaires, (et Cavour fut de ceux-ci), qui lui en veulent de sa persistance à se tenir, comme institution politique et civile, en dehors du droit commun, des complaisances par lesquelles elle ne croit pas payer trop cher l'appui de tout ce qui est fort, tantôt de la foule, tantôt du prince, de ce que le poids dont elle pèse devient trop souvent un instrument en d'autres mains que les siennes, de ce qu'enfin elle sacrifie son influence naturelle et son action légitime aux restes d'un pouvoir dont la possession l'affaiblit et dont l'exercice la compromet.

Des adversaires de l'Église, ai-je dit; non pas, car ils ne sauraient lui reprocher les conséquences d'une situation qu'en définitive elle n'a pas créée,

qui, loin de là, lui a été imposée, et a été faite malgré elle et contre elle. Ils n'étaient pas de l'Église, ces théoriciens qui l'ont isolée au milieu de la société moderne, qui l'ont asservie à l'État, qui ont constitué le clergé en une milice détachée de tous les liens qui unissent l'homme à sa patrie, indifférente à un progrès dont il lui est interdit de recueillir le moindre fruit, et traversant le sol en étrangère. Que, transformé en une armée d'employés, le clergé soit devenu une arme entre les mains de l'État et par conséquent un danger pour la liberté; que, moralement exilé, il ait cherché ailleurs la patrie qu'on lui refusait et soit devenu une arme entre les mains de Rome et par conséquent un danger pour l'État, la faute n'en est-elle pas à ceux qui, dans l'État libre, n'ont pas voulu l'Église libre? De là une Église qui, à son tour, regarde la liberté de l'État comme incompatible avec sa propre liberté, et une liberté qui elle-même devient trop souvent non pas, comme on l'a dit, un masque, mais une forme acceptée, la forme moderne de la tyrannie.

Je sais la difficulté, et que l'autorité de l'Église doit, à la source où elle est puisée, un caractère absolu qui la rend instinctivement rebelle à toute restriction. Il est cependant un pays où la concilia-

tion s'est faite entre les deux principes qui, ailleurs, se sont mutuellement discrédités en s'excluant, usés à se combattre, et qui, dans ce pays plus heureux et plus sage, se sont prêté un appui réciproque et fortifiés l'un par l'autre. En Angleterre, l'État n'a pas refusé à l'Église l'influence qui, sous un régime de liberté, est l'apanage de toute existence collective aussi bien qu'individuelle; en retour, cette influence de l'Église a largement contribué au développement et au maintien des institutions qui font l'envie de l'Europe. Quand un si grand exemple était proclamé, par M. de Montalembert, décisif pour l'Église, il était sans doute permis à Cavour de l'envisager comme concluant pour l'État.

Et dans le même temps où M. de Montalembert servait la cause de la liberté, en défendant la liberté de l'Église, Cavour voulait la liberté de l'Église comme une des conditions de la liberté. « J'ai suivi, écrivait Cavour à M. Naville en 1844, avec un bien vif intérêt la discussion de la loi sur l'enseignement. Ces débats honorent la France et le siècle. Le résultat me paraît de nature à satisfaire tous les hommes éclairés et modérés. Peut-être à Genève trouvera-t-on qu'on a été trop favorable aux petits séminaires; mais on n'aurait pas raison, les concessions qu'on a

faites au clergé sont aussi utiles que raisonnables. Je ne puis partager les craintes qu'elles inspirent aux philosophes et aux jurisconsultes de l'école Dupin. » — Plus tard, en 1846, étant à Léri, j'ai entendu Cavour déplorer la condition que la révolution française avait faite au clergé, et en exposer l'injustice et le péril. « En Piémont, ajoutait-il, nous avons une Église qui possède, une Église propriétaire, indépendante du gouvernement, et c'est un grand bien pour l'État non moins que pour la religion. » M. de Montalembert n'eût pas pensé autrement.

Lorsque donc, ne croyant pas, en Italie, la liberté de l'État assurée sans la possession de Rome, ni la liberté de l'Église possible sans la liberté de l'État, lorsque Cavour s'est adressé aux catholiques du monde entier et leur a exposé son programme, ce programme n'était ni une formule oratoire, ni un expédient du jour. De leur côté, les catholiques, ne croyant pas la liberté de l'Église assurée sans la possession de Rome, ont répudié toute solidarité avec des opinions qui les rendraient complices d'une spoliation sacrilége. Il importe ici, ce me semble, de ramener le débat à ses termes les plus simples. Rome propriété, constituant l'Église en État souverain, la soumet nécessairement, dans ses rapports avec les



nations, aux usages et aux lois qui règlent les relations réciproques des États souverains. Sans Rome, au contraire, sans pouvoir temporel dans l'acception politique de ce mot, l'Église est une simple institution, dès lors partout nationale, ayant pour elle le droit commun, et, par le droit commun, l'indépendance, la vie, le développement, l'action naturelle, la place au soleil. Le choix est peut-être difficile à faire, mais il faut que les catholiques se décident entre l'Église-État, étrangère à l'État armé contre elle, et l'Église-institution, c'est-à-dire l'Église libre dans l'État libre.

Le discours sur Rome fut prononcé à la fin du mois de mars. Sur Venise, dans une autre séance, Cavour engagea l'Italie à être patiente, à ménager l'opinion publique européenne, laquelle ne manquerait pas de se prononcer avec une force qui contraindrait l'Autriche à céder ou permettrait à l'Italie de recourir aux armes. Puis survint la lutte avec Garibaldi, la mâle réplique du baron Ricasoli, le triomphe de Cavour toutefois douloureusement ému. Nous touchons à la fin.

Ici je cède la plume à une main qui a pressé la main mourante de Cavour. La comtesse Alfieri a

recueilli et retracé, en quelques pages, les souvenirs des nuits d'angoisse et des jours de douleur passés au chevet de celui qu'elle admirait de tout l'enthousiasme d'une Italienne et qu'elle chérissait de toute la tendresse d'une fille. Ce sont ces pages qu'on va lire.



XIV

« Le mercredi, 29 mai, après une longue et orageuse discussion au Parlement sur les volontaires italiens, mon oncle rentra chez lui, triste, fatigué, préoccupé. Il se reposa pendant quelques instants, dit à son domestique qui, le voyant si défait, l'engageait à prendre quelques jours de congé : « Je n'en peux plus, mais il faut travailler quand même, le pays a besoin de moi; peut-être cet été pourrai-je aller me reposer en Suisse, auprès de mes amis. » Puis il dîna, selon son habitude, avec son frère et son neveu. Il mangea d'assez bon appétit, parla de la discussion du jour, s'entretint d'affaires de famille, entre autres, engagea vivement mon père à restaurer le château de Santena. « C'est là, ajouta-t-il, que j'entends reposer un jour, auprès des miens. » Après le dîner, il alla fumer son cigare sur le balcon, mais

de légers frissons l'obligèrent à rentrer dans le salon; de là, bientôt, il se retira dans son appartement pour y faire son sommeil accoutumé. Il dormit une heure environ; son réveil fut pénible et de violents vomissements succédèrent à un état de malaise indéfinissable. Il se décida alors à se coucher et congédia son domestique qui hésitait à se retirer. Vers minuit, ce domestique, qui occupait une chambre située au-dessous de celle de mon oncle, entendant un bruit inusité, prêta l'oreille et reconnut les pas précipités de son maître. Il n'osa monter, car depuis plusieurs mois mon oncle travaillait durant une grande partie de la nuit, ou se promenait dans son appartement, tout en parlant à haute voix. Mais un violent coup de sonnette ne tarda pas à tirer de sa perplexité le domestique qui, accourant, trouva son maître à bas de son lit, la physionomie altérée, et en proie à de violentes douleurs d'entrailles. « J'ai, dit le comte, une de mes indispositions habituelles et je crains une attaque d'apoplexie; allez me chercher un médecin. »

« On courut chez le docteur Rossi, élève de M. Tarella, lequel, pendant plus de vingt ans, avait été l'ami et le médecin de la famille Cavour. M. Rossi qui, depuis la mort du docteur Tarella, avait soigné

mon oncle dans toutes ses maladies, essaya d'abord de combattre les vomissements, mais reconnaissant bientôt l'inutilité de ses efforts, il ordonna une première saignée qui soulagea le malade. A huit heures du matin on en fit une seconde, et, à cinq heures du soir, une troisième. Je ne vis mon oncle qu'après cette dernière opération; je le trouvai en proie à une si forte fièvre et si fatigué, si souffrant, si agité, que je ne m'arrêtai que quelques minutes auprès de lui. La nuit qui suivit cette triste journée fut assez bonne, et, le vendredi 31 mai, la fièvre avait disparu. Malgré les recommandations du médecin, mon oncle reçut les ministres, tint avec eux un conseil qui dura près de deux heures, et travailla pendant le reste de la matinée avec MM. Nigra et Artom. Comme ces derniers sortaient, j'entrai; je ne voulais que serrer la main à mon oncle, mais il me fit asseoir à son chevet, me dit qu'il se sentait parfaitement guéri, que si on ne l'avait pas saigné trois fois la veille, il aurait fait une maladie de quinze jours, et qu'il n'avait pas le loisir de dépenser ainsi son temps. « Le Parlement, ajouta-t-il, et l'Italie ont besoin de moi. » Cette pensée, il devait la répéter sans cesse et sous mille formes différentes durant les jours suivants, lorsque le délire s'emparerait de lui et qu'on



le verrait, privé de toutes ses facultés, n'être plus animé que par l'amour de cette patrie dont il parla jusqu'à son dernier soupir. Il me garda longtemps auprès de lui et notre conversation roula sur une foule de sujets. Après mon départ, mon frère, voulant contraindre son oncle à prendre quelque repos, s'établit en sentinelle et ne laissa plus entrer personne; vers onze heures, voyant le malade tranquille, il se retira, mais une demi-heure s'était à peine écoulée qu'il fut appelé par un domestique, qui vint en hâte lui dire que le comte venait d'être saisi par de violents frissons. Mon frère accourut aussitôt et trouva son oncle avec une forte fièvre accompagnée de délire. Il ne le quitta plus. A cinq heures arriva le médecin qui constata une fièvre d'accès et ordonna de la quinine; mais un dérangement d'entrailles annula l'effet du remède. On eut alors recours aux moyens ordinaires de soulagement, et deux nouvelles saignées furent pratiquées dans la journée du samedi 1er juin.

« Ces deux saignées procurèrent à mon oncle une nuit plus tranquille que la précédente, il se plaignit cependant d'un froid intense. Lorsque le dimanche matin j'arrivai à la maison Cavour, je trouvai les domestiques fort effrayés et en larmes. « Monsieur

le comte est perdu, me disaient-ils, monsieur le comte ne guérira pas; les remèdes n'agissent plus, le docteur Rossi l'a trouvé sans fièvre, mais nous, qui le connaissons, nous voyons bien ce qu'il en est. » Tremblante, j'entrai dans la chambre de mon oncle et le trouvai pâle, affaissé, absorbé. Il m'engagea à le laisser seul et à prendre part à la fête du Statut, qu'on célébrait pour la première fois dans toute l'Italie. Je refuse, il insiste; alors avant de me retirer je lui demande de me laisser sentir son pouls; celui du bras droit est calme et régulier. Je pose ensuite ma main sur sa main et sur son avant-bras gauches, et à ma grande terreur je les trouve froids comme le marbre. Ils ne devaient plus se réchauffer. Après mon départ, mon oncle congédia mon père et mon frère, demanda le dernier volume de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire* et essaya de le lire, mais bientôt il le rendit à son domestique en disant : « C'est extraordinaire, je ne sais plus lire, je ne peux plus lire ! » Puis il ordonna qu'on se préparât à faire son lit. Sur les remontrances de son domestique, le comte mit brusquement les pieds à terre et dit en riant : « Il faudra bien maintenant que tu m'obéisses! » Ce mouvement violent fait rouvrir la saignée; mon oncle essaye vainement d'arrêter le sang

qui sort avec impétuosité. Les soins du domestique ne sont pas plus heureux. Enfin arrive le chirurgien qui parvient à arrêter l'hémorragie. Quelques heures plus tard, une fièvre violente s'emparait du comte, sa respiration devenait courte, sa peau brûlante, et sa tête commença à s'embarrasser; il n'en exposait pas moins avec une admirable justesse ce qu'il avait fait pour l'Italie, ce qui lui restait encore à faire, ses projets pour l'avenir et les hardis moyens qu'il comptait employer, préoccupé exclusivement des intérêts du pays, manifestant sa crainte que la nouvelle de sa maladie ne compromît le succès de l'emprunt de 500 millions que l'État était sur le point de contracter. La nuit fut si mauvaise, que le lundi matin le docteur Rossi demanda une consultation. Tandis que mon frère courait chez le docteur Maffoni, l'état du malade s'aggravait, l'agitation augmentait, la respiration devenait de plus en plus courte et la soif si intense qu'à chaque minute mon oncle prenait des morceaux de glace ou de l'eau de seltz glacée. Tout d'un coup, se tournant vers le docteur Rossi : « Ma tête, lui dit-il, s'embrouille, et j'ai besoin de toutes mes facultés pour traiter de graves affaires; faites-moi saigner encore, une saignée peut seule me sauver. » Le médecin consentit et fit chercher le chirur-

gien. Celui-ci pratiqua une nouvelle incision, le sang ne jaillit pas; à force de comprimer la veine, on réussit à tirer deux ou trois onces d'un sang noir et coagulé. En se relevant, le chirurgien me dit : « Je suis très-inquiet de l'état de M. le comte, la nature est déjà inerte, n'avez-vous pas observé que les saignées des premiers jours ne sont pas même cicatrisées? » A ce moment, on m'annonça le docteur Maffoni, lequel pâlit en apprenant ce qui venait de se passer. Il fallut préparer mon oncle à la consultation. Il ne voulait point en entendre parler, déclarant qu'il avait toute confiance dans le docteur Rossi, mais il finit par céder aux sollicitations de mon père et de mon frère, et me dit : « Fais entrer les médecins, puisque toi aussi tu désires que je les voie... Messieurs, ajouta-t-il en les voyant, guérissez-moi promptement, j'ai l'Italie sur les bras et le temps est précieux. Dimanche, je dois être à Bardonnêche pour visiter avec M. Bixio et d'autres amis de Paris les travaux du Mont-Cénis. Je ne comprends rien à ma maladie. Elle résiste au traitement habituel; j'ai beaucoup souffert ces jours derniers, maintenant je ne souffre plus, mais je ne puis ni travailler, ni mettre deux idées ensemble; c'est ma pauvre tête, je crois, qui est le siége du mal. » Les médecins lui



répondirent que sa maladie était une fièvre d'accès avec menace de transport au cerveau, qu'on avait combattu le dernier danger au moyen des saignées; qu'il fallait maintenant empêcher à tout prix le retour de la fièvre, et ils prescrivirent en conséquence une forte dose de sulfate de quinine liquide à prendre en trois fois avant onze heures du soir. Cette prescription déplut à mon oncle qui demanda des pilules. Les médecins s'y refusèrent. On apporta la quinine liquide, il la repoussa; je pris alors le verre, et le présentai à mon oncle en le priant d'en avaler le contenu pour me faire plaisir. « J'ai, me répondit-il, une répugnance invincible pour ce remède qui me fait l'effet d'un poison, mais je ne veux rien te refuser. » Il prit le verre de mes mains, avala le liquide d'un seul trait et me demanda si j'étais contente; mais des vomissements ne tardèrent pas à justifier sa répugnance instinctive, et ils se renouvelèrent à chaque fois qu'il essaya de prendre le remède. A neuf heures du soir on annonça le prince de Carignan : mon frère et moi craignant l'émotion que produirait une telle visite, nous allâmes au-devant du prince, mais mon oncle, ayant reconnu la voix du visiteur, voulut à toute force le voir et causa avec lui pendant un quart d'heure environ. En sortant, le prince

nous dit : « Ne vous affligez pas, le comte n'est pas aussi mal que vous vous l'imaginez; il est fort et robuste et surmontera la maladie. Il a trop travaillé ces derniers temps; il a besoin de repos, de tranquillité. »

« Pendant le reste de la soirée mon oncle fut assez calme; mais à une heure l'accès de fièvre revint avec plus de violence encore que la veille, le délire recommençant accompagné d'une agitation terrible. Les médecins, qui arrivèrent de grand matin, ordonnèrent des sinapismes aux jambes, et sur la tête l'application continuelle de vessies remplies de glace. Les sinapismes n'eurent même pas le pouvoir de rougir la peau, et le malade rejetait sans cesse les vessies qu'on tenait sur son front brûlant en disant : « Ne me tourmentez pas, laissez-moi reposer. » Étant resté seul un instant avec son domestique, il lui dit : « Martin, il faut nous quitter; quand il sera temps, tu enverras appeler le père Jacques, curé de la Madone des Anges, qui m'a promis de m'assister à mes derniers moments. Envoie chercher maintenant M. Castelli et M. Farini, j'ai à leur parler. »

« Il essaya vainement et à plusieurs reprises de faire ses dernières confidences à M. Castelli. Un peu plus heureux avec M. Farini, il réussit à lui dire : « Vous m'avez soigné et guéri d'une maladie semblable il y

a quelques années; je me remets à vous, consultez les médecins, mettez-vous d'accord avec eux et décidez de ce qu'il y a à faire. »

« M. Farini insista pour qu'on continuât les applications de glace. Mon oncle se soumit; ensuite M. Farini fit faire sous ses yeux et appliquer, mais sans plus de succès que la veille, des sinapismes plus violents. Ce jour-là mon oncle parla constamment de la reconnaissance du royaume d'Italie par la France, d'une lettre que M. Vimercati devait apporter de Paris, et demandait instamment à voir M. Artom, avec lequel il avait des affaires à traiter; puis, passant à la marine: « Il nous faudra, dit-il, vingt ans pour nous créer une flotte capable de protéger et de défendre nos côtes, mais nous y parviendrons; j'ai dirigé tous mes efforts vers ce but, aussi l'union est-elle faite entre notre ancienne marine et la marine napolitaine. Que n'a-t-on fait de même pour l'armée de terre! Cela aurait peut-être mécontenté notre armée. Au reste, certaines éventualités se présentant, Garibaldi et ses volontaires nous seront d'une incontestable utilité. Il me faut renoncer pourtant au portefeuille de la marine, je suis trop fatigué, trop surchargé de travail. Le général Menabrea consentira-t-il à me remplacer? Je le crois très-capable de créer et d'organiser

la marine italienne. C'est une bonne idée que j'ai eue là; non, non, il ne me refusera pas son concours. »

« Le mardi soir, la nouvelle de la gravité de la maladie de mon oncle s'étant répandue dans la ville, l'hôtel Cavour fut comme assiégé par la population de Turin, et on dut le laisser ouvert toute la nuit. L'appartement, le grand escalier, le vestibule, la cour ne désemplirent pas une minute, et lorsque je me retirai, vers les deux heures, j'eus quelque peine à me frayer un passage à travers cette foule morne, silencieuse et désolée. La nuit fut mauvaise; l'état du malade empira tellement que, le mercredi matin, les médecins, interrogés par le marquis de Rora et par mon frère, qui avaient veillé mon oncle, dirent que si le comte avait quelques dispositions à prendre, il n'y avait pas de temps à perdre. Je fus chargée de la douloureuse mission de prévenir mon oncle de son état; tremblante, navrée, je ne trouvai d'autres mots à dire que : « Mon oncle, le père Jacques est venu prendre de vos nouvelles, voulez-vous le recevoir un instant? » Il me regarda fixement, me comprit, me serra la main et me répondit : « Fais-le entrer. » Puis il demanda qu'on le laissât seul. Son entretien avec le curé dura une demi-heure environ, et lorsque le père Jacques se retira, mon oncle fit demander

M. Farini à qui il adressa aussitôt ces paroles : « Mia nipote m'ha fatto venire il padre Giacomo; debbo prepararmi al gran passo dell' eternità. Mi son confessato ed ho ricevuto l'assoluzione; più tardi mi communicherà. Voglio che si sappia, voglio il buono popolo di Torino sappia ch'io muoio da buon cristiano. Sono tranquillo, non ho mai fatto male a nessuno. »

« J'entrai après M. Farini et je suppliai mon oncle de me permettre d'appeler ou M. Riberi, ou M. Buffalini, ou M. Tommasi de Naples que le public nous pressait de consulter. « Il est trop tard maintenant, me dit-il; peut-être appelés plus tôt m'auraient-ils sauvé. Cependant, si tu le désires, fais venir M. Riberi. » Il était huit heures du matin lorsque j'envoyai chercher M. Riberi; il vint à cinq heures du soir. Les médecins ordinaires ordonnèrent des ventouses à la nuque et des vésicatoires aux jambes. Les vésicatoires ne prirent pas, et mon oncle ne sentit même pas la douloureuse application des ventouses. A peine dans le public eut-on appris que le comte serait administré, que la foule se porta vers la Madone des Anges pour escorter le saint sacrement. Vers les cinq heures, la procession se mit en marche, et peu après mon oncle recevait le viatique au milieu des sanglots d'une famille et d'une population désolées. Après la

fonction, mon oncle remercia avec effusion le curé et lui dit : « Je savais bien que *vous*, vous m'auriez assisté à ma dernière heure. » Ensuite, épuisé, ayant été assis jusqu'alors, il se coucha à la renverse pour ne plus se relever. Sur ces entrefaites, M. Riberi arriva. Mon oncle le reconnut immédiatement et lui dit en souriant : « Je vous ai fait appeler un peu tard, c'est que je n'étais pas encore un malade digne de vous. » Riberi s'entretint longuement avec les docteurs Rossi et Maffoni, mais n'ordonna que des remèdes insignifiants. En se retirant, il nous engagea à faire prendre un peu de nourriture au comte, car le pouls était très-bas. Il promit de revenir vers onze heures, mais ne nous donna pas le moindre espoir.

« Vers neuf heures, on annonça le roi qui, dans le but d'éviter la foule qui encombrait la cour, le grand escalier et presque toute la maison, entra par un petit escalier et par une porte dérobée avant que nous eussions prévenu le malade de la visite qu'il allait recevoir. Mon oncle reconnut parfaitement le roi et lui dit aussitôt : « Oh ! sire, j'ai bien des choses à vous communiquer, bien des papiers à vous montrer, mais je suis trop malade ; il me sera impossible d'aller vous voir, mais je vous enverrai Farini demain, il vous parlera de tout en détail. Votre Majesté n'a-

t-elle pas reçu de Paris la lettre qu'elle attendait ? L'empereur est bien bon pour nous maintenant, oui, bien bon. Et nos pauvres Napolitains si intelligents; il y en a qui ont beaucoup de talent, il y en a aussi qui sont fort corrompus. Ceux-ci, il faut les laver, sire, oui, oui, *si lavi, si lavi.* » Le roi pressa la main de son ministre mourant et sortit pour parler aux médecins. Il supplia M. Riberi de tenter une saignée à la jugulaire ou de mettre quelques sangsues derrière l'oreille pour dégager le cerveau. M. Riberi répondit que l'état du pouls ne le permettait pas, mais que si le malade passait la nuit, on pourrait le lendemain essayer des dernières ressources de l'art. Le roi partit, le comte reprit la série de ses discours. « L'Italie du nord est faite, disait-il, il n'y a plus ni Lombards, ni Piémontais, ni Toscans, ni Romagnols; nous sommes tous Italiens; mais il y a encore les Napolitains. Oh ! il y a beaucoup de corruption dans leur pays. Ce n'est pas leur faute, pauvres gens, ils ont été si mal gouvernés. C'est ce coquin de Ferdinand. Non, non, un gouvernement aussi corrupteur ne peut être restauré, la Providence ne le permettra pas. Il faut moraliser le pays, élever l'enfance et la jeunesse, créer des salles d'asile, des colléges militaires; mais ce ne sera pas en injuriant les Napoli-

tains qu'on les modifiera. Ils me demandent des emplois, des croix, de l'avancement; il faut qu'ils travaillent, qu'ils soient honnêtes, et je leur donnerai des croix, de l'avancement, des décorations; mais surtout qu'on ne leur passe rien, l'employé ne doit même pas être soupçonné. Pas d'état de siége, pas de ces moyens des gouvernements absolus. Tout le monde sait gouverner avec l'état de siége. Je les gouvernerai avec la liberté et je montrerai ce que peuvent faire de ces belles contrées dix années de liberté. Dans vingt ans, ce seront les provinces les plus riches de l'Italie. Non, pas d'état de siége, je vous le recommande. »

« Garibaldi, poursuivit-il, est un galant homme; moi, je ne lui veux aucun mal. Il veut aller à Rome et à Venise, et moi aussi; personne n'est plus pressé que nous. Quant à l'Istrie et au Tyrol, c'est autre chose. Ce sera pour une autre génération. Nous avons bien assez fait, nous autres, nous avons fait l'Italie, *si l'Italia e la cosa va.* Puis cette confédération germanique est une anomalie; elle se dissoudra et l'unité allemande sera fondée, mais la maison de Habsbourg ne saurait se modifier. Que feront les Prussiens, eux si lents à se décider? Ils mettront cinquante ans à faire ce que nous avons fait en trois ans. Tandis que

la fièvre d'unité s'empare de l'Europe, ne voilà-t-il pas que l'Amérique s'avise de se diviser! Y comprenez-vous quelque chose, vous autres, à ces querelles intestines des États-Unis? Quant à moi, qui ai été dans ma jeunesse un admirateur passionné des Américains, je suis bien revenu de mes illusions, et j'avoue que ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique est pour moi une véritable énigme. »

« Puis mon oncle me demanda où étaient placés les différents corps de notre armée, où se trouvaient plusieurs militaires de ses amis, et troublée par l'émotion, je répondis mal à ses demandes. Il me regarda avec affection et tristesse et me dit: « Petite, tu ne sais ce que tu me dis; il y a un moment tu me disais que le général P. commandait à Parme, comment se fait-il qu'il soit maintenant à Bologne? » Suffoquée je sortis de la chambre pour pleurer. Il continua à causer avec mon frère, lui parla du fameux discours de M. Ricasoli en réponse au général Garibaldi, de M. Farini, et dit que MM. Ricasoli et Farini étaient les deux seuls hommes capables de le remplacer. Quoi qu'en aient dit plus tard les journaux, ces deux hommes d'État furent les seuls qu'il désigna pour ses successeurs. La voix de mon pauvre oncle, qui avait été jusqu'alors très-forte, commençait à faiblir;

les domestiques effrayés nous disaient : « Voilà la voix de M. le comte qui baisse; quand il cessera de parler, il cessera de vivre. »

« Le docteur Maffoni, qui veillait le malade, conseilla de lui faire prendre une tasse de bouillon avec du pain pilé et un verre de Bordeaux. Il prit l'un et l'autre avec plaisir, et comme je lui demandais s'il avait trouvé la soupe bonne, il me répondit : « Trop bonne, Riberi nous grondera tous deux demain. Dis au cuisinier que son bouillon était trop succulent pour un malade comme moi. » C'était la première fois qu'il consentait à prendre un peu de nourriture depuis sa maladie. Mais tout à coup ses jambes se glacèrent, une sueur froide couvrit son front et il se plaignit d'une douleur au bras gauche, à ce même bras qui depuis la journée du dimanche était froid comme le marbre.

« Le docteur Maffoni essaya de réchauffer les membres glacés avec des cataplasmes, des frictions et des linges brûlants. Ces efforts furent infructueux. Il m'ordonna alors de donner une tasse de bouillon à mon oncle, qui l'avala avec plaisir et me demanda encore une goutte de Bordeaux. Mais presque aussitôt sa langue s'épaissit et il ne parla plus qu'avec difficulté. Il me demanda pourtant de lui ôter le cataplasme qu'il avait au bras gauche, m'aida de sa



main droite à l'enlever, me prit par la joue, approcha ma tête de sa bouche, m'embrassa deux fois et me dit : « Merci et adieu, chère petite ; » puis, après avoir dit tendrement adieu à mon frère, il sembla prendre un moment de repos. Mais le pouls baissait. Nous envoyâmes chercher le père Jacques, qui arriva à cinq heures et demie avec les saintes huiles. Le comte le reconnut, lui serra la main et dit : « Frate, frate, libera chiesa in libero stato ! » Ce furent ses dernières paroles. Le curé lui administra le sacrement des mourants au milieu des sanglots de la famille, des amis, des domestiques. Mon oncle me fit plusieurs fois signe de lui donner de la glace pilée, mais m'apercevant qu'il l'avalait avec difficulté, je trempai mon mouchoir dans de l'eau glacée et j'en humectai ses lèvres. Il eut encore la force de prendre de mes mains le mouchoir et de le porter lui-même à sa bouche pour étancher la soif inextinguible qui le dévorait ; quelques minutes après, jeudi 6 juin, à six heures trois quarts du matin, deux faibles mouvements de hoquet aussitôt réprimés nous apprirent que sans souffrance, sans agonie, il venait de rendre son âme à Dieu. »

XV

Il est des hommes dont il semble impossible que la mort approche. La fatale nouvelle éclata comme un coup de foudre à Turin où, bien qu'elle fût prévue, on n'y voulait point croire, et du sein de cette population consternée s'éleva un cri de douleur qui traversa l'Italie. Hommes, femmes, enfants en vêtements de deuil, cités tendues de noir, funérailles à la pompe souveraine, éclatants sanglots des canons, désespoir immense d'un peuple à qui vient d'être ravi l'objet de son amour et de sa foi, stupeur de l'Europe.

Et tout a dit au monde : Un roi vient de mourir.

Il n'avait pas fini son œuvre. « Ma tâche, disait-il, est plus pénible que par le passé. » Et c'était à l'accomplissement de cette tâche qu'il consacrait ses jours et ses pensées, qu'il prodiguait ses veilles et



ses angoisses, c'est dans ce travail qu'il épuisait les sources de sa vie, jusqu'à ce que, tout à fait brisé, il tombât, comme tombent les héros, pour ne plus se relever.

Où ailleurs que dans le cercueil se fût-il donc reposé? L'œuvre du génie est-elle jamais achevée? Le *faciebam* qu'au bas de ses toiles immortelles inscrivait Raphaël, de quel grand homme n'a-t-il pas été le dernier soupir et le suprême regret? Mais pourtant plus qu'un autre, Cavour, à la fin de sa journée, avait accompli sa tâche, et il est mort sans craindre pour l'avenir de cette œuvre qu'il ne lui était pas donné de terminer.

Cette œuvre, en effet, il la laissait bien gardée, par les hommes qui avaient été ses auxiliaires, par la nation qu'il avait animée de son esprit, et par des alliés engagés désormais à soutenir la cause à laquelle il les avait gagnés.

L'Italie a des hommes d'État qui ont suivi et qui suivront résolûment les traces de Cavour, non pas en pâles copistes et en serviles imitateurs du maître, mais libres et qui n'ont pas plié sous le faix de la lourde succession imposée à leur patriotisme. Et au-dessus de ces deux hommes d'État, deux soldats qui, depuis le commencement, ont combattu le grand

combat et qui ne laisseront pas s'écrouler le monument de leurs victoires.

Le roi d'abord qui a fait flamboyer sur les champs de bataille son épée, cette épée que nul prince ne tint jamais d'une main plus vaillante. Il faut que les sages en prennent leur parti. La guerre sera toujours la religion des peuples et les capitaines seront leurs idoles. En vain l'histoire épluchera, critiquera, condamnera, la foule casse ses arrêts pour se transmettre de siècle en siècle les noms éternellement populaires des Richard Cœur-de-Lion. Victor-Emmanuel eut d'ailleurs la force de laisser faire Cavour. Un monarque faible, préoccupé de la crainte de le paraître, ne se fût point soumis au rôle secondaire que semblait lui assigner le génie de son ministre.

Garibaldi, autre figure, objet d'adulations qui nuisent à sa gloire, mais qui ne doivent pas la faire oublier. Ce chef étrange et brave, pour qui, selon un écrivain italien, l'art est une perfidie, le repos est une lâcheté, le ménagement une bassesse, sera peut-être encore, comme il le fut, un embarras sérieux, un obstacle incommode à la bonne conduite des affaires et à la politique sage nécessaire à l'Italie. Mais que sont ces embarras éventuels et ces obstacles momentanés auprès du service que rend à son pays

celui qui le pénètre de la foi dont son cœur déborde et qui apprend ainsi à une nation incertaine à croire en elle-même? Les peuples, dans leur décrépitude, pratiquent la ruse, goûtent l'intrigue, se plaisent aux complots, armes des faibles, mais ne sauraient produire de ces grands hommes incomplets dont le défaut est d'avoir la confiance insensée des enfants. Garibaldi affirme la jeunesse de l'Italie.

Victor-Emmanuel et Garibaldi, deux puissants ouvriers dans l'œuvre qui reste toutefois l'œuvre de Cavour. Si l'Italie est aujourd'hui élevée au rang des nations, elle le doit à l'homme qui sut inspirer à l'Europe assez de confiance pour en obtenir la liberté de son pays et assez de respect pour maintenir intacte, vis-à-vis des plus forts, la dignité du plus faible. Celui qui espéra dans la liberté au lendemain de 1848, qui espéra dans l'indépendance au lendemain de Novare, qui espéra dans la guerre au lendemain de la paix de Paris, dans l'unité au lendemain de Villafranca; celui qui eut la hardiesse de proclamer ses desseins, l'art de les imposer, le courage de les accomplir; celui qui gouverna par la nation, qui écrasa la révolution sans violence, qui contint la réaction sans affaiblir le prestige monarchique; celui qui, travailleur acharné à sa tâche, ne connut

pas un instant de repos et mourut à la peine : celui-là est bien le grand ouvrier. Cavour, tout le monde le sent, ne pouvait être remplacé, mais il a trouvé des successeurs, et c'est là le plus éclatant hommage que son pays ait rendu à son génie. Il ne fut pas de ces égoïstes superbes auxquels rien ne survit que leur propre gloire. Sa vie fut courte, mais, en dix ans, il fonda sa patrie.

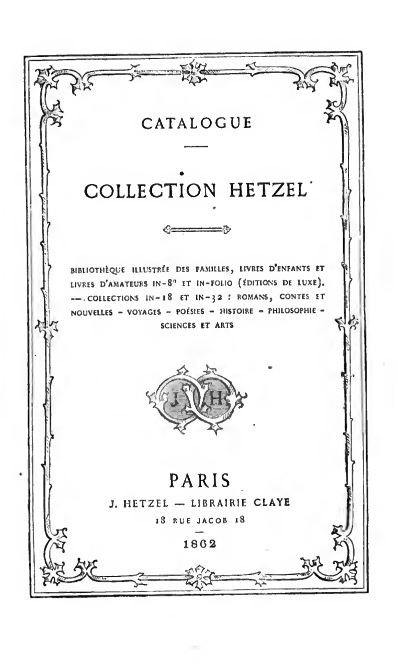
Et maintenant, cette « France magnanime, » cette « généreuse Angleterre, » cette « juste Allemagne, » de sa voix sur le point de s'éteindre, Cavour les a-t-il invoquées en vain?

En 1859, par une matinée de septembre, mon frère et moi nous proposâmes une partie de pêche à Cavour, qui se trouvait à Hermance, y passant quelques jours avec nous. Au bord du lac, comme on préparait le bateau, nous nous assîmes sur le parapet du quai qui protége le rivage en cet endroit. A quelques pas de nous, devant la porte d'un cabaret, stationnait un petit groupe de paysans, parmi lesquels deux soldats, des gardes-frontière. Un de ces soldats, un bernois à la haute taille, au visage fier, à la longue moustache blonde, à l'œil ardent et clair, se détachant du groupe, s'approcha de nous d'un pas résolu

et, s'arrêtant tout près de Cavour, resta là immobile, sans paraître s'apercevoir de notre étonnement. Tout d'un coup, d'une voix brève : « *Sind sie Cavour?* dit-il. — Qu'est-ce qu'il veut? fit Cavour. — Il demande si vous êtes Cavour. » Sur le signe de tête affirmatif qui répondit à sa question, le soldat prit la main de Cavour, la serra fortement, tandis que deux grosses larmes roulaient sur ses joues bronzées, après quoi il tourna le dos brusquement, se retira et disparut. « Voilà, dit d'une voix émue Cavour, un Allemand qui m'a l'air d'un brave homme. » Puis il demeura silencieux, arrachant, d'une main distraite, les brins d'herbe qui avaient poussé dans les jointures des dalles. On eût dit que, dans cet hommage d'un soldat obscur, il avait entrevu le jour où l'Europe reconnaîtra l'Italie.

FIN.

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE, RUE SAINT-BENOIT, 7



CATALOGUE

COLLECTION HETZEL

BIBLIOTHÈQUE ILLUSTRÉE DES FAMILLES, LIVRES D'ENFANTS ET LIVRES D'AMATEURS IN-8° ET IN-FOLIO (ÉDITIONS DE LUXE). —. COLLECTIONS IN-18 ET IN-32 : ROMANS, CONTES ET NOUVELLES - VOYAGES - POÉSIES - HISTOIRE - PHILOSOPHIE - SCIENCES ET ARTS

J. H.

PARIS
J. HETZEL — LIBRAIRIE CLAYE
18 RUE JACOB 18
1862

2ᵉ Série

HETZEL ET HACHETTE

LE NOUVEAU MAGASIN DES ENFANTS. Texte par Ch. Nodier, George Sand, Balzac, Léon Gozlan, Alph. Karr, P.-J. Stahl, Octave Feuillet, Émile de Labédollière, Alfred et Paul de Musset, Jules Janin, Alex. Dumas. Vignettes par Tony Johannot, Bertall, Lorentz, Laville, Meissonier. 4 séries ornées de 100 vignettes chacune. La série. . . . 10 fr.

LE VICAIRE DE WAKEFIELD, traduit par Charles Nodier, illustré de 10 belles gravures sur acier par Tony Johannot. Grand in-8°. Broché. . . . . . . 10 fr.

LE RENARD, DE GŒTHE, trad. par E. Grenier, illust. de 60 belles gravures par Kaulbach. Grand in-8°. 10 fr.

LES ROMANS CHAMPÊTRES, par George Sand. 2 v. in-8° illustrés. Chaque volume. . . . . 10 fr.

EN PRÉPARATION POUR 1863 ET 1864

3ᵉ Série

J. HETZEL — LIBRAIRIE J. CLAYE

RUE JACOB 18

CONTES CHOISIS. — LES MILLE ET UNE NUITS, illustrées par G. Doré, format du *Perrault*. 1 vol. » fr.

LES FABLES DE FLORIAN, illustrées par G. Doré, format du *Perrault* . . . . » fr.

LES CONTES DU PETIT CHATEAU, par JEAN MACÉ. In-8°. . . . . 10 fr.

LE THÉATRE DU PETIT CHATEAU, par JEAN MACÉ. In-8°. . . . . 10 fr.

LES AVENTURES D'UN PETIT PARISIEN, par A. DE BRÉHAT. In-8° . . . . 10 fr.

LA VIE DES FLEURS ET DES FRUITS, par EUGÈNE NOEL. In-8°. . . . . 10 fr.

HISTOIRE D'UN GALOPIN, par A. DE BRÉHAT. . . » fr.

LA BELLE PETITE PRINCESSE ILSÉE. Traduit et imité de l'allemand, par J. STAHL, vignettes par FROMENT . . . . 10 fr.

ROBINSON SUISSE, traduit et revu par EUGÈNE MULLER. 10 fr.

LE LA FONTAINE DES ENFANTS. 100 fables choisies dans les œuvres des fabulistes do tous les temps et de tous los pays, à l'usage de l'enfance. 40 vignettes. . . . . » fr.

LA VIE DES COLLÉGIENS, par BERTALL. . . . . . 10 fr.

LA VIE DES ENFANTS. 40 vignettes par FROMENT. . 10 fr.

LE BEAU PÉCOPIN, par V. HUGO. Édition illustrée. » fr.

RICHES ÉDITIONS ILLUSTRÉES NOUVELLES

ET RÉIMPRESSIONS DE GRANDS OUVRAGES ÉPUISÉS

LES NOUVEAUX PARISIENS. Publié sous la direction de P.-J. STAHL; 200 vignettes inédites de GAVARNI. » fr.

GAVARNI. Œuvres choisies; 4 séries, 40 fr. Chacune 10 fr.

HISTOIRE DE PARIS ILLUSTRÉE, avec tous les changements nécessités par les transformations du Paris actuel, par THÉOPHILE LAVALLÉE . . . 10 fr.

LES ANIMAUX PEINTS PAR EUX-MÊMES, le chef-d'œuvre de GRANDVILLE. Études de mœurs contemporaines, publiées sous la direct. de P.-J. STAHL. — 2 séries formant chacune 1 volume. — Chaque volume renfermant 100 grands sujets et un grand nombre de vignettes. — 2 vol. . . . . 30 fr.

WERTHER, traduit par P. LEROUX, avec une préface de GEORGE SAND, et précédé d'une histoire de Gœthe. 10 gravures à l'eau-forte (chef-d'œuvre de TONY JOHANNOT sur acier) . . . . 10 fr.

VOYAGE OU IL VOUS PLAIRA, par ALFRED DE MUSSET et P.-J. STAHL. 100 superbes gravures sur bois, le chef-d'œuvre de TONY JOHANNOT. . . . . 10 fr.

Ces ouvrages, chefs-d'œuvre de GRANDVILLE et de TONY JOHANNOT, depuis longtemps épuisés, vont reparaître complets en éditions de très-grand luxe. Les éditions à 20 centimes la livraison n'ont jamais donné que la moitié des vignettes des grandes éditions primitives.

ANTONIELLA, roman inédit de LAMARTINE. . . . . . 10 fr.

MYTHOLOGIE DE LA JEUNESSE, par L. BAUDE. In-18. Prix . . . . 3 fr.

PARIS MARIÉ. Philosophie de la vie conjugale, par H. DE BALZAC, commentée par GAVARNI. 1 vol. . . 3 fr.

PARIS DANS L'EAU, par EUGÈNE BRIFFAULT. 120 vignettes par BERTALL. 1 vol. . . . . 3 fr.

PARIS A TABLE, par EUGÈNE BRIFFAULT, illustré par BERTALL. 1 vol. . . . . 3 fr.

HETZEL ET HACHETTE (IN-18)

à 3 fr. 50 c.

LA MORALE UNIVERSELLE, choix de Maximes tirées des moralistes de tous les pays et constituant, pour chaque nation, l'esprit de ses meilleurs écrivains.

L'ESPRIT DES ANGLAIS	1 vol.
L'ESPRIT DES ITALIENS	1 vol.
L'ESPRIT DES ESPAGNOLS	1 vol.
L'ESPRIT DES ORIENTAUX	1 vol.
L'ESPRIT DES LATINS	1 vol.
L'ESPRIT DES GRECS	1 vol.
L'ESPRIT DES ALLEMANDS	1 vol.
L'ESPRIT DES FRANÇAIS MODERNES (*sous presse*)	1 vol.

LA VIE DES ANIMAUX, Histoire naturelle anecdotique et biographique des animaux, par le docteur JONATHAN FRANKLIN. Ouvrage entièrement inédit, recueilli, mis en ordre, revu et traduit par M. ALPH. ESQUIROS.

MAMMIFÈRES	2 vol.
OISEAUX	1 vol.
REPTILES	1 vol.
LE MONDE DES EAUX	1 vol.
LE MONDE DES MÉTAMORPHOSES	1 vol.
LE MONDE MICROSCOPIQUE (*sous presse*)	1 vol.
LA VIE DES PLANTES (*sous presse*)	1 vol.
LA TERRE AVANT L'HOMME (*sous presse*)	1 vol.

ÉMILE BOSQUET. — LOUISE MEUNIER	1 vol.
ALFRED DE BRÉHAT. — HISTOIRES D'AMOUR (Scènes mexicaines)	1 vol.
COLOMBEY. — LES CAUSES GAIES	1 vol.
— L'ESPRIT AU THÉATRE	1 vol.

E. DESCHANEL. — La Vie des Comédiens (biographies, mémoires, anecdotes, chroniques anciennes et modernes). . . . . 1 vol.

CHARLES DUCOM. — Nouvelles gasconnes. . . . . 1 vol.

ALP. ESQUIROS. — L'Angleterre et la Vie anglaise. 1 vol.

GRAMONT (C[te] de). — Les Gentilshommes pauvres. 1 vol.

—— Les Gentilshommes riches. . . . . 1 vol.

VICTOR HUGO. — Les Contemplations. . . . . . . 2 vol.

JULES JANIN. — Critiques et Portraits. . . . . . 1 vol.

—— Variétés littéraires . . . . 1 vol.

THÉOPHILE LAVALLÉE. — Histoire de la Turquie, depuis ses origines jusqu'à nos jours. . . . . 2 vol.

MACAULAY. — Histoire et Critique, traduction de Lisse et D[illegible]troz. . . . . 1 vol.

MAX RADIGUET. — Les Derniers Sauvages. . . . . 1 vol.

ADRIEN PAUL. — Un Anglais amoureux. . . . . . 1 vol.

LAURENT PICHAT. — Gaston. . . . . 1 vol.

ADRIEN ROBERT. — Le Nouveau Roman comique. . 1 vol.

CHARLES ROZAN. — Les Petites Ignorances de la Conversation. . . . . 1 vol.

RUFFINI. — Découverte de Paris par une famille anglaise. . . . . 1 vol.

GEORGE SAND. — Les Beaux Messieurs de Bois-Doré. 2 vol.

—— Flavie. 1 vol.

—— Les Dames vertes . . . . 1 vol.

—— Promenades autour de mon village . . . . . . 1 vol.

CLAUDE SAUVAGE. — Les Guêpes gauloises (Encyclopédie des Épigrammes en vers). . . . . . 1 vol.

P.-J. STAHL. — Voyage d'un Étudiant et ses suites variées (de Paris à Baden). 2e édition. . . . 1 vol.

—— Histoire d'un Homme enrhumé et autres Histoires. — Souvenirs d'un voyage de Baden à Cologne. . . . . 1 vol.

HETZEL ET LÉVY (IN-18)

à 3 francs.

BELLOY (Marquis de). — Les Toqués . . . . 1 vol.

CHAMFORT (édition Stahl). — Deuxième édition, précédée de l'Histoire de Chamfort, par Stahl, contenant les Pensées, Maximes, Anecdotes et Dialogues, augmentée de Pensées et Fragments complétement inédits, suivie des Lettres de Mirabeau à Chamfort, la seule qui soit accompagnée d'un Index alphabétique pour chaque Pensée, Anecdote ou Fragment.

COLOMBEY. — Histoire anecdotique du Duel dans tous les temps et dans tous les pays (2e édit.). 1 vol.

PAUL DELTUF. — Mademoiselle Fruchet. . . . . . 1 vol.

—— Adrienne . . . . 1 vol.

ERCKMANN-CHATRIAN. — Contes de la Montagne. 1 vol.

—— Maitre Daniel Rock . . . . 1 vol.

E. FORGUES. — Une Parque (traduit de l'anglais). . 1 vol.

ARNOULD FREMY.—Journal d'une Jeune Fille pauvre. 1 vol.

BENJAMIN GASTINEAU. — Les Amours de Mirabeau et de la marquise de Monnier, suivies de Lettres choisies de Mirabeau et de la marquise . . . . 1 vol.

—— Les Femmes, les Romans et les Mœurs en Algérie. 1 vol.

ÉDOUARD GRENIER. — Poëmes dramatiques. . . . 1 vol.

F. HUET. — Histoire de Bordas-Demoulin . . . . . 1 vol.

DE JANCIGNY. — Histoire de l'Inde ancienne et moderne. . . . . 1 vol.

—— Un Mandarin a Paris. . . . . 1 vol.

HETZEL ET LÉVY (IN-32 DIAMANT)

à 1 franc.

HENRY MONNIER. — Comédies bourgeoises. . . . . 1 vol.
— Les Petites Gens. . . . . 1 vol.
— Scènes Parisiennes . . . . 1 vol.
— Croquis a la plume. . . . . 1 vol.
— Galerie d'Originaux. . . . . 1 vol.
— Les Bourgeois aux champs. . . . . 1 vol.
MONSELET. — La Cuisinière poétique. . . . . . . 1 vol.
— Musée secret de Paris . . . . 1 vol.
A. DE MUSSET. — Mimi Pinson. . . . . 1 vol.
EUGÈNE NOEL. — La Vie des Fleurs et des Fruits. 1 vol.
— Rabelais. . . . . 1 vol.
L. RATISBONNE. — Au Printemps de la vie . . . . 1 vol.
P.-J. STAHL. — Les Bijoux parlants. . . . . 1 vol.
— L'Esprit des Femmes (6e édition). . . . . 1 vol.
— Histoire d'un Prince (4e édition). . . . . 1 vol.
— Théorie de l'Amour et de la Jalousie (3e édit.). 1 vol.
— L'Esprit de Voltaire. . . . . 1 vol.
ALFRED DE MUSSET ET P.-J. STAHL. — Voyage ou il vous plaira (10e édition). . . . . 1 vol.
L. ULBACH. — L'Homme aux cinq louis d'or. . . . . 2 vol.

HETZEL ET DENTU (IN-18)

à 3 francs.

ANDERSEN. — Contes nouveaux. . . . . 1 vol.
ASSOLLANT. — Aventures de Karl Brunner. . . . 1 vol.
A. DE BERNARD. — Les Frais de la Guerre. . . . 1 vol.
—— Pauvre Matthieu. . . . . 1 vol.
—— Les Stations d'un Touriste. . . . . 1 vol.
VICTOR BORIE. — L'Année rustique. . . . . 1 vol.
ALFRED DE BRÉHAT.— Les Petits Romans (2e édit.). 1 vol.
—— Les Jeunes Amours (2e édition). . . . . 1 vol.
—— Un Drame a Calcutta . . . . 1 vol.
CARLETON ET DE WAILLY. — Romans champêtres Irlandais. . . . . 1 vol.
WILKIE COLLINS & FORGUES.—La Femme en blanc. 2 vol.
COLOMBEY. — Les Originaux de la dernière heure. 1 vol.
DELMAS. — Voyages du *Fire-fly*. . . . . 1 vol.
DELTUF. — Jacqueline Voisin. . . . . 1 vol.
DEQUET. — Clarisse. . . . . 1 vol.
—— (Abeille. In-32. 1 volume. Prix : 1 fr.) . . . . 1 vol.
ERCKMANN-CHATRIAN. — Le Fou Yégof. . . . . . 1 vol.
ESQUIROS. – L'Angleterre et la Vie anglaise (2e sér.). 1 vol.
ARNOULD FREMY. — Les Amants d'aujourd'hui . . 1 vol.
—— Les Femmes mariées. . . . . 1 vol.
—— Joséphin le Bossu . . . . 1 vol.
GLEEVES. — Comédies parisiennes. . . . . 1 vol.
LÉON GOZLAN. — La Folle du numéro 16. . . . . 1 vol.
—— Le Vampire du Val de Grace . . . . 1 vol.
J. JANIN. — La Fin d'un Monde . . . . 1 vol.
CH. JOBEY. — L'Amour d'une Blanche. . . . . . . 1 vol.

LARDIN ET MIE D'AGHONNE. — LE PREMIER AMOUR D'UNE JEUNE FILLE. . . . . 1 vol.
JEAN MACÉ. — HISTOIRE D'UNE BOUCHÉE DE PAIN (3e édition) . . . . 1 vol.
MULLER. — MADAME CLAUDE (2e édition) . . . . . . 1 vol.
JUSTE OLIVIER. — LE BATELIER DE CLARENS. . . . 2 vol.
ADRIEN PAUL. — BLANCHE MORTIMER. . . . . 1 vol.
—— UNE DETTE DE JEU . . . . 1 vol.
PAUL PERRET. — LÉGENDES AMOUREUSES DE L'ITALIE. In-32. Prix : 1 fr. . . . . 1 vol.
LAURENT PICHAT. — LE SECRET DE POLICHINELLE. . 1 vol.
P.-J.-PROUDHON. — LA PAIX ET LA GUERRE (3e éd.). 2 vol.
—— THÉORIE DE L'IMPÔT. . . . . 1 vol.
TOURGUENEF. — UNE NICHÉE DE GENTILSHOMMES . . 1 vol.
ULBACH. — HISTOIRE D'UNE MÈRE. . . . . 1 vol.
—— LE MARI D'ANTOINETTE. . . . . 1 vol.
DE VALOIS. — LE MEXIQUE, LA HAVANE. . . . . . . 1 vol.
P. VIALON. — L'HOMME AU CHIEN MUET. . . . . . . 1 vol.
CLAUDE VIGNON. — RÉCITS DE LA VIE RÉELLE . . . 1 vol.

EN PRÉPARATION (même Collection) :

ACCOYER SPOLL. — L'ESPRIT DE Mme DE GIRARDIN. 1 vol.
BERTRAND. — LES MÉMOIRES D'UN MORMON. . . . . 1 vol.
DE BRÉHAT. — LES CHEMINS DE LA FORTUNE . . . . 1 vol.
BULWER-DEROSNE. — LE JOUR ET LA NUIT . . . . 1 vol.
DE CHERVILLE. — HISTOIRE D'UN CHIEN DE CHASSE. . 1 vol.
COLOMBEY. — L'ESPRIT DES VOLEURS. . . . . 1 vol.
PAUL PERRET. — DAME FORTUNE . . . . 1 vol.
GEORGE SAND. — VARIÉTÉS LITTÉRAIRES . . . . . . 2 vol.
CLAUDE VIGNON. — VICTOIRE NORMAND . . . . . . 1 vol.
GRISIER. — LE DUEL (in-8°). . . . . 1 vol.

HETZEL CHEZ PAGNERRE (IN-18)

à 3 francs.

GAUTHIER. — Histoire de l'Art dramatique en France depuis 20 ans . . . . 6 vol.
LARCHER ET JULIEN. — Ce qu'on a dit du Mariage. 1 vol.
—— Les Femmes jugées par les bonnes langues. . . 1 vol.
—— Les Hommes jugés par les Femmes . . . . 1 vol.
LARCHER ET MARTIN. — Les Femmes jugées par les méchantes langues . . . . 1 vol.
—— Les Femmes peintes par elles-mêmes. . . . . . 1 vol.
—— Le Mal que les Poètes ont dit des Femmes . . 1 vol.
P.-J. MARTIN. — Petites tribulations de la Vie humaine. 1 vol.
—— Les Bonnes Bêtises. . . . . 1 vol.
—— L'Esprit de tout le monde . . . . 1 vol.
RUFFINI. — Le docteur Antonio. . . . . 1 vol.
VIARD. — Les Mille Joies de la Vie humaine. . . . 1 vol.

VICTOR HUGO (ŒUVRES COMPLÈTES)

Édition Hetzel et Houssiaux. In-8°, 20 volumes. . . 100 fr.
Édition Hetzel et Marescq, illustrée, 20 cent. la livr.
Édition Hetzel et Hachette, 20 vol. in-18. . . . . . 20 fr.
La Légende des Siècles, 2 volumes. . . . . 15 fr.
ŒUVRES COMPLÈTES, in-18 (édition Hachette).
20 volumes à . . . . 3 f. 50



J. HETZEL — LIBRAIRIE J. CLAYE — 18 RUE JACOB

En vente ou en préparation :

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE, RUE SAINT-BENOIT, 7

